

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

**FORMATION ET DÉVELOPPEMENT D'UNE PETITE-BOURGEOISIE
FRANCO-AMÉRICAINNE DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE
(FALL RIVER, 1870-1920)**

PAR

BRIGITTE VIOLETTE

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE
FACULTÉ DES ARTS ET DES SCIENCES

THÈSE PRÉSENTÉE À LA FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES EN VUE DE
L'OBTENTION DU GRADE DE PHILOSOPHIÆ DOCTOR (PH.D.) EN HISTOIRE

DÉCEMBRE 2000

©BRIGITTE VIOLETTE, 2000



D
7
U54
2001
v.008

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée:

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT D'UNE PETITE-BOURGEOISIE
FRANCO-AMÉRICAINNE DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE
(FALL RIVER, 1870-1920)

présentée par:
Brigitte Violette

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes:

- Jacques Rouillard, président du jury
- Bruno Ramirez, directeur de recherche
- Yves Roby, codirecteur de recherche
- Christian Dessureault, membre du jury
- Donald Cuccioletta, examinateur externe
- Norbert Robitaille, représentant du doyen

Thèse acceptée le : 16 février, 2001

SOMMAIRE

La présente recherche vise à retracer les origines sociales de la petite-bourgeoisie franco-américaine de la ville de Fall River, de l'État du Massachusetts, et de suivre son cheminement depuis 1870 jusqu'en 1920. Elle s'inscrit dans une démarche qui procède à la fois d'une analyse globale de la petite-bourgeoisie en tant que classe sociale différenciée et par l'attention portée aux itinéraires socioprofessionnels d'individus qui en constituent le noyau dur. Analyses intermittentes et longitudinales se conjuguent pour cerner l'évolution de cette classe sociale à moyen et à long termes. Dans un premier temps, elle retrace les antécédents socioprofessionnels de ses constituants et tâche d'évaluer l'incidence de la mobilité sociale dans la composition de cette petite-bourgeoisie tout en mesurant l'impact de la structure sociale héritée du Canada français. Non seulement identifie-t-elle sa composition initiale, mais elle suit ses transformations sur cinq décennies pour comprendre les changements d'ordre conjoncturel et structurel observés d'un recensement à l'autre.

Cette étude scrute attentivement la création d'une petite-bourgeoisie d'affaires issue du contexte américain en tenant compte de la structure sociale locale. En plus d'identifier ses secteurs d'activités et d'évaluer ses assises matérielles, cette partie de la recherche suit la progression des gens d'affaires et met à profit les recensements et les rapports d'enquête sur le crédit.

Le phénomène de la persistance socioprofessionnelle fait l'objet d'une attention particulière. À cette fin, nous procédons au recoupement des corpus extraits de quatre recensements officiels et de deux guides d'adresses franco-américains. Il s'agit, plus exactement, d'évaluer le taux de persistance socioprofessionnelle sur des périodes de dix ans et de vingt ans. Nous analysons également les antécédents socioprofessionnels et l'incidence de la mobilité sociale ainsi que le degré de persistance selon les quatre sous-catégories professionnelles retenues. Parmi le groupe de persistants de vingt ans et plus (ou le noyau dur de la petite-bourgeoisie), constitué de plus de 300 individus, on reconnaît plusieurs acteurs recensés pour la première fois durant la décennie de 1870. Ces derniers joueront un rôle primordial dans l'histoire de la communauté, soit par leur implication dans la vie nationale, dans la vie politique à l'échelle municipale ou comme professionnels et gens

d'affaires influents parmi leurs compatriotes. Le rayonnement de cette élite laïque au sein de la communauté franco-américaine débordera parfois l'échelle régionale pour atteindre l'ensemble de la Nouvelle-Angleterre.

Chevauchement entre persistance à moyen et à long termes, prédominance de la première génération, vieillissement relatif, sont autant d'indices que le noyau dur de la petite-bourgeoisie, et, par conséquent, de l'élite franco-américaine, prend racine aux États-Unis dès les années 1870. En fait, il est sans doute plus à propos de parler de consolidation d'une élite franco-américaine plutôt que d'une régénération pour la période couverte par cette recherche.

Cette thèse de doctorat fait usage d'une documentation archivistique constituée principalement de quatre recensements fédéraux nominatifs, de répertoires d'évaluation de crédit, de journaux et d'annuaires. Son caractère novateur tient d'abord au choix du sujet. Elle constitue la première recherche à s'intéresser aux caractéristiques socio-économiques de la petite-bourgeoisie franco-américaine. Contrairement aux travaux antérieurs, qui ont étudié les élites sous l'angle des discours et des actions articulant le projet collectif de la survivance, nous nous intéressons aux pratiques individuelles exprimant des préoccupations d'ordre matérialiste et de promotion sociale. Nous dégageons les axes de leurs pratiques socio-culturelles quant à leur participation au réseau associatif et à la scène politique locale. Leurs comportements révèlent des stratégies de promotion sociale et de processus identitaires multiples. Les formes de leadership pratiquées par les élites laïques démontrent que l'idéologie de la survivance s'articule au sein d'un pluralisme idéologique lié directement à l'importance grandissante d'une petite-bourgeoisie émergeant du contexte américain.

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE

TABLE DES MATIÈRES	i
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I Jalons historiographiques et repères conceptuels	11
CHAPITRE II Fall River : esquisse d'une ville industrielle	37
CHAPITRE III Genèse d'une petite-bourgeoisie	59
CHAPITRE IV Chronique d'une petite-bourgeoisie d'affaires	116
CHAPITRE V La persistance socioprofessionnelle ou les éléments constitutifs d'une petite-bourgeoisie	192
CHAPITRE VI Biographie collective d'une élite laïque	230
CONCLUSION Entre "l'émigration de la misère" et l' <i>eldorado</i> mythique	293
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	304
ANNEXES:	
A. Dépouillement du Recensement fédéral officiel de 1870	i
B. Dépouillement du Recensement fédéral officiel de 1880	ii
C. Dépouillement du Recensement fédéral officiel de 1900	iv
D. Dépouillement du Recensement fédéral officiel de 1920	viii
E. Dépouillement du recensement de Honoré Beaugrand, 1874	xiv

F. Dépouillement du recensement de E. Lamoureux, 1888	xv
F. 1. Recensement de E. Lamoureux: professionnels et cols blancs salariaés canadiens-français de Fall River, 1888	xvii
F.2. Recensement de E. Lamoureux: commerces canadiens-français de Fall River, 1888	xviii
F.3. Recensement de E. Lamoureux: artisans canadiens-français de Fall River, 1888	xix
G. Dépouillement de l'almanach d'adresses de E.J. Gagnon, 1909-10	xx
H. Compilation des occupations tenues par des femmes à partir des recensements fédéraux officiels de 1880, 1900 et 1920	xxiii

LISTE DES TABLEAUX

2.1.	Population de Fall River, 1870-1920	49
2.2.	Réseau institutionnel franco-américain de Fall River	52
3.1.	Importance relative de la population franco-américaine de Fall River, 1870-1920	66
3.2.	Importance relative de la petite-bourgeoisie franco-américaine de Fall River, 1870-1920	67
3.3.	Population canadienne-française active de Fall River, 1874	69
3.4.	Évolution de la structure socioprofessionnelle	72
3.5.	Composition de la petite-bourgeoisie d'affaires	74
3.6.	Catégories de revenus selon les catégories d'occupations de la petite-bourgeoisie en 1920	76
3.7.	Distribution selon les tranches d'âge	77
3.8.	Structure familiale: distribution des individus par rapport au chef de ménage, 1870-1920	78
3.9.	Distribution selon l'état civil	79
3.10.	Distribution selon le sexe	80
3.11.	Distribution des femmes dans la structure familiale	81
3.12.	Statut civil des femmes de la petite-bourgeoisie avec occupation rémunérée	82
3.13.	Structure occupationnelle des femmes	82
3.14.	Antécédents socioprofessionnels des individus comptabilisés dans les recensements de 1880 et 1900	85
3.15.	Persistance socioprofessionnelle de la petite-bourgeoisie	88
3.16.	Taux de persistance par catégorie d'emploi	89

3.17.	Revenus secondaires chez les chefs de ménage, 1880-1920	91
3.18.	Structure familiale chez les chefs de ménage	93
3.19.	Propriété résidentielle chez les chefs de ménage	95
3.20.	Taux de propriété résidentielle des chefs de ménage selon les quartiers, en 1900 et 1920	96
3.21.	Répartition géographique des propriétés résidentielles en 1900 et 1920	96
3.22.	Importance relative des cotes de crédit attribuées aux gens d'affaires	98
3.23.	Distribution selon la valeur nette des entreprises	99
3.24.	Nombre de contribuables municipaux franco-américains, pour 50\$ et plus, en biens mobiliers et immobiliers	100
3.25.	Proportion des contribuables, pour 50\$ ou plus, en biens mobiliers et immobiliers, chez les Franco-Américains de Fall River	101
3.26.	Proportion des contribuables, pour 50\$ ou plus, en biens mobiliers et immobiliers, chez les Franco-Américains de la petite-bourgeoisie	101
3.27.	Immigration des petits-bourgeois à Fall River, par tranche décennale	103
3.28.	Distribution des petits-bourgeois selon les générations	104
3.29.	Pourcentage des Canadiens français éligibles naturalisés, en attente de naturalisation, étrangers ou de statut inconnu, État du Massachusetts, 1885-1930	105
3.30.	Taux de naturalisation de la petite-bourgeoisie	106
3.31.	Distribution géographique de la petite-bourgeoisie par quartiers résidentiels, 1900 et 1920, comparativement à l'ensemble de la communauté, 1888 et 1909	108
3.32.	Mariages mixtes selon les générations	110
3.33.	Origine des conjointes d'union mixte	111

4.1.	Composition de la petite-bourgeoisie d'affaires	125
4.2.	Valeur nette des entreprises franco-américaines répertoriées par Bradstreet, de 1878 à 1920, par tranche quinquennale	170
4.3.	Croissance de la valeur nette des entreprises franco-américaines répertoriées par Bradstreet, de 1880 à 1920, par tranche décennale	171
4.4.	Cotes de crédit attribuées aux entreprises franco-américaines, de 1878 à 1920, par tranche quinquennale	172
4.5.	Importance relative des cotes de crédit attribuées aux entreprises franco-américaines, par décennies, de 1880 à 1920, par tranche décennale	173
4.5.1	Épiciers au détail franco-américains et autres de Fall River: cotes de crédit attribuées par Bradstreet, entre 1880 et 1920	185.A
4.5.2.	Épiciers au détail franco-américains et autres de Fall River: valeur des commerces selon Bradstreet, entre 1880 et 1920	185.B
5.1.	Comparaison des antécédents socioprofessionnels	196
5.2.	Proportion qui ont exercé une occupation manuelle	197
5.3.	Antécédents socioprofessionnels par corpus et cohortes de persistants comptabilisés dans les recensements de 1880, 1900 et 1920	199
5.4.	Taux de persistance sur 10 par catégories d'occupation	200
5.5.	Taux de persistance sur 20 ans par catégories d'occupation, selon la première occupation	201

5.6.	Proportion des cols blancs salariés qui deviennent commerçants sur une période intercensitaire et sur une période de 20 ans et plus	203
5.7.	Distribution par catégories d'emplois pour chaque corpus et cohorte de persistance de moyenne et longue durées	207
5.8.	Type de revenus des individus en 1920 selon la durée de persistance	210
5.8.1.	Ratio homme-femme par corpus d'ensemble et cohortes de persistance	211.A
5.9.	Distribution selon l'âge, par cohortes de persistance et par corpus	212
5.10.	Distribution des individus par rapport au chef de ménage, 1900-1920	214
5.11.	Structure familiale chez les chefs de ménage pour l'ensemble des corpus et chez les persistants	215
5.12.	Revenus secondaires chez les chefs de ménage par corpus et cohortes de persistants à moyen et long termes	217
5.13.	Propriété résidentielle chez les chefs de ménage par corpus et cohortes de persistants à moyen et long termes	218
5.14.	Contribuables pour 50\$ ou plus chez les Franco-américains de la petite-bourgeoisie, par corpus et cohortes de persistants à long terme	219
5.15.	Taux de naturalisation de la première génération	221
5.16.	Distribution par quartiers résidentiels, en 1900 et 1920, par corpus et cohortes de persistants à long terme	223
5.17.	Effectifs de la petite-bourgeoisie en fonction du niveau de persistance intercensitaire (au taux moyen de 35%)	226
6.1.	Lieux d'émigration des persistants à long terme	236
6.2.	Persistants à long terme de la première génération, âge à la première migration	238
6.3.	Persistants à long terme de la première génération, âge à la naturalisation	238

6.4.	Persistants à long terme: occupation du père	240
6.5.	Structure occupationnelle des persistants à long terme selon dernière occupation recensée	241
6.6.	Persistants à long terme: axes de cheminement socioprofessionnel en fonction de la dernière occupation	242
6.7.	Réseau associatif national en 1893	249
6.8.	Persistants à long terme: pratiques associatives	250
6.9.	Persistants à long terme: officiers des sociétés mutuelles nationales	251
6.10.	Participation aux sociétés mutuelles américaines	258
	Carte de Fall River	58.A

“He is not overenergetic or ambitious. His main concern is to make a living for himself and his family, and, if that seems to have been attained, he is little troubled by restless eagerness to be doing something higher than that at which he is at present engaged.” - William MacDonald, 1898¹

“Que d’humbles commencements, suivis par d’éclatants succès, n’avons nous pas vus en ce pas [sic, pays]! Combien partis d’en bas, du dernier échelon, ont atteint un poste élevé! Que de *self-made men!* [italiques originales]”²

INTRODUCTION

La recherche de meilleures conditions de vie s’inscrit au coeur même de l’expérience migratoire. La motivation première de l’immigrant tient à l’espoir que l’expatriation lui prodiguera un meilleur sort matériel, qu’importe si le choix de partir soit dû à des causes attractives ou répulsives, qu’importe s’il envisage de retourner dans son pays d’origine ou de s’enraciner dans une nouvelle patrie. En fait, le phénomène de mobilité géographique nous paraît indéniablement associé à celui de la mobilité sociale.³ Nul doute que la migration en masse des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre après la Guerre civile américaine résulte de cette motivation. Lorsque Yves Roby replace l’expérience canadienne-française dans son contexte nord-américain et relate les causes de ce mouvement migratoire, il soutient que “[cette] mobilité a peu à voir avec le goût de l’aventure, [...] [mais] n’est en fait qu’une réponse aux contraintes du milieu. [...] Partir pour les “États” n’est en effet qu’un élément, parmi d’autres, d’une stratégie de survie.”⁴

¹Citation de William MacDonald au sujet des Franco-Américains: “The French Canadians in New England”, Quarterly Journal of Economics, 12, No. 3 (April, 1898), cité dans C. Stewart Doty, The First Franco-Americans. New England Life Histories from the Federal Writers' Project, 1938-1939, Orono, University of Maine at Orono Press, 1985, p. 150.

²L’Indépendant, 23 avril, 1894.

³Même si la quête d’un futur meilleur ne s’articule pas strictement en termes de catégories socioprofessionnelles.

⁴Yves Roby, Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, Québec, Septentrion, p. 14-16.

Or, l'immigration nette de plus de 325,000 Canadiens français en Nouvelle-Angleterre de 1860 à 1900, nous paraît non seulement constituer une stratégie de survie, mais représente également une stratégie de promotion sociale. Entre "l'émigration de la misère et de la faim"⁵ et le mythe des rues pavées d'or, une partie de la petite-bourgeoisie canadienne-française y a décelé des possibilités d'enrichissement. Sinon, comment expliquer la progression des communautés franco-américaines au cours de ces décennies? Lorsque nous comparons les données socio-économiques de 1880 à celles de 1920, dans la seule ville de Fall River, il ne fait pas de doute que plusieurs immigrants canadiens-français n'étaient pas convaincus d'être né pour un petit pain.

Cette recherche ne s'intéresse donc pas à la majorité qui gagne sa vie dans les filatures, qui besogne comme journaliers dans les chantiers de construction, en forêt ou à la réparation des rues, mais à la minorité qui oeuvre comme professionnels, commerçants, artisans-indépendants ou cols blancs salariés. Nous avons choisi d'étudier la communauté de Fall River au Massachusetts en raison de son importance démographique et des sources disponibles pour mener à bien notre enquête. Au recensement fédéral de l'année 1900, on compte plus de 33, 000 personnes d'origine canadienne-française, ce qui fait de Fall River le premier centre urbain franco-américain. Ajoutons que ce nombre ne tient compte que des première et deuxième générations. Le cadre chronologique étudié (1870-1920) correspond aux années où l'on assiste à l'arrivée des pionniers et à la mise sur pied du réseau institutionnel pour se clore au dernier recensement accessible aux chercheurs. Par ailleurs, notre période est suffisamment longue pour tenir compte des grandes vagues migratoires qui ont marqué le Canada français de la fin du XIXe au début du XXe siècle.

Dans un premier temps, nous tâcherons d'établir comment s'est opérée la formation d'une petite-bourgeoisie franco-américaine à Fall River et cerner ses transformations sur une période de cinquante ans. Il s'agira dans un deuxième temps d'identifier et de qualifier les formes

⁵Honoré Beaugrand, Jeanne la fileuse. Épisode de l'émigration franco-canadienne aux Etats-Unis, ed. préparée et présentée par Roger Le Moine. Montréal, Fides, 1980 [1878] ("Collection du Nénuphar. Les Meilleurs auteurs canadiens"), p. 205.

de leadership pratiquées par les élites issues de cette classe sociale.⁶ Notre objectif sera alors de démontrer comment l'idéologie de la survivance s'articule au sein d'un pluralisme idéologique lié directement à l'importance grandissante d'une petite-bourgeoisie émergeant du contexte américain. Il nous semble opportun à ce stade-ci de la production historique de présenter une autre facette à celle de la survivance et cesser de l'envisager comme l'unique projet collectif proposé par les élites franco-américaines.

Plan de rédaction

Le bilan historiographique abordera trois champs directement liés à notre problématique, soit la place de la classe moyenne dans l'histoire sociale américaine, chez les groupes ethniques en particulier, ainsi que dans la production historique franco-américaine. Cette étape préliminaire sera aussi l'occasion de définir et de distinguer deux concepts intrinsèques à notre démarche: «classe moyenne» et «élite».

Au deuxième chapitre nous tracerons une esquisse historique de Fall River depuis le dernier tiers du XIXe siècle jusqu'au premier quart du XXe siècle en insistant sur ses caractéristiques économiques, sociales, démographiques ainsi que sa structure urbaine.⁷ Nous verrons dans quel contexte l'immigration canadienne-française et les principaux éléments du réseau institutionnel prennent naissance à Fall River et l'évolution subséquente de ce centre urbain après la création d'une communauté franco-américaine viable. Cette mise au point nous permettra de poser les balises contextuelles socio-économiques qui guideront notre réflexion

⁶Dans le cadre de la société franco-américaine, nous envisagerons les élites comme un élément constitutif de la petite-bourgeoisie. Il ne s'agit pas d'employer les concepts comme synonymes l'un de l'autre.

⁷Nous puiserons aux travaux entrepris par nos prédécesseurs, soit les historiens Philip T. Sylvia, Anthony Coelho et John T. Cumbler: Philip T. Sylvia, Jr., "The Spindle City: Labor, Politics, and Religion in Fall River, Massachusetts, 1870-1905", Fordham University, Ph.D. thesis, 1973, 896 p.; Anthony Coelho, "A Row of Nationalities: Life in a Working Class Community: the Irish, English, and French Canadians of Fall River, Massachusetts, 1850-1890", Ph.D. thesis, Brown University, 1980, 305 p.; John T. Cumbler, Working-Class Community in Industrial America: Work, Leisure and Struggle in Two Industrial Cities, 1880-1930, Westport, Conn., Greenwood Press, 1979, 233 p.

dans les chapitres subséquents.

Le chapitre 3 posera la problématique centrale de notre recherche, soit la formation et la régénération d'une petite-bourgeoisie, une réalité négligée par l'historiographie franco-américaine jusqu'à maintenant. Par le défrichage et le recoupement de quatre recensements fédéraux (1870, 1880, 1900 et 1920), de deux recensements franco-américains⁸, ainsi que les annuaires municipaux,⁹ nous érigerons la charpente d'une biographie collective de la petite-bourgeoisie. Analyses intermittentes et longitudinales se conjugueront pour cerner l'évolution de cette classe sociale à moyen et long termes, c'est-à-dire, d'en identifier la composition initiale et de suivre ses transformations sur cinq décennies. L'objectif de cette démarche sera de comprendre les changements d'ordre conjoncturel et structurel observables d'un recensement à l'autre. Il s'agira plus spécifiquement de compiler et de disséquer les données sociologiques correspondant aux différentes rubriques établies par les recensements, à savoir, entre autres, l'évolution de la structure occupationnelle, les sources de revenus des ménages, la structure résidentielle et la structure familiale, l'importance relative des générations, le taux de naturalisation, etc.

À l'aube de notre projet de recherche, nous nous proposons de scruter attentivement la création d'une petite-bourgeoisie d'affaires issue du contexte américain. Le quatrième chapitre leur sera entièrement consacré. Nous tiendrons compte de la structure sociale locale et

⁸Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] de Fall River et Notes historiques sur les Canadiens de Fall River. par H.A. Dubuque, Première Edition. Fall River, Edmond-F. Lamoureux, Editeur. 1888. 263 p.; Le guide canadien-français de Fall River, Mass. Contenant un Almanach des Adresses, un Recensement de la population Franco-Canadienne, un Résumé Historique des Paroisses et des Sociétés, une Liste des Contribubles Canadiens et des Impôts, une Liste du Clergé de Langue Française aux États-Unis, et les annonces des principaux hommes d'affaires de Fall River, etc., Deuxième Edition. Fall River, Mass.: Société de publication de "L'Indépendant", 1891 ; Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant l'histoire de la colonie et l'almanach des adresses avec illustrations, Editeurs-propriétaires: L.J. Gagnon & Cie, Imprimeurs, Fall River, Massachusetts, 1909-10. 862 p.; Honoré Beaugrand, "Rapport sur la population Canadienne-Francaise de Fall River, Mass., par Honoré Beaugrand, Rédacteur de "L'Echo du Canada", et président de "l'Association Montcalm" de cette ville, en réponse au questionnaire adressé aux présidents et aux membres des Sociétés Nationales Canadiennes des États-Unis", [brochure], 6 p. [1875] Collection Baby, Université de Montréal.

⁹The Fall River Directory. 1870-71, 1874, 1876, 1878, 1880, 1882, 1888, 1893, 1900, 1901, 1906-1907, 1910, 1911, 1920, Boston, Sampson & Murdock Co., Fall River, George E. Bamford, Robert Adams.

envisagerons son développement en rapport avec la bourgeoisie industrielle de Fall River et en fonction du contexte pluri-ethnique propre aux villes industrielles de la Nouvelle-Angleterre. Il s'agira premièrement d'identifier les secteurs d'activité et d'évaluer les assises matérielles pour l'ensemble de la petite-bourgeoisie d'affaires et suivre sa progression à long terme. Seront mis à profit les rapports d'enquête sur le crédit de compagnie *R.G. Dun & Co.* et les catalogues de référence ("reference books") de la compagnie Bradstreet pour établir la valeur des entreprises commerciales et la cote de crédit attribuée ainsi que les listes d'imposition de taxes municipales. Le deuxième objectif sera de retracer les itinéraires professionnels de ces commerçants à travers d'autres sources nominatives afin d'identifier les stratégies d'affaires empruntées pour assurer la consolidation et la croissance de leur entreprise.

Cette recherche s'inscrit dans une démarche qui procède à la fois d'une analyse globale de la petite-bourgeoisie en tant que classe sociale et d'une perspective plus restreinte par l'attention portée aux itinéraires socioprofessionnels d'individus qui constituent le coeur de cette classe moyenne. Le phénomène de la persistance socioprofessionnelle fera l'objet d'une attention particulière au chapitre cinq. Par le recouplement des corpus extraits des recensements officiels et par l'emploi de trois guides d'adresse franco-américains, il s'agira plus exactement d'évaluer le taux de persistance socioprofessionnelle sur dix et vingt ans. Nous pourrons alors évaluer l'importance du caractère régénérateur de la petite-bourgeoisie par opposition à sa persistance sur la courte, la moyenne et la longue durée. L'intérêt de cet exercice sera de comprendre la dynamique d'une petite-bourgeoisie sur la longue durée. Nous analyserons les antécédents socioprofessionnels et l'incidence de la mobilité sociale ainsi que le degré de persistance selon les quatre sous-catégories professionnelles retenues. Alors que les recensements constituent des clichés instantanés d'une réalité évolutive, il sera question de vérifier si les tendances observées à partir des corpus issus des recensements s'appliquent également au noyau dur de la petite-bourgeoisie, ou si, au contraire, elles se distinguent par des différences structurelles marquantes. Nous comparerons à la fois les corpus d'ensemble et les cohortes de persistance à moyen et à long termes.

Alors que le coeur de la thèse analysera la petite-bourgeoisie en fonction de critères

quantifiables, le dernier chapitre offrira une appréciation qualitative des élites franco-américaines. Contrairement aux travaux antérieurs qui se sont intéressés aux élites sous l'angle des discours et des actions articulant le projet collectif de la survivance, nous nous intéresserons aux pratiques individuelles reflétant les préoccupations d'ordre matérialiste et de promotion sociale. Nous verrons à dégager les axes de leurs pratiques socio-culturelles, notamment leur participation au réseau associatif (national, irlando-américain et américain) et la scène politique locale. Ces comportements révèlent des stratégies de promotion sociale et de processus identitaires multiples.

Puisque c'est au sein de la petite-bourgeoisie, de cette élite économique, que sont recrutés les leaders clérico-nationalistes, ces "architectes des Petits Canadas"¹⁰, le sixième et dernier chapitre s'intéressera également aux formes de leadership pratiquées par les élites laïques franco-américaines à travers certains débats et événements significatifs mettant à jour les enjeux touchant la communauté. La formation du réseau institutionnel, les conflits ouvriers, les rapports avec la communauté irlando-américaine, la vie politique et la vie associative sont autant de terrains d'enquête propices à l'analyse des différentes formes de leadership, de leur diversité et d'oppositions en émergence. Peut-on distinguer, classifier et qualifier les élites selon leurs comportements associatifs, leur participation à la politique active? Les élites de la petite-bourgeoisie d'affaires figurent-elles au panthéon des élites de la survivance ou empruntent-elles d'autres avenues identitaires? Peut-on observer des changements qui seraient attribuables au renouvellement des générations, aux différences occupationnelles ou migratoires qui sous-tendent d'autres ambitions individuelles ou collectives, menant à d'autres "formes de leadership pratiquées par les élites franco-américaines"?¹¹ Telles sont les questions qui seront abordées au sixième chapitre.

¹⁰Roby, op.cit., p. 134.

¹¹Bruno Ramirez, "Émigration et Franco-Américanisme", Le Québec et les francophones de la Nouvelle-Angleterre, sous dir. Dean Louder, Québec, P.U.L., CEFAN, Coll. Culture française d'Amérique, 1991, p. 6.

Sources primaires employées

Cette recherche repose principalement sur deux types de sources primaires: nous avons dépouillé les fiches manuscrites de quatre recensements fédéraux¹²; nous avons consulté les dossiers de crédit des gens d'affaires franco-américains chez deux compagnies d'évaluation, soit les rapports manuscrits de la société *R.G. Dun & Co.*, 1870-90 et les répertoires imprimés de la compagnie Bradstreet, (1878-1920).¹³

La bibliothèque municipale de Fall River contient une série de documents pertinents sur l'histoire locale. Nous y avons consulté les rôles d'évaluation pour l'année 1920¹⁴, lesquels ont été jumelés au corpus extrait du recensement fédéral de la même année; diverses sources imprimées dont les rapports¹⁵ et les annuaires municipaux¹⁶ - utiles notamment pour identifier les élèves franco-américains intégrés au système scolaire public, aux différents réseaux associatifs et

¹²Bureau of the Census: 9th Census of the United States, 1870. Population; 10th Census of the United States, 1880. Population; 12th Census of the United States, 1900. Population; 14th Census of the United States, 1920. Population.

¹³R.G. Dun & Co. Collection, Credit Ledgers For Fall River, Massachusetts, vol. 13, 14, 15. Baker Library, Harvard University Graduate School of Business Administration; Bradstreet's Book of Commercial Ratings of Bankers, Merchants, Manufacturers, etc., in the United States and the Dominion of Canada, New York, The Bradstreet Company: vol. 43, April 1878; vol. 48, January 1880; vol. 64, January 1885; vol. 80, January 1890; vol. 96, July 1895; vol. 128, January 1900; January 1905, January 1910, January 1915, March 1920.

¹⁴City of Fall River, Valuation List for the City of Fall River, April 1, 1920. Ceux de 1880 ont péri dans l'incendie de l'Hôtel de ville en mars 1886, "Documents of Historical Interest to the Catholic Churches of Fall River and the "French Canadians" of this City, excerpted from The Fall River News", Rev. Pierre E. Lachance, 1972, March 20, 1886. Un autre incendie rase le centre-ville en 1928. Sylvia, "op. cit.", p. 852.

¹⁵City Documents Inaugural address of [...], mayor of the City of Fall River, City officers, Reports of the City Treasurer, Commissioners on the Sinkings funds, [ect]. Fall River, Mass, Press of J.H. Franklin & Co, 49 Bedford Street: no. 39 (1885), no. 44 (1890), no. 47 (1894), no. 51 (1897), no. 54 (1900), no. 56 (1902), no. 57 (1903-04), no. 59 (1905), no. 61 (1907), no. 63 (1909), no. 65 (1911), no. 67 (1913), no. 69 (1915), no. 70 no. (1916), no. 71 (1917), no. 72 (1918), no. 74 (1920). Cette publication accorde peu d'attention aux minorités ethniques dans les décennies 1870 et 1880 mais permet tout de même, grâce au guide d'adresses général et en particulier à celui des gens d'affaires, de retracer les pionniers canadiens-français qui ont migré à Fall River. À l'approche du XXe siècle, elle énumère avec de plus en plus de précision toutes les institutions créées par les différentes communautés ethniques. Voir aussi, Assessor's Report: List of Persons Assessed for Pol Tax and List of Female Voters Returned to Registrars, 1888.

¹⁶The Fall River Directory. 1870-71, 1874, 1876, 1878, 1880, 1882, 1888, 1893, 1900, 1901, 1906-1907, 1910, 1911, 1920, Boston, Sampson & Murdock Co., Fall River, George E. Bamford, Robert Adams.

ceux qui accèdent au gouvernement municipal, que ce soit en tant qu'élus ou fonctionnaires.

Quiconque s'intéresse à la petite-bourgeoisie et aux élites franco-américaines bénéficie d'une quantité appréciable de documents produits par les membres de cette classe sociale. Journaux et guides nationaux offrent aux chercheurs non seulement une mine de renseignements factuels utiles à la construction d'une trame narrative, mais sont aussi porteurs de discours idéologiques. L'emploi de ces sources s'avère essentielle pour comprendre les élites puisqu'elles constituent les lieux d'expression privilégiés des préoccupations de la petite-bourgeoisie franco-américaine face à son avenir, ou oserions-nous affirmer, révélateurs de la manifestation d'une "conscience de classe".¹⁷

Lors de la lecture du Castor et de L'Indépendant,¹⁸ nous avons prêté une attention particulière à la vie associative et aux campagnes politiques pour cerner les enjeux qui jalonnent le développement de la petite-bourgeoisie. Cet exercice permet aussi d'évaluer le rayonnement de personnalités au sein et à l'extérieur de la communauté, ceux que l'on peut considérer comme les élites, c'est-à-dire qui agissent comme intermédiaires avec la société américaine et les autres groupes ethniques et parfois avec les élites du Canada français. Les Guides franco-américains de Fall River ainsi que celui de la Nouvelle-Angleterre publié par Albert Bélanger figurent

¹⁷ Gérard Bouchard a certes raison de nous mettre en garde dans l'utilisation de ces sources, notamment face au problème de leur représentativité où l'objectif est de présenter les réussites, les mérites régionaux, de mettre en valeur des personnages de prestige. Les élites qui nous sont présentées ont défrayé, dans bien des cas, un certain montant d'argent. Plusieurs figures marquantes sont laissées à l'écart, de leur propre gré, ou parce que les auteurs de la publication ont jugé bon de ne pas solliciter leur participation. Et ces exclusions sont parfois révélatrices d'une segmentation au sein de l'élite locale. Bouchard émet ces réserves dans le contexte d'une étude portant sur les notables du Saguenay où il fit appel à des publications semblables. Gérard Bouchard, et.al., "Les notables du Saguenay au 20e siècle à travers deux corpus biographiques", Revue d'histoire de l'Amérique française, 39,1 (été 1985), p. 3-24.

¹⁸ Le Castor, 23 novembre, 1882, 27 novembre 1884; 2 février-20 mars 1885; L'Indépendant 27 mars 1885-Déc. 1912; Collection Gabriel-Nadeau, B.N.Q., Journaux Reliés, Journaux Franco-Américains-numéros divers: L'Indépendant, ed. du 50e anniversaire, 51e année, no. 72, Sam-dim, 22-23 Juin, 1935. Ce numéro spécial contient une série de courtes biographies consacrées aux élites locales. L'Indépendant, successeur du Castor, en 1885, sera l'organe de l'élite franco-américaine de Fall River pendant huit décennies.

également parmi nos sources primaires imprimées.¹⁹ Nous avons effectué un dépouillement des almanachs d'adresse contenus dans les guides de 1888 et 1909 en retenant les critères socioprofessionnels utilisés pour les recensements officiels. Par ailleurs nous avons employé le guide de 1888 pour retracer les antécédents socioprofessionnels des individus compilés au recensement de 1900 grâce à l'organisation alphabétique de son guide d'adresses.²⁰

Les guides franco-américains comportent systématiquement une section dédiée aux élites laïques et cléricales. Une série de courtes biographies présente, entre autres, les personnalités de la petite-bourgeoisie d'affaires et professionnelles et nous renseigne parfois sur les itinéraires socioprofessionnels, leur participation au réseau associatif ainsi que les liens familiaux. Certes, ces informations factuelles baignent dans une représentation hagiographique de la petite-bourgeoisie. En ce sens, les guides constituent des témoins privilégiés de la hiérarchie sociale au sein de la communauté. L'ordre de présentation et l'espace accordé aux têtes d'affiche témoignent de la place qu'elles occupent dans la hiérarchie de la survivance et les omissions notables laissent sous-entendre l'existence de pratiques et de discours alternatifs. "L'historiographie des francophones de la Nouvelle-Angleterre était donc engagée, voire utilitaire. Elle visait à former la mémoire collective du groupe, plus spécifiquement à abreuver et

¹⁹Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] de Fall River et Notes historiques sur les Canadiens de Fall River. par H.A. Dubuque. Première Edition. Fall River, Edmond-F. Lamoureux, Editeur. 1888. 263 p.; Le guide canadien-français de Fall River, Mass. Contenant un Almanach des Adresses, un Recensement de la population Franco-Canadienne, un Résumé Historique des Paroisses et des Sociétés, une Liste des Contribuables Canadiens et des Impôts, une Liste du Clergé de Langue Française aux Etats-Unis, et les annonces des principaux hommes d'affaires de Fall River, etc., Deuxième Edition. Fall River, Mass.: Société de publication de «L'Indépendant», 1891; Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant l'histoire de la colonie et l'almanach des adresses avec illustrations, Editeurs-propriétaires: L.J. Gagnon & Cie, Imprimeurs, Fall River, Massachusetts, 1909-10. 862 p.; Guide officiel des Franco-Américains 1916, 1922, 1925, 1927, 1929, 1931, 1935, 1938, 1946, Publié par Albert A. Bélanger, Fall River, Mass; Auburn, R.I.; Providence, R.I.; Guide des sociétés canadiennes-françaises de Fall River, Fall River, Mass. Société de Pub. de L'Indépendant, Editeur, 1893. 176 p.; Honoré Beaugrand, "Rapport sur la population Canadienne-Française de Fall River, Mass., par Honoré Beaugrand, Rédacteur de "L'Echo du Canada", et président de "l'Association Montcalm" de cette ville, en réponse au questionnaire adressé aux présidents et aux membres des Sociétés Nationales Canadiennes des Etats-Unis", [brochure], 6 p. [1875] Collection Baby, Université de Montréal.

²⁰Le Guide de 1891 contient un répertoire des commerçants ainsi qu'une liste des contribuables canadiens-français, tirée des rôle d'évaluation de la ville de Fall River de 1890. Le Guide Gagnon de 1909 publie la liste de tous les contribuables franco-américains imposés pour \$50 ou plus sur les biens mobiliers et immobiliers. Dans le Guide des sociétés de 1893, nous retrouvons la composition initiale des sociétés nationales ayant existé jusqu'alors, une liste de leurs membres et de leurs officiers.

à propager l'idéologie de la survivance."²¹ Il faut donc chercher ailleurs (i.e. journaux et annuaires américains) l'expression de discours et de comportements révélateurs d'identités alternatives. Ces sources offrent un autre éclairage sur les événements à propos desquels les publications nationales restent passablement muettes ou abordent indirectement. Elles laissent entrevoir le développement d'un réseau formel et informel extra-national révélateur d'une fragmentation de la petite-bourgeoise et l'apparition d'une sous-classe à la recherche d'un plus grand rayonnement dans la communauté américaine *at large* par l'acquisition d'un certain pouvoir économique. Au terme de cet exercice, nous espérons être en mesure d'offrir un portrait de la petite-bourgeoisie franco-américaine qui aura su tenir compte "des réalités structurelles et conjoncturelles de la société d'adoption".²²

²¹Yves Frenette et Sylvie Beaudreau, "Historiographie et identité collective en Amérique française, le cas des élites francophones de la Nouvelle-Angleterre, 1872-1991", document manuscrit, p. 3.

²²Ramirez, *op. cit.*, p. 8.

CHAPITRE I

JALONS HISTORIOGRAPHIQUES ET REPÈRES CONCEPTUELS

Inscrite dans la foulée des premières études consacrées à la classe moyenne américaine, la présente recherche vise à retracer le cheminement d'une petite-bourgeoisie mais dans le contexte spécifique d'une population en migration et minoritaire du point de vue culturel. C'est pourquoi nous nous attarderons à déceler les antécédents socioprofessionnels de nos sujets et à mettre en relief le caractère étranger des Canadiens français dans une ville de la Nouvelle-Angleterre. Car leur position en tant que minorité culturelle au sein de la société anglo-saxonne soulève le problème de l'identité ethnique comme celui de l'identité sociale. Notre sondage historiographique tient donc compte du développement de la classe moyenne américaine au XIXe siècle mais aussi du caractère spécifique d'une minorité ethnique puisque l'identité de classe n'est certes pas l'unique source d'identité sociale.

Si l'étude de la mobilité sociale fut au coeur même de l'émergence d'une nouvelle histoire sociale américaine au début des années 1960¹, il peut sembler ironique de constater que la classe moyenne a rarement fait l'objet de recherches scientifiques. Cet oubli est d'autant plus surprenant dans un pays où la majorité de ses citoyens prétendent en faire partie. "Today the majority of Americans live in that amorphous region between poverty and wealth called the middle class, yet little is known of how the conditions of middle class life have developed over

¹Voir les travaux pionniers de Stephan Thernstrom, Poverty and Progress: Social Mobility in a Nineteenth-Century City, Cambridge, Harvard University Press, 1964; suivi plus tard de The Other Bostonians: Poverty and Progress in American Metropolis, 1880-1970, Cambridge, Harvard University Press, 1973. Voir aussi, Peter Knights, The Plain People of Boston, 1830-1860: A Study in City Growth, New York, 1971; Howard P. Chudacoff, Mobile Americans: Residential and Social Mobility in Omaha, 1880-1920, New York, 1972; Thomas Kesner, The Golden Door: Italian and Jewish Immigrant Mobility in New York City, 1880-1915, New York, Oxford University Press, 1977; Olivier Zunz, The Changing Face of Inequality: Urbanization, Industrial Development, and Immigrants in Detroit, 1880-1920, Chicago, 1982. La quantité impressionnante d'études de mobilité sociale durant les années soixante et soixante-dix pouvait laisser sous-entendre qu'elles constituaient la nouvelle histoire sociale.

the course of time”², constatait Richard Sennett au début des années 1970.

Plus récemment, Serge Bernstein posait un constat semblable pour l’historiographie européenne et française. Il y a quelques années, la revue française Vingtième Siècle publiait un numéro consacré à l’étude des classes moyennes européennes et revendiquait la légitimité de la classe moyenne comme objet d’étude.

“Quoi qu'en aient dit les marxistes, peut-on lire dans le préambule, les classes moyennes ne sont pas à contre courant de l'histoire. Tout au contraire, elles ont été puissamment motrices pour la France contemporaine. Reste à les définir, ni bourgeoisie, ni prolétaires, prise dans une représentation de la société qu'elles cultivent à plaisir, entêtées de promotion sociale et souvent si fragiles. Reste surtout à les étudier sans à priori, avec les hypothèses et les méthodes de l'histoire.”³

Aux États-Unis, il faudra attendre l’ouvrage incontournable de Stuart Blumin publié en 1989 pour disposer d’une recherche consacrée à “l’émergence de la classe moyenne américaine”, qui en démontre l’historicité au même titre que la classe ouvrière.⁴

Vers une définition de la classe moyenne

Dans un article publié en 1975, Arno Meyer appelait à la reconnaissance de la classe moyenne comme une réalité historique distincte et non une entité résiduelle.

“Instead of ignoring, disparaging, or dismissing the world of the petite bourgeoisie as transient, insipid, and counterfeit”, écrivait-il, “intellectuals

²Richard Sennett, Families Against the City. Middle Class Homes of Industrial Chicago, 1872-1890, New York, Vintage Books, 1974 [1970], (“Urban Sociology”, V-89) p. 2.

³Serge Berstein, “Les classes moyennes devant l'histoire”, Vingtième siècle. Revue d'histoire. No. 37 (Janvier-Mars 1993), p. 3-13.

⁴Stuart M. Blumin, The Emergence of the Middle Class. Social Experience in the American City, 1760-1900, New York, Cambridge University Press, 1989, 434 p. (Collection "Interdisciplinary Perspectives on Modern History").

should examine and understand that enigmatic universe for what it has been for what it is, and for what it is constantly becoming. For, like the laboring class, the lower middle class generates and keeps generating separate culture, ethos, life-style, and world view.”⁵

Il distinguait alors neuf critères propres à la petite-bourgeoisie: 1) Elle serait composée d'individus qui gagnent leur vie par une occupation qui n'est pas foncièrement un travail manuel mais qui requiert une force physique soutenue et exige une alphabétisation tout au moins rudimentaire. 2) Selon des critères objectifs de richesses matérielles, tels les revenus annuels, l'éducation, le profil résidentiel, elle ne correspondrait ni aux classes supérieures de la société ni aux classes laborieuses. 3) Ses membres seraient particulièrement conscients de n'appartenir ni à la classe ouvrière ni à la bourgeoisie mais aspireraient, néanmoins, à monter les échelons de la hiérarchie sociale. 4) Ils prôneraient une attitude individualiste dans leur poursuite de la mobilité sociale. 5) Ils accorderaient un caractère presque sacré à la propriété privée. 6) Ils seraient particulièrement sensibles au patronage et aux faveurs personnelles. 7) Ils auraient tendance à vouloir protéger ou améliorer les chances de succès de leurs enfants. 8) Leur hantise face à la possibilité de glisser vers le bas de l'échelle sociale ou de se voir obligé d'exercer une occupation manuelle lors de périodes de crise économique serait tout aussi forte que leur résolution à vouloir grimper dans la hiérarchie sociale. 9) Ils mettraient en commun leur force politique dans une action concertée seulement lorsqu'une crise sévère ébranle leurs assises sociales.

De son côté, Peter Stearns envisageait le concept de la classe moyenne comme un outil d'enquête et non une fin en soi. Les classes sociales, écrivait-il, représentent des tendances, des traits démesurément répétitifs dans une couche de la population. Il proposait alors trois balises pour guider historiens et sociologues afin de tenir compte de son historicité: premièrement, identifier les assises de son pouvoir, qu'elles soient matérielles, politiques ou culturelles (notamment sur la production du savoir); deuxièmement, envisager les autres classes sociales en tant que groupes conflictuels contre lesquels elle doit assurer sa position; et, troisièmement,

⁵Arno J. Mayer, “The Lower Middle Class as Historical Problem”, *Journal of Modern History*, vol. 47, no. 3 (Sept. 1975), p. 409-436.

l'existence d'un sentiment d'identification à un groupe social et certaines valeurs communes.⁶

Après avoir dénoncé l'absence à peu près totale d'études scientifiques sur la classe moyenne, alors que l'analyse marxiste régnait en maîtresse sur le monde intellectuel français, Serge Bernstein affirmait sans détour

“que le temps est venu [...] [de] considérer le phénomène des classes moyennes non comme un mythe, mais comme une réalité qui a été vécue par une grande partie des hommes du 20e siècle [...]. Si [leur] existence a été longtemps contestée (et continue à l'être), c'est qu'il n'est pas aisé de définir un entre-deux, un ensemble de groupes intermédiaires difficile à délimiter et au sein desquelles les transitions s'opèrent par d'imperceptibles glissements. [...] Avec les classes moyennes, on est constamment dans le domaine du flou, de l'incertain, du complexe, bref dans le domaine de la réalité qui caractérise les sociétés humaines.”⁷

Il réfutait la définition économique parce que, écrivait-il, les classes moyennes ne constituent pas une classe au sens où l'entendent les marxistes, puisqu'elles regroupent des salariés, des patrons, des entrepreneurs indépendants qui ne partagent pas de solidarité au niveau des rapports de production. Ce qui distingue les membres des classes moyennes de la bourgeoisie et du prolétariat, poursuivait-il, c'est la possession d'un patrimoine qui peut revêtir diverses formes: boutique, échoppe, entreprise, exploitation agricole, ou tout simplement diplôme ou compétence, qui font que l'individu n'est pas démuné face à l'existence mais possède des atouts qui lui permettent d'envisager l'avenir avec une certaine confiance. Il adoptait plutôt une approche tenant compte de la représentation de la société qui est la leur et dans la manière dont elles se situent au sein de cette représentation.

Bernstein proposait une définition de la classe moyenne basée sur trois critères

⁶Peter N. Stearns, “The Middle Class: Toward a Precise Definition”, Comparatives Studies in Society and History, 21 (1979), p. 377-396.

⁷Bernstein, op. cit., p. 5-6.

d'appartenance: [1) une conscience de classe, c'est-à-dire, un sentiment clairement perçu par les intéressés d'appartenir au sein de la société [. . .] à des catégories intermédiaires qui ne se confondent ni avec les prolétaires ni avec les strates supérieures de la société; 2) l'aspiration à la promotion sociale qui forme selon lui le noyau dur des caractères constitutifs des classes moyennes; l'idée de position intermédiaire étant liée à la vision de la société comme un ensemble fluide où les mouvements ascendants et descendants sont possibles, l'ascension apparaissant comme le résultat du travail, de l'épargne, du mérite, bref comme la récompense de la vertu; et 3) la vive conscience de la fragilité du statut établi qui accompagne l'aspiration à la promotion; une crainte qui s'appuie sur la constatation que la situation acquise par les membres de la classe moyenne ne les garantit pas de manière irréversible contre les coups du sort, que l'évolution économique, une modification de la conjoncture, une politique économique ou sociale qui ne tiendrait pas compte de leurs intérêts, pourrait aboutir à l'issue redoutée.]⁸

Revenons aux États-Unis. Dans l'élaboration du cadre théorique de sa recherche, Stuart Blumin, à l'instar de Bernstein en France, stipule que le peu d'intérêt porté à l'étude de la classe moyenne est attribuable au fait que les chercheurs ne partagent pas une définition du concept; nous sommes en présence d'une abstraction insaisissable, à la fois pour les contemporains témoins de la révolution industrielle et de l'urbanisation du XIXe siècle et les historiens du XXe siècle. Les observateurs du XIXe siècle sont portés à s'intéresser davantage aux extrémités de la hiérarchie sociale, soit à la minorité très riche ou à la masse ouvrière très pauvre et constatent avec désarroi la disparité croissante entre ces deux pôles. Ce schisme constitue à leurs yeux le phénomène le plus remarquable de la nouvelle société capitaliste industrielle. La terminologie alors en usage fait état de «people of middling rank, middling sorts, middle condition of mankind», parfois «middle ou middling class» pour désigner la catégorie d'individus occupant une position intermédiaire dans la hiérarchie sociale. L'École du consensus, qui eût une influence déterminante sur l'historiographie américaine jusqu'aux années 1960, prétendit même qu'il n'y avait pas de classe moyenne distincte mais que la société

⁸Berstein, *ibid.*, p. 6-8.

américaine est par essence une culture de classe moyenne. Selon cette école, les États-Unis formeraient une communauté où les conflits sociaux les plus importants tiennent non pas à des divergences d'intérêts et d'idéologies tributaires de classes économiques symétriques, mais seraient attribuables aux différences raciales, ethniques, religieuses et régionales.

Pour Blumin, cette thèse trahit un paradoxe puisqu'elle se montre incapable d'énoncer et d'articuler les tenants et aboutissants d'une classe sociale jugée omniprésente. En d'autres mots, elle présuppose son existence sans en démontrer l'historicité. Tout comme Alexis de Tocqueville dans les années 1835-40, l'école du consensus envisage donc la classe moyenne comme un trait de caractère national qui distinguerait la société américaine.

Blumin soutient qu'il faut tracer la genèse d'une classe moyenne ou démontrer son historicité de la même manière que la nouvelle histoire sociale a su retracer la formation d'une classe ouvrière dans la foulée des travaux de E.P. Thompson et Herbert G. Gutman.

“[O]ur understanding of the urban and industrial revolutions of the nineteenth century has been enhanced by many recent studies of urban elites and industrial workers, but only a beginning has been made toward fitting into this story of economic development and social transformation the experiences of large numbers of men and women who were neither elites nor manual workers. Their story too deserves to be told, whether or not it is the story of increasing class coherence.”⁹

Quelques études menées à partir du milieu des années 1970 portent spécifiquement sur la formation d'une classe moyenne. Alors que Burton Bledstein parle de l'émergence d'une culture du professionnalisme, à l'instar de Robert Wiebe plus tôt¹⁰, d'autres chercheurs tels Paul

⁹Blumin, *op. cit.*, p. 12.

¹⁰Burton Bledstein, The Culture of Professionalism: The Middle Class and the Development of Higher Education in America, New York, 1976; Robert H. Wiebe, The Search for Order, 1877-1920. New York, Hill and Wang, 1967, 333 p. («The Making of America. American Century Series»). Dans un chapitre consacré à la classe moyenne, Wiebe développe la thèse selon laquelle le sentiment d'appartenance à une classe sociale s'est substitué à celui d'appartenance à une communauté locale suite aux bouleversements causés par la révolution industrielle et l'urbanisation. Le renversement d'un ordre social basé sur les communautés autonomes, le laissez-faire économique et le progrès technologique feront place, à partir des deux dernières décennies du XIXe siècle, à un ordre social bureaucratique, impersonnel et scientifique ainsi qu'à la centralisation du pouvoir. Nous assistons, dit-il, au triomphe des valeurs de la classe moyenne face aux problèmes posés par l'éclatement de la société traditionnelle. Sans qu'elle ne forme une classe cohérente, il distingue deux catégories d'individus qui composent

E. Johnston, Paul Boyer ou Mary Ryan s'orientent vers les valeurs sociales qui précèdent la formation d'une classe moyenne, constituantes impératives à la formation éventuelle de cette classe sociale.¹¹ Or, malgré ces références explicites à l'émergence d'une classe intermédiaire, aucune de ces recherches analyse la classe moyenne américaine en elle-même. Pour mener à bien cette tâche, on se doit d'élaborer des fondements théoriques qui permettent de construire une narration relatant à la fois sa formation et son ascendance. La thèse marxiste demeure incontournable à cet égard mais reste problématique puisqu'elle nie l'importance de classes ou groupes sociaux intermédiaires. La majorité des théories historiques héritières de la thèse marxiste définissent la classe moyenne comme une strate sociale intermédiaire dont l'existence serait, somme toute, temporaire et serait vouée à disparaître dans un nouveau mode de production. L'interprétation marxiste de la classe moyenne repose principalement sur des postulats et une logique théoriques; elle ne l'étudie pas de façon empirique qui lui permettrait d'observer les différences culturelles et idéologiques propres à la classe moyenne. Nonobstant ce constat, certaines recherches marxistes sanctionnent implicitement l'existence d'une classe moyenne lorsqu'elles reconnaissent l'importance numérique des couches intermédiaires, ou tout au moins, en stipulant le caractère transitoire de la classe moyenne américaine au XIXe siècle dans l'histoire du capitalisme.

Mais de prime abord, l'approche théorique ne doit pas subordonner la notion de conscience de classe moyenne à celle de la classe ouvrière; cette conscience ne doit pas obligatoirement se manifester à travers une idéologie combative et consciente d'elle-même. Les théories formulées par certains auteurs marxistes, Anthony Giddens en tête, offrent la possibilité d'élaborer une hypothèse de la formation d'une classe moyenne en termes de structuration de certains modèles d'expérience sociale et culturelle où la manifestation d'une conscience de classe

cette classe moyenne, soit les professionnels et les spécialistes du monde des affaires, du travail et de l'agriculture. Sa définition de la classe moyenne repose sur des valeurs culturelles et intellectuelles.

¹¹Paul E. Johnson, A Shopkeeper's Millenium: Society and Revivals in Rochester, New York, 1815-1837, New York; Paul Boyer, Urban Masses and Moral Order in America: 1820-1920, Cambridge, Mass., 1978; Mary P. Ryan, Craddle of the Mjddle Class. The Family in Oneida County, New York, 1790-1865, Cambridge, Cambridge University Press, [1981], 321 p., ("Interdisciplinary Perspectives on Modern History").

est secondaire. Ce cadre théorique exploratoire permet d'approcher la classe moyenne pour elle-même. L'absence d'une conscience de classe n'exclut certes pas l'existence d'une classe moyenne. Blumin propose cinq terrains d'enquêtes - que nous explorerons dans le cadre de cette recherche- pour étudier les expériences sociales et individuelles qui témoignent d'un mode de vie particulier: travail, consommation, profil résidentiel, associations volontaires formelles et informelles puis organisation et stratégies familiales.

Les recherches de Mary Ryan¹² et John S. Gilkeson répondent à quelques-uns de ces critères. L'objectif initial de Ryan n'étant pas d'étudier la formation de la classe moyenne américaine, elle admettait d'emblée que «[the] historians have hardly begun to analyze middle Americans as a class unto themselves.»¹³ Sa problématique centrale cherchait plutôt à comprendre la transformation de la famille patriarcale, caractérisée par une structure autoritaire, vers la structure familiale propre à la classe moyenne où femmes et enfants occupent un rôle prépondérant dans l'élaboration de stratégies collectives et familiales.

Selon Ryan, les relations et les valeurs de la famille de classe moyenne se sont formées à l'extérieur de l'unité familiale, au sein des mouvements sociaux de l'époque, dont le "revivalism", la vie associative et la réforme morale où femmes et jeunes gens jouèrent un rôle essentiel dans la formulation des valeurs de cette classe moyenne en formation. En étudiant les acteurs du "Deuxième grand réveil" ("*Second Great Awakening*"), elle en conclut que la force de sanction de la religion protestante, la valeur accordée aux vertus du travail acharné, à l'honnêteté et à la frugalité comme moyens de discipliner la force ouvrière, sont autant de moyens mis en oeuvre par les membres des classes moyennes qui ont engagé leur famille élargie ("kin") dans ce mouvement qui prône l'auto-discipline ("self-control"). Les forces de contrôle social mises en place ne seraient donc pas l'oeuvre exclusive des capitalistes industriels et des employeurs. Elle réussit à démontrer qu'au début du XIXe siècle, "the American middle class molded its

¹²Ryan, *ibid.*; John S. Gilkeson, *Middle-class Providence, 1820-1940*, Princeton, Princeton University Press, 1986, 380 p. ; Stuart M. Blumin, *op. cit.*

¹³Ryan, *ibid.*, p. 13.

distinctive identity around domestics values and family practices”.¹⁴

De son côté, Gilkeson trace le développement d'une conscience de classe moyenne à travers des mouvements sociaux depuis celui de la tempérance et la croisade anti-esclavagiste avant la Guerre civile, jusqu'au mouvement pour la protection du consommateur des années 1920-1930. Il étudie la quête d'une homogénéité sociale et culturelle chez la classe moyenne au sein d'une société américaine mobile, hétérogène et stratifiée. Il prend en exemple la ville de Providence au Rhode Island. Capitale de l'État, Providence est située à quelques kilomètres de Fall River et présente des caractéristiques similaires sur le plan de sa taille, la composition ethnique de sa population, l'importance de l'industrie du textile. L'auteur distingue quatre valeurs de la classe moyenne américaine: efficacité, expertise, moralité et vie communautaire qui se manifestent au niveau des quartiers municipaux et dans la défense des intérêts des consommateurs. Ce sont des concepts clés employés par les membres de la classe moyenne pour se définir à partir des deux dernières décennies du XIXe siècle. Les changements socio-économiques de l'après-guerre civile au dernier tiers du XIXe siècle affectent la vie des membres de la classe moyenne et celle-ci réagit, entre autres, par la mise sur pied d'organisations collectives - les associations volontaires.

Soulignons toutefois que Gilkeson ne cite aucune donnée statistique sur la composition de cette classe moyenne et n'emploie pas de grille socioprofessionnelle précise. Il est donc difficile de cerner exactement sa conception de la classe moyenne. Son étude porte exclusivement sur les discours et pratiques qu'il associe à la classe moyenne. Il ne porte pas davantage attention à la composition ethnique de la population de Providence.

Blumin sera donc le premier à entreprendre une recherche fondamentale sur le sujet. Il formule son hypothèse centrale en ces termes: “[...] Americans (or at least urban Americans) of middling economic and social position were formed and formed themselves into a relatively

¹⁴Ryan, *ibid*, p. 15.

coherent and ascending middle class during the middle decades of the nineteenth century.”¹⁵ Son laboratoire de recherche consiste en trois grandes villes de la côte est, soit New York, Philadelphie et Boston, depuis la fin du XVIIIe siècle jusqu'au début du vingtième. Il accorde la priorité à l'étude des changements en milieu de travail (tels la réorganisation de la production, l'évolution de l'organisation spatiale à l'intérieur des usines, des établissements commerciaux et bureaux professionnels), aux relations économiques et sociales en milieu urbain, aux identités sociales qui en émergent et s'articulent en termes d'activité économique. Cet auteur examine aussi diverses dimensions qui émergent de la vie sociale ainsi que les nouvelles pratiques liées à la consommation et à la vie domestique. Il constate une dichotomie de plus en plus marquée entre le travail manuel et le travail non-manuel, entre la classe ouvrière et la classe moyenne sur le plan des ressources matérielles et des valeurs culturelles. Chacune prend conscience de son existence, forge son identité- voire une conscience de classe - qui se traduit par le développement d'institutions (i.e. associations volontaires), de pratiques culturelles associées au travail, dans les loisirs, à la pratique religieuse, à la vie domestique et l'apparition d'espaces résidentiels différenciés. Ce processus en gestation durant les premières décennies du XIXe siècle connaît son aboutissement dans les années qui suivent la Guerre civile:

“Businessmen, professionals, officials, and clerical workers, living well but lacking great wealth and the access that great wealth sooner or later provided to the city's most exclusive social circles- this was the urban and suburban middle class. They were increasingly aware of themselves as such [...] and were aware that they lived in a “different country” from those above and below them in the well-understood social structure of the Gilded Age.”¹⁶

En tenant compte de l'historicité de la classe moyenne, Stuart Blumin est amené à constater des modifications importantes au tournant du XXe siècle. La poursuite de l'industrialisation, le développement des institutions et autres phénomènes semblables semèrent la confusion et érodèrent les barrières entre les classes sociales, modifiant l'idée même du concept de classe.

¹⁵Blumin, *op. cit.*, p. 12

¹⁶Blumin, *ibid.*, p. 290.

“Classes are not crystals in a laboratory jar, and class formation, unlike crystallization, is not a process that continues along one progressive path until all of its constituent elements have been recombined into a perfect (and, to the knowing scientist, predictable) form. Human affairs are less tidy than that. A term such as “class formation”, therefore, is most accurately used not to invoke the progress of classes toward their ultimate and perfect form but to describe a society in which those forces that cause classes to take shape are relatively (and perhaps temporarily) more powerful than those contrary or differing forces that cause them to dissolve, or that create alternative experiences and identities. America before and after the Civil War was just such a society, but it would not remain so. By the last years of the nineteenth century the mostly formed crystals of class would alter in form and partly dissolve, in violation of the laws of chemistry but not those of history.”¹⁷

De notre enquête historiographique et conceptuelle nous retenons trois critères importants pour définir la petite-bourgeoisie, lesquels critères la distinguent à la fois de la bourgeoisie et du prolétariat. Elle jouit d'une certaine indépendance économique grâce à un petit capital, qu'il soit financier, immobilier ou de l'outillage; ses membres exercent une occupation qui fait appel, principalement, à leurs habilités intellectuelles. Ils possèdent un capital intellectuel minimal ou supérieur à la moyenne. Les groupes socioprofessionnels correspondants incluent habituellement les commerçants au détail, les professionnels et les cols blancs salariés ainsi que les artisans indépendants qui survivent à l'industrialisation. Les termes «classe moyenne», au singulier ou au pluriel, ainsi que “petite-bourgeoisie” renvoient dans la plupart des cas aux mêmes réalités sociologiques. Or, Gérard Bouchard souligne avec raison qu’il ne faut pas confondre les catégories socioprofessionnelles et les hiérarchies sociales. “[Si] les premières sont des ensembles descriptifs ou fonctionnels faisant référence uniquement à l’organisation technique et au contenu immédiat des tâches et des emplois, [les] deuxièmes ont pour objet d’établir un ordre entre les catégories, cet ordre renvoyant à ce qu’il est convenu d’appeler la division sociale du travail, c’est-à-dire l’ensemble des attributs économiques, culturels et sociaux, associés à une profession ou un ensemble de professions.”¹⁸

¹⁷Blumin, *ibid.*, p. 258.

¹⁸Gérard Bouchard et Christian Pouyez, “Les catégories socioprofessionnelles: une nouvelle grille de classement”, *Labour/Le Travail*, 15 (Spring 1985), p. 145.

L'identité de classe n'est certes pas l'unique source d'identité sociale. Blumin nous rappelle que les sentiments d'appartenance à une communauté ethnique sont capables d'exercer une attraction particulièrement forte sur la formation des identités et la définition des fidélités chez certaines catégories de la population; la perception des travailleurs américains face à eux-mêmes et celle des autres à leur égard furent tributaires de la croissance dramatique du nombre de travailleurs immigrants dans les villes américaines. Il faut replacer la conscience de classe ("class awareness") dans un champ plus vaste d'alternatives conflictuelles, au détriment parfois de l'identité de classe sociale.

Quatre phénomènes pourraient nous inciter de prime abord à accorder la primauté à l'identité ethnique sur l'identité de classe: l'absence d'ambiguïté puisque l'identité ethnique émane du lieu de naissance de l'individu, de ses parents, ou de ses ancêtres; symboles, rites, mythes et autres traditions se manifestent concrètement au fil des tâches quotidiennes; ces symboles peuvent être renforcés par deux conditions historiques spécifiques - qui émergent aux États-Unis à la fin du XIXe siècle et au début du XXe -, soit, d'une part, la montée des états territoriaux qui élèvent l'appartenance et la loyauté ethnique au rang de citoyenneté et de patriotisme, et, d'autre part, la migration de masse. Celle-ci engendre des collisions et la manifestation de mécanismes de défense des cultures ethniques porteurs de sens auprès des populations migrantes et de la société d'accueil.¹⁹ Avant la Guerre civile, par contre, Blumin prétend que l'identité de classe jouait un plus grand rôle dans la définition d'appartenance collective:

"the social identity of middling folk in antebellum American cities was in fact shaped more decisively by class than ethnicity. Class identity, growing as it does out of the entire round of daily experiences and associations, is at the very least more continuous than ethnic identity, and if it made fewer explicit claims on the consciousness of middling folk, it was more fundamental as an expression of the presence or absence of those things through which individuals located themselves within society."²⁰

¹⁹Blumin, *op. cit.*, p. 250.

²⁰Blumin, *ibid*, p. 251

En fait, l'ethnicité est appelée à jouer un rôle plus important à la fin du XIXe siècle à partir du moment où les deuxièmes générations d'immigrants commenceront à rejoindre les rangs de la classe moyenne par la mobilité sociale. "The penetration of the nonmanual sector by the children of immigrants increased the likelihood that class and ethnicity would become separate rather than reinforcing identities [...] that ethnicity would reinforce rather different social boundaries, setting second-generation skilled and white-collar workers apart from "new immigrants" from Eastern and Southern Europe who worked in unskilled and semi-skilled jobs in factories and sweatshops."²¹

Dans l'historiographie de l'immigration et de l'ethnicité proprement dite, la petite-bourgeoisie a retenu l'attention des historiens principalement pour son rôle dans la formation du réseau institutionnel ou encore du point de vue de la mobilité sociale. La synthèse de John Bodnar rassemble les grandes hypothèses formulées à ce sujet.²² Dans un chapitre consacré à l'émergence d'une classe moyenne au sein des communautés ethniques, il insiste d'abord sur la nature pluraliste et fragmentaire des communautés ethniques.²³ Les historiens de l'immigration attribuent les différences de classe à la structure sociale du pays d'origine, alors que les distinctions culturelles et idéologiques reflètent les disparités régionales. Ces éléments de disparité alimentent les divisions mais coexistent avec des pratiques de coopération et de solidarité. Selon Bodnar, ce sont les différences de classe qui sont le plus souvent négligées comme source de division par les historiens.

Les enquêtes abordant la réalité de la classe moyenne, notamment chez les Polonais, les Juifs, les Allemands et les Italiens, ont envisagé le sujet par le biais de l'histoire des travailleurs et surtout du point de vue de l'étude de leur mobilité sociale. D'autres s'y sont intéressées dans le cadre du réseau associatif créé pour venir en aide aux ouvriers dans leur

²¹Blumin, *ibid*, p. 295.

²²John Bodnar, *The Transplanted. A History of Immigration in Urban America*. Bloomington, Indiana University Press, 1985, 294 p.

²³Ce chapitre est redevable aux travaux de Victor Green, Kathleen Conzen, Moses Rischin, Ewa Morawska notamment.

processus d'adaptation à la société urbano-industrielle américaine où la petite-bourgeoise, cléricale et laïque, joua un rôle essentiel.

Bodnar résume ces recherches autour de quatre grandes hypothèses qui rejoignent la réalité historique franco-américaine à certains égards: 1) La nature pluraliste des communautés ethniques découle en grande partie de la diversité régionale des pays d'origine et de leurs divisions idéologiques. Dans bien des cas, leur homogénéité ethnique et culturelle n'est qu'un leurre.²⁴ 2) Même si la grande majorité des communautés immigrantes sont constituées de travailleurs, on y distingue toujours un petit groupe qui se démarque par ses valeurs plus proches de l'éthique protestante individualiste que par ses valeurs communautaires.²⁵ Les divisions de classe, attribuables principalement à la structure sociale du pays d'origine, relèvent aussi de facteurs propres au contexte américain, comme la durée du séjour aux États-Unis ou l'implication dans les organisations nationales. D'une part, cette nouvelle classe moyenne est souvent perçue comme un agent d'acculturation lorsqu'elle vante les mérites du travail et de la mobilité sociale. D'autre part, elle prend ses distances avec la classe ouvrière lorsqu'elle s'affranchit de sa dépendance économique en élargissant sa base économique et en diversifiant sa clientèle. La mobilité sociale s'accompagne dans bien des cas d'une mobilité géographique et par une plus grande participation aux institutions américaines comme les partis politiques et les associations volontaires.²⁶ 3) Le développement du réseau associatif prend forme dans le pays d'origine pour faire face aux bouleversements apportés par l'arrivée progressive du capitalisme industriel. Aux États-Unis, on remarque que le rôle des élites laïques et religieuses, s'avère fondamental dans la

²⁴Le Québec de la fin du XIXe siècle présente une réalité tout autre de ce point de vue. Contrairement aux immigrants de pays comme l'Italie ou l'Allemagne, les immigrants venus du Québec offrent un portrait culturel relativement homogène: une langue, une religion.

²⁵La plupart des Canadiens français quittent la campagne à la quête d'un travail salarié dans les usines ou les chantiers de construction de la Nouvelle-Angleterre mais une petite minorité possède les atouts (capital financier ou intellectuel) pour rejoindre le monde du commerce et les rangs des professionnels. Les divisions de classe perceptibles en Nouvelle-Angleterre trouvent donc leur origine au Québec. C'est cette même minorité qui jettera les bases du mouvement associatif et en assurera la direction.

²⁶Le sixième offrira une analyse qualitative des élites laïques et sera l'occasion d'aborder non seulement la mise sur pied des institutions nationales mais surtout d'identifier des comportements individuels qui sous-tendent un souci d'intégration et de promotion sociale.

formation de ce réseau communautaire sans qu'on puisse leur en attribuer l'exclusivité. Bodnar fait état des rivalités surgissant au sein-même de la classe moyenne pour l'obtention des postes de direction dans les sociétés nationales, de la rivalité entre leaders, entre les différentes organisations pour obtenir le plus d'appui possible. Suite à cette phase compétitive de ces associations, les historiens constatent un regroupement éventuel sur une base nationale.²⁷ 4) Le développement d'une classe d'entrepreneurs remonte bien souvent aux expériences pré-migratoires. Les gens d'affaires oeuvrent au sein des secteurs d'activité économique qui leur sont le plus accessibles, soit l'approvisionnement de biens et services à leurs communautés ethniques respectives.²⁸ La voie de la criminalité peut également constituer une piste de mobilité sociale. Comme chez les familles ouvrières, la solidarité familiale et du milieu ("kin") joue un rôle primordial dans la réussite économique.

Puisque la communauté franco-américaine est issue de la société canadienne-française, nous ne pouvons ignorer la réalité sociologique québécoise du XIXe siècle. De plus, l'une des hypothèses centrales de la présente recherche est de mesurer l'incidence des origines socio-économiques québécoises sur la formation d'une petite-bourgeoisie franco-américaine. Or, nous sommes à même de constater que peu d'historiens québécois se sont intéressés aux débats théoriques entourant la stratification sociale (ou la classe moyenne spécifiquement) pour la deuxième moitié du XIXe siècle. Depuis l'article de Paul-André Linteau, il y a déjà plus de vingt ans, peu d'historiens se sont effectivement intéressés à l'étude de la petite-bourgeoisie. Linteau y proposait une description sommaire des couches sociales au sein de la bourgeoisie québécoise qu'il "[définissait] par le critère commun de la propriété et de la possession du capital caractérisé par une hiérarchisation correspondant à des niveaux de pouvoir." Il distinguait alors trois couches distinctes: 1) la grande bourgeoisie "qui organise et contrôle le développement dans un contexte pan-canadien et impérial"; 2) la moyenne bourgeoisie qui "vise à organiser et à contrôler le développement dans un contexte régional" et 3)

²⁷Chez les Franco-Américains, nous pourrions citer en exemple le cas de l'Union St-Jean-Baptiste d'Amérique versus l'Association Canado-Américaine.

²⁸Nous serons à même d'observer ce phénomène au chapitre quatre lorsque nous aborderons l'émergence d'une petite-bourgeoisie d'affaires.

la petite-bourgeoisie, soit celle qui

“participe au contrôle de l'activité économique et est souvent associée à certains éléments de la bourgeoisie; elle n'obtient qu'une part restreinte du contrôle de l'économie et son action s'exerce au niveau local - le village, la paroisse, le quartier. Ses secteurs d'intervention privilégiés sont le commerce de détail et les opérations foncières. On associe généralement à la petite-bourgeoisie un groupe- les membres des professions libérales - qui participe souvent aux activités économiques de celles-ci ou qui, à tout le moins, lui apporte son support.”²⁹

Une enquête plus récente, la thèse de doctorat de Sylvie Taschereau portant sur les petits commerçants de l'alimentation de Montréal, constitue pour sa part une contribution plus substantielle à la compréhension du monde de la petite-bourgeoisie d'affaires et nous suggère quelques pistes de réflexion intéressantes.³⁰ Nous verrons au chapitre quatre consacré aux gens d'affaires que les traits caractéristiques et les pratiques économiques et sociales observés à Montréal dans les années 1920-1940 ressemblent à la situation observée chez nos petits commerçants de Fall River quelques décennies plus tôt: précarité, caractère composite, groupe fortement hiérarchisé et qui se renouvelle sans cesse. L'hétérogénéité et l'instabilité de la

²⁹Paul-André Linteau. “Quelques réflexions autour de la bourgeoisie québécoise, 1850-1914”. Revue d'Histoire de l'Amérique française, vol. 30, no.1 (Juin 1976), 55-66. La synthèse consacrée à l'histoire du Québec ne consacre que deux ou trois pages à la petite-bourgeoisie où sont reprises les idées que Linteau a développées dans l'article ci-haut cité. La présente recherche s'intéresse spécifiquement à cette petite-bourgeoisie. P.-A. Linteau, R. Durocher et J.-C. Robert, Histoire du Québec contemporain. Tome I. De la Confédération à la crise (1867-1929), 2e éd. rev. et aug., Montréal, Boréal, 1989 [1979], (Coll. “Boréal compact, no. 142), p. 192-194.

Plus récemment, Pierre Lanthier et Normand Brouillette se sont intéressés à la formation de la petite-bourgeoisie de Shawinigan au tournant du siècle en portant leur attention sur ses origines rurales et le rapport entre la campagne et la ville. Ils en concluaient que l'univers rural et urbain québécois n'étaient pas deux réalités distinctes mais que “le monde rural mauricien [...] adhérerait déjà non seulement aux mécanismes de l'économie de marché, mais aux pratiques qui se développaient dans les villes nord-américaines et qu'ainsi le milieu d'origine de la petite-bourgeoisie urbaine avait déjà connu de profondes transformations.” D'autre part ils affirmaient que [dans la construction sociale des villes de petite dimension, les traits socio-culturels hérités du monde villageois [jouèrent un rôle significatif dans la consolidation sociale de la vie urbaine.] Ils mettaient donc à jour les antécédents ruraux de la petite-bourgeoisie québécoise dans une petite ville en expansion.

Pierre Lanthier et Normand Brouillette, “De la campagne à la ville: formation de la petite bourgeoisie à Shawinigan de 1898 à 1930”, dans Gérard Bouchard et Joseph Goy, Famille et société rurale en contexte d'urbanisation (17e-20e siècle), Actes du colloque d'histoire comparée Québec-France, tenu à Montréal, en février 1990, Centre interuniversitaire SOREP, École des hautes études en sciences sociales, Chicoutimi-Paris, p. 139-151.

³⁰Sylvie Taschereau, “Les petits commerçants de l'alimentation et les milieux populaires montréalais, 1920-1940”, thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, 1992.

petite-bourgeoisie, notamment des détaillants, rendent malaisées à la fois sa définition et son étude. Taschereau constate le faible niveau de solidarité chez les membres de cette classe sociale et une extrême diversité des situations.

Les élites comme concept d'analyse

Dans le cadre de la société franco-américaine, “élites” et “petite-bourgeoisie” renvoient bien souvent aux mêmes individus. Nous envisageons les élites comme un élément constitutif de la petite-bourgeoisie ou cet “ensemble des personnes considérées comme les meilleures, les plus remarquables d'un groupe, [ces] personnes qui occupent le premier rang, de par leur formation, leur culture”.³¹ Le sociologue Guy Rocher la définit en ces termes: “L'élite comprend les personnages et les groupes qui, par suite du pouvoir qu'ils détiennent ou de l'influence qu'ils exercent, contribuent à l'action historique d'une collectivité, soit par les décisions qu'ils prennent, soit par les idées, les sentiments ou les émotions qu'ils expriment ou qu'ils symbolisent.”³² Il procède par la suite à la description d'une typologie des élites en six catégories: 1) les élites traditionnelles qui détiennent un pouvoir idéologique, religieux ou par la voie de structures sociales anciennes; 2) technocratiques, choisies pour leurs compétences reconnues; 3) celles qui détiennent un pouvoir par la propriété matérielle qu'elle contrôle; 4) charismatiques, reposant sur leur force de conviction assurée par un charisme; 5) idéologiques, participant à la définition et à la diffusion des idéologies et 6) symboliques au yeux de ceux qui les regardent, prototypes de certaines manières de vivre, faire, de penser ou qui incarnent certaines qualités, certaines valeurs. Cette définition rejoint, à plusieurs égards, celle développée par l'historien américain John Higham à l'égard des élites ethniques.

En effet, Higham a développé une typologie des élites au sein des groupes ethniques.

³¹Définition proposée par Le Petit Robert 1. Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française, Rédaction dirigée par A. Rey et J. Rey-Debove, Paris, Le Robert, Nouvelle édition revue, corrigée et mise à jour, 1982 [1967].

³²Guy Rocher, Introduction à la sociologie générale. Tome 3. Montréal, H.M.H., 1971. (“Regards sur la société québécois”), p. 412-415.

Leur rôle, dit-il, est de définir la communauté, de focaliser sur la conscience du groupe et de mettre cette identité sur la place publique. Il distingue trois formes de leadership assumées par ces élites: “received leadership” ou celui hérité d'une structure antérieure à l'immigration; “internal leadership” ou celle issue de l'expérience post-migratoire et “projective leadership” où les héros de la communauté qui se démarquent par leurs exploits et leur réussite sociale à l'extérieur du groupe.³³

Dans une série de portraits de leaders de plusieurs communautés ethniques, Victor Greene s'intéresse à leur position d'intermédiaires . Il voit leur fonction en tant qu'agents qui facilitent le processus d'adaptation à la société américaine et qui articulent l'identité ethnique de leurs compatriotes. À l'instar d'études anthropologiques et sociologiques³⁴, Greene constate qu'une caractéristique universelle de ce rôle est l'existence de pressions contradictoires émanant de la base et de la société d'accueil. Il rejette par contre la thèse de la victime (“the marginal man”) et propose plutôt une hypothèse rationaliste:

“[...] rather than suffering from effective pressures of rapid assimilation or harboring deep-seated feelings of group inferiority as implied by much earlier theory, the pioneer elite, at least, the initiators of the ethnic communities in the United States, conceived of their group and community life clearly in terms of American principles. While they might have performed their task of community-building under adverse discriminatory pressures, their understanding of their role and position may not have been as agonizing and as painful as previously believed, for they regarded their edifices as rationalized by this nation's democratic ideals. [...] Students ought not simply to understand their subject's psychological condition as individually painful or not; they should view these figures as powerful influences upon and representatives of their foreign-born constituents.”³⁵

³³John Higham, "Leadership", in *Politics of Ethnicity*, Stephen Thernstrom, ed. Cambridge, Belknap, 1980. ("Dimensions of Ethnicity"), p. 69-92. voir aussi John Higham, *Ethnic Leadership in America*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1978, 214 p.

³⁴Il nous renvoie principalement aux travaux de Robert E. Park et Louis Wirth. Victor Greene, *American Immigrant Leaders, 1800-1910. Marginality and Identity*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1987.

³⁵Greene, *Ibid*, p. 13.

Les propositions de Higham et Greene trouvent leur portée dans notre chapitre six où nous développons une appréciation qualitative des élites franco-américaines. Nous posons un regard attentif sur les pratiques individuelles qui favorisent l'intégration aux structures locales du pouvoir et la promotion sociale.

Élites et petite-bourgeoisie dans l'historiographie franco-américaine

Dans un contexte historiographique associé à la nouvelle histoire sociale et marqué par la valorisation de l'histoire des masses ouvrières, la production scientifique a concentré son attention sur l'étude des travailleurs franco-américains, un choix d'autant plus justifié que la grande majorité des immigrants appartenaient à cette classe sociale. Alors que les recherches initiales portèrent sur la migration des paysans québécois vers les centres industriels américains, leurs modes de vie en milieu urbain ainsi que les processus d'intégration et d'adaptation à l'économie industrielle américaine ont retenu l'attention des recherches subséquentes. Dans son ouvrage synthèse, Yves Roby constate que nous connaissons peu de chose de la petite-bourgeoisie franco-américaine et les gens d'affaires en particulier, en tant que groupe social, mais aussi, sur le plan de ses caractéristiques, de sa composition et de ses pratiques sociales autres que celles associées au mouvement de la survivance.³⁶ En d'autres termes, nous disposons amplement d'informations et d'analyses de discours mais aucune enquête menée systématiquement pour comprendre sa formation et sa composition.

Néanmoins, toutes les recherches significatives menées durant les deux dernières décennies évoquent à tout le moins la présence d'une classe moyenne au sein des communautés franco-américaines. Essentiellement, les auteurs préconisent deux types d'approches: soit qu'on explique les différents rôles assumés par les élites laïques issues de la petite-bourgeoisie dans le développement du réseau institutionnel ou qu'on procède à l'analyse de leur rôle d'intermédiaires dans l'arène sociale et politique, que ce soit face au clergé irlandais, à l'establishment anglo-saxon ou au mouvement ouvrier.

³⁶Roby, op. cit., p. 133-134.

Haebler, Coehlo, Frenette, Roby relatent son rôle dans le développement du réseau institutionnel et la formation des Petits Canadas. Par ailleurs, la plupart des auteurs soulignent le caractère élitiste des sociétés nationales.³⁷ Quand vient le temps d'évoquer la croissance du poids politique des Franco-américains au niveau municipal et des états, Sylvia, Coelho, Haebler et Petrin font tous largement état du rôle des élites dans les campagnes de naturalisation de même que la participation de certains membres de la classe d'affaires dans la vie politique active qui cherche à accroître son influence sur la scène locale. Il en va de même lorsqu'il s'agit d'étudier les réactions face aux crises de xénophobie, notamment dans l'incident des "Chinois de l'est"³⁸ ainsi que dans les conflits avec l'épiscopat irlandais. À cet égard, Roby explore plusieurs exemples de luttes féroces menées par les élites pour obtenir les services de prêtres canadiens-français, dont celle de la paroisse Notre-Dame de Lourdes de Fall River survenue dans les années 1884-1885.³⁹

³⁷C'est le cas notamment de Cumber, Haebler et Anctil.

³⁸Voir Dennis Royal Garff, "Heirs of New France: An Ethnic Minority in Search of Security. A Study of Canadian Society & Politics in Late Nineteenth Century New England and Quebec Province", Ph.D. thesis, Fletcher School of Law and Diplomacy, 1970, 279 p.

L'incident des "Chinois de l'est" survient suite au rapport annuel du Bureau de la statistique du travail de l'État Massachusetts, déposé en janvier 1881. Dirigé par Carroll D. Wright, le Bureau a enquêté dans les six États de la Nouvelle-Angleterre ainsi que dans l'État de New York afin de déterminer de la possibilité d'instaurer la journée de 10 heures dans ces États, et ce, en accord avec la pratique déjà en cours au Massachusetts. Le rapport, qui contient 152 pages, fait allusion aux émigrés canadiens-français sur deux pages seulement. Mais il "a l'effet d'une bombe au sein de la communauté" et "les protestations fusent de partout". C'est que dans sa conclusion, Wright se montre favorable à la généralisation de la journée de 10 heures dans les sept États où l'enquête fut menée mais il évoque trois empêchements. Le troisième concerne spécifiquement les Canadiens français. En effet, de nombreux témoins pointent du doigt la présence des Canadiens français qui acceptent de se soumettre à une journée de 12 heures et neutralisent ainsi tous les efforts des réformistes. "À quelques exceptions près", conclut Wright, "les Canadiens français sont des Chinois de l'Est. Ils ne portent aucun intérêt à nos institutions civiles et politiques ou à notre système d'éducation. Ils ne viennent pas ici pour s'établir parmi nous, ou pour acquérir le statu de citoyen et donc pour s'intégrer à nous, mais plutôt pour séjourner ici quelques années comme des étrangers. Ils ne nous atteignent que par leur travail et quand ils ont obtenu de nous ce qu'ils désirent, ils l'emportent avec eux dans leur patrie pour le faire fructifier là." Voir Roby, *op. cit.*, p. 185-189.

³⁹Située au cœur du village Flint, la paroisse Notre-Dame sera le site d'un affrontement mémorable entre les paroissiens canadiens-français de l'endroit et l'évêque de Providence, Mgr Hendricken, suite à la nomination d'un curé d'origine irlandaise pour remplacer l'abbé É.É. Norbert, lui-même successeur du curé bâtisseur, le père Jean-Baptiste Bédard, décédé prématurément le 24 août 1884. Bien que le nouveau curé, le père Samuel P. McGee, soit natif du Québec et maîtrise la langue française, les paroissiens se révoltent contre la décision de leur évêque et réclament son renvoi à la faveur d'un prêtre d'origine canadienne-française. Les élites canadiennes-françaises font valoir à Mgr Hendricken que leur communauté a consenti d'énormes sacrifices pour bâtir une paroisse florissante et qu'elle ne comprend pas pourquoi elle n'a maintenant droit qu'à un prêtre d'origine irlandaise pour la desservir.

Les thèses de doctorat de Philip Sylvia et de Anthony Coelho⁴⁰, ainsi que l'histoire comparative des travailleurs de deux villes industrielles de John Cumbler portent principalement sur l'histoire ouvrière mais comportent néanmoins plusieurs allusions aux élites franco-américaines. Chaque auteur relate des événements significatifs où la petite-bourgeoisie est appelée à jouer un rôle de premier plan, notamment lors des conflits de travail et des querelles inter-ethniques. Coelho et Cumbler analysent d'un oeil critique sa position d'intermédiaire dans les conflits de travail qui marquent l'industrie textile de Fall River dans les décennies 1870-80. Ces études nous permettent de comprendre la toile de fond sur laquelle une classe moyenne franco-américaine prend forme.

La thèse de Sylvia porte sur les relations entre le capital et le travail par l'étude de différents conflits ouvriers pour la période étudiée; son ouvrage tient compte de la diversité ethnique, établit les liens entre les enjeux politiques sur la scène municipale et les relations de travail ou montre comment ces conflits se transposent dans l'arène politique locale, les conflits inter-ethniques. Sa recherche contient plusieurs informations intéressantes sur la communauté franco-américaine, l'incursion dans le monde politique municipal et le rôle de certains leaders laïcs tels Hugo A. Dubuque et Pierre F. Péloquin. Les relations difficiles avec les Irlando-Américains, notamment au sein du parti démocratique qu'ils dominent, retiennent son attention. Il examine aussi la place des Franco-Américains au sein du parti républicain et les différents débats qui ont marqué la vie politique de Fall River entre les années 1870-1920.

Coelho établit un lien de cause à effet entre la persistance géographique et la mobilité socioprofessionnelle. Il évoque les possibilités de mobilité sociale dans une ville industrielle en expansion comme Fall River. Il fait également état des rapports de classe au sein de la

Cette campagne mènera les paroissiens jusqu'à Rome, dans l'espoir d'obtenir gain de cause; elle sera connue sous le nom de l'"Affaire de la Flint". Pour connaître tous les soubresauts de cette affaire et sa portée à l'échelle de la communauté franco-américaine de la Nouvelle-Angleterre, voir Roby, *op. cit.*, p. 162-170.

⁴⁰Philip T. Sylvia Jr., "The Spindle City: Labor, Politics, and Religion in Fall River, Massachusetts, 1870-1905", Ph. D. thesis, Fordham University, New York, 1973, 896 p. ; Anthony Coelho, "A Row of Nationalities: Life in a Working Class Community: the Irish, English, and French Canadians of Fall River, Massachusetts, 1850-1890", Ph.D. thesis, Brown University, 1980, 305 p.

communauté franco-américaine, de l'attitude des commerçants canadiens-français à l'endroit des grévistes lors des conflits de travail des années 1880, des tensions idéologiques entre le curé populiste Bédard et paroissiens faisant partie de l'élite laïque. Il évoque brièvement les divisions idéologiques chez ces élites face au clergé irlandais et souligne la qualité du leadership franco-américain lors de querelles inter-ethniques.

Quant au processus de formation d'une classe moyenne, plusieurs auteurs ont formulé des hypothèses axées sur la mobilité sociale et l'immigration des professionnels. Tout comme Haebler et Early, Frenette évoque la formation d'une petite-bourgeoisie d'affaires dans le cadre d'une évaluation de la mobilité sociale.⁴¹ Les hommes d'affaires, dit-il, sont des jeunes gens issus de familles rurales québécoises qui demeurent aux États-Unis depuis plus longtemps que les autres. Certains ont accumulé de l'expérience dans les métiers de la construction alors que d'autres ont été commis chez les marchands yankees ou irlandais. Il suppose que les "self-made men" ont une connaissance de l'anglais et tirent profit de l'arrivée des immigrants alors que certains agissent comme agents recruteurs pour les filatures. Il explique la migration d'une classe professionnelle par l'encombrement des professions libérales au Québec où il est devenu difficile de se former une clientèle. Les petits-bourgeois s'occupent à bâtir leur commerce ou à propager l'idéologie de la survivance, activités menées conjointement bien souvent. Ils prennent leurs distances par rapport aux ouvriers dans leur choix résidentiel; ils embauchent leurs enfants ou les placent chez des relations d'affaires puis leur procurent le soutien nécessaire afin qu'ils s'établissent à leur propre compte. Contrairement à la majorité de la population canadienne-française, les petits-bourgeois sont alphabétisés et bilingues. Leur prestige provient de leur habilité à faire le pont entre le groupe immigrant et la société globale. Éventuellement, ils seront les premiers à prendre la route de l'acculturation, que se soit de façon consciente ou inconsciente.

De son côté, François Weil aborde l'histoire des commerçants de Fall River en mettant à profit une source appropriée à l'étude de la formation d'une classe d'affaires, soit les archives

⁴¹Yves Frenette, "La genèse d'une communauté canadienne-française en Nouvelle-Angleterre: Lewiston, Maine, 1800-1880", Université Laval, thèse de Ph.D., 1988, p. 245-264.

de la *R.G. Dun & Co.*⁴² Au terme de son étude sommaire portant sur les années 1870-1880, Weil constate que “le trait principal qui caractérise l’évolution de ce groupe est la précarité de la situation économique”. Selon lui, cette précarité tient à trois facteurs spécifiques: “le poids de la conjoncture», «la faiblesse chronique des capitaux dont ils disposent” et le fait que “les Canadiens français n’avaient pas une réputation commerciale favorable”.⁴³ Notre bilan des dossiers de crédit rédigés entre les années 1871-1892, regroupe plus de 130 personnes oeuvrant dans plus de 120 entreprises. De ce nombre, 38 (31%) se solderont par une faillite (29) ou abandon. Sur 34 commerces établis durant les années 1870, 17, donc 50%, se soldent par un échec avant la fin de la décennie; parmi les 89 entreprises fondées dans la décennie 1880, 24% font faillites avant 1890. François Weil soulignait avec justesse la précarité de cette petite-bourgeoisie d'affaires de Fall River dans sa période formatrice des années 1870 suivi d'une phase stabilisatrice dans les années 1880-1890. Or, si Weil avait suivi ses sujets sur quelques années au terme de leur apparition dans les registres de la compagnie Dun, il aurait constaté que 58% des hommes d'affaires impliqués dans les 38 faillites relatées par Dun se relancent en affaires. Phénomène plus remarquable, sept d’entre eux figurent au registre des persistants à long terme, soit plus de vingt ans. De fait, sur l'ensemble des 130 commerçants cités dans les rapports de *R.G. Dun & Co.*, 29 (22%) persisteront pendant au moins 20 ans.⁴⁴ Ces statistiques confirment l’importance d’étudier la petite-bourgeoisie sur des périodes plus longues pour comprendre sa dynamique interne et illustrent l’importance de procéder à des analyses longitudinales pour comprendre l’évolution d’une classe sociale. Les analyses ponctuelles ont

⁴²François Weil. Les Franco-Américains, 1860-1980, Paris, Belin, 1989.

⁴³Weil, Ibid., p. 102-103.

⁴⁴En guise de suivi des dossiers traités chez R.G. Dun & Co.: évaluations positives (n: 11) qui se confirmeront à long terme: Corneau propriétaire d’épicerie et pharmacie, Dr Chagnon propriétaire de pharmacie, Labbé carrossier, tailleur Pierre Adam, Aimé Barré pharmacien, bijoutier Aimé Bruneau, Lamoureux, Lessard, Liberty, Adelina Sanguinet, Napoleon Charron. Évaluations défavorables (n: 15) qui s'avèreront fausses à long terme: J. E. Amiot, Beuparland, Janson, Campbell, U. Dufault, F.X. Dussault, Louis Picard, Alexandre Perron, Israel Renaud, Louis Maynard, Theodule Jalbert, Joseph Jetté, Louis Rousseau, Olivier St-Denis, Louis Croisetière. Évaluations négatives qui s'avèreront justes: F.X. Leboeuf, nommé policier puis devient agent d’assurance, ce qui fut le cas aussi pour F.X. Dussault, Louis Picard et Beloni Janson devenu agent d’assurances; Joseph Coulombe se retrouve commis alors qu’Alexandre Perron devient boulanger salarié; Mme Arcand est modiste en 1910 mais on la retrouve travailleuse salariée dans un “tube maker shop” en 1920. Ils se recyclent donc dans un autre métier et échappent presque tous à la prolétarianisation.

certes le mérite de décortiquer divers déterminants mais elles parviennent à nous renseigner davantage lorsqu'elles s'inscrivent dans un cadre analytique faisant usage de la durée à moyen et long termes.

Quant à Pierre Anctil, il retrace la genèse d'une petite-bourgeoisie à Woonsocket depuis son émergence après la Guerre civile jusqu'à sa maturité dans les décennies 1910-1930. Il la qualifie de processus très lent. Anctil tâche d'en dégager les principales caractéristiques en distinguant petite-bourgeoisie d'affaires et petite-bourgeoisie professionnelle. Alors que la première émergerait du contexte américain grâce à la formation d'un capital aux États-Unis, la seconde serait le fruit de l'immigration. La petite-bourgeoisie d'affaires oeuvre principalement dans deux secteurs d'activités, soit le commerce au détail et les ouvriers manuels qualifiés établis à leur compte. La haute bureaucratie est hors de sa portée, tout comme le secteur manufacturier. Elle connaît son apogée dans les années 1920 avec une prédominance proportionnelle de la première génération. De leur côté les jeunes professionnels viennent en Nouvelle-Angleterre pour acquérir une expérience de travail puis retourner au Québec, sauf pour les quelques privilégiés qui parviennent à devenir avocat. Gens d'affaires et professionnels ont en commun, dit-il, de dépendre de la clientèle ouvrière franco-américaine et peuvent concurrencer leurs collègues américains parce qu'ils offrent des services en français.

Au terme de son entreprise, Anctil présente la lutte de la survivance comme une idéologie faisant appel aux mythes historiques. Elle articule une solidarité ethnique aux dépens d'une solidarité de classe pour assurer la survie d'une bourgeoisie dépendante d'un prolétariat ethnique.

“Left out of the American State apparatus and upper decision levels because of their foreign character and their emigrant status, besides being uninfluential in the American Roman hierarchy monopolized by Irish émigrés, the Franco-American petty bourgeoisie envisioned from the start the French national parish as a heaven for their socio-economic class interests. In the French parochial institution, their specific entrepreneurial ideology could be easily spelled out and their class orientation safeguarded, while at the same time obtaining the tacit support of the Franco-American proletariat. Hence the corporatist tendency of the French petty bourgeois ideology: that of leveling out class distinctions apparent in common discourses and replacing them by images favoring national unity and ethnic

consciousness.”⁴⁵

Anctil propose une définition homogène de la petite-bourgeoisie et sous-estime, à notre avis, la diversité idéologique au sein de cette classe sociale et minimise son américanisation. Selon lui, l'idéologie de la survivance serait au coeur des priorités de la classe moyenne. Nous tenterons de démontrer que la volonté d'intégration coexistait avec l'idéologie de la survivance. Ces mêmes élites seront les premières à embrasser les valeurs américaines et tâcher de s'intégrer à la société ambiante. Par ailleurs, les leaders de la survivance ne regroupent qu'un segment de cette petite-bourgeoisie. Mais, de notre point de vue, la principale faiblesse de l'analyse d'Anctil tient du fait qu'elle repose sur des sources somme toute très limitées. D'une part, les annuaires ne constituent pas une source fiable pour établir la structure socioprofessionnelle des communautés franco-américaines et évaluer leurs assises matérielles. D'autre part, son portrait des pratiques associatives ne déborde pas le cadre des sociétés nationales alors que la petite-bourgeoisie laïque joint le réseau associatif anglo-américain dès les années 1870. Contrairement à ce qu'il affirme, l'appartenance à ces loges n'est pas un phénomène exceptionnel chez les petits-bourgeois. Nous verrons qu'à Fall River l'intérêt pour le réseau associatif anglo-américain est apparu très tôt, voire dès la phase initiale du développement de la petite-bourgeoisie et qu'on ne saurait l'envisager strictement comme une manifestation d'intégration après plusieurs décennies en sol américain.

À l'instar de plusieurs synthèses portant sur l'une des communautés ethniques qui se sont formées durant les grandes vagues d'immigration à la fin du XIXe siècle aux États-Unis, l'ouvrage de Yves Roby nous fait découvrir les circonstances de l'émigration et le développement de la communauté. Par contre, elle favorise une conception ethnocentrique de la communauté franco-américaine parce qu'elle sous-estime le contexte américain au-delà des allusions aux forces d'acculturation et d'assimilation. Nous sommes en présence d'une narration construite

⁴⁵Pierre Anctil, “Aspects of Class Ideology in a New England Ethnic Minority: The Franco-Americans of Woonsocket, Rhode Island (1865-1929)”, Ph.D. thesis, New York School for Social Research, 1980, p. 18. Tout comme celle de Pierre Anctil, l'étude de Gary Gerstle porte sur Woonsocket. Sans nier la relation privilégiée qu'elle entretenait avec bourgeoisie franco-belge, il démontre la vulnérabilité de cette élite face à l'intégration des ouvriers Canadiens au syndicat ITU (“Independant Textile Union”) durant la crise des années 1930 alors qu'elle semble avoir perdu sa légitimité. Gary Gerstle, Working-Class Americanism, The Politics of Labor in a Textile City, 1914-1960, New York, Cambridge University Press, 1991 [1989], 356 p. (“Interdisciplinary Perspectives on Modern History”).

autour de la question de la “Survivance” et des luttes avec la hiérarchie irlandaise-américaine de l'Église catholique.

“Les communautés paroissiales sont animées par des milliers de prêtres, religieux, religieuses venus du Québec et par une élite issue des professions libérales et du monde des affaires. Ces derniers gardent vivante la volonté de recréer en terre américaine la patrie perdue et d'assurer la survie de la langue, de la religion et des coutumes. Gardiens de la tradition, ils lancent les mots d'ordre qui galvanisent l'ardeur de leurs compatriotes, mènent les luttes contre les forces assimilatrices et combattent les défections de l'intérieur.”⁴⁶

Son analyse des élites repose essentiellement sur l'étude et l'interprétation du discours de la survivance et la mise sur pieds du réseau institutionnel. Il fait peu de place aux actions entreprises en dehors des institutions nationales.

Notre réflexion sera donc nourrie par les problèmes soulevés dans l'historiographie franco-américaine et cherchera surtout à dégager les axes de développement d'une petite-bourgeoisie et d'une élite laïque.

⁴⁶Roby, *op. cit.*, p. 153.

CHAPITRE II

FALL RIVER : ESQUISSE D'UNE VILLE INDUSTRIELLE

Plusieurs monographies ont déjà été consacrées à la ville de Fall River. Cette municipalité du Massachusetts compte parmi les centres de la Nouvelle-Angleterre qui ont retenu l'attention des praticiens de la nouvelle histoire sociale au cours des décennies 1960 et 1970. L'auteure de la présente étude y puise donc les informations nécessaires à l'élaboration de ce portrait socio-économique. Son principal objectif est de présenter le cadre socio-économique auquel les migrants canadiens-français chercheront à s'intégrer. Le lecteur retrouvera donc les grandes balises tracées par les historiens Philip Sylvia, Anthony Coelho et John Cumber.¹

Fall River est située aux frontières de l'État du Massachusetts et du Rhode Island, soit à l'embouchure de la rivière Taunton, dans la baie Mount Hope, et à 90 kilomètres au sud de Boston.² Fondée à l'époque coloniale en 1656 sous le nom de Pocasset, la ville est incorporée sous le nom de Troy en 1803. En 1834, elle reçoit le nom de Fall River et obtient son incorporation en 1854.³ Voici comment Cumber explique l'essor de son industrie textile.

Dès ses débuts, l'industrie du coton est l'oeuvre de bourgeois locaux qui effectuent le passage du capitalisme marchand au capitalisme industriel. Ils importent la machinerie et la

¹Philip T. Sylvia, Jr. "The Spindle City: Labor, Politics, and Religion in Fall River, Massachusetts, 1870-1905". Fordham University, Ph.D. thesis, 1973. 896 p.; Anthony Coelho, "A Row of Nationalities: Life in a Working Class Community: the Irish, English, and French Canadians of Fall River, Massachusetts, 1850-1890". Ph.D. thesis, Brown University, 1980. 305 p.; John T. Cumber, Working-Class Community in Industrial America: Work, Leisure and Struggle in Two Industrial Cities, 1880-1930, Westport, Conn., Greenwood Press, 1979.

²Ray Bearse, ed., Massachusetts. A Guide to the Pilgrim State, 2nd ed, rev. & enl., Boston, Houghton, Mifflin and Co., 1971, ("The New American Guide Series"), p. 263.

³ Le Guide Français de Fall River, Mass., contenant L'Histoire de la colonie et l'almanach des adresse avec illustrations, L.J. Gagnon et Cie, editeurs-propriétaires, Fall River, Massachusetts, 1909-1910, p. 634.

main-d'oeuvre pour entreprendre la production du textile à partir de la fibre de coton. Contrairement à d'autres centres urbains de la Nouvelle-Angleterre, tel Lynn, ils ne se butent pas à une culture artisanale déjà fortement implantée dans la communauté. Dès le départ, il ne fait aucun doute qu'ils contrôlent la communauté et la résistance qu'ils rencontrent de la part du prolétariat est le fruit d'ouvriers qui sont confrontés aux machines du capitalisme industriel. Contrairement aux cordonniers de Lynn, les ouvriers de Fall River ne luttent pas pour préserver une culture artisanale puisqu'ils dépendent déjà du travail salarié pour subsister.⁴

Puisque l'industrie textile exige des investissements financiers considérables pour démarrer la production (i.e. la construction de l'usine, l'achat des machines), peu d'individus possèdent les capitaux nécessaires et les contacts privilégiés avec les institutions financières ou encore l'influence personnelle pour attirer les investisseurs sur le marché des actions et se lancer dans cette production. Cette exigence diminue sensiblement la fluidité au sein de la bourgeoisie de Fall River et explique ainsi la mainmise de quelques familles sur cette industrie. Ainsi se crée simultanément une distanciation et une familiarité entre travailleurs et propriétaires. Pour bien des ouvriers, Durfee et Borden sont des noms familiers; leurs parents ont probablement travaillé dans leurs usines. Par ailleurs ce contrôle renforce également les divisions de classes que Cumbler dépeint en ces termes: "The wealthy were an impenetrable class living as if in another world in the mansions of the Highlands where the working class went only as servants, delivery boys, or beggars. The wealth of the elites came from the mills down below where the workers had their homes and their jobs- and were exploited."⁵

Depuis l'époque coloniale, la communauté initiale de Fall River composée de dix-huit familles unifiée par des liens de parenté, vivait d'agriculture. Un nombre limité de ces familles possédaient la majorité des terres de valeur et contrôlaient les cours d'eau mais seulement quelques-unes détenaient suffisamment d'argent liquide pour investir dans une industrie au XIXe siècle. Parmi ces familles pionnières, on retrouvait neuf Borden et la plupart des Durfee et des

⁴Cumbler, *op. cit.*, p. 100

⁵Cumbler, *ibid.*, p. 101- 103.

Bowens leur étaient rattachés par des liens de parenté. En 1811, Joseph Durfee tenta de mettre à profit les avantages géographiques de Fall River, mais faute de capitaux qui lui auraient permis d'agrandir son usine, il fut obligé de fermer ses portes en 1829. Durant cette période, des capitalistes de Providence s'intéressent à la production du textile à Fall River. Olive Chace et David Anthony forment la *Troy Cotton and Woolen Manufacturing Company* et accordent un dédommagement substantiel à la famille Borden qui contrôle le débit de la rivière Quequechan. Durant ces premières années d'industrialisation, la communauté homogène de Fall River trouve sa main-d'oeuvre dans les villes voisines et la campagne environnante, à l'instar de Lowell.⁶ Les ménages envoient leurs enfants en usine pour augmenter les revenus de la famille. Cette main-d'oeuvre locale est complétée, puis supplantée, par une classe ouvrière immigrante en provenance d'Angleterre et d'Écosse, puis d'Irlande.⁷ Les membres des grandes familles souches de Fall River sont actionnaires des filatures auxquels viennent s'ajouter quelques familles de Providence.⁸ Ils possèdent également les magasins et les lots sur lesquels les nouveaux citoyens érigent leur demeure.⁹ La spéculation foncière qui a cours durant ces années de croissance est source d'enrichissement pour cette bourgeoisie.¹⁰ Les grandes familles bourgeoises contrôlent donc tous les leviers économiques de la ville: ses usines, ses banques et ses commerces, depuis le début du XIXe siècle jusqu'au XXe siècle.

En 1821, Richard Borden et Bradford Durfee fondent la *Fall River Iron Works* avec un capital de 18 000\$ et en s'associant avec Jefferson Borden, Holden Borden, David Anthony, William Valentine, Joseph Butler ainsi qu'Abraham et Isaac Wilkinson. Cette association témoigne du contrôle et de la vision entrepreneuriale de ces capitalistes locaux. La compagnie est incorporée en 1825 avec des biens de 200 000\$; cette somme s'élève à 960 000\$ en 1845.

⁶Cumblér, *op. cit.*, p. 101.

⁷Sylvia, "op. cit.", chap. 3.

⁸Sylvia, "ibid."

⁹Cumblér, *op. cit.*, p. 101.

¹⁰Sylvia, "op. cit.", chap. 6

Dès ses débuts, la compagnie exploite le minerai de fer dans son usine de laminage et possède des filatures de coton et des imprimeries d'étoffe. Elle détient de grandes superficies et des droits d'exploitation des cours d'eau. Elle possède bientôt la *Wattupa Reservation Company*, la *Annaman Mill*, l'*American Print Works*, la *Metacomet Mill*, le *Fall River Railroad* et la *Bay State Steam Boat Line*, et détient des parts de la *Troy Cotton And Woolen Company* ainsi que de la *Fall River Manufacturing Company*. En 1889, la *Fall River Iron Works* dirigée par M.C.D. Borden construit la première grande *Iron Works Cotton Mill*. D'autres seront érigées en 1892, 1893 et 1895, et une cinquième, sixième et septième au tournant du XXe siècle.

Fall River compte une population de 2000 individus en 1825, avec 700 personnes embauchées dans les filatures, 200 dans les imprimeries et les usines d'acier. En 1837, il y a alors dix filatures de coton qui produisent 7,767,614 verges de coton par année et deux usines qui impriment 12 millions de verges d'étoffe par année. Les filatures de coton emploient 357 hommes et 648 femmes, alors que 500 hommes trouvent du travail dans les imprimeries d'étoffe. En 1854, la ville comptera plus de 12 700 habitants.

La bourgeoisie locale contrôle à la fois la main-d'oeuvre, le capital et la hiérarchie sociale. Par les liens du mariage, les familles dirigeantes sont reliées entre elles tout au long du XIXe siècle. Les mariages au sein de l'élite locale favorisent les intérêts économiques et maintiennent le statut social de quelques privilégiés. À travers ces alliances matrimoniales et une maîtrise du capital, les familles propriétaires d'usines sont liées de près aux familles de banquiers, aux juges et aux propriétaires de journaux. À quelques occasions, des nouveaux membres de cette bourgeoisie, tels les Osborne ou Slade, ou des étrangers tels les Dryers défient les familles souches, mais elles rejoignent éventuellement ce cercle restreint. Ce système de contrôle est tellement efficace qu'à la fin du XIXe siècle les familles propriétaires de Fall River peuvent toujours retracer leur arbre généalogique jusqu'aux pionniers de l'époque coloniale. La grande bourgeoisie de Fall River revêt donc les allures d'une véritable oligarchie.

Fall River possède trois avantages naturels propices à l'industrie cotonnière et qui contribueront à son essor comme centre industriel: un pouvoir hydraulique grâce au débit rapide

de la rivière Quequechan, un climat doux et humide qui maintient le coton en bonne condition et réduit les risques de cassure des filaments qui causent des ralentissements dans la production; et, finalement, elle est favorisée par sa situation géographique avec son port qui lui donne facilement accès aux marchés de Boston et de New York. Sa localisation sur la côte est lui permet d'importer à bas prix le coton brut des états du sud qui lui est livré directement par bateaux.¹¹ Les avantages géographiques de Fall River favorisent donc l'implantation de l'industrie du textile avant la Guerre civile et lui permettent par la suite de se hisser au premier rang aux dépens des centres textiles du nord du Massachusetts à la fin du XIXe siècle. En passant très tôt à l'énergie vapeur, la production augmentera sensiblement dans le dernier quart du XIXe siècle.¹² Ce tournant technologique permet de construire des filatures sur des sites éloignés des cours d'eau et coïncide avec une exploitation maximale du potentiel de la rivière Quequechan. De jeunes capitalistes investissent alors dans l'industrie locale qui présente des avantages sur d'autres villes industrielles de la Nouvelle-Angleterre. En effet, Fall River obtient son charbon à meilleur prix que les villes moins accessibles situées à l'intérieur des terres qui doivent assumer des coûts de transport supérieurs. De plus, son lien direct avec la ville de New York- le centre de mise en marché - par bateau à vapeur réduit les coûts de transport des marchandises de façon significative. Plusieurs bassins d'eau occupent l'espace autour de la ville où d'autres usines seront érigées ultérieurement. Les nouveaux quartiers résidentiels prennent forme autour de ces nouvelles filatures qui s'implantent en des espaces inhabités jusque-là. Plusieurs compagnies construisent des édifices à logements d'où l'on peut marcher pour se rendre au travail. Les spéculateurs fonciers y voient une belle occasion de générer des profits. Or, une croissance d'une telle ampleur et d'une telle rapidité taxe lourdement les infrastructures urbaines, notamment du point de vue du réseau d'aqueduc et des servitudes d'égout.

Le gouvernement municipal encourage la création de nouvelles usines par des incitatifs fiscaux. Entre 1865 et 1874, les usines ne déboursent que 24¢ de taxe par fuseau alors que des

¹¹Cumlber, *op. cit.*, p. 101.

¹²Contrairement aux usines de Lowell qui sont alimentées à l'énergie hydraulique, les fabriques de textile de Fall River sont fournies en énergie par des machines à vapeur. Coelho, "op.cit.", p. 11.

villes comme Lowell exigent 29¢ ou plus. Pendant tout le XIXe siècle, les usines de Fall River paient moins de taxes municipales que leurs concurrentes de toute la Nouvelle-Angleterre.¹³ Les entreprises sont tellement bien implantées que la “panique” économique de 1873 ne provoque aucune faillite parmi les usines créées entre 1866 et 1873.¹⁴

L'industrie connaît donc une croissance phénoménale après la Guerre civile jusqu'aux années 1880, et ce, sur tous les plans: population, nombre de filatures, capitalisation, machinerie et production totale.¹⁵ Entre 1855 et 1865, le nombre de fuseaux double, et quadruple entre 1865 et 1875. La production est treize fois plus grande en 1878 qu'en 1865: près de 400 millions de verges de tissu sortent des usines. En 1880, la valeur des capitaux investis est sept fois plus élevé qu'en 1865 atteignant près de 15 million de dollars. La valeur combinée de toutes les entreprises de Lowell et Lawrence, les deux principales villes concurrentes de Fall River, ne représente que 80% des actifs de la “Spindle City” (la ville du fuseau). Cette prédominance perdurera durant la décennie 1880.¹⁶

Les capitalistes locaux continuent d'investir dans la construction de filatures. Un système complexe de népotisme concentre le pouvoir dans les mains de sept familles. Celles-ci possèdent cent corporations et occupent cinquante-deux positions clés au sein d'entreprises évaluées à 14 545 000 \$ et qui emploient au-delà de 14 000 ouvriers.¹⁷ En quelques décennies seulement, les entrepreneurs locaux élèvent ce hameau au titre de premier centre de l'industrie textile des États-Unis.¹⁸ Au tournant du XXe siècle, Fall River est associée au textile au même

¹³Cumblers, *ibid.*, p. 105.

¹⁴Coelho, “op. cit.”, p. 15.

¹⁵Sylvia, “op. cit.”, chap. 3

¹⁶Sylvia, “op. cit.”, p. 240-243.

¹⁷Coelho, “op. cit.”, p. 14.

¹⁸Les capitaux à l'origine des deux premières fabriques de textiles proviennent à 81,3% de Fall River tandis que 58,7% des capitaux investis dans la création des cinq premières usines ont été investis par des résidents locaux. Coelho, “op. cit.”, p. 12.

titre que Pittsburgh est associée à l'acier.¹⁹

Fall River n'échappe pas à la dépression qui atteint une ampleur à l'échelle nationale en 1893. L'ère de prospérité cesse soudainement. Les États-Unis sont frappés par la crise financière la plus grave qu'ils aient connue depuis des années. La Bourse s'effondre après la faillite de plusieurs firmes en vue. Les banques réclament le remboursement des prêts qu'elles ont consentis et le crédit tarit presque complètement. Chaque jour de nouvelles entreprises font faillite. La panique engendre une crise économique sévère. Depuis la guerre de Sécession, des paniques cycliques suivies de récessions surviennent. À chaque fois, une spéculation imprudente aboutit à une hausse exagérée des valeurs. C'est le cas à Fall River dans les années 1870-1872 où la spéculation à outrance "was furthered by an unjustifiable real estate bubble and by the city's banking-manufacturing link which facilitated the securing of credit despite insufficient collateral. Land purshased for mills at unreasonably high prices , figures as paid-up capital, placed deceivngly high value on corporation worth."²⁰ Les hausses salariales accordées par le capital durant la période prospère des années 1880 sont enlevées. Il faut attendre jusqu'en 1897 pour que la récession touche enfin à son terme.²¹

Au tournant du XXe siècle, Fall River compte quarante corporations manufacturières de coton totalisant un capital de 25 millions de dollars. La *Fall River Iron Works*, la corporation la plus importante de la ville depuis sa fondation en 1821, emploie à elle seule plus de 4500 ouvriers. La migration des travailleurs nés à l'étranger continue à fournir la demande croissante de main-d'oeuvre. En 1905, plus de 36% de ces étrangers sont nés au Canada, dont 90% de langue française; 13% sont nés en Irlande; plus de 15% au Portugal et près de 3% en Russie. Fall River est le plus grand centre de production de coton aux États-Unis, mais les salaires payés aux ouvriers tombent sous la moyenne nationale. Une étude publiée par le Bureau américain du

¹⁹Cumblér, *op. cit.*, p. 100- 101.

²⁰Sylvia, "op. cit.", p. 251.

²¹Carl Degler, et. al., Histoire des États-Unis. La pratique de la démocratie, Paris, Économica, 1980, p. 350-351.

travail en 1909 estime que plus de 70% des familles embauchées dans les usines de coton de Fall River vivent avec des revenus inférieurs à la moyenne nationale. Elles comptent sur le travail du père, des enfants et parfois de la mère pour leur garantir un revenu suffisant.²²

En termes absolus, le succès des capitalistes de Fall River sur l'industrie textile montre peu de signe de faiblesse avant 1905. Les filatures fall riveraines continuent à dominer cette industrie durant les premières décennies du XXe siècle. Les investissements de capitaux continuent à rapporter des dividendes et à attirer des travailleurs. Entre 1904 et 1910, 400 000 nouveaux fuseaux sont ajoutés, de telle sorte que la ville détient un septième des fuseaux du pays.²³ Au tournant du siècle (1904), les 42 entreprises de textile sont évaluées à plus de 45 millions de dollars. Malgré quelques dépressions intermittentes, le nombre de fuseaux augmente de 2 164 664 en 1890 à 3 246 468 en 1904. La valeur de la production de coton de Fall River dépasse toutes ses concurrentes.

La population de Fall River passe de 74 398 en 1890 à plus de 89 000 en 1895. La ville se dote d'une infrastructure de plus en plus élaborée qui reflète à la fois sa croissance économique et sa diversité démographique. Dans les années 1909-1910, alors qu'on y dénombre plus de 116, 000 habitants, elle compte déjà huit théâtres, 54 salles publiques, 19 bureaux de poste et une douane, un palais de justice, plus de cinquante écoles publiques dont une école secondaire, une bibliothèque publique, 3 hôpitaux, 51 églises protestantes, 21 catholiques et 3 synagogues; il y aurait environ 455 sociétés de toutes sortes. Aux 43 filatures de coton qui représentent le moteur de l'économie de Fall River, s'ajoutent une quarantaine de corporations industrielles (i.e. imprimeries d'étoffe, usines d'acier, fabrique de piano, compagnie de service d'électricité, de gaz), de services financiers (dont 4 banques nationales, 4 banques d'épargne et 4 coopératives) et de services publics (i.e. télégraphe, téléphone, tramway, chemin de fer et

²²Cumblers, *op. cit.*, p. 131.

²³Cumblers, *op. cit.*, p. 136.

traversiers).²⁴

Malgré ces indicateurs de prospérité et de croissance, la ville montre des signes de faiblesse et les dirigeants des filatures se préoccupent de plus en plus de la «menace sudiste». En 1895, le métier à tisser Nortrop apparut dans l'industrie du textile permettant d'accroître la production sensiblement. Il remplaçait la bobine dans la navette alors que le métier était toujours en motion, éliminant ainsi des étapes coûteuses. Ce métier avait également la propriété de s'arrêter automatiquement lorsque le fil était cassé. Ces avantages permettaient au tisserand de surveiller davantage de métiers et de le faire plus efficacement. Or, l'industrie textile locale néglige de tirer avantage de cette innovation technique, malgré les demandes répétées des organisations ouvrières de moderniser les équipements.²⁵ Les propriétaires de filatures, qui avaient déjà investi des capitaux dans les entreprises de fabrication de métiers traditionnels, hésitent à moderniser leurs équipements. Afin de rencontrer la concurrence du sud et de la Nouvelle-Angleterre rurale, les gestionnaires ordonnent aux tisserands de superviser davantage de machines sans apporter les améliorations techniques dans bien des cas. Entre 1900 et 1905, les tisserands déjà débordés doivent travailler sur douze métiers au lieu de six ou huit. Malgré les retards technologiques évidents de l'industrie textile fall riveraine, la concurrence sudiste n'aura pas d'impacts négatifs durant les deux premières décennies du vingtième siècle. Même si l'industrie locale connaît des effondrements soudains de façon périodique, de 1893 à 1899, ses compétiteurs des états du sud sont tout autant affectés. La ville jouit d'une excellente réputation grâce à la qualité de son textile et de son tissu imprimé alors que l'industrie sudiste produit un tissu grossier qui ne concurrence pas directement la production de Fall River. Les nouvelles filatures qui produisent un tissu de qualité supérieure monopolisent leur marché car elles n'affrontent aucune compétition venant du sud et jouissent d'une protection à toute épreuve contre les fabricants étrangers grâce aux tarifs douaniers.²⁶ Même si la production sudiste

²⁴Le Guide Français de Fall River, [...], op. cit., p. 644-660. 86,000 habitants, soit 75% de la population de Fall River est d'origine étrangère, dont près de 33,000 Franco-Américains.

²⁵Sylvia, "op. cit.", p. 586.

²⁶Sylvia, "op. cit.", p. 583.

s'accroît dans la dernière décennie du XIXe siècle, la Nouvelle-Angleterre suit cette croissance et son industrie textile continue de générer des profits autant dans le nord que dans le sud des États-Unis. Durant la décennie 1890-1900, les actionnaires de Fall River perçoivent en moyenne un retour annuel de 6,5% sur leur investissement.²⁷

Lors du long conflit ouvrier de 1904, les dirigeants des filatures font fi de l'avantage qu'ils possèdent sur leurs compétiteurs du sud et réagissent en se recyclant dans la production d'un textile de qualité inférieure. Entre 1910 et 1914, l'industrie stagne, la production et les salaires baissent. Les effets de la concurrence sudiste, jumelés au manque d'investissement dans les améliorations technologiques, ont finalement un impact négatif sur l'industrie textile de Fall River.²⁸ La demande provoquée par la Première Guerre mondiale aura des effets bénéfiques à partir de 1915 alors qu'on recherche un textile brut. Or, ces années correspondent à la dernière phase de prospérité de la ville du fuseau. Fall River et d'autres centres textiles de la Nouvelle-Angleterre approvisionnent l'effort de guerre des alliés entraînant une hausse dans la production, l'emploi et les salaires. Les unions locales réussissent à obtenir des augmentations salariales de 169%. Les profits sur les investissements atteignent les 20% par année et la bourgeoisie industrielle de Fall River enregistre des profits supérieurs à la plupart des industries du pays. Les dernières années de la décennie seront profitables aussi. En 1920, les profits atteignent en moyenne un rendement de 33% sur un capital investi de 33 millions. La production et l'emploi dépassent même les taux enregistrés pendant la guerre.

Mais les carences technologiques qui caractérisent l'industrie de Fall River, à l'instar des autres vieilles villes du textile), ainsi que le déclin constant des prix dans les années 1920, auront finalement raison du premier centre de production du textile des États-Unis. En 1924, il y a plus de quatre millions de fuseaux en opération dans la ville; quatre ans plus tard il en reste un peu moins de trois millions. N'arrivant plus à soutenir la concurrence sudiste, les usines

²⁷Leurs bénéfices atteignent un sommet de 11,40% en 1892 alors qu'ils chutent à leur taux le plus bas en 1898 avec un rendement de 2,22%. Sylvia, "ibid.", p. 585.

²⁸Cumblers, *op. cit.*, p. 136-138.

commencent à liquider leurs équipements. New Bedford dépasse Fall River par sa production depuis 1918 et l'ensemble de la Nouvelle-Angleterre perd sa prédominance comme principal fournisseur du pays au profit des États du sud. La régression des profits, de la production et des salaires amorcée dans les années 1920 ne sera jamais renversée. Le journal New Republic décrit bien l'état d'esprit qui règne à Fall River lorsqu'il affirme que la ville est devenue "a city of misery, want, unemployment, hunger and hopelessness."²⁹ Entre 1923 et 1950, trente usines fermeront leur portes. La population chutera d'un sommet de 130, 000 atteint en 1922 à 112, 000 en 1950. Entre 1926 et 1930, trente-six des quarante-six compagnies cesseront leurs activités. En 1930, seulement quarante usines opèrent à pleine capacité, alors que trente-huit autres qui employaient 12, 700 ouvriers ont cessé de produire et 3, 210 ouvriers travaillent à temps partiel; près de la moitié de la force ouvrière est sans emploi.³⁰

À la fin des années 1920, les taxes municipales impayées atteignent un taux record de 60%. Ironiquement, le premier maire d'origine canadienne-française, Edmond Talbot, arrive à l'hôtel de ville dans les années 1920 pour assumer la destinée d'une ville lourdement endettée.³¹ En 1931, la ville est en faillite technique et l'état du Massachusetts doit assurer sa gestion pour les dix années suivantes.³²

Profil démographique

La croissance vertigineuse de l'industrie du textile entre les années 1860 et 1870 se traduit par une augmentation importante de la population. Fall River devient une destination populaire au XIXe siècle pour les immigrants à la recherche d'un travail salarié. Le nombre de

²⁹New Republic, 4 juin 1924; cité dans Slyvia, "op. cit.", p. 711.

³⁰Cumbler, op. cit., p. 138-139. Pour une meilleure compréhension de l'emplacement des filatures et les différents quartiers de la ville, le lecteur pourra consulter la carte annexée à de ce chapitre.

³¹Il sera élu en 1922, 1924 et 1928. Guide officiel des Franco-Américains 1946. Woonsocket, R.I., Lucien et Thérèse Sansouci, Éditeurs, 1946, p. 506.

³²Cumbler, op. cit., p. 140.

résidents triple entre 1865 et 1875, passant de 17 481 à 45 340.³³ Comptant pour 75% de la force ouvrière en 1878, les étrangers proviennent d'Angleterre, d'Irlande et du Canada. "Fall River [is] well on its way to becoming the nation's immigrant city."³⁴

La migration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre après la Guerre Civile est largement tributaire de l'industrie textile.³⁵ Pour subvenir à la demande de main-d'oeuvre sans cesse croissante, les propriétaires de filatures envoient des agents recruteurs en Angleterre d'abord, dans la province du Lancashire. Durant les années 1870, ces agents recrutent au Québec pour combler les emplois non spécialisés lors des conflits de travail.³⁶ En 1875, près de 9000 résidents de Fall River sont originaires d'Angleterre. Plus de 9000 sont nés en Irlande, dont une grande partie ont migré dans le Lancashire où ils ont travaillé plusieurs années dans les filatures. À cette population anglo-irlandaise, s'ajoutent 5000 Canadiens, la plupart des francophones, qui ont été recrutés par des agents de l'*American Linen Mills*.³⁷ Frustrés par le militantisme des travailleurs anglais et irlandais - notamment lors des grèves de 1870, 1875, 1878 et 1884 - les employeurs recrutent de plus en plus de Canadiens français sur une base permanente à mesure que le XIXe siècle progresse. L'entrée en service d'une ligne de chemin de fer directe entre Montréal et Fall River en 1872 facilite cette migration.³⁸

En 1879, lors d'une grève impitoyable qui dure 13 semaines, le curé Bédard de la

³³Sylvia, «op. cit.», p. 244. La population double au recensement fédéral de 1880 par rapport à celui de 1870.

³⁴Sylvia, "ibid." p. 244.

³⁵Bruno Ramirez, On the Move. French-Canadian and Italian Migrants in the North Atlantic Economy, 1860-1914, Toronto, McClelland & Stewart, 1991, («The Canadian Social History Series»).

³⁶Edouard J. L'Hérault compte parmi ces agents de l'immigration. Voir son témoignage lors de la rencontre entre le chef du Bureau de la statistique de l'état du Massachusetts et la délégation franco-américaine en octobre 1881. Carroll D. Wright, The Canadian French in New England. [From the Thirteenth Annual Report of the Massachusetts Bureau of Statistics of Labor.] Boston, Rand, Avery, & Co., Printers of the Commonwealth, 1882, p. 62-65.

³⁷Cumbler, op. cit., p. 108-109.

³⁸Il est alors possible de partir de Québec ou Montréal et se rendre à Fall River sans changer de wagon. Coelho, «op. cit.», p. 13.

paroisse Notre-Dame, joue un rôle actif dans le recrutement de Canadiens français. Ces derniers interviennent comme briseurs de grève. Les “knobsticks” sont logés dans les maisons des filatures et dans quelques édifices à logements construits spécifiquement pour eux. Plusieurs Canadiens subissent l'hostilité des grévistes et sont victimes d'acte de violence. La première vague de migration s'inscrit donc dans un climat social perturbé. À la fin de la grève, plusieurs Canadiens décident de rester à Fall River, malgré les suspicions et l'hostilité des unionistes.³⁹ En 1885, le recensement de l'État du Massachusetts comptabilise déjà 8, 219 individus de première et deuxième génération (nés de parents canadiens-français).⁴⁰

2.1. Population de Fall River, 1870-1920⁴¹

	<u>Population Totale</u>	<u>Pop. franco-américaine</u>	<u>% Population totale</u>
1870	26, 766	1, 142	4%
1880	48, 961	6, 748	14%
1890	74, 398	15, 154	20%
1900	104, 863	31, 725	30%
1910	119, 295	32, 194	27%
1920	120, 485	28, 630	24%

Source: Sylvia, “The Spindle City: Labor, Politics, and Religion in Fall River, Massachusetts, 1870-1905”, Fordham University, Ph.D. thesis, 1973, p. 855 et p. 860.

Contrairement aux Anglais et aux Irlandais, la main-d'oeuvre textile originaire du Québec est constituée en majorité de femmes et d'enfants. Les hommes fuient autant que possible le travail en filature qu'ils trouvent dégradant d'autant plus qu'ils sont victimes de

³⁹Sylvia, “op. cit.”, chap. 8.

⁴⁰Cumbler, op. cit., p. 121.

⁴¹Les données concernant la population franco-américaine ne regroupent que la première et la deuxième génération.

discrimination de la part des autres ouvriers et contremaîtres anglais et irlandais.⁴² La première compagnie à les embaucher en grand nombre est l'*American Linen Mills*. Ces ouvriers habitent dans les logements corporatifs sur les rues Broadway, Division et Bay. Ce secteur est vite appelé le “Petit Canada” ou le “French Village”. Alors que leur nombre s'accroît, la population canadienne-française se répand et une nouvelle colonie est alors formée autour des filatures King Philip en construction dans le village Globe, site de la paroisse nationale Sainte-Anne, au sud de la ville, et dans le village Flint dans l'est de la ville, qui deviendra le site de la paroisse Notre-Dame.⁴³ (Voir la carte en fin de chapitre). La concentration résidentielle des Canadiens français dans ces deux “villages” se poursuivra jusqu'au début du vingtième siècle.⁴⁴ En effet, les paroisses Sainte-Anne (quartier 4) et Notre-Dame (quartier 6) se partagent 90% des résidents canadiens-français en 1888 et 65% en 1909. La paroisse Saint-Mathieu (1887, démembrement de la paroisse irlandaise Saint-Joseph) dans le village Bowenville (quartier 9) suit avec 10%. La paroisse Saint-Sacrement constituera la quatrième paroisse à desservir les Franco-Américains résidant dans la partie sud du village Globe. À l’instar de la paroisse Sainte-Anne, dont elle forme un démembrement, les pères Dominicains assurent la direction de cette paroisse qu’ils desservaient déjà comme mission depuis 1888. La paroisse Saint-Jean-Baptiste de Maplewood voit le jour en 1895 mais cette desserte n’aura son propre curé qu’à partir de 1921. Quant à la dernière paroisse fondée, Saint-Roch, elle est créée en 1899 par la fusion de deux sections des paroisses Notre-Dame de Lourdes et Sainte-Anne, respectivement, au nord du village Flint.⁴⁵

Même si le nombre de Canadiens français travaillant dans les filatures augmente régulièrement à partir de la fin des années 1870, leur impact sur la force ouvrière varie d'une fabrique à l'autre. Mis à part les filatures *American Linen*, ils apparaissent tardivement dans les

⁴²Sylvia, “op. cit.”, chap. 8.

⁴³Notre-Dame est érigée comme paroisse mixte, puis devient paroisse nationale à partir de 1882.

⁴⁴Cumbler, *op. cit.*, p. 121. Bowenville est situé dans le quartier neuf, le deuxième plus peuplé après le quartier six où se situe la paroisse Notre-Dame.

⁴⁵Données extraites de trois guides, Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] de Fall River et Notes historiques sur les Canadiens de Fall River, par H.A. Dubuque. Première Edition. Fall River, Edmond-F. Lamoureux, Editeur. 1888, p. 256; et Le Guide Français de Fall River, [. . .], *op. cit.*, p. 227; Guide officiel des Franco-Américains, 1922, publié par Albert Bélanger, Fall River, Mass., p. 49-53.

années 1880 sur les listes de paies des grandes filatures. Lorsqu'ils commencent à entrer dans ces filatures, ils se retrouvent en grande majorité dans les emplois les moins spécialisés, migrant souvent au Canada durant la saison des moissons. Leurs liens avec le Canada agraire sont sensiblement plus étroits qu'avec le Fall River industriel et, dans les premières années de migration, ils se contentent de gagner le capital suffisant pour retourner au Québec, soit pour payer leur dette ou acheter une ferme. L'afflux de Canadiens français a lieu surtout entre les années 1885 et 1905. Plus de 8,200 immigrants arrivent entre 1885 et 1895, et près de 9,000 autres entre 1895 et 1905, portant leur nombre à 28,357 à cette date. Après 1905, cette population reste stable, diminuant quelque peu après la grève de 1905. En 1903, les Canadiens français composent la plus forte minorité d'origine étrangère et totalisent presque autant d'individus qu'Irlandais et Anglais réunis.⁴⁶

Lorsque les Canadiens français forment une autre agglomération dans l'est de la ville, leur vie sociale se concentre dans ce quartier, connu sous le nom "village Flint". Au dire de Cumbler, ils y maintiennent une culture distincte pendant tout le XIXe siècle et une partie du XXe. Ils conservent leur religion, leur langue, et pour une large part, leurs coutumes sociales malgré les pressions de l'américanisation. Ils y construisent un réseau paroissial développé et inégalé par aucun autre groupe catholique, que ce soit les Irlandais ou les Portugais.⁴⁷ À titre d'exemple, sur 23 institutions scolaires catholiques en 1909, 12 appartiennent à la communauté franco-américaine, 10 aux Irlandais et 1 à la communauté polonaise.⁴⁸ La même année, on compte plus de 150 sociétés religieuses, clubs, sociétés nationales, associations de toutes sortes dans la communauté franco-américaine.⁴⁹ Aux premières tentatives de Honoré Beaugrand de mettre sur pied un journal francophone dans les années 1870, Le Castor, fondé en 1882, puis

⁴⁶Cumbler, op. cit., p. 122.

⁴⁷Cumbler, ibid., p. 123.

⁴⁸Le Guide Français [...] op. cit., 1909-1910, p. 650-651.

⁴⁹Ibid., p. 653.

rebaptisé L'Indépendant dès 1885, survivra jusqu'en 1962.⁵⁰

2.2. Réseau institutionnel franco-américain de Fall River⁵¹

	<u>1888</u>	<u>1909</u>
paroisses	3	6
écoles paroissiales	3	11
#élèves dans écoles paroissiales	1,183	4,222
collège	1	1
sociétés nationales	10	104
sociétés religieuses	7	51
# membres des sociétés	490	13,522
église protestante	1	1
#protestants	100	2,000
population totale	15, 000	32,000

Sources: Le Guide Français [...] op. cit., 1909-1910; Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] de Fall River et Notes historiques sur les Canadiens de Fall River. par H.A. Dubuque, Première Edition, Fall River, Edmond-F. Lamoureux, Editeur, 1888.

Selon Cumbler, les leaders de la communauté canadienne-française des années 1880 sont foncièrement anti-syndicalistes et s'opposent fortement aux grèves comme moyens de promotion des droits des travailleurs. Ils s'expriment par l'intermédiaire de leurs organisations

⁵⁰Joseph-André Senécal a dénombré près de trente publications françaises à Fall River: voir The Franco-American Bibliographic File Project, Newspapers and Periodicals. A Preliminary Checklist, CREFANE, Canadian Studies Program College of Arts & Sciences, The University of Vermont Burlington, Vermont, 1995, 467 p. (ouvrage non publié).

⁵¹La "French Congregational Church" est organisée comme mission sur la rue Pleasant en 1886 dans le contexte de l'affaire Flint et de la campagne de conversion (ou protestantisation) qui en découlera. Une église sera construite plus tard sur la rue Harrison grâce aux 600\$ collectés lors d'une kermesse sur le terrain de M. Job Leonard, de la rue North Main. Elle restera une mission de la "First and Central Congregational Church". Voir: History of the Ladies' Benevolent Society of the First Congregational Church, Fall River, Massachusetts. 1904. Fall River, Press of J.H. Franklin & Co., 1904. 168 p. ; Arthur S. Phillips, The Phillips History of Fall River. 3 vol. Fall River, Dover Press, 1946 [1941] 202 p.

nationales. L'avocat Hugo Dubuque, le curé Bédard et le marchand Pierre F. Péloquin, trois têtes d'affiche de la communauté, sont tous anti-syndicalistes.⁵² Ces élites ne remettent certainement pas en cause la structure sociale de Fall River:

“L'Américain, comme il est tout naturel, étant le premier venu, le premier occupant du sol, le successeur immédiat de l'imprévoyant enfant des bois, possède la richesse. Il a la direction des banques, des manufactures et des plus grandes maisons de commerce. Dans les professions libérales, cependant, il doit compter avec les représentants des autres nationalités. Les qualités sociales et intellectuelles de l'Américain sont trop bien connues pour les rappeler ici. [...] Les Canadiens-français sont les derniers arrivés sur la scène. Ils ne peuvent donc, par conséquent, prétendre aux premières places et encore bien moins à la domination. Ils s'efforcent laborieusement de concourir dans la lutte de l'existence.”⁵³

À l'instar des autres historiens qui se sont intéressés aux Franco-Américains, Cumbler souligne le caractère élitiste des sociétés nationales: à titre d'exemple, 40% de la population mâle canadienne-française est à l'emploi des filatures, mais seulement 11% des officiers de la “Société Saint-Jean-Baptiste” durant sa première décennie d'existence proviennent du milieu ouvrier et seulement 22% de ses membres. Par ailleurs, 92% de la communauté appartient à la force ouvrière. Dans la Ligue des patriotes, sur plus de 200 membres, seulement 1 des 33 officiers était du milieu ouvrier; l'Union canadienne Saint-Jean-Baptiste de Bowenville n'en avait aucun. Au total, 403 adultes sont membres de l'une des sociétés nationales en 1888.⁵⁴

“Although these were ostensibly benevolent organizations, they were organized and run primarily for the French Canadian's small but significant white collar members. The heavy domination of these organizations by middle-class ethnic leaders reinforces the idea that working-class members may not have looked within their ethnic community for leadership. Rather, the ethnic community itself may have been divided, with the small middle class controlling the ethnic organizations, while the working class may have looked elsewhere for support and fellowship. In this

⁵²Cumbler, *op. cit.*, p. 158.

⁵³*Le guide canadien-français* [...], *ibid.*, p. 111-113.

⁵⁴*Le guide canadien-français*, *ibid.*, p. 256.

context, working-class French Canadians were actively involved in strikes and other union activity.”⁵⁵

La situation évoluera à cet égard de sorte qu’en 1909, près de 104 sociétés et clubs et une cinquantaine de sociétés religieuses compteront plus de 13, 000 membres.⁵⁶

Les Canadiens français se tiennent à l’écart du système scolaire public. Non seulement ne font-ils pas confiance au caractère protestant et anglicisant des institutions d’enseignement américaines, mais ils perçoivent les écoles comme un obstacle à l’avancement économique de la famille. C’est que l’école voit à l’application des lois du travail et empêche les enfants de travailler.⁵⁷ Le curé Bédard réussira à convaincre la communauté Jésus-Marie de Québec de venir y ouvrir une école en 1877.⁵⁸ Dix ans plus tard, trois écoles paroissiales accueillent plus de 1000 enfants, tandis que près de 800 fréquentent l’école publique.⁵⁹

Contrairement aux travailleurs anglais, les Canadiens français n’intègrent pas l’industrie du textile avec une expérience de travailleurs industriels. “Ils sont placés dans des conditions défavorables, en raison de leur ignorance de la langue anglaise, des us et coutumes du pays, et surtout à cause du manque d’expérience dans les usines et les fabriques de la ville. Le Canadien connaît l’agriculture, mais il n’est pas habitué à la vie industrielle.”⁶⁰ Les Anglais et les Irlandais occupent les postes qualifiés dans les usines et sont aussi les mieux organisés. Les

⁵⁵Cumbler, *op. cit.*, p. 159.

⁵⁶Le Guide Français [...] *op. cit.*, p. 650-651.

⁵⁷Cumbler, *op. cit.*, p. 124.

⁵⁸Robert Rumilly, Histoire des Franco-Américains, Montréal, (s.é.), 1958, p. 80.

⁵⁹Le guide canadien-français, *op. cit.*, p. 256.

⁶⁰Le guide canadien-français, *ibid.*, p. 143.

Canadiens français occupent les postes les moins qualifiés et sont les moins bien organisés.⁶¹

Au tournant du XXe siècle, la population de Fall River se caractérise par une plus grande diversité ethnique. Elle compte 7020 résidents nés au Portugal en 1905. Comme les Canadiens avant eux, les Portugais s'installent dans des quartiers spécifiques de la ville. En 1885, ils étaient seulement 300; en 1895 ils sont plus de 1700 et en 1909, 10 000. Malgré leur nombre, les Portugais ont de la difficulté à trouver du travail dans les filatures. Quelques familles polonaises arrivent à Fall River en partance de Chicopee (Massachusetts) à la fin des années 1880 mais ce n'est qu'au début des années 1900 que les Polonais commencent à venir directement d'Europe pour travailler dans les usines de la ville. En 1895, il y a 109 Polonais à Fall River, un nombre inférieur aux 762 Russes. Dix ans plus tard, ils sont plus de 400, mais toujours minoritaires par rapport aux 1366 Russes ou aux 806 Autrichiens. Entre 1905 et 1913, les Polonais et les Russes s'installent graduellement sur les bords de la rivière, près des anciennes filatures et la forte densité de population en fait l'un des pires quartiers résidentiels de la ville en 1910. Un petit nombre de Syriens et de Libanais s'ajoutent à cette population et s'installent dans le village Flint durant les premières années du XXe siècle. En 1895, 50% de la population est née à l'étranger, et en 1900, le recensement fédéral nous indique que Fall River détient le plus haut pourcentage de population étrangère de toutes les grandes villes des États-Unis.

L'arrivée massive des étrangers transforme la physiologie urbaine. Les membres des différents groupes ethniques se concentrent dans différents secteurs résidentiels particuliers où se croisent quotidiennement ouvriers et petits-bourgeois. La structure résidentielle et l'organisation du travail facilitent la division de la ville en enclaves ethniques qui débute avec l'arrivée des Canadiens français. Parce que les usines sont dispersées sur le territoire, il n'y a pas de secteurs résidentiels commercial ou manufacturier à proprement parler, à l'exception du centre-ville où l'on retrouve une concentration de commerces et le quartier des "Highlands" où habitent les propriétaires d'usine.

⁶¹Cumblér, *op. cit.*, p. 124.

Réparties dans tous les quartiers de la ville, les grandes usines donnent de l'emploi aux travailleurs et leur fournissent du logement dans les “tenements” des compagnies.⁶² Mais contrairement à leurs confrères de Lowell, les entrepreneurs de Fall River n'exercent pas une gestion paternaliste de leur main-d'oeuvre. Pour le meilleur et pour le pire, la vie des ouvriers textiles n'est réglementée qu'à l'intérieur des fabriques. Ce point de vue prévaut jusqu'au début des années 1880. Ainsi, il n'y a pas de magasins de compagnies et de maisons de pensions réglementées pour loger les travailleurs. Ces quartiers, souvent éloignés du centre-ville, développent leurs propres institutions et services de quartier. Chaque partie de la ville possède ainsi les caractéristiques d'un village auto-suffisant, d'où les noms de *Border City*, *Flint Village*, *Globe Village*, *Mechanicsville* et *Bowenville*. Les résidents de ces districts possèdent leurs propres tavernes, restaurants et clubs. Si plusieurs passent leur samedi après-midi à faire du lèche vitrine dans le centre-ville, les activités sociales se déroulent généralement dans les différents villages où tout est à proximité et qu'il faut faire une longue marche pour se rendre au centre-ville. Ainsi, lorsque les filatures *American Linen* commencent à embaucher des Canadiens français, la structure géographique de la ville facilite la ségrégation ethnique.⁶³

Les travailleurs sont d'autant plus isolés que les départements sont ségrégués sur une base ethnique. Ces travailleurs retournent dans leur quartier résidentiel à pieds et fraternisent avec les voisins dans les tavernes locales. L'isolement résidentiel après le travail au sein d'enclaves ethniques encourage également la ségrégation ethnique et ne favorise pas le partage d'expériences communes entre les travailleurs d'origines diverses nuisant ainsi à leur compréhension de leur rôle au sein du système industriel.⁶⁴

À l'instar des autres centres urbains dominés par une industrie, Fall River possède une

⁶² En réponse au Rapport Wright, un manufacturier décrit ainsi la philosophie des entrepreneurs de Fall River: “what they do outside of the mill we don't care anything about, so long as they come to the mill sober and able to do their work.” Cette politique du laisser-faire vis à vis la force ouvrière favorisera la création d'organisations ouvrières locales relativement puissantes. Sylvia, «op. cit.», p. 340.

⁶³Cumblér, *ibid.*, p. 124-127.

⁶⁴Cumblér, *ibid.*, p. 130.

grande bourgeoisie installée sur les hauteurs de la ville où elle habite depuis des générations. Les classes moyennes anglo-saxonnes sont réparties dans la ville et dans les petites municipalités avoisinantes.⁶⁵ Au fil des ans, petite et grande bourgeoisies tâchent d'encadrer la vie sociale des classes ouvrières étrangères qui lui sont subordonnées de manière à maintenir leur dépendance. C'est dans ce contexte qu'en 1888 les femmes de la petite-bourgeoisie locale forment les *Associated Charities* et visitent tous les foyers ouvriers dans le but de faire la promotion de ce qu'elles considèrent comme étant les valeurs supérieures de la classe moyenne, soit la tempérance, la frugalité, le rôle traditionnelle des femmes, le travail, l'ordre moral et social au sein de la famille. Les chefs de familles de l'élite locale supervisent ces associations, alors que leurs épouses et leurs filles en constituent le membership.

À la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, la classe moyenne et la grande bourgeoisie anglo-saxonnes essaient d'encadrer la classe ouvrière en organisant et en formalisant les activités récréatives. Avec les *Boys Scouts*, le *Y.M.C.A.*, les *Boys clubs* et autres activités sociales et récréatives, les élites espèrent relever les qualités morales des jeunes garçons. La classe ouvrière répond elle-même à cette tentative de prise de contrôle idéologique en se retirant des activités encadrées par les élites anglo-saxonnes et se reconnaît davantage dans ses héros populaires qu'un sport de spectacle comme le baseball leur propose. Même si à Fall River les inscriptions au mouvement scout totalisent au-delà de 600 garçons en 1922, la grande majorité des ces jeunes ne proviennent pas des milieux ouvriers.⁶⁶

Quelle place occupent les petites-bourgeoisies ethniques dans cette hiérarchie sociale? Coelho soutient que Fall River offrent des conditions favorables à la mobilité sociale dans les décennies 1870-80, alors que s'amorce la vague migratoire des Canadiens français.

"It is apparent that Fall River was a vibrant, expanding city which offered immigrants dual opportunities. Jobs were abundant, and employment readily available. And while the fact that financial control by a small number of owners

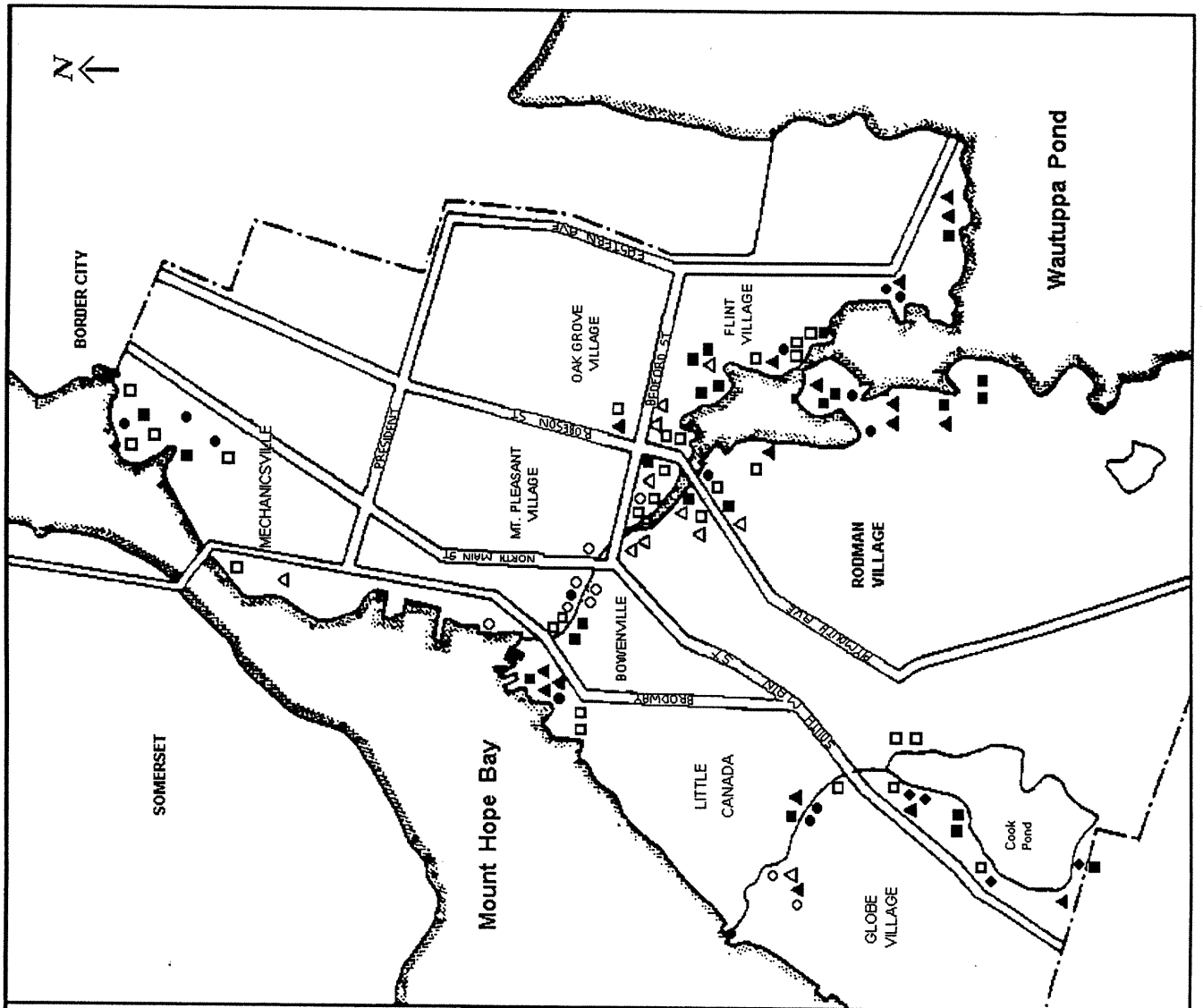
⁶⁵Cumbler, *ibid.*, p. 147.

⁶⁶Cumbler, *ibid.*, p. 163-164.

gave the city some aspects of a company town, there was no entrenched minority of native Americans to block upward mobility into skilled or non-manual occupations. The population of the city was fluid and expanding, and it might be expected to be highly mobile. It was not a closed society in which economic advance might be blocked by the nature of one's immigrant background. Opportunity existed for those willing or able to seize it. And the rapid and constant growth of the city gave immigrants an opportunity to share in its prosperity."⁶⁷

Le prochain chapitre abordera la formation d'une petite-bourgeoisie canadienne-française et tentera par ailleurs d'évaluer l'importance de la mobilité sociale dans ce processus.

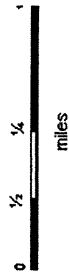
⁶⁷Coelho, "op. cit.", p. 22.



FALL RIVER

Filatures 1850 - 1920

- années de construction
- avant 1850 ○
 - 1850 - 1869 △
 - 1870 - 1879 □
 - 1880 - 1889 ●
 - 1890 - 1899 ▲
 - 1900 - 1920 ■



Églises franco-américaines

Village	Fondation de la paroisse	Année
Sainte-Anne (Globe Village)	(1869)	
Notre-Dame-de-Lourdes (Flint Village)	(1874)	
Saint-Mathieu (Bowenville)	(1887)	
Saint-Sacrement (Globe Village)	(1892)	
Saint-Jean-Baptiste (Rodman Village)	(1897)	
Saint-Roch (Oak Grove Village)	(1899)	

Source: John T. Cumbler, *Working-Class Community in Industrial America: Work, Leisure and Struggle in Two Industrial Cities, 1880-1930*. Westport, Conn., Greenwood Press, 1979.

CHAPITRE III

GENÈSE D'UNE PETITE-BOURGEOISIE

Ce chapitre cherchera à cerner la formation et l'évolution de la petite-bourgeoisie franco-américaine de Fall River par une approche diachronique. Notre perspective s'inscrira dans la longue durée par l'emploi de quatre recensements afin de procéder à une analyse longitudinale d'une classe sociale, c'est-à-dire, d'en cerner la composition initiale et de suivre ses transformations sur une période de cinquante ans.¹ Nous nous attarderons à comprendre les changements d'ordre conjoncturel et structurel, notamment au chapitre de la grille socioprofessionnelle, du profil démographique, de l'économie familiale et des assises matérielles. Alors que cette démarche nous permettra de suivre la formation et la croissance relative de la petite-bourgeoisie, il importera de distinguer les processus de continuité et de renouvellement.

Nous nous intéresserons au phénomène de la persistance socioprofessionnelle par le recoupement des corpus extraits des quatre recensements officiels et de deux inventaires franco-américains. Il s'agira plus particulièrement d'évaluer le taux de persistance socioprofessionnelle décennale et sur vingt ans.² Nous pourrons alors mesurer le caractère régénérateur de la petite-bourgeoisie par opposition à sa persistance sur la moyenne et longue durée et vérifier les liens de causalité entre le taux de persistance et les réalités conjoncturelles et

¹Bureau of the Census: 9th Census of the United States, 1870. Population; 10th Census of the United States, 1880. Population; 12th Census of the United States, 1900. Population; 14th Census of the United States, 1920. Population; Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] de Fall River et Notes historiques sur les Canadiens de Fall River. par H.A. Dubuque, Première Edition. Fall River, Edmond-F. Lamoureux, Editeur 1888, 263 p.; Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant l'histoire de la colonie et l'almanach des adresses avec illustrations, Editeurs-propriétaires: L.J. Gagnon & Cie, Imprimeurs, Fall River, Massachusetts, 1909-10, 862 p.

²La persistance décennale sera évaluée par le recoupement des corpus extraits des recensements de 1870 et 1880, du recensement de 1880 avec celui du guide de 1888, du corpus de 1900 avec celui du guide de 1909, et finalement, en recoupant le corpus du guide de 1909 avec le recensement de 1920. Le taux de persistance par intervalle de vingt ans sera mesuré en comparant le corpus tiré du recensement de 1870 et avec celui du guide de 1888, celui du recensement de 1880 à celui du recensement de 1900, le corpus extrait du guide d'adresses de 1888 à celui du guide de 1909 puis celui du recensement de 1900 à celui de 1920.

structurelles. Tous les individus se distinguant par une persistance socioprofessionnelle de vingt ans ou plus seront retenus pour constituer un ensemble que nous qualifions comme le noyau dur de la petite-bourgeoisie franco-américaine de Fall River. Ceux-ci feront d'ailleurs l'objet d'une attention particulière aux chapitres quatre et six.

Parallèlement au phénomène de la persistance socioprofessionnelle, nous nous intéresserons à celui de la mobilité sociale. Nous procéderons à une vérification des antécédents occupationnels des individus contenus dans les corpus des recensements officiels de 1880 et 1900.³ Nous ne prétendons pas procéder à une étude systématique de la mobilité sociale telle qu'effectuée par de nombreux chercheurs auparavant, mais plutôt d'entrevoir l'incidence de la mobilité sociale dans la formation d'une petite-bourgeoisie, de voir en d'autres termes, comment la mobilité sociale dans la société d'accueil affecte sa composition, par rapport à l'héritage socioprofessionnel de la société d'origine.

Sources primaires et problèmes méthodologiques

Deux critères nous ont guidé pour dépouiller chaque recensement officiel: l'origine ethnique et la catégorie socioprofessionnelle. Pour déterminer l'origine ethnique des individus, le recensement de 1870 indique le pays de naissance mais ne précise pas la langue maternelle. Il s'agit alors de se laisser guider par le patronyme pour distinguer Canadien anglais et Canadien français, une tâche parfois difficile à cause des erreurs de transcription. Dans un premier temps, nous comptabilisons tous ceux et celles nés au Canada avec un nom francophone ainsi que les

³Dans le premier cas, nous utiliserons les annuaires municipaux de 1873, 1874, 1876 et 1878 pour retracer l'occupation des individus lors de leur première citation dans cette source. Dans le cas du corpus de l'année 1900, nous accomplirons cette tâche en consultant la liste alphabétique du guide de 1888, nous permettant ainsi de retracer rapidement les individus. Malheureusement, le guide de 1909 ne se prête pas à cet exercice pour vérifier les antécédents des individus contenus dans le corpus de 1920 parce que cette liste n'est pas présentée en ordre alphabétique des noms de famille mais selon l'ordre alphabétique des noms de rues de la ville. Il y a une trop grande instabilité résidentielle pour procéder de la sorte.

individus nés dans un autre pays francophone- en l'occurrence la France et la Belgique.⁴ Nous identifions la deuxième génération en appliquant les mêmes critères de sélection au père. La même méthode est appliquée pour dépouiller le recensement de 1880. Ceux de 1900 et de 1920 offrent l'avantage de préciser la langue maternelle. Dans ces deux derniers recensements, l'origine ethnique du père devient notre point de repère pour comptabiliser la présence de la deuxième génération. La troisième génération ne figure pas dans le décompte des Américains d'origine étrangère; les recenseurs présumant que l'anglais est leur langue maternelle. Il faut alors se fier au patronyme pour repérer les individus appartenant à la troisième génération. Contrairement aux recensements de 1870 et 1880, ceux de 1900 et 1920 présentent beaucoup moins d'erreurs de transcription des noms et prénoms en raison de l'origine ethnique des recenseurs familiers avec les noms de leurs compatriotes.

Quant à la catégorie socioprofessionnelle, l'objectif est de regrouper tous les individus ayant une occupation non-manuelle ainsi que les artisans indépendants. Précisons d'abord les limites des recensements nominatifs pour établir une grille socioprofessionnelle. Les recenseurs ne citent qu'un seul emploi rémunérateur alors que d'autres sources primaires ou secondaires (que ce soit les annuaires municipaux, les rapports d'enquête et les cotes de crédit des compagnies *R.G. Dun & Co.* et *Bradstreet*, la littérature franco-américaine)⁵, nous permettent de constater que plusieurs professionnels, par exemple, oeuvrent également dans le monde des affaires. C'est le cas notamment de médecins que l'on retrouve propriétaires de pharmacies.⁶ Nous rencontrons la même difficulté pour les gens d'affaires oeuvrant dans plusieurs secteurs d'activité commerciale. Or, les transactions immobilières jouent un rôle important dans la formation d'un capital chez

⁴C'est en consultant les guides canadiens-français que l'on constate l'intégration d'immigrants français à la communauté franco-américaine. Dans bien des cas, ces individus ont migré au Québec avant d'arriver aux États-Unis.

⁵Nous ferons un emploi systématique de ces deux sources au chapitre 5 consacré aux gens d'affaires.

⁶Le docteur J.-B. Chagnon, arrive à Fall River en 1878, et dès l'année suivante il est propriétaire d'une pharmacie et achète des lots. *R.G. Dun & Co. Collection*, Baker Library, Harvard University Graduate School of Business Administration. Fall River, Massachusetts, vol. 14, p. 344 et p. 462.

plusieurs professionnels et gens d'affaires prospères.⁷ Les rôles d'évaluation municipale confirment ces accumulations de biens fonciers.

Toutefois, l'inconvénient majeur réside dans le fait qu'on ne distingue pas systématiquement les gens d'affaires propriétaires d'établissements commerciaux des cols blancs salariés travaillant au sein d'un commerce. Dans certains cas l'occupation citée sous-entend qu'ils sont propriétaires: "store keeper", ou "retailer of wood" ou "merchant"; par contre, des emplois comme "barber", "baker" ou "butcher" sont autant de cas nébuleux, qui influent directement sur la composition finale des corpus de 1880 et 1900 puisque leur nombre ne cesse de se multiplier. Par ailleurs, à partir de 1870, le directeur du Bureau du Recensement Francis Walker verra à ce que les rapporteurs distinguent mieux les types et niveaux d'emplois non-manuels.⁸

C'est ainsi que dans ses instructions pour la cueillette des informations lors du recensement de l'année 1900, le bureau de Washington spécifie de bien rapporter l'occupation de l'individu recensé et non celui de son employeur. Par exemple, un forgeron employé par un manufacturier de voitures sera décrit comme un "carriage blacksmith" et non un "carriage builder". Si un individu détient deux occupations, le recenseur devra rapporter celle qui procure le plus de revenus. Une plus grande attention est portée aux femmes mariées qui détiennent une occupation, que ce soit à temps plein ou à temps partiel. Quant au recensement de 1920, on ajoute une rubrique pour classer systématiquement les occupations selon quatre catégories: employeur ("employer"), commerçant ou artisan établi à son propre compte ("own account") et

⁷L'homme d'affaires Joseph Amiot, arrivé à Fall River en 1870, est propriétaire d'une boulangerie (1880) puis d'une quincaillerie (1890), et possède des maisons à logements qui lui rapportent 6000\$ de loyer par année en 1890. L'Indépendant, 20 juin, 1890. Son commerce et ses biens immobiliers sont évalués à 22800\$ en 1890: information tirée des rôles d'évaluation municipale reproduite dans Le guide canadien-français de Fall River, Mass. Contenant un Almanach des Adresses, un Recensement de la population Franco-Canadienne, un Résumé Historique des Paroisses et des Sociétés, une Liste des Contribuables Canadiens et des Impôts, une Liste du Clergé de Langue Française aux États-Unis, et les annonces des principaux hommes d'affaires de Fall River, etc. Deuxième Edition. Fall River, Mass.: Société de publication de «L'Indépendant», 1891.

⁸Stuart M. Blumin, The Emergence of the Middle Class. Social Experience in the American City, 1760-1900, New York, Cambridge University Press, 1989, (Collection "Interdisciplinary Perspectives on Modern History"), p. 266-267.

salarié (“wage earner”).

Quant aux retraités, la consigne stipule que le terme “none” (sans occupation) sera employé dans le cas de la personne retraitée vivant de ses propres revenus ou de ses épargnes. Or, ceux qui ne disposent pas de revenus et sont à la charge de leur famille sont rapportés de la même manière. Il n'est donc pas possible d'identifier les retraités qui disposent d'un revenu par opposition à ceux qui sont soutenus par leur famille. Nous n'avons donc pas tenu compte des retraités dans notre dépouillement de 1920. Il s'agit probablement du premier recensement où leur nombre atteint une quantité significative par l'effet du vieillissement des pionniers.⁹

Dans les recensements franco-américains, il va sans dire que le problème d'identification de l'origine ethnique ne se pose pas. Nous savons par ailleurs que le travail rémunéré des femmes est sous-estimé. Alors que certaines femmes d'affaires achètent un espace publicitaire dans le guide de 1909-10, elles ne figurent pas au répertoire d'adresses contenu dans cette même publication et qui ne regroupent que les chefs de ménage. Il est beaucoup plus périlleux également d'établir une grille socioprofessionnelle. Nous ne connaissons pas les critères employés pour définir les occupations et la typologie reste vague parfois quant à la nature exacte du travail effectué. Il devient hasardeux de distinguer propriétaire et employé dans bon nombre de commerces (i.e. boulanger, barbier, embaumeur, etc.) Afin d'obtenir une évaluation la plus juste possible à partir du guide de 1888, nous recoupons le guide d'adresses aux tableaux énumérant les commerces et ateliers d'artisans tenus par des Canadiens français pour trier le nombre de commerçants et d'artisans indépendants par opposition aux salariés. Le guide de 1909-10 stipule que 800 établissements sont tenus par des Franco-Américains alors que notre dépouillement compile 573 commerçants et 123 artisans indépendants, pour un total de 696 gens d'affaires.

Ainsi que nous le constatons au chapitre premier, les historiens emploient généralement trois critères pour définir la petite-bourgeoisie, lesquels critères la distinguent à la

⁹Dans Le Guide de 1909-10 nous y avons comptabilisé 155 “rentiers”, dont quelques pionniers des années 1870 qui ont fait carrière dans le commerce.

fois de la bourgeoisie et du prolétariat: elle jouit d'une certaine indépendance économique grâce à un petit capital (qu'il soit financier, immobilier ou de l'outillage), ses membres exercent une occupation faisant appel principalement à leurs capacités intellectuelles et possèdent un capital intellectuel minimal ou supérieur à la moyenne. Les groupes socioprofessionnels correspondants incluent habituellement les commerçants au détail, les professionnels et les cols blancs salariés ainsi que les artisans indépendants qui survivent à l'industrialisation. Les termes "classe moyenne", au singulier ou au pluriel, ainsi que "petite-bourgeoisie" renvoient aux mêmes réalités sociologiques.¹⁰

Pour chaque base de données compilées à partir des différents recensements, nous avons regroupé les individus en quatre sous-catégories socioprofessionnelles: professionnels, commerçants, artisans indépendants et cols blancs salariés ("clericals"). Notre grille s'inspire du classement socioprofessionnel développé par Theodore Hershberg et repris par plusieurs historiens depuis.¹¹ Elle est constituée de huit grandes catégories: 1) marchands, manufacturiers et financiers, 2) professionnels, 3) boutiquiers et commerçants, 4) cols blancs et service public 5) artisans 6) employés non-spécialisés du secteur commercial 7) travailleurs manufacturiers 8) services personnels. Notre grille regroupe les catégories entre 2 et 6.

¹⁰Dans le cadre de notre recherche, il convient d'utiliser le terme "petite-bourgeoisie" au lieu de "classe moyenne" car notre grille socioprofessionnelle englobe des emplois de la "lower middle-class" (i.e. petits cols blancs salariés), concept qui ne trouve pas son équivalent en français.

¹¹C'est le cas, notamment, de Mary P. Ryan: Craddle of the Middle Class. The Family in Oneida County, New York, 1790-1865. Cambridge, Cambridge University Press, [1981]. 321 p. ("Interdisciplinary Perspectives on Modern History").

I. Croissance démographique et formation d'une petite-bourgeoisie: 1870-1920

Dans son "esquisse historique" de la communauté canadienne-française de Fall River publiée en 1888, l'avocat Hugo Dubuque relate que les premières familles canadiennes immigrèrent à Fall River au lendemain de la Guerre civile.¹² Or, moins de cinq ans plus tard ils sont déjà 1,142, ce qui représente 4% des 26,766 individus que compte la ville en 1870.¹³ Il semble d'ailleurs que cette population soit sous-estimée dans le recensement alors que selon Anthony Coelho, "[...] they were arriving in the city while the census was in progress."¹⁴ En fait, ils ne cesseront de migrer jusqu'au début du XXe siècle, de sorte qu'au recensement de 1900, ils seront plus de 31,000 Franco-Américains de première et deuxième générations.

La croissance démographique de Fall River dans la seconde moitié du XIXe siècle est directement liée au phénomène de l'immigration anglaise et irlandaise, puis canadienne, celle-ci étant encouragée par les propriétaires de filatures en réaction aux grèves de 1870, 1875 et 1878. En 1880, la population née à l'étranger s'élève à 23, 575, soit 48% de tous les habitants de la ville.¹⁵ Quarante ans plus tard, 83,8% de la population est d'origine étrangère. Parallèlement à cette croissance nette, la proportion des citoyens d'origine canadienne-française ne cesse

¹²Le guide canadien-français, op. cit., p. 123.

¹³Philip T. Sylvia, jr. "The Spindle City: Labor, Politics, and Religion in Fall River, Massachusetts, 1870-1905". Fordham University, Ph.D. thesis, 1973, p. 860. Dans un autre texte Sylvia parle plutôt de 1,129 francophones: "Neighbors from the North: French-Canadian Immigrants vs. Trade Unions in Fall River, Massachusetts", dans Claire Quintal, ed., The Little Canadas of New England, Worcester, French Institute/Assumption College, 1983, p. 45.

¹⁴Anthony Coelho, "A Row of Nationalities: Life in a Working Class Community: the Irish, English, and French Canadians of Fall River, Massachusetts, 1850-1890", Ph.D. thesis, Brown University, 1980, p. 28.

¹⁵George E. Waring, Jr., Department of the Interior Census Office, Report on the Social Statistics of Cities, Part 1. The New England and the Middle States, Washington, Government Printing Office, 1886 [1970], Arno press, 1970. («The Rise of Urban America»), p. 189.

d'augmenter passant de 14% en 1880 à 30% en 1900.¹⁶ Elle constitue alors la minorité ethnique la plus importante de la cité. De ce nombre, 20,172 (64%) sont nés au Canada, alors que 11, 553 sont nés aux États-Unis (soit de deux parents nés au Canada, sinon au moins le père). Le poids de la première génération est presque le double de la deuxième, attestant du flot d'immigrants plus ou moins continuel.

3.1. Importance relative de la population franco-américaine de Fall River, 1870-1920

	<u>Population Totale</u>	<u>Pop. franco-américaine*</u>	<u>Proportionnalité</u>
1870	26, 766	1, 142	4%
1880	48, 961	6, 748	14%
1890	74, 398	15, 154	20%
1900	104, 863	31, 725	30%
1910	119, 295	32, 194	27%
1920	120, 485	28, 630	24%

*regroupe la première et la deuxième générations

Sources: Philip T. Sylvia. «The Spindle City: Labor, Politics, and Religion in Fall River, Massachusetts, 1870-1905». Fordham University, Ph.D. thesis, 1973. p. 885 et 860.; Bureau of the Census. Department of Commerce, Fourteenth Census of the United States Taken in the year 1920. Vol. I. Population 1920. Number and Distribution of Inhabitants. Washington, D.C., Government Printing Office, 1921, p. 78.; Leon Edgar Truesdell, The Canadian Born in the United States. An Analysis of the Canadian Element in the Population of the United States, 1850 to 1930, New Haven, Yale University Press, 1943, ("The Relations of Canada and the U.S. for The Carnegie Endowment for International Peace: Division of Economics and History"), p. 35.

Il y a une diminution considérable des candidats à l'émigration durant les deux premières décennies du XXe siècle. Cette chute serait attribuable à la croissance industrielle au Québec et à la détérioration des conditions de travail et la diminution des salaires dans les

¹⁶Leon E. Truesdell, The Canadian Born in the United States. An Analysis of the Canadian Element in the Population of the United States, 1850 to 1930, New Haven, Yale University Press, 1943 ("The Relations of Canada and the U.S. for The Carnegie Endowment for International Peace: Division of Economics and History"), p. 35.

filatures de la Nouvelle-Angleterre.¹⁷ Cette baisse entraîne une diminution relative de la collectivité franco-américaine alors que le taux passe de 30% à 24% en 1920. Lorsque nous tenons compte des deux premières générations, cette communauté représente 18% de la population d'origine étrangère de Fall River en 1920 et 24% de la population totale, soit une baisse de près de 7 points par rapport à 1900.¹⁸ Toutefois, elle forme toujours la minorité ethnique la plus nombreuse.

La croissance nette et relative de la population franco-américaine de Fall River entre 1870 et 1900 aura certes une influence sur la formation et la progression d'une petite-bourgeoisie, bien que très peu de Canadiens français retracés dans le recensement de 1870 rencontrent les critères théoriques de petit-bourgeois.

3.2. Importance relative de la petite-bourgeoisie franco-américaine de Fall River, 1870-1920

	<u>Pop. franco-américaine</u>		<u>Petite-bourgeoisie*</u>
1870	1, 142	18	1,6%
1880	6, 748	167	2,5%
1888	15, 225	503	3,3%
1900	31, 725	1353	4,3%
1910	32, 194	1255	3,9%
1920	28, 630	1373	4,8%

*correspond à la population active seulement

Sources:

Philip T. Sylvia. «op. cit.», p. 860.; Recensements fédéraux de 1870, 1880, 1900 et 1920; Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] de Fall River et Notes historiques sur les Canadiens de Fall River. par H.A. Dubuque, Première Edition. Fall River, Edmond-F. Lamoureux, Editeur, 1888, 263 p.; Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant l'histoire de la colonie et l'almanach des adresses avec illustrations, Editeurs-proprétaires: L.J. Gagnon & Cie, Imprimeurs, Fall River, Massachusetts, 1909-10, 862 p.

¹⁷voir Roby, op. cit., p. 227-233.

¹⁸Précisons que cette statistique écarte la troisième génération. Dans notre propre dépouillement de la classe moyenne en 1920, la troisième génération est six fois plus nombreuse qu'en 1900, passant de 11 à 73 individus et représente alors 5,2% du corpus. Nous pouvons déduire que la troisième génération se chiffre autour de 1475, donc 5,2% à ajouter aux première et deuxième générations déjà comptabilisées.

En effet, nous n'obtenons qu'un corpus formé de 18 individus; il n'y a aucun professionnel, seulement deux commerçants ainsi que treize artisans et trois commis de magasin. En consultant les rapports de crédit de la compagnie R.G. Dun, nous constatons qu'aucun homme d'affaires ne fait l'objet d'enquête. Dans l'annuaire municipal de la même année, seulement 7 noms canadiens-français parmi tous ceux qui apparaissent au registre détiennent une occupation de la petite-bourgeoisie.¹⁹ Il est prématuré de parler d'une classe sociale distincte. Ces premières informations permettent avant tout de constater la présence d'un embryon de ce qui deviendra une petite-bourgeoisie d'affaires. Nous nous bornerons donc à employer la compilation de 1870 pour évaluer le taux de persistance socioprofessionnelle.²⁰

Par une politique active de recrutement d'ouvriers canadiens-français et l'emploi d'agents-recruteurs jusqu'au milieu de la décennie²¹, la population canadienne-française augmente à un rythme accéléré durant les années 1870, de sorte que lorsque Honoré Beaugrand compile la population active canadienne-française en 1874, elle totalise 1063 individus. Le recensement du Massachusetts l'année suivante (1875) chiffre la population canadienne-française à 5,024.²² Si la majorité de ces immigrants trouvent du travail au sein des filatures ou comme journaliers, la structure occupationnelle est plus diversifiée qu'il ne semble à première vue. Nous constatons que cette première vague migratoire permet d'entrevoir la formation d'une petite-bourgeoisie. Selon Beaugrand, il y aurait déjà une quarantaine de commerces tenus par des Canadiens français et quelques centaines d'artisans qui auraient établi résidence à Fall

¹⁹Seulement 2 de ces 7 individus figurent dans notre compilation du recensement de 1880, illustrant leur grande instabilité. Précisons que les annuaires ne sont pas réputés pour leur degré d'exactitude dans l'énumération des membres des communautés ethniques. Ces publications sont conçues pour servir les besoins des Américains de souche.

²⁰Nous avons constitué un corpus d'immigrants canadiens-français et de franco-américain de la 2e et 3e génération, suite au recoupement des 4 recensements dépouillés, soit ceux de 1870, 1880, 1900 et 1920, ainsi que 2 guides d'adresses, l'un de 1888 et l'autre de 1910. Nous obtenons un noyau de «persistants socioprofessionnels» constitué de plus de 300 individus, retracés sur 20 ans et plus.

²¹Sylvia, «op. cit.», p. 46.

²²Coelho, «op. cit.», p. 264.

River.²³ Nous ne connaissons rien des individus qui composent cet ensemble. Impossible alors de recouper ces données avec nos sources nominatives autrement que sur une base collective. Il est d'autant plus périlleux de se fier à cette source que nous ne disposons d'aucune information sur la méthode employée pour effectuer la collecte de données.

3.3. Population canadienne-française active de Fall River, 1874

Marchands, y compris marchandises sèches, épiceries, hardes faites, pharmacies, restaurants.	45
Commis	84
Médecins	5
Journalistes	2
Artiste photographe	1
Imprimeurs	3
Menuisiers charpentiers	150
Maçons	50
Peintres	50
Plafonneurs et briquetiers	100
Cordonniers	25
Forgerons	17
Voituriers	6
Tailleurs de pierre	25
<u>Journaliers</u>	<u>500</u>
Total:	1063

Source: "Rapport sur la population Canadienne-Française de Fall River, Mass., par Honoré Beaugrand, Rédacteur de "L'Echo du Canada", et président de "l'Association Montcalm" de cette ville, en réponse au questionnaire adressé aux présidents et aux membres des Sociétés Nationales Canadiennes des Etats-Unis" [brochure], 6 p. [1875] Collection Baby, Université de Montréal.

Les années 1870 sont donc marquées par une mobilité démographique au niveau de la ville et de la Nouvelle-Angleterre mais donneront naissance aux «Petits Canadas» avant la fin de la décennie. Cette réalité n'échappe pas aux contemporains: «Ces déplacements imprévoyants

²³Cette évaluation nous paraît nettement exagérée. Le «Business Directory» dans l'annuaire de 1874 cite 27 noms canadiens-français.

ont sans doute retardé les progrès chez nos nationaux. Et cette instabilité enlevait aux Canadiens la confiance des étrangers. Au bout de quelques années on vit un changement notable. Au lieu de changer de ville on se contentait de changer de quartier, chaque fois que les employés de filatures étaient congédiés», de constater l'avocat Hugo Dubuque.²⁴

La croissance nette de la population entraîne la création de la première paroisse nationale (Sainte-Anne en 1869) et d'une paroisse mixte (Notre-Dame en 1874) en moins de cinq ans. Toutefois, malgré cette croissance démographique, la situation des commerces et des institutions reste précaire: le premier journal, L'Echo du Canada, fondé par le docteur Alfred Mignault et Honoré Beaugrand en 1873, cesse de paraître deux ans plus tard. La République, fondée en 1875 à Fall River et Boston par Honoré Beaugrand cesse de paraître en 1878. La Chambre de commerce (1875) "dont le but était de permettre aux hommes d'affaires de s'entraider mutuellement et de se réunir à différentes intervalles au moyen de banquets etc." et La Société des commis marchands (1874-78), ne survivent pas au-delà de la décennie.²⁵ Sort identique pour l'Association Montcalm (club littéraire) et la Société de bienfaisance des Canadiens français, une société de secours mutuels, qui n'existera que quelques mois.²⁶

Parmi les 106 individus extraits de l'annuaire général de 1874, seulement 30% (N: 32) réapparaissent au recensement de 1880. Rétroactivement, 52 des 167 individus compilés à partir du recensement de 1880, ont pu être retracés dans les quatre annuaires publiés durant la décennie 1870, soit seulement 31% d'entre eux.²⁷ Bon nombre de commerces ouvrent leurs portes durant ces premières années mais la majorité referment peu de temps après. La grande précarité des

²⁴Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] de Fall River[...], op. cit., p. 123-125.

²⁵Le guide canadien-français, op. cit., p. 149-150.

²⁶Guide des sociétés canadiennes-françaises de Fall River. Fall River, Mass. Société de Pub. de L'Indépendant, Editeur, 1893.
La plupart de ces organisations ont vu le jour grâce à l'initiative de Beaugrand et elles ne survivent pas à son retour au Canada en 1878. Voir Honoré Beaugrand, Jeanne la fileuse. Épisode de l'émigration franco-canadienne aux États-Unis. ed. préparée et présentée par Roger Le Moine. Montréal, Fide, 1980 [1878], ("Collection du Nénuphar. Les Meilleurs auteurs canadiens"), p. 55-59.

²⁷1870 (0), 1874 (27), 1876 (37) et 1878 (6).

entreprises canadiennes-françaises est confirmée par les agents de la compagnie *R.G. Dun & Co.* : sur les 34 dossiers traités durant les années 1870, 44% (N: 15) font faillite avant la fin de la décennie, dont 2 commerçants qui ont fui devant leurs créanciers et ont quitté la ville.²⁸ La situation n'est guère mieux chez les professionnels qui viennent s'installer à Fall River. Sur 7 médecins présents en 1874, il en reste seulement 3 (43%) en 1880. Lorsque Anthony Coelho s'est intéressé à la persistance géographique des trois principaux groupes d'immigrants de Fall River entre 1870 et 1880, il évaluait qu'elle était de 12% pour l'ensemble des chefs de ménage canadiens-français. "This group represent the vanguard of the French Canadian immigrants to the city, and a low rate of persistence is not exceptional."²⁹ On ne s'étonnera pas que du corpus extrait du recensement de 1870, un seul persistera jusqu'au recensement de 1880.

Au recensement de 1880, donc une quinzaine d'années après l'arrivée des premiers pionniers, nous obtenons un corpus de 167 individus, répartis dans près de 150 foyers.³⁰ Le recensement fédéral fait maintenant état de la présence d'une petite-bourgeoisie canadienne-française. Sur l'ensemble du corpus (n: 167), 41% exercent une occupation cléricale, des commis (n: 53) pour la plupart; 4% seulement exercent une profession libérale. Il y aurait déjà 82 commerçants et 17 artisans indépendants établis en affaires. Cette petite-bourgeoisie d'affaires oeuvre principalement dans le commerce au détail, les services et la production artisanale. Le croisement de ces informations avec d'autres sources nous amène à nuancer cette première évaluation du nombre de gens d'affaires. Dans le registre de la compagnie d'évaluation de crédit Bradstreet de janvier 1880, seulement 32 commerçants canadiens-français figurent sur la liste. Cette même année, 14 dossiers sont actifs chez le concurrent R.G. Dun. La section affaires de l'annuaire de 1878 cite 63 commerçants, artisans et professionnels canadiens-français, dont 45 figurent dans le corpus tiré du recensement de 1880. De notre compilation de 82 commerçants, nous déduisons que seulement la moitié, soit une quarantaine, seraient

²⁸R.G. Dun & Co. Collection. Fall River, vol. 13 & 14.

²⁹Coelho, *op. cit.*, p. 27.

³⁰Sont exclus les cols blancs de 16 ans et moins, Américains d'origine française assimilés à la société anglo-saxonne, Huguenots, après vérification dans le guide et les annuaires; autrement ils figurent dans les publications canadiennes-françaises lorsqu'ils ont migré du Québec et s'intègrent à la communauté ethnique.

effectivement propriétaires d'un établissement commercial et non des cols blancs salariés.

3.4. Évolution de la structure socioprofessionnelle

	1880 (N: 167)	1888a (N: 503)	1900 (N: 1353)	1909b (N: 1255)	1920 (N: 1373)
professionnels	4% (7)	5% (24)	3% (42)	3% (43)	4,5% (62)
commerçants	49% (82)	52% (260)	44% (589)	46% (573)	32% (436)
artisans-ind.	10% (17)	7% (37)	7% (97)	10% (123)	11% (155)
cols blancs	37% (61)	36% (182)	46% (625)	41% (513)	52,5% (723)

a: les tableaux permettent d'identifier et de comptabiliser plus de 331 commerces (N: 253) et ateliers (N: 76)

b: mentionne que 800 des 2666 établissements sont tenus par des citoyens de langue française

Sources: Le guide canadien-français, op. cit., 1888, p. 260-261; Le Guide français de Fall River, Mass., op. cit., 1909-10, p. 653; Recensements fédéraux 1870, 1880, 1900 et 1920.

L'afflux de Canadiens français à Fall River a lieu surtout entre les années 1885 et 1905. Plus de 8200 immigrants arrivent entre 1885 et 1895, et près de 9000 autres entre 1895 et 1905.³¹ Les ouvriers ne sont plus recrutés au Québec par des agents-recruteurs mais participent au processus de migration en chaîne. Lorsque le premier guide canadien-français de la ville est publié en 1888, la population canadienne-française atteint déjà plus de 15,000 individus et la petite-bourgeoisie totalise 503 individus.³² Vingt ans plus tard, au recensement de 1900, nous

³¹John T. Cumbler, Working-Class Community in Industrial America: Work, Leisure, and Struggle in Two Industrial Cities, 1880-1930, Westport, Conn., Greenwood Press, 1979, p. 122.

³²L'auteur chiffre cette population à 15 551 individus auquel il faut soustraire 326 habitants du Rhode Island voisin. Nous obtenons alors une somme de 15 225 personnes pour une croissance nette de 8 4447, soit plus du double par rapport à 1880. Cet ouvrage comporte, notamment, divers tableaux statistiques sur la population canadienne-française de Fall River rassemblés à l'échelle des quartiers: un recensement des professions, la répartition de la population dans la ville, les institutions dans chacune des paroisses. Les tableaux établissant la liste des commerces et ateliers d'artisans ne concordent pas exactement avec notre dépouillement nominatif. Dans ces tableaux, la somme obtenue est quelque peu au-delà de la réalité. L'auteur a probablement comptabilisé les types de commerces tenus par des Canadiens français et non l'occupation principale des individus à la manière des recenseurs officiels. En détaillant le type d'activité commerciale au lieu d'énumérer des établissements commerciaux, Lamoureux a probablement compté certaines entreprises plus d'une fois. Sinon, certains individus

obtenons un corpus final de 1353 individus, ce qui représente une augmentation de 258% par rapport au corpus de 1888, alors que la population d'origine canadienne-française aurait augmenté de près de 212 %.³³ Par rapport à la communauté franco-américaine, la petite-bourgeoisie active représenterait maintenant 4,3% de l'ensemble de la population, en hausse de 1,8% depuis 1880.³⁴

Tel qu'anticipé, la structure occupationnelle³⁵ s'est considérablement diversifiée depuis 1880 grâce notamment au développement d'une économie de service typique des centres urbains américains de la fin du XIXe siècle. Le nombre de professionnels demeure toujours très faible. Ils ne représentent que 3% de l'ensemble tandis que les commerçants comptent pour près de la moitié de la petite-bourgeoisie; les artisans indépendants forment 7% de cette classe sociale alors qu'ils étaient à 10% en 1880. Ces modifications quant à la taille relative des catégories d'emploi tiennent surtout à la hausse nette des cols blancs. La modernisation de l'économie à la fin du XXe siècle a entraîné l'apparition de nouvelles occupations dans le secteur des services au point de modifier la composition de la classe moyenne. Ainsi, au tournant du XXe siècle, Stuart Blumin constate que les frontières mêmes des classes sociales en sont affectées:

“The boundaries of the “different country” that was the urban middle class were drawn on the unstable ground of modern experience. By the last years of the nineteenth century a new combination of forces would affect the social landscape of American cities in ways that made some of these boundaries less firm and less

seraient propriétaires de plus d'un commerce, quelqu'un qui exerce plus d'une occupation ou cumule des fonctions tel un marchand qui est également agent de la paix est comptabilité deux fois.

³³Au premier dépouillement notre compilation se chiffrait à 1242 individus. Nous y avons soustrait tous les contremaîtres ou “overseer”, “boss” et “foreman” des filatures; ouvriers spécialisés tels “brakeman, conductor, engineer, fitter, machinist, pressman”; “student, fireman”; les cols blancs âgés de 15 ans et moins, les Canadiennes mariées à un homme qui n'est pas d'origine canadienne-française (10), 1 Suisse non francophone. Nous retenons les “dressmaker” (couturières) dont le revenu constitue le principal gagne-pain du foyer. Nous avons réorganisé le fichier qui se présentait par unité de logement pour établir des fiches individuelles.

³⁴Rosenzweig: “As late as 1900 only about 3 percent of the first- and second-generation Irish held white-collar jobs. Among Worcester's two other major ethnic groups- Swedes and French Canadians - the percentage was even smaller, below 9 percent in each case.” Roy Rosenzweig, Eight Hours for What We Will. Workers & Leisure in an Industrial City, 1870-1920, New York, Cambridge University Press, 1983, (“Interdisciplinary Perspectives on Modern History”), p. 81.

³⁵Voir en annexe la liste détaillée des occupations énumérées.

clear, ironically, just as the term “middle class” was achieving a quite stable form and widely understood meaning within the American language. Particularly important were several developments that began to confuse and ultimately would weaken the distinction between nonmanual and manual work, and with it the lower boundary of the middle class.”³⁶

Blumin cite en exemple la croissance phénoménale des emplois non-manuels au sein des firmes professionnelles et des grands magasins. Ces occupations sont peu rémunératrices par rapport aux salaires que les travailleurs spécialisés obtiennent. Agents d’assurances et vendeurs représentent à eux seuls 46% des cols blancs salariés du corpus de la petite-bourgeoisie en 1900 et 38% en 1920.

3.5. Composition de la petite-bourgeoisie d'affaires

	1870 (N: 17)	1880 (N: 99)	1900 (N: 589)	1920 (N: 591*)
détaillants	12%	65%	59%	48%
service		18%	23%	25%
grossistes	-	-	1%	1%
artisans indépendants	88%	17%	16%	26%

*118 sont employeurs

Sources: Recensements fédéraux de 1870, 1880, 1900 et 1920

Le recensement de 1920 qualifie le type de revenus permettant de distinguer employeurs, employés, commerçants et artisans établis à leur propre compte. Ainsi, avons-nous une évaluation plus juste des commerçants par rapport aux cols blancs salariés qui sont autrement surestimés dans les autres recensements. En organisant notre base de données sur une base individuelle, nous comptabilisons 1376 personnes qui correspondent à notre grille

³⁶Blumin, *op. cit.*, p. 290.

socioprofessionnelle réparties dans plus de 1000 foyers.³⁷

Tout d'abord, nous observons une stabilité relative de la structure occupationnelle entre 1900 et 1920. Il y a peu de variations en termes de pourcentages relatifs des quatre catégories socioprofessionnelles établies. Le changement le plus important se situe dans la catégorie des artisans où nous constatons une légère augmentation, passant de 8,3% de l'ensemble de la petite-bourgeoisie à 11,3%. Cette augmentation est attribuable à la prise de données lors du recensement alors que les fonctionnaires ont classifié les occupations selon les types de revenus; en d'autres termes nous pouvons dès lors établir avec précision le nombre d'artisans établis à leur compte alors qu'auparavant cette information n'était pas disponible systématiquement. Il appert aussi que les cotes attribuées par la compagnie Bradstreet ne représentent toujours qu'une fraction des gens d'affaires. En mars 1920, Bradstreet affiche seulement 146 commerçants sur une possibilité de plus de 600.³⁸ À l'instar les cols blancs salariés, on remarque une diversification du secteur des services chez les commerçants: agent immobilier, service de taxi-automobile, propriétaires de buanderie, de restaurant, etc.

Notre connaissance de la petite-bourgeoisie d'affaires, prend un nouveau sens puisque nous pouvons maintenant établir une hiérarchie des établissements commerciaux tenus par les Franco-Américains.

³⁷ Les retraités son exclus de ce corpus. Il est fort probable que ce soit le premier recensement où leur nombre mériterait d'être évalué dû au vieillissement des pionniers. La consigne donnée aux recenseurs était d'inscrire "sans occupation" lorsqu'une personne était retraitée ou vivait de ses propres épargnes. Il nous est donc impossible d'identifier les retraités qui disposent d'un revenu par opposition à ceux qui sont soutenus par leur famille.

³⁸ Au recensement fédéral de 1920, nous comptons 517 individus établis leur propre compte ("own account") et 118 gens d'affaires ou artisans qui sont employeurs, selon les types de revenus rapportés. Cette disproportion marquée entre le nombre de gens d'affaires et d'artisans-indépendants compilés au recensement de 1920 et l'annuaire de cotes de crédit de Bradstreet pour la même année peut s'expliquer de la façon suivante: les catalogues de cotes de crédit ne regroupent qu'une fraction de la classe d'affaires puisqu'ils s'intéressent de prime abord aux entreprises et non aux petits entrepreneurs établis à leur propre compte, ceux que nous appelons aujourd'hui les "travailleurs autonomes". Selon l'historien Marc Vallières, qui a fait amplement usage de cette source, les entrées correspondent à des entreprises plutôt qu'à des individus; pour leur part, ajoute-t-il, les recensements nominatifs (canadiens) dénombrent les petits hommes d'affaires établis à leur compte. Or, bon nombre d'entre eux ne possèdent pas nécessairement une entreprise, de sorte qu'il n'est pas surprenant que le nombre de commerçants cité dans Bradstreet soit beaucoup plus faible. Nous présumons que la même disparité s'opère au recensement américain.

3.6. Catégories de revenus selon les catégories d'occupations de la petite-bourgeoisie en 1920
(N: 1376)

<u>Catégories d'occupation</u>	<u>Catégories de revenus</u>			
	<u>employeur</u>	<u>propre compte</u>	<u>salariés</u>	<u>inconnue</u>
professionnels (n: 62)	5%	72%	23%	
commerçants (n: 436)	22%	76%		(n: 6)
artisans (n: 155)	12%	88%		
cols blancs (n: 723)		2%	98%	(n: 1)

N.B. 115 d'entre eux sont cotés par Bradstreet (commerçants et professionnels propriétaires de commerces)
Sources: Recensement fédéral de 1920.

Ainsi, le recensement de 1920 nous révèle que la grande majorité des artisans indépendants (88%) et des commerçants (76%) mènent leur entreprise sans aide extérieure, ou en d'autres termes, que leur chiffre d'affaires est trop petit pour nécessiter l'embauche de personnel additionnel. Parallèlement, 118 artisans et commerçants sont employeurs, soit 20% de tous les gens d'affaires. Ce n'est pas un phénomène nouveau, tels que l'attestent certains dossiers de crédit de R.G. Dun et autres sources imprimées, dont les textes publicitaires dans les guides et annuaires.³⁹ Qui embauchent-ils en 1920? Parmi les 118 employeurs répertoriés, 23% emploient un de leurs enfants et 4% embauchent un pensionnaire qui réside dans la même maisonnée. Même si bon nombre des enfants sont maintenant en âge de travailler (alors que 53% des chefs de ménages sont âgés entre 41 et 70 ans), et que le père est plus susceptible d'embaucher un de ses enfants- d'après l'occupation de ce dernier- une proportion considérable d'adolescents continue de fréquenter l'école secondaire. Si le niveau d'employeur parmi les petits-bourgeois est indicatif de la taille des entreprises, les gens d'affaires franco-américains gèrent des établissements toujours très modestes en 1920. Nos données suggèrent que nous sommes en

³⁹La structure résidentielle de 1880 et 1900 laissent sous-entendre que les chefs de ménage embauchaient leurs enfants ou leurs pensionnaires. En 1900, sur 123 chefs de ménage où l'un des enfants détient une occupation rémunérée, seulement 10 sont susceptibles d'être à l'emploi de leur père d'après l'occupation de ce dernier. Ce phénomène marginal s'explique indirectement par le fait que 62% des chefs de ménage ont entre 21 et 40 ans, donc n'ont pas d'enfants en âge de travailler. Parmi ceux qui sont en âge de travailler, ils sont majoritairement à l'emploi d'une filature.

présence d'entreprises familiales, où les membres de la famille constituent la première source de main-d'oeuvre, qu'elle soit salariée ou non.

II. Profil démographique de la petite-bourgeoisie

Le tableau 3.7. nous démontre que l'âge moyen des individus qui composent la petite-bourgeoisie est relativement bas: 51% sont âgés de 30 ans ou moins (66% ont 35 ans ou moins) entre 1880 et 1900. On observe une stabilité relative pour les autres tranches également jusqu'au tournant du XXe siècle. Ainsi, grâce à un flot d'immigration plus ou moins continu durant les décennies 1880-90, la première génération prédomine et la pyramide d'âge varie peu. Ces données confirment l'hypothèse de Bruno Ramirez à l'effet que le “[. . .] Quebec was losing to New England the youngest and most productive groups of its society.”⁴⁰

3.7. Distribution selon les tranches d'âge

<u>Tranches d'âge</u>	1880 (N: 167)	1900 (N: 1353)	1920 (N: 1376)
20 ou moins	13%	14%	9%
21-30	38%	36%	26%
31-40	27%	26%	26%
41-50	14%	15%	21%
51-60	6%	6%	12%
61-70	2%	2%	4%
71-80		0,3%	1%

Sources: Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920

En contre partie, ces jeunes familles ont moins la possibilité de recourir au travail des enfants pour assurer leur survie économique, ce qui expliquerait la présence élevée des pensionnaires et autres formes de partage des logements. Il suffit de regarder les statistiques relatives à la

⁴⁰Ramirez, op. cit., p. 120.

composition des maisonnées (“*households*”) pour s’en convaincre. La famille nucléaire sans autre occupant domine: c’est le cas pour 65% des familles. Par contre, plus de 31% des familles partagent leur unité de logement avec d’autres individus, avec ou sans lien de parenté. Le flot migratoire continue d’apporter une population relativement jeune alors qu’on assiste au renouvellement de la petite-bourgeoisie avec un taux de persistance socioprofessionnelle à seulement 22% entre 1880 et 1900.

3.8. Structure familiale: distribution des individus par rapport au chef de ménage, 1870-1920

	1870	1880	1900	1920
	(N: 18)	(N: 167)	(N: 1353)	(N: 1376)
chef	61%	59%	58%	62%
conjoint(e)	6	-	1	3
enfant	11	17	28	28
pensionnaire	22	18	9	2
autres	-	6	4	5

Sources: Recensements fédéraux de 1870, 1880, 1900 et 1920.

Lorsque nous prêtons attention à la relation des individus par rapport au chef de ménage pour connaître la structure familiale, le recensement de 1880 nous révèle que 59% (99) de nos petits-bourgeois sont chefs de ménage alors que 17% sont fils ou filles célibataires habitant chez leurs parents. Un autre 18% d’entre eux sont pensionnaires. Donc 76% de ces individus vivent au sein d’une unité familiale en 1880. Cette tendance se confirme au recensement de 1900 et 1920 alors que c’est le cas de 87% d’entre eux en 1900 puis de 93% en 1920. À cet égard nous avons à faire au même type de migration familiale que chez les ouvriers.⁴¹ Cette hypothèse s’avère d’autant plus solide lorsque nous considérons l’importance des revenus secondaires pour les ménages, aspect que nous traiterons dans le cadre d’une évaluation des assises matérielles de la petite-bourgeoisie.

⁴¹Ramirez, *op. cit.*, p. 116.

3.9. Distribution selon l'état civil

	1880 <u>(N: 167)</u>	1900 <u>(N: 1353)</u>	1920 <u>(N: 1376)</u>
célibataire	34,1%	37,1%	32,5%
marié (e)	63,5	59,2	61,4
veuf (ve)	2,4	3,4	6,1
divorcé (e)	-	0,1	0,4

Sources: Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920

Malgré la stabilité de la pyramide d'âge et de la structure familiale, on observe un changement démographique important au début du siècle. Les pensionnaires ne représentent plus que 9% de notre corpus en 1900, en chute de 50% depuis 1880 (17,5%) . Pourtant le pourcentage de célibataires n'a pas varié de façon significative: s'ils comptaient pour 34% en 1880, ils forment 37% du corpus de 1900. Ce phénomène s'explique en partie par la structure occupationnelle, c'est-à-dire, par l'augmentation relative du nombre de cols blancs salariés dans le secteur des services. Par contre les célibataires sont maintenant plus nombreux à habiter chez un membre de leur famille immédiate ou élargie par rapport à ceux qui louent une chambre. Les pensionnaires sont remplacés par les enfants des ménages en âge de travailler. Leur nombre continue à diminuer au recensement suivant (1920): la proportion de pensionnaires était à 17,5% en 1880, puis à 9,1% en 1900; ils ne représentent plus que 2,1 % du corpus extrait du recensement de 1920.

Parallèlement, la proportion grandissante des chefs de ménage est liée directement à l'augmentation relative des familles nucléaires. Tout au long de la période étudiée le modèle de la famille nucléaire prédomine, passant de 55 % en 1880 à 71% des familles en 1920. Est-ce à dire que la situation matérielle des jeunes gens s'est améliorée au point qu'ils fondent leur propre foyer plus tôt que leurs parents qui ont participé à la première vague migratoire ou qu'ils sont tout simplement moins nombreux à immigrer?

La place des femmes

Considérant le rôle traditionnel des Canadiennes françaises au sein de la famille, leur présence sur le marché du travail est révélateur d'une ouverture aux valeurs de la société américaine. Ce n'est pas un phénomène nouveau au tournant du XXe siècle, mais en croissance certaine. Nous savons par ailleurs que les recenseurs accordent plus d'attention à cette réalité, qu'elles passent moins sous silence. En 1880, les femmes représentent 9,5% (N:16) du corpus de la petite-bourgeoisie et 20% en 1920, ce qui représente une hausse lente mais relativement importante sur quarante ans.

3.10. Distribution selon le sexe

	1880 (N: 167)	1900 (N: 1353)	1920 (N: 1376)
homme	90,4%	88%	80%
femme	9,6%	12%	20%

Sources: Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920

Les changements les plus significatifs durant cette période ont trait à leur statut civil et leur place au sein de la structure familiale. Alors que 94% d'entre elles sont célibataires en 1880, cette proportion baisse à 75% en 1900, puis à 70% en 1920. Tel qu'illustré au tableau 3.13, cette baisse de la proportion des femmes célibataires est liée à la croissance relative des veuves et des femmes mariées sur le marché du travail. Leur statut au sein de la structure familiale se diversifie également: 37% d'entre elles sont de jeunes célibataires qui habitent chez leurs parents en 1880 alors que c'est le cas de 65% en 1900, puis 59% en 1920. Cette fluctuation semble tributaire du processus cyclique des ménages; lorsque les jeunes familles ont immigré dans les années 1880, peu d'enfants étaient en âge de travailler. Dans la décennie suivante, alors qu'elles atteignent l'âge de travailler et que les opportunités d'emploi comme cols blancs abondent, leur nombre augmente sensiblement pour redescendre vingt ans plus tard alors qu'elles sont mariées et femmes au foyer.

Même si durant toute la période étudiée la majorité des femmes sur le marché du travail sont célibataires ou veuves, on assiste à une progression relative des femmes mariées. En 1920, elles représentent 18% des femmes de la petite-bourgeoisie avec un emploi rémunéré. L'hypothèse que ce phénomène suscite est de savoir si leur présence sur le marché du travail est strictement liée aux besoins de l'économie familiale ou si elles poursuivent, parallèlement à leur conjoint, une carrière professionnelle. Nous avons pu relever seulement trois cas où elles travaillent avec leur mari dans l'entreprise familiale. Dans le cas des chefs de ménage féminin qui travaillent, il faut probablement en déduire qu'elles le font par nécessité car la plupart sont veuves ou séparées. Seulement quelques célibataires qui figurent dans le groupe de chefs de ménage sont propriétaires d'un commerce distinct de celui du mari, donc font carrière au même titre que leurs compatriotes masculins.

3.11. Distribution des femmes dans la structure familiale

	1880 (N: 16)	1900 (N: 157)	1920 (N: 282)
chef de ménage	13%	14% (a)	15% (b)
conjointe	-	9	13
filles	37	65	59
pensionnaire	44	3	1
soeur	6	1,3	4
belle-soeur		3,2	3
autre		6	6

a. soit qu'elles sont veuves (17) et où le conjoint est absent du foyer (6)

b. 28 sont veuves et 7 maris manquent à l'appel

Sources: Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920

Les Franco-Américaines tirent profit de la diversification des opportunités d'emploi qui caractérisent une économie de plus en plus développée. À l'instar de leurs consœurs américaines, la structure occupationnelle chez les Franco-Américaines se modifie légèrement durant les premières décennies du XXe siècle. "Teaching, clerical work, and other white-collar

women's jobs attracted immigrants' daughters, in fact, who often entered the white-collar world before their brothers."⁴² Nous observons une diversification de plus en plus grande des catégories d'emploi. Comme chez leurs compatriotes masculins, sinon davantage que ces derniers, elles profitent de l'accroissement des emplois de cols blancs tels les commis de magasin et de bureau, les enseignantes ou les vendeuses.

3.12. Statut civil des femmes de la petite-bourgeoisie avec occupation rémunérée

	1880 (N: 17)	1900 (N: 157)	1920 (N: 282)
célibataires	94%	75%	70%
mariées	-	13%	18%
veuves	6%	11%	11%
divorcées	-	1%	0,7%

Sources: Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920.

3.13. Structure occupationnelle des femmes

	1880 (N: 17)	1900 (N: 157)	1920 (N: 282)
professionnelle	-	0,6%	0,7%
commerçantes	-	18%	21%
artisannes	47%	4%	7%
cols blancs	53%	77%	72%

Sources: Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920.

Si les trois quarts d'entre elles exercent un emploi de col blanc salarié, il y en a tout de même 18% (n: 36) qui oeuvrent dans le commerce au détail en 1900. Soit qu'elles sont

⁴²American Social History Project, Who Built America? Working People & the Nation's Economy, Politics, Culture & Society. Vol Two. From the Gilded Age to the Present, New York, Pantheon Books, 1992, p. 177.

artisanes-couturières, propriétaires de maison de chambre, de magasin d'alimentation, modistes, etc. On en retrouve une dizaine cotées dans le catalogue de Bradstreet de janvier 1900 où elles obtiennent un crédit très limité (E) ou passable (D). Elles gèrent des entreprises très modestes dont trois sont évaluées à 500\$ ou moins, un deuxième à 2000\$ et un troisième à 5000\$ ou moins. Leur nombre s'accroît sans cesse en 20 ans alors qu'elles totaliseront 86 au recensement de 1920, comptant pour 28% du corpus de femmes de la petite-bourgeoisie avec une occupation rémunérée; de ce nombre, 6 sont même employeurs. Plusieurs de ces femmes d'affaires sont veuves et semblent avoir pris la relève du mari décédé, mais bon nombre sont mariées et mènent leur commerce indépendamment de leur conjoint.

Alors qu'on ne comptait que 2 infirmières au recensement de 1900, il y en a 14 vingt ans plus tard. Elles travaillent dans les hôpitaux de la ville ou mènent une pratique privée. Malgré des salaires très modestes, le métier d'infirmière est valorisé à l'époque.

“Nursing was, along with teaching, at the top of the female job hierarchy. While nurses were enrolled in what was basically an apprenticeship program in hospital schools, they were used as cheap labor. But upon graduation, most went into private nursing, caring for patients in their own homes or in hospitals on a fee-for-service basis, paid directly by the patient. These nurses developed independent work styles similar in some ways to those of skilled male craftsmen.”⁴³

Malgré ces progrès réels, le profil type de la Franco-Américaine de la petite-bourgeoise est celui d'une jeune célibataire qui exerce un emploi comme commis ou vendeuse dans un magasin et abandonne son emploi lorsqu'elle se marie. Ses revenus servent principalement à soutenir l'économie familiale, avant ou après son mariage. Seulement 8% d'entre elles retournent sur le marché du travail, si par malheur elle deviennent veuves ou si leur mari quitte le foyer conjugal, ou encore, pour soutenir leur conjoint dans le petit commerce familial. Leur profil occupationnel ressemble donc à celui des femmes du milieu ouvrier à bien des égards, d'autant plus que parmi le 8% des ménages où la conjointe détient une occupation en 1920, 45% d'entre elles sont embauchées par une filature. Par ailleurs, 42% des ménages de la

⁴³ American Social History Project, *Ibid.*, p. 179.

petite-bourgeoisie comptent sur les revenus générés par un ou plusieurs enfants. Ces données illustrent l'importance de l'industrie textile comme principale source de revenus secondaires dans l'économie familiale de cette classe sociale à l'instar des familles ouvrières.

II. Genèse de la petite-bourgeoisie : persistance et renouvellement

Si les recensements permettent de constater la croissance nette et relative de la petite-bourgeoisie, ils nous renseignent peu sur le processus de formation de cette classe sociale. Il importe d'identifier et de comprendre les cheminements socioprofessionnels pour cerner le rôle de la mobilité sociale et du contexte américain dans la genèse de cette classe sociale. Par ailleurs, nos informations sur la situation pré-migratoire de nos sujets au Canada sont trop fragmentaires pour nous permettre de formuler des hypothèses générales quant à l'impact de la structure socioprofessionnelle hérité du pays d'origine sur celle de la société d'accueil. D'autre part, les historiens qui ont étudié la migration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre estiment que la très grande majorité d'entre eux provenaient du milieu rural et que [l'élite des professionnels et des hommes d'affaires ne représentaient qu'une petite minorité; les premiers venant en général du Québec et l'expansion urbaine et la croissance rapide des communautés canadiennes-françaises favorisant l'émergence des seconds.]⁴⁴

Or, en recoupant les différentes sources dépouillées, il nous est tout de même possible de retracer les antécédents socioprofessionnels des cohortes extraites de deux recensements, soit celui de 1880 et 1900. Nous retraçons les antécédents socioprofessionnels du corpus de 1880 dans les cinq annuaires de la décennie précédente: nous avons pu en retracer 75 sur 167, soit 46% de l'ensemble.⁴⁵ Sur les 75 noms retracés: 56% (n: 42) des individus exercent toujours la même occupation au recensement de 1880 par rapport à leur première mention dans l'annuaire;

⁴⁴Roby, *op. cit.*, p. 79.

⁴⁵Répartition sur la décennie: 1873-11, 1874-24, 1876-19 et 1878-21.

10 ont simplement changé de secteur d'activité commerciale, pour un total de 52 (68%). On assiste à un très faible niveau de mobilité sociale considérant que seulement 18 (24%) exercent une occupation manuelle à leur première citation.

La composition de la petite-bourgeoisie franco-américaine serait donc tributaire de la structure socioprofessionnelle du Canada, puisque de nombreux commerçants semblent s'être lancés en affaires dès leur arrivée; ils disposaient probablement d'un petit capital financier, du moins intellectuel, si l'on tient compte du fait que 39% des individus comptabilisés à partir du recensement de 1880 exercent une occupation commerciale ou professionnelle dès leur première citation dans le "Directory". Cette hypothèse nous semble d'autant plus probable si l'on considère que parmi les 17 individus qui exercent le métier de commis à leur première citation, seulement 4 (24%) ont réussi à mettre sur pied leur petit commerce en 1880; donc, seulement 30% (23 sur 76) des individus retracés dans les annuaires de la décennie précédente connaissent une mobilité sociale certaine à court terme.

3.14. Antécédents socioprofessionnels des individus comptabilisés dans les recensements de

1880 et 1900

	<u>même occupation ou mobilité horizontale</u>	<u>col blanc salarié à comm. ou prof.</u>	<u>col bleu/ à col blanc/</u>	<u>mobilité verticale</u>
1880	68% (52)	6% (5)	24% (18)	29% (22)
1900	63% (198)	6% (20)	31% (96)	37%(116)

Sources: Recensements fédéraux de 1880 et 1900.

Antécédents du corpus de 1880 retracés dans annuaires de 1873, 1874, 1876, 1878: (N: 76)

Antécédents du corpus de 1900 retracés dans guide d'adresse de 1888 (N: 314)

Examinons de près le groupe de commerçants le plus nombreux, soit les épiciers (n: 30): sur 19 retracés, 15 (79%) sont déjà en affaires à leur première mention dans l'annuaire

local, 4 ont changé entre-temps de secteur d'activité, 2 étaient commis et seulement 4 exerçaient une occupation manuelle non-spécialisée (2 ouvriers et 2 tisserands). Puisque le recensement de 1880 n'indique pas l'année d'immigration, il est difficile d'établir systématiquement la durée de leur séjour aux États-Unis. En vérifiant le lieu de naissance des enfants, nous constatons par ailleurs que 16 sur 19 auraient immigré ou fait un séjour aux États-Unis avant l'année où leur nom apparaît dans l'annuaire pour une première fois. Ont-ils connu une phase de travail manuel durant cette phase antérieure? Nos sources complémentaires ne peuvent nous aider que dans une certaine mesure. Parmi la trentaine de dossiers traités chez R.G. Dun durant les années 1870, 8 commerçants partent en affaires dès leur arrivée à Fall River, soit que l'enquêteur le précise textuellement ou fait référence à leurs activités commerciales au Canada. Ils rapportent quelques cas de commerçants qui sont arrivés à Fall River suite à une tentative ratée pour s'établir en affaires ailleurs en Nouvelle-Angleterre. Ces archives font également état de cas de mobilité sociale où le commerçant a travaillé auparavant comme commis dans un magasin. Aucun, sinon un ou deux semblent avoir fait l'expérience du travail dans une filature ou exercé un autre travail manuel⁴⁶.

D'autre part, les biographies présentées dans le guide de 1888 relatent au moins 7 cas où l'immigrant a d'abord exercé soit le métier de commis pendant plusieurs années, a travaillé comme ouvrier spécialisé ou a besogné dans une manufacture. Sans que nous puissions établir des proportions exactes à ce sujet, ces informations ne réfutent pas l'hypothèse à l'effet que la petite-bourgeoisie d'affaires émerge du contexte américain grâce à la formation d'un capital aux États-Unis mais elles démontrent que les gens d'affaires sont surtout tributaires de la situation pré-migratoire.⁴⁷ Quant à la petite-bourgeoisie professionnelle, elle ne peut qu'être le fruit de l'immigration dans une perspective à si court terme. C'est le cas de tous les médecins qui figurent au recensement de 1880. Le cas de Hugo Dubuque est l'exception qui confirme la règle. Après avoir complété son cours classique au Collège de Saint-Hyacinthe, il travaille comme

⁴⁶R.G. Dun Collection. Credit Ledgers for Fall River, Massachusetts, vol. 13, 14. Baker Library, Harvard University Graduate School of Business Administration.

⁴⁷Voir les thèses de doctorat de Pierre Anctil, Frances Early et Yves Frenette. Nous traiterons plus en détails de la formation d'une classe d'affaires au chapitre 5.

commis de magasin dès son arrivée aux États-Unis en 1870. Il poursuit parallèlement des études de droit au Boston College et est reçu comme avocat en 1877.⁴⁸ La nature exceptionnelle de cette mobilité sociale est confirmée par le fait qu'il sera le seul avocat canadien-français de Fall River jusqu'à l'arrivée de Joseph Ménard en 1896, donc pendant près de 20 ans.⁴⁹

Quant au corpus extrait du recensement de 1900 (n: 1353), nous retraçons 23% d'entre eux dans le guide d'adresse de 1888. De ce nombre, 31% (96) exerçaient un emploi de col bleu, 6% (20) comptaient parmi les cols blancs salariés et sont devenus commerçants entre-temps; 63% (198) exercent la même occupation ou ont connu une mobilité horizontale. La mobilité verticale chez les cols bleus et les petits cols blancs salariés est en hausse, alors que les taux propres à la mobilité horizontale sont comparables aux années 1870-80. Le taux de mobilité sociale pour l'ensemble des retracés atteint donc 37%, illustrant l'importance grandissante du contexte américain dans la formation d'une petite-bourgeoisie, ce qui est de plus en plus le cas chez la classe professionnelle; elle est de moins en moins un produit de l'immigration. Sur 26 médecins, 12 sont le produit des États-Unis⁵⁰; les 4 avocats et les 2 dentistes ont reçu leur formation professionnelle aux États-Unis. De ces 32 professionnels, seulement 4 sont nés aux États-Unis ou 13% d'entre eux appartiennent à la deuxième génération.

Le fait qu'on ne retrace que 46% des individus énumérés au recensement de 1880 dans tous les annuaires publiés dans la décennie précédente et que 23% de ceux du corpus de 1900 dans le guide de 1888, nous incite à penser que deux phénomènes s'opèrent simultanément. D'une part, mobilité géographique et démographique caractérisent la communauté franco-américaine, et d'autre part, nous sommes en présence d'une petite-bourgeoisie très fragile. Les oiseaux de passage sont tellement nombreux qu'il est rare de retracer un individu sur dix ans ou plus. Le taux de persistance décennale moyen s'élève à 31% .

⁴⁸La Vérité, Coll. Gabriel-Nadeau, Franco-Americana, fiche "Dubuque, juge H.-A."

⁴⁹Outre les 7 médecins et l'avocat Dubuque, seulement 3 arrivent aux États-Unis avec un capital intellectuel ou ont fréquenté le collège classique.

⁵⁰Soit qu'on connaisse l'Université fréquentée ou qu'ils étaient enfants lorsqu'ils sont arrivés aux États-Unis.

3.15. Persistence socioprofessionnelle de la petite-bourgeoisie

	<u>10 ans</u>	<u>20 ans</u>	<u>30 ans</u>	<u>40 ans</u>
1870-1880: 2 11% (N: 18)		-1891: 3 17%	-1900: 1 5%	
1880-1888: 65 39% (N: 167)		-1900: 37 22%	-1909: 20 12%	-1920: 11 8%
1888-1900: 198 39% (N: 503)		-1909: 132 26%	-1920: 75 15%	
1900-1909: 404 30% (N: 1353)		-1920: 215 16%		
1909-1920: 417 33% (N: 1283)				

Sources: Recensements fédéraux de 1870, 1880, 1900 et 1920.
Guides d'adresses de 1888, 1891 et 1909-10.

Même si la période couvrant les années 1888-1900 correspond à la tranche intercensitaire la plus longue, elle connaît le meilleur taux de persistance décennale, soit 43%. En fait, le corpus de 1888 connaît les meilleurs taux de persistance à moyen et à long terme, alors que celui constitué au recensement de 1880 atteint le deuxième rang à cet égard. Parmi le groupe de 315 persistants de 20 ans et plus, 52% (N: 162) font partis du corpus de 1888; ils donc ont accédé à la petite-bourgeoisie avant 1888. Alors que cette classe sociale se renouvelle aux deux-tiers à tous les dix ans (à l'exception des années 1888-1900), il y a donc un noyau dur qui s'est formé dans les années 1880. Ils forment le coeur de la petite-bourgeoisie. Nous verrons dans le chapitre six qu'ils jouent un rôle de premier plan dans la mise sur pieds des institutions et la vie politique locale.

L'autre tendance significative qui se dégage au sujet de la persistance socioprofessionnelle, tient au fait que la persistance de moyenne et longue durée semblent se chevaucher: parmi les 37 persistants retracés entre 1880 et 1900, 54% (N: 20) sont toujours là en 1909. Parmi le groupe de persistants des années 1888-1909, 48% (N: 64) sont toujours là en

1920. Le tableau 3. 16 révèle par ailleurs que les fluctuations sont plus importantes au niveau de la persistance à moyen terme (décennale) qu'à long terme (celle de plus de 20 ans), illustrant l'impact du flot migratoire sur la persistance socioprofessionnelle. Alors que les années 1870 voient des milliers de Canadiens arriver à Fall River, très peu de pionniers réussiront à persister au-delà de 1880. Malgré crises cycliques survenues durant les années 1880 et 1890, ces décennies verront la formation d'une petite-bourgeoisie qui bénéficiera d'un flot migratoire plus ou moins constant.⁵¹ Lorsque l'immigration baissera considérablement durant les deux premières décennies du XXe siècle, le taux de persistance socioprofessionnelle chutera également. La récession sévère de 1904 et le long conflit de travail l'année suivante ne feront que renforcer cette tendance à la baisse.

3.16. Taux de persistance par catégorie d'emploi

	1880-1900	1900-1920
professionnels:	(N: 7) 14 %	(N: 42) 41%
commerçants:	(N: 74) 23%	(N: 589) 15 %
artisans:	(N: 17) 18%	(N: 97) 16%
cols blancs:	(N: 69) 23%	(N: 625) 13%

Sources: Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920

Le taux de persistance 1880-1900 en fonction des catégories d'emploi ne dépasse pas 23%, le plus faible étant celui des professionnels. Cette constatation renforce l'hypothèse à l'effet que ces derniers retournent au Canada en plus grande proportion que chez toutes les autres catégories d'emploi. La situation changera radicalement pour l'autre tranche de persistance à moyen terme. Entre 1900 et 1920, le taux de persistance des professionnels s'élève à 41%.⁵² Choisissent-ils de rester aux États-Unis parce qu'ils entrevoient de meilleures possibilités de

⁵¹1873-1879, 1882-1885, 1888-1891, 1894-1896. Roby, *op. cit.*, p. 72.

⁵²De ce groupe de professionnels, deux individus seulement appartiennent à la deuxième génération.

revenus, ou ce phénomène est-il lié à un encombrement des professions encore plus sévère au Québec? La persistance géographique équivaut à une persistance socio-professionnelle chez les professionnels; ils ont un statut moins précaire que les gens d'affaires qui restent plus vulnérables face aux crises ponctuelles. En recoupant les années de crise de 1882-1885, les baisses des salaires ouvriers survenues en 1900-01 et 1903-04, les grèves de 1884 et 1904, aux catalogues de Bradstreet, on constate un impact direct sur la classe commerçante par la diminution du nombre d'entreprises qui figurent dans ces registres. Alors qu'il y a 32 commerçants cotés en janvier 1880, il n'y en plus que 22 en 1885 pour terminer la décennie à la hausse avec 42 entrées. En janvier 1900, 120 commerçants figurent au registre; cinq ans plus tard il n'en reste que 93, soit une baisse de 23 % alors que la tendance était à la hausse depuis 1890. (voir 3. 24)

IV. Sources de revenus des ménages et accumulation d'un capital: les assises matérielles de la petite-bourgeoisie

Puisque la petite-bourgeoisie se distingue théoriquement par un petit capital, il importe d'en identifier les sources. Pour évaluer ses assises matérielles, nous utiliserons quatre indicateurs propres aux familles et aux individus: l'importance des sources de revenus secondaires et le taux de propriété résidentielle chez les ménages, la valeur des entreprises commerciales et leur niveau de crédit, ainsi que le niveau de taxation et l'évaluation des biens mobiliers et immobiliers.

En 1880, sur 99 chefs de ménage, (ce qui exclue ceux qui sont pensionnaires) 40% bénéficient d'une autre source de revenu, que ce soit grâce au travail des enfants (25%) ou de la présence de pensionnaires (17,5%) dans la maisonnée ou encore le travail rémunéré de la conjointe (5%). Comme dans les familles ouvrières, les sources de revenus secondaires jouent un rôle essentiel dans le budget des familles de la petite-bourgeoisie. Les enfants sont appelés à

contribuer à l'économie familiale par le travail en filature: sur 25 chefs de ménages épiciers, 6 (24%) ont un enfant ou plus à la filature alors que 7 (28%) ont un pensionnaire ou plus; dans deux cas seulement ils cumulent ces deux sources de revenus. Les revenus des chefs de ménage ne suffisent donc pas à soutenir la famille dans 41% des ménages. Sur 94 chefs de famille mariés, 87% des épouses sont ménagères. Il est donc très rare qu'une femme mariée exerce un métier hors du foyer.⁵³ Les revenus générés par le travail des enfants et par la présence de pensionnaires représentent les deux sources de revenus secondaires les plus importantes en 1880.

3.17. Revenus secondaires chez les chefs de ménage, 1880-1920

	1880 (N: 99)	1900 (N: 790)	1920 (N: 857)
conjointe*	5% (5)	6,2% (49)	7% (60)
enfants*	25,2% (25)	26,2% (207)	33,3% (285)
pensionnaires	21,2% (21)	16,4% (107)	5,3% (45)
conjointe et enfant		0,5% (4)	
enfants et pensionnaire	5% (5)	2,3%(18)	1,3%(11)

*ces taux seraient plus élevés si l'on tenait compte exclusivement des chefs de ménage mariés

Sources: Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920

Pour l'ensemble de la communauté canadienne-française de 1880, Coelho évalue à 13% le taux de foyer où il n'y a que le chef qui détient un emploi rémunéré⁵⁴, donc 87% qui bénéficient d'une autre source de revenu. Selon notre compilation, ce taux se situe à 40% parmi la petite-bourgeoisie. Même si à l'instar des membres de la classe ouvrière, il appert que les revenus du père s'avèrent insuffisants dans plus du tiers des cas, peu importe l'occupation qu'il

⁵³Frenette évalue à 12% la proportion des femmes mariées qui occupent un emploi rémunéré à Lewiston en 1880. Frenette, "op. cit."

⁵⁴Coelho, "op. cit.", p. 135.

exerce (épiciers, entrepreneurs en pompes funèbres, pharmaciens, médecins), les familles de la petite-bourgeoisie sont certainement moins dépendantes des revenus du travail en filature. Quant à celles qui ont recours au travail des enfants et à la présence de pensionnaires, cette réalité peut s'inscrire dans une stratégie économique familiale où tous les revenus de ses membres contribuent à stabiliser la situation financière de l'unité familiale, mais aussi à soutenir indirectement le commerce tenu par le père.⁵⁵

En fait, la solidarité familiale et ethnique est importante dans les stratégies économiques, tant chez les employeurs que chez employés. Parmi les 56 commis, 17 (30%) semblent travailler dans l'établissement commercial de leur père ou sont pensionnaires chez leur employeur. Par exemple, sur 30 épiciers, 5 embauchent soit un enfant, neveu, beau-frère ou un pensionnaire alors que 10 louent des chambres leur permettant de générer des revenus d'appoint.

Vingt ans plus tard, les revenus secondaires chez les ménages sont toujours importants pour les familles: sur 652 ménages avec enfants, 32% disposent des revenus du travail rémunéré d'un enfant ou plus en 1920, soit une hausse de 7 points. Et sur 735 ménages, 7% des conjointes (soit une hausse de près de 2 points) disposent d'un travail rémunéré alors que 16% (en baisse de 6 points) ont un pensionnaire ou plus. Cumber mentionne que le pourcentage de femmes mariées qui travaillent en 1908 est de 22,9% chez les Canadiens français.⁵⁶ Les ménages de la petite-bourgeoisie sont moins dépendants du travail rémunéré des femmes que les familles ouvrières et peuvent adopter de plus en plus l'idéal domestique. Lorsque les revenus du chef de famille ne suffisent pas, on accorde la priorité au travail rémunéré des enfants à celui de la mère et à la présence de pensionnaires. En 1920, 8% seulement des conjointes détiennent une occupation rémunérée⁵⁷ alors que 38% des chefs de ménages mariés disposent du revenu d'un enfant ou plus, ce qui représente une hausse de 13% par rapport à 1880. Si les ménages ont

⁵⁵Frances Early identifie cette stratégie employée par Félix Albert qui utilise les revenus des enfants pour financer et accroître ses activités commerciales.

⁵⁶Cumber, *op. cit.*, p. 132.

⁵⁷Ce taux est beaucoup plus bas que chez les familles ouvrières, alors que 22,9% des femmes mariées travaillent dans les filatures en 1908. Cumber, *op. cit.*, 132.

d'avantage recours au travail de leurs enfants comme revenus d'appoint, c'est que le nombre d'enfants en âge de travailler a augmenté. Les chiffres relatifs à la pyramide d'âge témoignent de l'importance du cycle familial.⁵⁸

Parallèlement à la hausse du travail des enfants comme source de revenus des ménages, on assiste à une diminution importante des pensionnaires qui sont présents dans seulement 6% des foyers des chefs de ménage mariés. Cette tendance à la baisse est observable chez la classe ouvrière aussi. Dans son étude sur les milieux ouvriers de Central Falls, (Rhode Island), Louise Lamphere a démontré que seulement 11% des ménages canadiens-français bénéficiaient de la présence de pensionnaires en 1915. "Immigration in the United States from Canada was declining, and there were relatively few single men and even fewer young women or young families in need of lodging. This lack of potential boarders might explain [this low level of households that contained boarders]."⁵⁹

3.18. Structure familiale chez les chefs de ménage

	1870 (N: 11)	1880 (N: 99)	1900 (N: 790)	1920 (N: 857)
nucléaire	55% (6)	66% (65)	65% (511)	71%(612)
étendue	-	10% (10)	7% (58)	9% (75)
augmentée	45%	24% (24)	28%(221)	20% (170)

nucléaire: père, mère, enfants

étendue: plusieurs générations

augmentée: autres occupants avec ou sans lien de parenté

Sources: Recensements fédéraux de 1870, 1880, 1900 et 1920

⁵⁸En 1900, les 21-30 ans représentaient 36% du corpus, la tranche d'âge la plus nombreuse comme en 1880, mais elle enregistre une baisse importante en 1920 à 26% du total du corpus. On remarque une hausse significative chez les 41-50 ans qui passent de 15% en 1900 à 21% en 1920; le même phénomène est observable chez les 51-60 ans qui vont de 6% à 12%, donc double en importance relative.

⁵⁹Louise Lamphere, From Working Daughters to Working Mothers, Immigrant Women in a New England Industrial Community. Ithaca, New York, Cornell University Press, 1987, ("The Anthropology of Contemporary Issues"), p. 136.

L'hypothèse à l'effet que les sources de revenus secondaires et la solidarité ethnique jouent un rôle essentiel dans l'économie des familles de la petite-bourgeoisie est renforcée par les données relatives à la structure familiale. Même si tout au long de la période étudiée le modèle de la famille nucléaire prédomine, passant de 55 % à 65% en 1900, puis à 71% des familles en 1920, les familles étendues et augmentées représentent tout de même 29% de l'ensemble des familles en 1920. Le changement le plus remarquable a trait à la diminution dramatique des familles qui accueillent d'autres occupants sans lien de parenté (pensionnaires): en quarante ans, elles passent de 21% à 5%. Cette baisse est probablement attribuable au vieillissement des ménages de la première génération qui peuvent, voire préfèrent recourir davantage au travail des enfants (passant de 25% à 38%) que compter sur la présence de pensionnaires au sein de la maisonnée.

La propriété domiciliaire constitue sans doute le premier investissement (sinon la seule source de capital) des ménages sans compter qu'elle est également un incitateur à la naturalisation. Pour l'ensemble de la Nouvelle-Angleterre, au moins neuf migrants sur dix seraient locataires ou pensionnaires durant les décennies 1860-1900.⁶⁰ Petrin affirme que plus de 80% des Canadiens français sont toujours locataires en 1900.⁶¹ Or, au recensement de 1900, 22% des chefs de ménage de la petite-bourgeoisie sont propriétaires, soit un taux comparable à celui de la communauté. Le taux de propriété domiciliaire chez les chefs de ménage passe à 32% en 1920. En fait, l'accès à la propriété résidentielle semble davantage liée à la longévité du séjour aux États-Unis et à la présence sur le marché du travail qu'à la catégorie socioprofessionnelle. Sur 161 chefs de ménage propriétaires de la demeure familiale en 1900, 54% ont immigré avant 1880, donc depuis plus de vingt ans. Parmi les 304 chefs de ménage qui ont immigré avant 1881, 33% sont propriétaires; alors que chez les 686 qui ont immigré après 1880, 22% seulement sont propriétaires à pareille date. Cette tendance se confirme en 1920 par le fait que 79% de ces propriétaires sont de la première génération, 20% sont de la deuxième et 2% de la troisième.

⁶⁰Roby, *op. cit.*, p. 90.

⁶¹Petrin, *op. cit.*, p. 60.

La croissance soutenue de la richesse matérielle des familles est confirmée par le fait qu'il y a une hausse du ratio propriétaire-locataire dans chaque génération. Si 22% des individus de la première génération était propriétaire en 1900, c'est le cas de 39% d'entre eux en 1920.

3.19. Propriété résidentielle chez les chefs de ménage

	1900	1920
	(N: 90)	(N: 857)
locataires	76%	67%
propriétaires	(n: 173)	(n: 272)
sans hypothèque	24%	18%
avec hypothèque	76%	82%
		(pas précisé, n:1)

Sources: Recensements fédéraux de 1900 et 1920

La hausse est moins significative au sein de la deuxième génération passant de 18% en 1900 à 22% en 1920. Le taux de propriété domiciliaire n'est pas plus élevé dans les quartiers à haute densité canadienne-française mais nous y retrouvons une forte concentration de ces propriétés: si seulement 36% des chefs de ménage de la petite-bourgeoisie qui résident dans le quartier 6 sont propriétaires de la résidence familiale en 1900, 44% de toutes les propriétés résidentielles sont localisées dans ce quartier. On assiste à la concentration géographique du capital immobilier. Par ailleurs, c'est dans le quartier 1 que le taux de propriété est le plus élevé à 30% en 1900 et 38% en 1920. À cette date, la répartition géographique du capital résidentiel est mieux distribuée sur le territoire alors que 30% des résidences se retrouvent dans le quartier 6 et que la proportion a augmenté dans la plupart des autres quartiers. Par une plus grande distribution dans la ville, il apparaît que la petite-bourgeoisie délaisse graduellement les vieux quartiers à forte densité franco-américaine, soit les quartiers 6 et 9.

3.20. Taux de propriété résidentielle des chefs de ménage, selon les quartiers, en 1900 et 1920

<u>Quartier</u>	<u>1900</u>		<u>1920</u>	
	# chefs ménage (N: 790)	# de propriétaires (N: 173)	#chefs de ménage (N: 857)	# de propriétaires (N: 278)
1.	99	30%	1. 186	38%
2.	73	20	2. 108	36
3.	64	11	3. 48	21
4.	65	3	4. 70	20
5.	52	11	5. 50	20
6.	272	28	6. 239	36
7.	48	4	7. 31	13
8.	18	16	8. 30	33
9.	99	33	9. 95	38

Sources: Recensements fédéraux de 1900 et 1920.

3.21. Répartition géographique des propriétés résidentielles en 1900 et 1920

<u>Quartier</u>	<u>1900</u>	<u>1920</u>
	<u>Propriétés (N: 173)</u>	<u>propriétés (N: 278)</u>
1.	17%	25%
2.	9%	14%
3.	4%	4%
4.	1%	5
5.	4%	4%
6.	44%	30%
7.	1%	1%
8.	2%	4%
<u>9.</u>	<u>20%</u>	<u>13 %</u>
	100%	100%

Sources: Recensements fédéraux de 1900 et 1920.

Parmi les autres indices de progrès matériel, la valeur des commerces témoigne de la progression de la classe d'affaires: alors que seulement 42 entreprises figurent au registre de Bradstreet de janvier 1890, il y en 120 en 1900, soit trois fois plus; 18% des entreprises

répertoriées dans le registre sont évaluées à 2000\$ et plus; 21% obtiennent la cote passable (D, “fair”) ou bonne (C, “good”). Un autre aspect intéressant lié à la croissance de la petite-bourgeoisie d'affaires concerne l'apparition de commerces en gros (thé et alimentation); ce type de commerce témoigne d'une progression économique certaine parce qu'ils mettent en cause des capitaux plus importants. Ces entreprises gèrent un plus grand inventaire et opèrent dans un rayon d'action plus étendu sur le marché régional.

Dès les années 1880-90, on peut noter une amélioration sur le plan de la persistance des gens d'affaires, du moins à court terme: sur 89 dossiers traités par les enquêteurs de la compagnie R.G. Dun durant les années 1880, seulement 27% auront fait faillite ou auront abandonné (20), ou encore, auront vendu leurs actifs (4) avant 1891, comparativement à 44% durant la décennie précédente.⁶² Chez Bradstreet, sur 32 commerces cotés en janvier 1880, 6 (19%) réapparaissent en janvier 1890. Toutefois, la cote moyenne attribuée s'est améliorée: si on ne recommandait aucun crédit (F) à 59% des commerces en 1880, la majorité (71%) réussit à obtenir un crédit très limité (E) en 1890 et 12 obtiennent un crédit modéré (D) ou bon (C).⁶³

⁶²R.G. Dun & Co., Collection. Fall River, vol. 13 & 14.

⁶³Bradstreet's Book of Commercial Ratings of Bankers, Merchants, Manufacturiers, etc. in the United States and the Dominion of Canada, New York, The Bradstreet Compagny January 1890.

3.22. Importance relative des cotes attribuées aux gens d'affaires

	1880 (N: 32)	1890 (N: 42)	1900 (N: 120)	1910 (N: 132)	1920 (N:146)
F	59%	-	11%	16%	
E	25%	71%	75%	45%	42%
D	16%	21%	21%	25%	32%
C		7%	4%	13%	10%
B				0,8%	4%
A					0,8%

Sources: Bradstreet's Book of Commercial Ratings of Bankers, Merchants, Manufacturers, etc., in the United States and the Dominion of Canada. New York, The Bradstreet Company: January 1880, January 1890, January 1900, January 1910, March 1920.

Même si l'on remarque une amélioration sensible sur le plan des cotes de crédit attribuées aux commerçants franco-américains entre 1880 et 1890, la valeur moyenne des entreprises n'est pas à la hausse: ces entreprises sont toujours très modestes car plus de la moitié sont évaluées à moins de 2 000\$. Quelques commerçants se démarquent du lot en 1890 alors que sept d'entre eux disposent d'un établissement évalué à plus de 3 000\$.

Nos indices confirment donc une progression constante des assises matérielles de la petite-bourgeoisie jusqu'à la fin de la période étudiée: le nombre de contribuables taxés pour des valeurs mobilières et immobilières évaluées à plus de 10 000\$ s'élève maintenant à 74 en 1920, alors que nous en comptons 54 en 1903 et seulement 14 en 1890. La valeur moyenne de ces entreprises commerciales et les cotes de crédit qu'on leur attribue sont à la hausse également: plus du tiers sont évaluées à 5 000\$ ou plus, dont 18 de 10 000\$ ou plus et 1 de plus de 300 000\$; sur le plan des cotes de crédit attribuées par la compagnie Bradstreet, 47% des 146 cotées reçoivent cote D ou mieux, alors qu'en 1900 seulement 25% recevaient la cote D ou mieux; l'entreprise la plus importante était alors évaluée entre 10 000\$ et 20 000\$.

3.23. Distribution selon la valeur nette des entreprises

VALEUR en \$	1880 (N: 7)	1890 (N: 24)	1900 (N: 80)	1910 (N: 127)	1920 (N: 142)
-500	14%	33%	39%	35%	25%
500-1000	-	29%	28%	19%	18%
1000-2000	43%	4%	15%	12%	15%
2000-3000	29%	4%	1%	12%	9%
3000-5000	14%	21%	12%	11%	15%
5000-10000	-	4%	2,5%	6%	5%
10,000-20,000		4%	2,5%	4%	5%
20,000-35,000				0,7%	3%
35,000-50,000				0,7%	3%
100,000 et +					2,1%

Sources: Bradstreet's Book of Commercial Ratings of Bankers, Merchants, Manufacturers, etc., in the United States and the Dominion of Canada. New York, The Bradstreet Company: vol. 48, January 1880; January 1890, January 1900; January, 1910, March 1920.

Sources: Recensements fédéraux de 1870, 1880, 1900 et 1920

Toutefois, la progression de la petite-bourgeoisie prend sa véritable mesure lorsqu'on la compare à la bourgeoisie et à la classe ouvrière. La petite-bourgeoisie d'affaires franco-américaine dispose d'un capital très modeste comparativement à la vieille bourgeoisie de Fall River. Hormis les filatures, les 21 corporations les plus importantes de la ville en 1909 possèdent des capitaux variant entre 100 000\$ et 750 000\$, sinon plusieurs millions.⁶⁴ En comparaison, les deux hommes d'affaires les plus prospères en 1910, le manufacturier de piano Edmond Côté, possède une entreprise évaluée entre 50 000\$ et 75 000\$, tandis que le fabricant de pipes Joseph Desjardins le suit avec un commerce qui vaut entre 20 000\$ et 30 000\$.⁶⁵ Dix ans plus tard, la manufacture de Côté vaut entre 300 000 et 500 000\$; la compagnie grossiste en

⁶⁴ Guide français [...] op. cit., p. 658-659.

⁶⁵ Bradstreet's Book of [...], January 1910.

alimentation I. Renaud vaut entre 100 000\$ et 150 000\$ et le magasin de meubles de Napoléon Tessier est évalué entre 150 000\$ et 200 000\$.⁶⁶ En contre partie, 82% des entreprises commerciales répertoriées au registre de Bradstreet sont évaluées à moins de 5 000\$ à même date. Alors que le salaire annuel d'un ouvrier du textile se chiffre à 350\$ à la fin des années 1880 et qu'un ouvrier qualifié peut gagner jusqu'à 800\$,⁶⁷ 33% des commerces tenus par des Canadiens français valent moins de 500\$ et , 66% valent 1000\$ ou plus et seulement 37% d'entre eux sont évalués à 1 000\$ et plus. Les conditions matérielles du tiers de la petite-bourgeoisie d'affaires s'apparentent à celles des ouvriers non-spécialisés tandis que les autres se rapprochent davantage de celles des ouvriers spécialisés. Par contre, une petite élite se démarque de l'ensemble alors que plus de 13% (n: 66) des membres de la petite-bourgeoisie possèdent déjà des biens mobiliers et immobiliers évalués à 2 660\$ et plus en 1890.

3.24. Nombre de contribuables municipaux franco-américains,
défrayant 50\$ ou plus, selon leurs biens mobiliers et immobiliers
(18.80\$ par 1000\$ d'évaluation)

<u>valeur</u>	<u>1885</u>	<u>1886</u>	<u>1890</u>	<u>1903</u>	<u>1909</u>
2660\$ +	55	53	87	378	377
10,000\$ +	5	5	14	54	65

Sources: L'Indépendant pour les années 1885, 1886 et 1903; pour l'année 1890, Le guide canadien-français de Fall River, Mass. op. cit., 1891. Pour l'année 1909, Le Guide français de Fall River, Mass., 1909-10. 862 p. Pour l'année 1920: City of Fall River. Valuation List for the City of Fall River, April 1, 1920.

La proportion de contribuables franco-américains qui paient 50\$ ou plus de taxes municipales n'atteint jamais 2% entre 1890 et 1920, même si leur nombre augmente sans cesse pendant cette

⁶⁶Bradstreet's Book of [...], March 1920.

⁶⁷Le seuil de pauvreté est fixé à 500\$ Source: American Social History Project, op. cit., p. 21. Selon le Bureau de la statistique du Massachusetts, le salaire annuel moyen des ouvriers de cet État se chiffre à 426.82\$ en 1888 et à 433,56\$ en 1890 soit une augmentation de 1,58%. Ces chiffres ne tiennent pas compte, selon toute vraisemblance, des périodes de chômage. Ils sont basés sur 77 industries, soit le trois quarts des industries du Massachusetts, et représentent 3041 établissements ou usines distinctes. On compte 263 083 ouvriers de fabrique en 1889 et 270 195 en 1890, soit une augmentation de 2,77%.- L'Indépendant, 20 août 1891, informations tirées de "Statistics of Massachusetts", Bureau de statistique du Massachusetts.

période; sur l'ensemble de la petite-bourgeoisie, leur proportion passe de 13% à 20% en trente ans. Ces progrès sont significatifs lorsque les données de 1920 sont comparées à celles de la décennie 1870. Parallèlement à cette croissance collective, une petite élite du milieu des gens d'affaires se démarque progressivement. Nous verrons cet aspect plus en détails au chapitre 5 mais notons qu'ils sont une quinzaine à gérer des capitaux d'une dizaine de milliers de dollars dès 1890.

3.25. Proportion des contribuables, pour 50\$ ou plus, selon leurs biens mobiliers et immobiliers, chez les franco-américains
(18.80\$ par 1000\$ d'évaluation)

<u>valeur</u>	<u>1890 (n: 87)</u> (1888, n: 15, 225)	<u>1903 (n: 378)</u> (1900, n: 31, 525)	<u>1909 (n: 377)</u> (n: 33,000)
2660\$ +	0,57%	1,2%	1,1%
10,000\$ +	0,09%	0,17%	0,2%

Sources: pour l'année 1890, Le guide canadien-français de Fall River, op. cit., 1891; L'Indépendant pour 1903; pour l'année 1909, Le Guide français de Fall River, Mass., op. cit., 1909-10, 862 p.
Pour l'année 1920: City of Fall River. Valuation List for the City of Fall River, April 1, 1920.

3.26. Proportion des contribuables, pour 50\$ ou plus, selon leurs biens mobiliers et immobiliers, chez les franco-américains de la petite-bourgeoisie
(18.80\$ par 1000\$ d'évaluation)

<u>valeur</u>	<u>1890</u> (1888, n: 503)	<u>1903</u> (1900, n: 1353)	<u>1909</u> (n: 1255)	<u>1920</u> (n: 1376)
2660\$ +	13%	14%	9,8%	20%
10,000\$ +	2,8%	3,9%	1,9%	5,3%

Sources: pour l'année 1890, Le guide canadien-français de Fall River, op. cit., 1891; L'Indépendant pour 1903; pour l'année 1909, Le Guide français de Fall River, Mass., op. cit., 1909-10, 862 p.
Pour l'année 1920: City of Fall River. Valuation List for the City of Fall River, April 1, 1920.

Le cheminement de la petite-bourgeoisie d'affaires s'avère un long processus parsemé d'échecs. Elle est à la fois dépendante de la grande bourgeoisie qui contrôle les institutions financières et vulnérables face à ses fournisseurs qui lui font crédit, sans compter les crises économiques ponctuelles. En fait, les facteurs de croissance et de persistance sont intimement liés à une plus grande stabilité démographique et peut être aussi, aux outils créés pour faciliter l'apprentissage des rudiments de la gestion d'entreprise. La création du Collège commercial Notre-Dame en 1882,⁶⁸ ainsi que le Collège commercial propriété de Joseph T. Thibodeau contribuent sans doute à la formation théorique des jeunes hommes d'affaires. Ces derniers bénéficient également de l'expérience pratique acquise par leurs prédécesseurs. Preuve de cette croissance, La Banque Coopérative Lafayette est créée en 1894 par quelques hommes d'affaires prospères, dont les épiciers J.-B. Huard et Pierre F. Péloquin. Elle fut fondée par des "hommes d'affaires franco-américains [...] qui l'ont dirigé [sic] avec le concours de capitalistes américains et qui sont aujourd'hui en majorité dans le contrôle de ses opérations. [Elle est] recommandée par les commissaires des banques, est tout au crédit des nôtres."⁶⁹ Ils gèrent des capitaux très modestes, alors qu'il n'y a seulement que \$4,326 en réserve en 1909, formant ainsi la coopérative la plus petite de Fall River. En guise de comparaison, la banque coopérative la plus importante, la *Troy Co-operative Bank* a 28,843\$ de fonds de réserve à la même date. En 1920, le grossiste de thé Stanislas Boivin est l'un des directeurs de la *Fall River Trust Co.* qui a reçu sa charte l'année précédente.⁷⁰ Au tournant du XXe siècle, la classe d'affaires se dote d'outils, si modestes soient-ils, qui améliorent ses chances de réussite et témoignent de sa croissance. La

⁶⁸ Le guide canadien-français [...] op. cit., p. 203. Ce collège fut à son origine une école paroissiale mise sur pied en 1876 par le curé Bédard. En 1886, l'Abbé Laflamme le "racheta de ses propres deniers [...] [lorsqu'une] circonstance imprévue l'aurait fait passer en des mains étrangères."

⁶⁹ Cité de L'Indépendant, 9 avril 1909, dans le Guide Franco-Américain des États-Unis des États-Unis de la Nouvelle-Angleterre 1916, publ. par Albert A. Bélanger, Fall River, 1916, p. 173-174.

⁷⁰ Arthur S. Phillips, The Phillips History of Fall River, 3 vol., Fall River, Dover Press, 1946[1941]. Ce trust possède un capital de 200 000\$ en 1920. Le président de cette institution est S. McLane et S.E. Robinson en est le trésorier; ce dernier reste associé à la petite-bourgeoisie d'affaires franco-américaine et sera plus tard trésorier de la Banque coopérative Lafayette alors que Edmond Côté, le marchand de pianos et le commerçant franco-américain le mieux nanti, en est président en 1940. Le commerce de thé de Boivin est évalué à moins de 20 000\$ et bénéficie de la cote "C" ("good"). Bradstreet's Book of [...], March 1920.

présence de Boivin au sein de la direction d'une institution financière témoigne aussi d'un meilleur accès aux institutions financières.

V. Intégration à la société américaine: naturalisation, structure résidentielle et mariages inter-ethniques

Telle que démontrée par les travaux de la démographe Yolande Lavoie, pour l'ensemble d'immigration en provenance du Québec, nous observons une baisse dramatique de l'émigration à Fall River dans les deux premières décennies du XXe siècle. Lavoie évalue cette baisse à plus de 60% à l'échelle de toute la population canadienne-française se dirigeant vers les États-Unis entre les années 1900-1909 par rapport à la décennie précédente, et une baisse de 77% entre 1910-1919 par rapport à la décennie 1900-1909.⁷¹ Conséquemment, en compilant les données relatives à l'année d'immigration dans le recensement de 1920 (voir tableau 3.27), on constate que suite à une tendance progressive jusqu'à la fin des années 1890, il y a une chute spectaculaire du nombre d'immigrants durant les deux premières décennies du XXe siècle.

3.27. Immigration des petits-bourgeois à Fall River, par tranche décennale*(N: 733)

<u>Décennies d'immigration</u>	<u>Proportionnalité</u>
1850-1859: 1	-
1860-1869: 28	4%
1870-1879: 77	11%
1880-1889: 204	28%
1890-1899: 265	36%
1900-1909: 104	14%
<u>1910-1919: 24</u>	<u>3%</u>
TOTAL: 733	100%

*Corpus extrait du recensement fédéral de 1920.

⁷¹Elle parle de 150 000 pour la décennie 1880-1890, de 140 000 pour les années 1900-1910 et de 100 000 personnes qui quittent entre 1910 et 1920, donc des baisses de 9% et de 29% dans les deux premières décennies du XXe siècle par rapport à la décennie 1880-90. Cité dans Roby, op. cit., p. 34 et p. 227.

La baisse significative du flot migratoire a une incidence directe sur plusieurs phénomènes, dont la pyramide d'âge et la structure résidentielle (voir pages précédentes), la distribution générationnelle et le taux de naturalisation. Si 96% des membres de la petite-bourgeoisie sont nés au Canada et 4% sont nés aux États-Unis en 1880, en 1900, 82% sont de la première génération et 18% de la deuxième; en 1920, c'est la deuxième génération qui est en forte croissance comptant maintenant pour plus de 41% du corpus alors que la troisième s'établit maintenant à 5%. Malgré ce déclin net et relatif de la première génération, elle demeure toujours la plus nombreuse pendant toute la période étudiée de sorte qu'à 54% en 1920 elle est sur-représentée dans la petite-bourgeoisie par rapport à l'ensemble de la communauté.⁷²

3.28. Distribution des petits-bourgeois selon les générations

	1880 (N: 167)	1900 (N: 1366)	1920 (N: 1376)
1e génération	95,9%	82%	53,6%
Canada	156	1111	735
Europe	4	9	8
2e gén	2,3% (4)	16,5% (225)	569 41,3%
3e gén.	1,8% (3)	1,5% (21)	73 5,3%
2e et 3e générations	4,2%	18%	46,7%

Sources: Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920

L'omniprésence de la première génération entraîne à son tour une série de conséquences. Ainsi, la moyenne d'âge de nos sujets augmente considérablement en quarante ans. Alors qu'en 1880 près de 75% d'entre eux étaient âgés de 40 ans ou moins, en 1920, ils

⁷²Leon Trusdell évalue que 38% de la population franco-américaine de la Nouvelle-Angleterre appartient à la première génération en 1920. Cité dans Roby, *op. cit.*, p. 232.

comptent pour 52% seulement de nos sujets. Au lieu d'assister à la reproduction sociale de la petite-bourgeoisie, nous sommes en présence d'un renouvellement d'une classe sociale. Les indicateurs de richesse matérielle confirment aussi que la première génération est mieux établie sur ce plan. À titre d'exemple, alors que près de 39% sont propriétaires de leur résidence, seulement 21% de la 2e génération le sont.

C'est à partir de 1888 que nous connaissons le taux de naturalisation qui s'établit alors à 50% (254/503). Or, selon les recherches de Ronald Petrin sur la participation des Canadiens français du Massachusetts à la vie politique, seulement 18% des adultes de sexe masculin sont naturalisés en 1885. Il explique la lenteur du processus de naturalisation par différents facteurs entourant les circonstances de leur immigration et leurs conditions de vie en Nouvelle-Angleterre: la barrière de la langue, l'hostilité des élites avant les années 1880, le faible niveau de propriété immobilière, les cinq années de résidence, l'attachement au Canada et le désir d'y retourner, et, finalement, la proximité du Québec qui facilite les retours.⁷³

3.29. Pourcentage des Canadiens français éligibles qui sont naturalisés, en attente de naturalisation, étrangers ou de statut inconnu, État du Massachusetts, 1885-1930

	<u>Naturalisés</u>	<u>En attente</u>	<u>Étrangers</u>	<u>Inconnu</u>
1885	18,2	n/a	81,8	n/a
1900	n/a	n/a	57,8	n/a
1910	35,1	2,6	57,4	4,9
1920	42,3	16,8	39,8	2,1
1930	51,3	13,3	32	3,4

Source: Petrin, op. cit., p.53.

⁷³Ronald A. Petrin, French Canadians in Massachusetts Politics, 1885-1915. Ethnicity and Political Pragmatism, Philadelphia, The Bach Institute Press, 1990, p 53-54.

3.30. Taux de naturalisation de la petite-bourgeoisie

	1888 (N: 479)	1900 (N: 1109)	1909 (N: 1255)	1920 (N:732)
naturalisés	50%	47%	51%	64%
demande		4%		8%
		51%		72%
étrangers		46%		26%
inconnues		3%		2%

Sources: Recensements fédéraux de 1900 et 1920; Le guide canadien-français, op. cit., 1888. ; Le Guide français de Fall River, Mass., op. cit., 1909-10.

Nos résultats confirment qu'il y a un lien direct entre la condition socioprofessionnelle, le flot migratoire et le taux de naturalisation. Le mouvement de la naturalisation est mené par la petite-bourgeoisie qui tient à protéger ses intérêts, notamment ses propriétés immobilières. Elle désire obtenir une certaine influence sur l'appareil municipal, dispensateur des licences et d'emplois.⁷⁴ Par ailleurs, les gens d'affaires ne constituent pas des candidats à la migration à répétition puisqu'ils doivent consacrer leurs énergies à mettre sur pied leur entreprise, puis assurer sa croissance, tout au moins sa survie. La persistance géographique a également une certaine incidence sur le crédit. "There is really very little confidence in this Transient Element here", écrit un enquêteur de *R.G. Dun & Co.* en décembre 1883.⁷⁵ Tous ces facteurs contribuent à expliquer qu'ils atteignent donc les cinq années de résidence minimum plus rapidement que la moyenne des migrants canadiens-français.

Le phénomène de la naturalisation n'est pas exclusivement le fait de la petite-bourgeoisie même si elle est surreprésentée dans le groupe de naturalisés; notre corpus

⁷⁴La première campagne de naturalisation à Fall River a lieu en 1873 lors de la fondation de L'Écho du Canada par le docteur Alfred Mignault et Honoré Beaugrand. Dès l'année suivante, un Canadien français est l'objet des faveurs municipales. La deuxième campagne aura lieu en 1882 avec la fondation du club de naturalisation en réaction au rapport Wright. Le guide canadien français, [...] op. cit., p. 129-133.

⁷⁵R.G. Dun & Co. Collection, Mass., vol. 14, p. 465.

compte pour 43% de tous les naturalisés en 1888 alors qu'il ne représente que 13% des personnes majeures.⁷⁶ Le taux de naturalisation de la cohorte extraite du recensement de 1900 augmente légèrement à 49%, alors que Petrin parle de 34% pour l'ensemble des immigrants mâles pour les villes de Fall River, Southbridge, Spencer et Worcester. On comprend que le taux puisse être stable par rapport à 1888 en considérant le renouvellement de population et de la petite-bourgeoisie (voir le taux de persistance) et qu'il se maintiendra ainsi jusqu'en 1910. Le taux de naturalisation progressera soudainement entre 1910 et 1920 alors qu'il atteindra 72%. Cette hausse à court terme est la conséquence directe de la fin des grandes vagues d'immigration qui diminue le bassin de la première génération et accroît ainsi la proportion de la population qui est naturalisée.

Dans sa thèse de doctorat, Yves Frenette émettait l'hypothèse à l'effet que les membres de la petite-bourgeoise étaient les premiers à quitter les Petits Canada et tendaient à s'éloigner des classes ouvrières dans leur choix résidentiel.⁷⁷ On pourrait également y voir un signe avant-coureur de l'assimilation progressive des Canadiens français.

⁷⁶Leur taux est beaucoup plus élevé (50%) par rapport à l'ensemble de la communauté qui se situe à 15%, soit 589 des 3,921 personnes majeures qui figurent au guide d'adresses.

⁷⁷Frenette, "op. cit.", Deuxième partie, chap. III.

3.31. Distribution géographique de la petite-bourgeoisie par quartiers résidentiels, 1900 et 1920 comparativement à l'ensemble de la communauté en 1888 et 1909

	1888 (N: 15,225)	1900 (N: 1353)	1909* (N: 377)	1920 (N: 1376)
ward 1:	21%	12%	18%	21%
ward 2:	6	10	13	12
ward 3:	3	8	7	6
ward 4:	9	8	4	8
ward 5:	14	7	3	5
ward 6:	30	34	38	28
ward 7:	2	7	-	4
ward 8:	0,05	2	3	3
ward 9:	13	11	14	11

* Correspond à la liste de tous les contribuables de 50\$ et plus.

Sources: Recensements fédéraux de 1900 et 1920: Guides d'adresses de 1888 et 1909.

Toutefois, le tableau 3. 31 démontre que la distribution géographique de la petite-bourgeoisie est comparable à l'ensemble de la communauté pendant la période étudiée. Elle commence peut-être à désertter les Petits Canadas au début du XXe siècle mais à un rythme très lent. Alors que 34% habitent dans le quartier 6 en 1900, ils seront encore 28 % en 1920. Plusieurs facteurs les incitent à rester dans les villages Flint (quartier 6) ou Bowenville (quartier 9). Les commerçants et les professionnels sont à même de tirer profit de la présence de leurs compatriotes ouvriers qui sont concentrés dans ces quartiers. Leur influence politique sur la scène municipale dépend de cette concentration démographique. Les élus municipaux franco-américains ont presque toujours obtenu leur victoire grâce à l'importance numérique de la communauté du quartier 6. "Although widely distributed throughout the city, Canadiens in Fall River made up a majority of the population in Ward six. By 1909 perhaps more than 50 percent of the voters in that ward were French-Canadians, although the French voters of that ward represented less than 30 percent of all Canadians voters in the city."⁷⁸ Historiquement, les Franco-Américains se sont concentrés dans le quartier 6 où l'on retrouve le village Flint et

⁷⁸Ronald A. Petrin, "Culture, Community, and politics: French-Canadians in Massachusetts, 1885-1915", in Claire Quintal, ed., The Little Canadas of New England, Worcester, French Institute/Assumption College, 1983, p. 74.

l'église Notre-Dame et dans le quartier 9, site du village Bowenville. "French Canadians Republicans from Wards Two and Nine were elected occasionally to the city council, but they dominated Ward Six."⁷⁹

En fait, non seulement le quartier 6 regroupent-il le plus grand nombre de ménages de la petite-bourgeoisie, mais il y a concentration des capitaux en terme d'unités résidentielles et de valeurs des propriétés immobilières. Sur 62 individus propriétaires de valeurs immobilières évaluées à 10,000\$ et plus en 1920, 45% résident dans le quartier 6; les 3 individus qui possèdent des biens évalués à 50,000\$ et plus, habitent tous dans le quartier 6.⁸⁰ La concentration démographique et la concentration des capitaux se conjuguent. "Géographiquement les contours des Petits Canadas ont peu changé, mais leur aspect est fort différent [au début du XXe siècle]. Ce sont maintenant des Franco-Américains qui y occupent le haut du pavé."⁸¹

Parmi les facteurs d'indice à l'assimilation d'une communauté ethnique, les unions mixtes figurent comme l'un des meilleurs baromètres de cette assimilation. Or, ces unions constituent un phénomène marginal chez la petite-bourgeoisie pour la période étudiée. Le taux passe de 6,6% en 1880, à 5% en 1900 et remonte à 9 % en 1920.⁸² Elliot Barkan soutient que le taux de mariage inter-ethniques des Canadiens français était plus faible en Nouvelle-Angleterre

⁷⁹Petrin, *French-Canadians in Massachusetts Politics, 1885-1915*, op. cit., p. 109.

⁸⁰Si l'investissement dans une propriété résidentielle constitue la première source de capital de la classe moyenne, il ne faudrait pas confondre propriété résidentielle et propriété immobilière. Le rôle de l'évaluation municipale pour l'année 1920 nous indique que la propriété immobilière imposée n'est pas nécessairement la résidence familiale mais un immeuble commercial ou probablement une maison à logement. Dans certains cas, il y a plusieurs propriétés imposées. Sur 368 contribuables imposés pour une propriété immobilière, 22% sont à loyer, donc payent une taxe municipale sur une propriété commerciale seulement. Sur les 62 individus propriétaires de valeurs immobilières évaluées à 10,000\$ et plus, 35 sont imposés pour plus d'une propriété immobilière, dont la résidence familiale; 7 sont locataires et 3 habitent chez leurs parents. Ces dernières statistiques illustrent la diversification des capitaux par rapport aux débuts où tout était investi dans le commerce.

⁸¹Roby, *op. cit.*, p. 240.

⁸²De ce groupe, il y a 17 cas où la conjointe est née en Europe ou aux États-Unis de 2 parents nés en Europe, surtout en Irlande (Irlande-13, Angleterre, Allemagne). Dans 14 unions, le ou la conjointe est d'origine américaine (née aux E.-U. ainsi que ses parents).

par rapport au reste des États-Unis à cause de leur concentration géographique.⁸³ La croissance des mariages mixtes est relativement forte entre 1900 et 1920 puisque qu'ils augmentent de 78% mais cette hausse est strictement attribuable à la croissance proportionnelle de la 2e génération. Sur 73 unions mixtes en 1900, 65% (n: 48) impliquent un Franco-américain de la deuxième génération. Chez les individus de la première génération en 1900, on rencontre 26 unions mixtes ce qui représente 2% seulement de ce corpus, alors qu'elles représentent 3% des unions parmi les individus de la deuxième génération et 9% chez ceux de la troisième génération. Les écarts enregistrés ne sont pas considérables mais prendront de l'ampleur en 1920 alors que les différences seront plus significatives. Le taux d'union mixte chez la première génération se maintient plus ou moins à 3% alors qu'il augmente chez la deuxième et la troisième en atteignant 7% et 18% respectivement. Pour l'ensemble de la communauté franco-américaine de Fall River, Barkan mentionne des statistiques de l'ordre de 14% en 1880, de 30% en 1912 et de 50% en 1937: "not even in that self-styled "third French city in America" could the tide be halted."⁸⁴ Nos statistiques démontrent que le phénomène des mariages inter-ethniques est beaucoup plus faible chez la petite-bourgeoisie que pour l'ensemble de la communauté et touche davantage la deuxième génération. La petite-bourgeoisie franco-américaine résiste à l'assimilation autant par conviction pour la survivance ethnique que parce qu'elle est toujours constituée principalement d'individus nés au Canada.

3.32. Mariages mixtes selon les générations

<u>Individus/génération</u>	<u>1880</u>	<u>1900</u>	<u>1920</u>
première	4%	2%	3%
deuxième	25%	3%	7%
troisième	-	9%	18%

Sources: Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920

⁸³Elliot Robert Barkan, dans Stephan Thernstrom, ed. Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups., Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1980, p. 399.

⁸⁴Barkan, op. cit., p. 399.

3.33. Origine des conjointes d'union mixte

	1880 <u>N(: 7)</u>	1900 <u>(N: 38)</u>	1920 <u>(N: 79)</u>
<u>Américaine</u>	<u>7 (100%)</u>	<u>17 (45%)</u>	<u>31 (39%)</u>
Irlandaise		12 (32%)	29 (37%)
1e génération		4	4
<u>2e génération*</u>		<u>8</u>	<u>25</u>
Anglaise		7 (18%)	17 (22%)
1e génération		1	7
<u>2e génération*</u>		<u>6</u>	<u>10</u>
Écossaise		1	
1e génération			
<u>2e génération*</u>		<u>1</u>	
Allemande		1	2 (2%)
1e génération		1	1
2e génération*			1

*regroupe conjointes dont les 2 parents sont nés à l'étranger, sinon le père seulement

Sources: Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920

Il est intéressant par ailleurs de remarquer que les unions mixtes se contractent principalement avec une conjointe d'origine irlandaise. C'est le cas de 32% de ces unions en 1900 et de 37% d'entre elles en 1920. Or, considérant les conflits importants qui sont survenus entre les élites franco-américaines et les représentants de la communauté irlando-américaine (notamment sur la question des paroisses nationales), il appert que les deux communautés ethniques entretenaient malgré tout des relations cordiales sur une base quotidienne et que les débats enflammés qui ont produit une littérature abondante masquent un degré d'intégration des deux principales communautés catholiques de Fall River. Nous serons à même de vérifier ce phénomène lorsque nous aborderons la question du réseau associatif et de la participation de la petite-bourgeoisie au chapitre 6.

Conclusion

Dans son étude sur l'expérience catholique américaine, Jay P. Dolan comparait la communauté canadienne-française aux autres minorités ethniques catholiques: "As was true in other immigrant communities, a small middle class had developed composed mainly of small businessmen and storekeepers who served the particular needs of the closely knit French-Canadian community; after 1910 a number of professionals such as doctors and lawyers also emerged. The dominant pattern in the pre-1920 period, however, was the blue-collar, working-class nature of the French-Canadian community [...]."⁸⁵ Son observation décrit certainement le cas de Fall River où la petite-bourgeoisie ne représente jamais plus de 5% de la population active avant 1920. Pourtant, les premiers pionniers sont venus s'y établir plus de 50 ans auparavant et la croissance nette de la population d'origine canadienne-française en fait maintenant le plus grand centre démographique des États-Unis, voire la troisième ville francophone en Amérique du Nord.

L'émergence d'une petite-bourgeoisie se produit dans un contexte de grande mobilité de la population canadienne-française et d'un climat social marqué par une série de conflits ouvriers durant les années 1870. Elle se compose de quelques professionnels venus du Canada, d'une classe d'affaires et de cols blancs salariés issus du contexte américain mais tributaire de l'héritage pré-migratoire. Elle dispose de très peu de ressources financières, d'où le rôle de la mobilité sociale et la durée du séjour aux États-Unis pour rassembler les épargnes afin de se lancer en affaires. La mobilité sociale prime par rapport à la structure sociale héritée du Canada dans la formation d'une classe d'affaires. En contrepartie, ceux qui disposent d'un capital financier et d'un capital intellectuel à leur arrivée connaissent plus rapidement le succès et un plus haut degré de persistance socioprofessionnelle. La petite-bourgeoisie connaît une croissance nette et relative constante entre 1880 et 1920, parallèlement à la taille de la communauté

⁸⁵Jay P. Dolan, The American Catholic Experience. A Study from Colonial Times to the Present, Garden City, N.Y., Doubleday and Co., 1985, p. 154.

d'origine canadienne-française.

La proportion numérique de la première génération prime sur la deuxième pendant toute la période étudiée; nous sommes en présence d'une classe sociale qui se renouvelle au lieu de se régénérer. Conséquemment, le taux de naturalisation évolue lentement, il reste plus ou moins stable de 1888 à 1910, et la première génération est surreprésentée après cinquante ans de migration en 1920. Les Petits Canadas se développent et parviennent à maintenir des institutions (i.e. Hôpital Sainte-Anne) et des commerces suffisamment gros sur le plan du chiffre d'affaires pour embaucher du personnel. À l'instar de toute la communauté franco-américaine de Fall River, la petite-bourgeoisie est distribuée sur tout le territoire mais une certaine concentration s'effectue dans les villages Flint et Bowenville (territoires qui correspondent, *grosso modo*, aux quartiers 6 et 9), tant sur le plan du point de vue résidentiel que des capitaux immobiliers. Ce n'est qu'à partir des années 1920, qu'on entrevoit le début d'une désertion des quartiers à forte densité franco-américaine vers les autres quartiers de la ville.

La fin des grandes vagues d'immigration au tournant du XXe siècle entraîne un vieillissement relatif de la communauté qui se manifeste de plusieurs façons dont plus une grande propension à embaucher leurs enfants qui sont maintenant en âge de travailler au sein des établissements mis sur pied dans les décennies précédentes. On assiste graduellement à une nucléarisation de la structure familiale alors que les revenus secondaires générés par les enfants s'accroît en fonction du cycle familial et que les ménages sont moins dépendants de la présence de pensionnaires. Un certain progrès matériel général permet d'envoyer les enfants à l'école plus longtemps. Parallèlement à ces tendances, la communauté présente des signes avant-coureurs d'assimilation structurelle par une croissance des mariages mixtes, la hausse du taux de naturalisation et l'évolution de la structure résidentielle au début de la décennie 1920.

Le taux de persistance socioprofessionnelle reste faible durant ces premières décennies (1870-1920) de sorte que la petite-bourgeoisie se renouvelle à plus de 50% d'une décennie à l'autre. Le grand flux migratoire est source d'enrichissement; il a une incidence directe sur le taux de persistance socioprofessionnelle alors que la baisse soudaine de l'immigration au début

du XXe siècle a des répercussions immédiates sur le taux de persistance. Les professionnels semblent davantage rattachés à la société canadienne qu'à la société américaine. Ils ne sont que de passage. À l'instar des fermiers rattachés à l'économie agraire, leur migration aux États-Unis s'inscrit dans une stratégie de survie, sorte de purgatoire nécessaire avant de retourner pratiquer au Québec.

Quant à la petite-bourgeoisie d'affaires, les qualificatifs employés par Sylvie Taschereau à propos des petits commerçants de l'alimentation de Montréal, conviennent certes pour décrire leur réalité: précarité, caractère composite, disparité du point de vue de ressources matérielles et se renouvelant constamment. Elle oeuvre dans la vente de biens et services au détail et la production artisanale et possède des capitaux très modestes jusqu'au début du XXe siècle, tel qu'illustrées par la valeur des commerces et cotes de crédit octroyées et un taux de taxation mobilière et immobilière. Elle reste particulièrement vulnérable devant les crises ponctuelles et à moyen terme. Seulement quelques commerçants oeuvrent au niveau du commerce en gros ou possèdent un petit établissement manufacturier au XXe siècle. Ils font partie d'une petite élite commerçante qui se démarque alors que la valeur moyenne des entreprises reste basse; ceux qui deviennent employeurs sont minoritaires par rapport à ceux et celles qui sont à leur propre compte et travaillent de façon autonome. La faiblesse des assises matérielles de la classe d'affaires est corroborée par l'importance des revenus secondaires dans l'économie familiale. La pluralité des sources de revenus contribue à stabiliser la situation familiale, voire de l'entreprise; pluralité, diversification, complémentarité caractérisent les pratiques commerciales adoptées par les gens d'affaires. Vente au détail et investissements immobiliers se conjuguent souvent.

Malgré sa fragilité, la petite-bourgeoisie d'affaires connaît tout de même une croissance nette et relative avant la fin du XIXe siècle autant dans le nombre d'entreprises commerciales, de secteurs d'activités que dans la taille des commerces. Si plus de 80% des entreprises commerciales valent moins de 5 000\$ en 1920, trois entrepreneurs franco-américains possèdent déjà un commerce évalué à plus de 100 000\$. Le rôle d'évaluation municipale établit par ailleurs qu'une soixantaine d'individus possèdent des biens immobiliers évalués à plus de 10

000\$ dont la moitié (n:35) pour plus d'une propriété. Il s'agit bien souvent de la résidence familiale qui est toujours hypothéquée dans 80% des cas et du bâtiment où l'on tient commerce. Mais cette croissance reste intimement liée au flot de l'immigration et à la croissance démographique de la communauté canadienne-française.

Nous tâcherons, dans le prochain chapitre, de retracer les itinéraires de ces artisans et commerçants qui composent la petite-bourgeoisie d'affaires. Il importe de comprendre leur position intermédiaire entre la bourgeoisie yankee et la population ouvrière franco-américaine pour donner un sens à leur participation à la vie sociale.

CHAPITRE IV

CHRONIQUE D'UNE PETITE-BOURGEOISIE D'AFFAIRES

Dans le cadre du présent chapitre, nous nous proposons de scruter attentivement le développement d'une petite-bourgeoisie d'affaires, et ce, pour quatre raisons: *primo*, comparativement à la petite-bourgeoisie professionnelle, sa position sociale est davantage liée au contexte post-migratoire qu'au contexte québécois; *secondo*, elle intègre les structures américaines plus rapidement du fait qu'elle transige avec la bourgeoisie yankee; *tertio*, les gens d'affaires sont particulièrement affectés par les décisions politiques locales, et, *quarto*, son sort est intimement lié à la croissance de la communauté, non seulement du point de vue démographique mais aussi par la mise en place d'une infrastructure institutionnelle dont elle sera grande bénéficiaire dans l'octroi des contrats.

L'objectif du présent chapitre sera donc de retracer la formation d'une classe d'affaires et de suivre son évolution tout en tenant compte de la structure sociale locale. Nous chercherons à préciser ses rapports avec la bourgeoisie industrielle de Fall River et à envisager l'expérience franco-américaine dans un contexte de *pluri-ethnicité* propre aux villes industrielles de la Nouvelle-Angleterre. Il s'agira dans un premier temps d'identifier ses secteurs d'activité depuis le début des années 1870 jusqu'au début des années 1920. Par une lecture minutieuse des rapports manuscrits de la compagnie d'évaluation de crédit *R.G. Dun & Co.*, nous pourrons entrevoir différentes facettes des origines de cette classe d'affaires: antécédents professionnels, capitaux, pratiques et stratégies de croissance feront tour à tour l'objet d'une attention particulière. Nous pourrons évaluer ses bases financières et son cheminement pendant les deux premières décennies de la communauté franco-américaine de Fall River, soit les années 1870-1890.

Le deuxième objectif sera de suivre son cheminement à long terme. L'intérêt de cette démarche sera de retracer les jalons qui mènent à la stabilisation et à la croissance des entreprises

franco-américaines. Nous retracerons les itinéraires professionnels d'une partie du groupe initial de commerçants par un jumelage ("record linkage") de diverses sources nominatives. Nous ferons appel principalement aux rôles d'évaluation municipale, aux catalogues de référence ("reference books") de la compagnie de cotation Bradstreet et aux recensements fédéraux. Au terme de ce processus, nous serons à même d'apprécier la stratification au sein même de la petite-bourgeoisie d'affaires franco. Il s'agira alors d'identifier et de comprendre comment les mécanismes d'insertion à la vie économique locale expliquent la mobilité sociale de quelques-uns et l'émergence d'une élite d'affaires.

Par ailleurs, pour qu'une histoire de la petite-bourgeoisie franco-américaine évite de sombrer dans une interprétation hagiographique, elle doit tenir compte des rapports hiérarchiques qui lient la classe d'affaires franco-américaine à la bourgeoisie yankee. Sur le plan strictement économique, les Américains de souche dirigent non seulement les grandes filatures mais les institutions financières et les plus grandes maisons de commerce. En tant que fournisseurs des petits commerces au détail, ils ont un pouvoir de vie ou de mort sur la destinée de ces entreprises auxquelles ils accordent ou refusent d'octroyer du crédit. Les gens d'affaires d'origine canadienne-française doivent donc développer des liens favorables avec cette bourgeoisie s'ils veulent espérer consolider leurs bases financières et élargir leur base de crédit. Aucune compréhension véritable du développement de la classe d'affaires franco-américaine n'est envisageable sans la reconnaissance et la compréhension de ce rapport dialectique.

i. Historiographie et gens d'affaires

Malgré l'affirmation de Roby à l'effet que "nous ignorons encore à peu près tout de ce qui a mené ces gens aux affaires", nous avons pu voir lors du bilan historiographique les grandes pistes dégagées notamment par les travaux de Anctil, Frenette, Haebler et Weil. Au cours des

¹Yves Roby, Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1776-1930, Sillery, Québec, Éditions du Septentrion, 1990, p. 133-134.

chapitres précédents, nous avons tenu compte de leurs hypothèses: mobilité sociale, mise à profit du commerce de l'immigration², précarité, secteurs d'activités, etc. Les témoignages de première main recueillis par Jacques Rouillard, ceux regroupés par S. Doty et l'histoire de Félix Albert soulèvent certaines problématiques qui stimulent également notre réflexion.³

Dans son introduction à la réédition de l'autobiographie de Félix Albert, Frances Early fait ressortir quelques traits caractéristiques d'un "*self-made man*". Il s'agit, écrit-elle, d'une opportunité exceptionnelle d'entrevoir la vie d'un immigrant d'après sa propre vision des événements qui ont marqué sa vie. L'histoire anonyme devient histoire publique. Le cas de Felix Albert nous permet d'entrevoir les motivations et les stratégies déployées par un immigrant canadien-français afin de gravir l'échelle sociale. Mais surtout, ainsi que nous serons en mesure de vérifier à Fall River, elle remet en cause un certain stéréotype de l'immigrant canadien-français: "Some of the stereotypes that have existed in American immigrant historiography of the plodding, unaspiring French Canadian in cities like Lowell find no resonance in Felix's character."⁴

Les stratégies d'économie familiale et les stratégies d'affaires de Felix Albert rejoignent celles de nombreux Canadiens français de Fall River: un homme à tout faire, qui

²Nous entendons par commerce de l'immigration les activités commerciales- la vente de biens et services - s'adressant à une clientèle composée en majeure partie d'immigrants de la même origine ethnique.

³Les enquêtes orales relatées dans ces deux ouvrages font état notamment des rapports de classes au sein des communautés franco-américaines et divers aspects socio-économiques touchant directement la petite-bourgeoisie d'affaires: le rôle de l'apprentissage informel et formel (les "*business colleges*") dans la formation d'une classe d'affaires, de sa participation à la vie politique, des sources de revenus secondaires pour les familles, de la domesticité des femmes de la petite-bourgeoisie par opposition aux familles ouvrières, etc. Jacques Rouillard, Ah les États! Les travailleurs canadiens-français dans l'industrie de la Nouvelle-Angleterre d'après le témoignage des derniers migrants, Montréal, Boréal Express, 1985, 155 p. (Collection "Histoire et sociétés"); C. Stewart Doty, The First Franco-Americans. New England Life Histories from the Federal Writers' Project, 1938-1939. Orono, University of Maine at Orono Press, 1985, 163 p.

⁴Frances H. Early, Immigrant Odyssey. A French-Canadian Habitant in New England. A Bilingual Edition of «Histoire d'un enfant pauvre» by Félix Albert., Introduction by Frances H. Early, translation by Arthur L. Eno, Jr., The University of Maine Press, 1991, p. 3.

tâche de diversifier ses activités, tire profit de ses relations inter-personnelles avec les autres immigrants canadiens-français et emploie les économies accumulées grâce au travail de ses enfants pour faire l'achat d'un cheval et d'une voiture. Grâce à l'appui de sa conjointe, il peut compter sur une main-d'oeuvre à bon marché et sur un soutien moral. Sa déchéance financière survient suite à l'incapacité de ses compatriotes à rembourser leurs dettes. Selon une pratique répandue au Canada français, Felix Albert fait crédit à ses clients et lorsque que survient la crise de 1893, il sera acculé à la faillite. Nous retrouvons des dizaines d'itinéraires semblables à Fall River: peu de ressources à leur arrivée, importance des revenus secondaires pour les familles de la petite-bourgeoisie d'affaires dans la première décennie, soutien de la conjointe. D'après sa propre recherche sur Lowell, Early concluait que

“the businessmen were generally self-made. [...] they had come to the [Lowell] as disinherited, penniless habitants. They achieved a certain material success and social status within a limited opportunity structure, because they possessed a work ethic like Félix's and because their wives and children were prepared to keep the family economy functional in a new setting. French-Canadian men who experienced upward mobility, either temporarily or permanently, depended upon the domestic labor services and emotional support of women [...] be their wives, mothers, sisters, or daughters. Significantly, it was the labor and wages of children, [...] which often provided the needed capital for business ventures.”⁵

ii. À propos de nos sources:

Le présent chapitre met à profit les dossiers des deux compagnies d'évaluation de crédit, soit la collection R.G. Dun & Co et les registres de la compagnie Bradstreet. Les rapports d'enquête manuscrits de la compagnie Dun couvrent les années 1871 à 1892. Nous avons constitué un échantillonnage appréciable, soit plus de 130 commerçants oeuvrant dans près

⁵Early, Ibid., p. 19-20.

de 120 entreprises. Bon nombre d'historiens ont déjà tiré profit de cette collection.⁶ Tel que nous l'avons déjà souligné dans notre bilan historiographique, François Weil révéla le potentiel de cette source pour l'étude de la petite-bourgeoisie d'affaires franco-américaine et en particulier celle de Fall River.⁷

La collection *R.G. Dun & Co.* se présente sous forme de grands livres où sont colligés les rapports manuscrits, résultats des enquêtes menées par les agents locaux à la solde de la compagnie basée à New York. Règle générale, chaque dossier comporte une brève description de l'entreprise, une appréciation de la «valeur morale» du commerçant et une recommandation quant au niveau de crédit à accorder. Précisons toutefois qu'il y a une grande disparité dans la qualité des rapports. Si certains dossiers nous permettent de suivre de près l'évolution de la situation financière d'un commerçant, dans biens des cas, seule la mention "C.O.D." ("*collect on delivery*") figure au dossier, tandis que d'autres commerçants sont tout simplement ignorés.⁸

Les dossiers les plus étoffés renseignent le lecteur sur les antécédents professionnels du sujet, ses bases financières, l'apport de la conjointe ou d'autres membres de la famille, ses investissements immobiliers, les démarches entreprises pour améliorer son chiffre d'affaires, la

⁶Pour se renseigner sur l'évolution des agences d'évaluation de crédit, voir James H. Madison, "The Evolution of Commercial Credit Reporting Agencies in Nineteenth-Century America", *Business History Review*, vol. XLVIII, no. 2 (summer 1974), p. 164-186; James D. Norris, *R.G. Dun & Co. 1841-1900. The Development of Credit-Reporting in the Nineteenth Century*, Westport, (Conn), Greenwood Press, 1978, ("Contributions in Economics and Economic History, Number 20"), 206 p.

⁷François Weil, *Les Franco-Américains, 1860-1980*, Paris, Belin, 1989, 251 p. (Collection «Modemités, XIXe et XXe s.»). C'est dans le cadre de son quatrième chapitre que l'auteur consacre quelques pages aux premières classes moyennes et aux commerçants plus particulièrement. Michael Katz, Roy Rosenzweig et Mary P. Ryan ont également exploité les dossiers manuscrits de la collection R.G. Dun & Co. auparavant, de même que Stuart Blumin. Michael Katz, "The Entrepreneurial Class in a Canadian City: the Mid-nineteenth Century", *Journal of Social History*, 8 (winter 1975); Roy Rosenzweig, *Eight Hours for What We Will. Workers & Leisure in an Industrial City, 1870-1920*, New York, Cambridge University Press, 1983. 304 p. ("Interdisciplinary Perspectives on Modern History"); Mary P. Ryan, *Craddle of the Middle Class. The Family in Oneida County, New York, 1790-1865*. Cambridge, Cambridge University Press, 1981, 321 p. ("Interdisciplinary Perspectives on Modern History"). Stuart M. Blumin, *The Emergence of the Middle Class. Social Experience in the American City, 1760-1900*. New York, Cambridge University Press, 1989, 434 p. (Collection "Interdisciplinary Perspectives on Modern History").

⁸ L'épicier Pierre F. Péloquin, qui sera l'un des commerçants les plus prospères et l'une des figures marquantes de la colonie franco-américaine, ne fait l'objet d'aucun rapport.

taille de l'entreprise, etc. Cette collection comporte donc des informations de nature qualitative et quantitative.

Sans constituer une perspective objective en elles-mêmes, ces enquêtes offrent un regard extérieur sur la classe d'affaires franco-américaine. Ces évaluations font contrepoids aux portraits hagiographiques tracés par les journalistes et les chroniqueurs franco-américains. Les agents font état du statut important de quelques personnages au sein de leur communauté mais ne se laissent pas distraire par cela. Ils considèrent avant tout leurs bilans financiers et leurs pratiques commerciales. D'autre part, les omissions au sein des guides franco-américains ne deviennent que plus flagrantes. Elles soulèvent des questions de pouvoir et de rapports hiérarchiques au sein même de l'élite franco-américaine.

Les rapports n'engagent pas seulement ceux qui les rédigent, soit des agents locaux à la solde de la compagnie R.G. Dun, mais les fournisseurs et les banquiers. La bourgeoisie yankee constitue la principale source de renseignements pour les enquêteurs de la compagnie d'évaluation de crédit. Ces fournisseurs et créanciers sont presque tous de Fall River, sauf en de rares exceptions où le commerçant canadien-français fait affaires avec des grossistes de Providence ou Boston. Les évaluations qualitatives permettent à l'occasion d'entrevoir des réalités contextuelles propres à la ville de Fall River. En effet, les enquêteurs ne se limitent pas à assigner une cote aux commerçants mais commentent parfois le climat économique local et se permettent d'apprécier les aptitudes commerciales de leurs sujets. Plusieurs historiens ont déjà souligné comment des jugements négatifs teintés de xénophobie ont pu porter préjudice aux commerçants immigrants.⁹

⁹Ce fut le cas pour les commerçants juifs aussi. John Bodnar, The Transplanted. A History of Immigrants in America, Bloomington, Indiana University Press, 1985, p. 134. Voir notamment William Toll, The Making of an Ethnic Middle Class: Portland Jewry Over Four Generations, Albany, SUNY Press, 1982.

Les registres (“*valuation books*” ou “*reference books*”) publiés par la compagnie Bradstreet paraissaient sur une base trimestrielle. Ils se présentent sous forme de listes alphabétiques regroupées par villes et états. On y indique la raison sociale du commerce avec une cote de crédit assignée et la valeur nette de l'entreprise si on devait procéder à sa dissolution. Nous avons procédé à la compilation systématique des raisons sociales parues dans les registres de 1878 à 1920. Nous avons retenu les listes parues dans le premier semestre des années 1878, puis un semestre au cinq ans de 1880 à 1920. Ce relevé nous a permis de rassembler au-delà de 400 dossiers. En recoupant les deux sources, nous avons comparé les évaluations des deux compagnies. La méthode employée a été de prendre en considération la progression des entreprises à moyen et long terme au niveau des cotes attribuées ainsi que leur croissance en capital. Nous sommes en mesure d'identifier ceux qui connaissent une progression au-dessus de la moyenne du groupe. Puisqu'il y a peu de changement d'un semestre à l'autre, nous ne retenons que l'évaluation du mois de janvier pour chaque année.

Comparativement aux rapports d'enquêtes, les registres semestriels se prêtent mieux à l'analyse quantitative. Premièrement, ils couvrent toute la période de notre recherche permettant ainsi de suivre les commerces à moyen et long terme. Publiés à intervalle régulier, ils nous fournissent un meilleur échantillonnage de la classe d'affaires que les recensements. Les “*reference books*” indiquent la valeur des entreprises (données quantitatives sur les ressources matérielles), donc facilitent la mise en contexte des Canadiens français dans la ville de Fall River. Il devient possible de comparer les entreprises franco-américaines à celles des autres commerçants locaux.¹⁰ Par contre, il n'y a aucun commentaire laissant entrevoir le contexte, les démarches ou stratégies entreprises par les commerçants contrairement aux rapports d'enquête manuscrits de la compagnie Dun; les faillites ne sont pas signalées. Selon Madison, parce que les délais entre la préparation des rapports et la publication du livre pouvaient prendre six mois,

¹⁰Bon nombre de commerçants figurent sur les listes des répertoires sans qu'une cote de crédit ne leur soit attribuée ou que leur commerce ne soit évalué. En principe, cela signifie que l'abonné doit se rapporter aux bureaux de la compagnie pour obtenir les informations désirées. Règle générale, cela n'augure rien de positif. (cf. commentaires de Marc Vallières, lors d'une discussion à l'Université Laval)

cela occasionnait parfois des retards dans la mise à jour des informations.¹¹

Chez Dun comme chez Bradstreet, il y a une disproportion marquée entre le nombre de commerces répertoriés et celui des gens d'affaires comptabilisés dans les recensements. Ainsi, alors que Bradstreet attribue une cote de crédit à 31 commerçants en 1880, notre compilation de commerçants et d'artisans totalise 84 individus. Nous savons par ailleurs que notre compilation se rapproche du "Business Directory". Celui de 1878 cite déjà 63 commerçants. Soixante-quinze (75) commerces sont cotés par Bradstreet en 1900, alors que le recensement contient 557 individus impliqués dans le commerce. Rappelons par contre que de ce nombre, il nous est impossible de connaître systématiquement ceux qui sont propriétaires d'un établissement par opposition à ceux qui ne sont qu'employés. Le recensement de 1920 offre un meilleur repère puisqu'on y distingue les propriétaires d'établissement commercial: 467 individus sont établis à leur propre compte et 115 sont des employeurs, pour une somme de 582 commerçants (incluant les professionnels à leur compte). Or, le catalogue de Bradstreet de mars 1920 affiche une liste de 146 commerces. Il est fort probable que parmi ces 390 gens d'affaires, un certain nombre soient associés à un ou plusieurs commerçants; le nombre d'établissements est donc inférieur au nombre de commerçants. Cette disparité s'explique aussi par le caractère éphémère de ces entreprises.¹²

Malgré le fait que ces séries soient incomplètes, elles offrent un échantillonnage représentatif de l'ensemble des commerçants et artisans franco-américains. Ayant ratisé quantité de sources nominatives, nous avons eu l'occasion de nous familiariser avec nos sujets sur une base individuelle et sommes ainsi en mesure d'affirmer que les cas recensés par les répertoires Bradstreet, comme ceux des rapports de Dun, sont représentatifs de l'ensemble.¹³

¹¹Madison, *op. cit.*, p. 173. Alors que le docteur J.B. Chagnon reçoit les éloges des enquêteurs à l'emploi de R.G. Dun, Bradstreet recommande de ne lui accorder aucun crédit. Dun aura raison de lui faire confiance.

¹²Voir à ce sujet les statistiques sur la persistance des commerçants établis au chapitre précédent.

¹³Précisons que ces enquêtes étaient menées suite à la demande de clients - créanciers- qui désiraient obtenir des informations sur la fiabilité de leur clients.

Nous recouperons les dossiers de crédit avec quelques sources complémentaires déjà employées dans les chapitres précédents, à savoir, les recensements nominatifs, les guides nationaux, les annuaires et la presse franco-américaine. Elles nous aident à replacer certains événements dans un ordre chronologique et à entrevoir d'autres facteurs significatifs dans la gestion d'une entreprise.

I. Portrait général: secteurs d'activité commerciale

Dans son roman Jeanne la fileuse, Honoré Beaugrand trace un portrait général de la petite-bourgeoisie d'affaires canadienne-française de Fall River au début des années 1870:

“Plusieurs jeunes Canadiens, depuis leur arrivée aux États-Unis, se sont lancés dans la voie difficile des professions libérales, et quelques un [sic] d'entr'eux ont réussi à se faire de bonnes clientèles comme avocats, notaires, médecins, journalistes, artistes. etc. Toutes les branches de [sic] commerce se trouvent aussi représentées par les négociants canadiens qui ont établi des magasins pour la vente des marchandises de toutes sortes, [. . .]. Le commerce des provisions, des nouveautés et des épiceries a particulièrement pris des proportions étonnantes et quelques marchands canadiens ont réussi à se faire une belle clientèle américaine en dehors du commerce canadien dont ils ont le monopole.”¹⁴

Voulant réfuter les perceptions négatives de l'émigration en Nouvelle-Angleterre, Beaugrand fait certes preuve d'optimisme. Ces affirmations masquent des débuts beaucoup plus modestes. Pendant les cinquante années étudiées, les commerçants¹⁵ franco-américains de Fall River oeuvrent principalement dans le commerce au détail. Durant les trois premières décennies (1870-90), on les retrouve surtout dans le secteur de l'alimentation comme épiciers, charcutiers, boulangers ou laitiers et dans le commerce des “marchandises sèches” tels vêtements, grains, quincaillerie, bois et charbon.

¹⁴Honoré Beaugrand, Jeanne la fileuse. Épisode de l'émigration franco-canadienne aux États-Unis, ed. préparée et présentée par Roger Le Moine. Montréal, Fides, 1980 [1878], 312 p. ("Collection du Nénuphar. Les Meilleurs auteurs canadiens"), p. 245.

¹⁵Consulter la liste détaillée en annexe.

4.1. Composition de la petite-bourgeoisie d'affaires

	1880 (N: 91)	1900 (N: 518)	1920 (N: 591)
détaillants/service	74 (81%)	415 (80%)	430 (73%)
grossistes	-	6 (0,1%)	6 (0,1%)
artisans indépendants	17 (19%)	97 (19%)	155 (26%)

Sources: Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920

Dans le secteur des services, aubergistes, barbiers-coiffeurs, artistes-photographes et entrepreneurs en pompes funèbres ont établi résidence à Fall River depuis le début des années 1870. Un groupe appréciable d'artisans indépendants, notamment des carrossiers, des bijoutiers, des fabricants de harnais et des forgerons, opèrent de petites boutiques avec plus ou moins de succès. Quelques commerçants plus entreprenants essaient de diversifier leurs opérations en jumelant deux ou trois branches du commerce au détail. La plupart des épiciers vendent aussi des produits de charcuterie, de boulangerie ou se font apothicaires. Comme bien des marchands franco-américains de la Nouvelle-Angleterre, l'épicier Pierre F. Péloquin est agent de chemin de fer pour la compagnie "*Central Vermont*".¹⁶ Durant ces premières décennies, les gens d'affaires exploitent les branches commerciales qui répondent aux besoins primaires de leurs concitoyens: alimentation, habillement, chauffage et enterrement.

Plus tard, des commerces liés au développement des loisirs urbains feront leur apparition. Un groupe d'hommes d'affaires organise une piste de courses à chevaux au début des années 1890.¹⁷ On note aussi une augmentation du nombre de propriétaires de salle de billard, de

¹⁶L'Indépendant, 5 juin, 1889.

¹⁷Projet initié en juin 1890 par Simon Fontaine, Joseph Saint-Germain et H. Fontaine. Ils choisissent un terrain accessible par le New Bedford Road. Ils comptent sur la proximité des villes tels Taunton, Providence, New Port et New Bedford pour attirer des spectateurs. Après une campagne de financement auprès de leurs compatriotes, ils obtiennent le permis de la ville en septembre de l'année suivante. L'inauguration de l'hypodrome a lieu le jour de l'Action de grâce 1891. 2000 personnes auraient assisté aux courses cette journée-là. Parmi la douzaine de propriétaires de chevaux figurent quelques Franco-américains, soit O. Denault, P. Fournier, D. Dufresne, A. Guy, Joseph Vandal et Charles Letendre. L'Indépendant, 27 juin, 22 août, 12 septembre 1890; 3 décembre 1891.

musiciens, de vendeurs de pianos, etc. Des occupations liées aux progrès technologiques émergent au tournant du XXe siècle, notamment dans le secteur des transports: vendeurs et réparateurs d’automobiles et de bicyclettes, opérateurs de taxi. Entrepreneurs-électriciens et plombiers détiennent l’expertise liée aux nouvelles techniques de construction.

II. Des débuts difficiles

a) Origines sociales et antécédents professionnels

Les rapports d’enquête sur le crédit rédigés par les agents de la compagnie R.G. Dun permettent de constater que plusieurs commerçants canadiens-français n’en sont pas à leur première incursion dans le monde des affaires lorsqu’ils ouvrent un petit commerce à Fall River. Plusieurs étaient commerçants au Canada ou ailleurs en Nouvelle-Angleterre. Ils viennent s’installer à Fall River pour repartir une entreprise ou pour ouvrir une nouvelle succursale. Les enquêteurs surveillent de près les commerçants qui ont fui le Québec après avoir contracté des dettes. C’est le cas de l’épicier Hercule Beuparland. Celui-ci était en affaires à Sorel et à Saint-Aimé lorsqu’il s’est enfui après avoir fait faillite. Il dit se tirer d’affaires depuis qu’il est à Fall River et a un peu d’argent, croit-on, mais, écrit l’enquêteur en mars 1874; “[he] is a doubtful char. Cr. Wd be a great temptation to him. Recomend great care.”¹⁸

Georges Vallières ouvre son magasin d’alimentation et de quincaillerie à l’automne 1884. Agé d’environ quarante ans, il arrive de Warren au Rhode Island où il oeuvrait dans cette branche commerciale. Il semble qu’il ait fui le Canada pour échapper à son arrestation pour des

¹⁸R.G. Dun & Co. Collection, Mass. Vol. vol. 13, p. 511. R.G. Dun & Co. Collection, Baker Library, Harvard University Graduate School of Business Administration.

Les citations tirées des registres Dun sont reproduites telles quelles afin d’éviter d’en modifier le sens et afin de bien transmettre l’esprit dans lequel elles ont été formulées.

dettes impayées. L'agent s'enquiert auprès des commerçants de Warren mais n'en apprend pas davantage sur ses moyens financiers. Il en déduit qu'il transige probablement sous un faux nom. Le shérif de Fall River est à sa recherche pendant plusieurs semaines mais n'obtient pas de succès. Aucune propriété n'est inscrite à son nom.¹⁹

Autre exemple: Théodore Poirier arrive de Saint-Rémi au printemps de 1884 et manifeste aussitôt l'intention d'ouvrir un magasin de marchandises sèches. Pour l'aider à démarrer, il a embauché un vendeur canadien populaire auprès de ses compatriotes espérant qu'il lui apportera une bonne clientèle. Mais la concurrence est déjà forte dans ce domaine. Selon un rapport de crédit de Saint-Rémi en date du 17 avril 1884, Poirier fut en affaires avec un certain Lazure, un jeune homme sans ressources. L'actif de Poirier était évalué à plus de 5000\$ nets avant qu'il ne vende sa propriété et ses marchandises. Il achète des marchandises auprès de Henry A. Belcher de la compagnie "*R.H. White & Co.*" de Boston et paye 45% comptant. Mais l'enquêteur est confiant qu'il sera en mesure de rembourser ses créanciers à 100% parce qu'il a vendu une propriété au Canada pour environ 2000\$ et en possède une autre de 1000\$, qu'il essaie de vendre. Entre-temps, il occupe le tiers du bâtiment et sous-loue le reste à une autre entreprise, *Gardner & Chauncell*, ce qui lui procure des revenus supplémentaires. Poirier manifeste l'intention de déménager son commerce au printemps 1885. Il a toujours été considéré fiable et de bonne intention et possède probablement encore 2 à 3000\$. Il paie ses achats en dix jours et n'a aucune dette significative.²⁰

Louis Croisetière n'a que 23 ans lorsqu'il ouvre un commerce de marchandises sèches en 1886 et il aurait travaillé en tant que commis au Canada.²¹ À Fall River, il ne possède que ses fournitures mais réussit à gagner sa vie et à payer ses factures. Charles Marcotte est venu de L'Islet où il était notaire et détenait un commerce de transport fluvial et possédait des intérêts dans des bateaux. Il n'est pas démuné lorsqu'il arrive à Fall River. Marcotte prétend avoir hérité

¹⁹R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 14, p. 451.

²⁰R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 8.

²¹R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 245.

de 12 000\$ de ses parents et son commerce lui aurait permis d'amasser 10 000 \$. Sa conjointe aurait elle aussi, une certaine quantité d'argent.²²

Lorsqu'il est fait mention d'expériences professionnelles antérieures, les informations confirment donc les hypothèses émises au chapitre précédent. Ces quelques exemples nous démontrent que ces entrepreneurs sont dans la jeune trentaine et ont déjà acquis une certaine expérience sur le marché du travail, sinon du monde des affaires. Ils permettent aussi d'apprécier comment les expériences pré-migratoires jouent un rôle déterminant dans leur cheminement professionnel. Plusieurs d'entre eux qui étaient commerçants au Canada, ont déjà mis sur pied une entreprise aux États-Unis, avec plus ou moins de succès. Ces informations confirment aussi l'importance de la mobilité sociale dans la formation d'une classe d'affaires. Ainsi, bon nombre d'entre eux ont été à l'emploi comme commis ou plus rarement, gérant, pour un autre homme d'affaires canadien-français ou américain. Les quelques années passées au service d'un commerçant leur permettent d'amasser quelques centaines de dollars d'économies et d'acheter un commerce existant ou d'en fonder un nouveau. Il s'agit en général d'établissements indépendants de taille moyenne ou de succursales de maisons d'affaires établies à Boston ou à Providence.²³

Aimé Bruneau rachète la bijouterie de F.M. Macomber en septembre 1877 après y avoir travaillé quatre ans. Il est alors âgé de 33 ans. Il obtient les fournitures pour 10 000\$ à 11 000\$, débourse 5 212\$ comptant et obtient un prêt pour la balance en offrant son inventaire en

²²R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 14, p. C, p. E.

²³ Citons quelques employeurs importants: F.E. Sargent, McWhirr & Thompson, Stewart & Hamerton; Preble Bros emploient quatre Canadiens en 1888. La Compagnie d'assurance J. Hancock fait paraître des publicités dans L'Indépendant et présente ses agents franco-américains. E.S. Brown & Co. emploie des commis canadiens dans plusieurs succursales dans les années 1880. Cotes attribuées par Bradstreet: F.E. Sargent, U, C en janvier 1885, et octobre 1890; McWhirr & Thompson, V, D en janvier 1885- voir L'Indépendant du 14 et 21 octobre 1887; Stewart & Hamerton, T, C en janvier 1885, L'Indépendant, 28 octobre 1887; Preble Bros emploie quatre Canadiens-L'Indépendant, 27 avril 1888, U C en janvier 1890; Compagnie d'assurance J. Hancock-L'Indépendant 31 mars 90, 16 mars 1893.; publicités parues dans L'Indépendant: E.S. Brown & Co. cote D en janvier 1885, emploi des commis canadiens, plusieurs succursales dans les années 1880.

garantie. Ponctuel dans ses paiements, il jouit d'une bonne réputation.²⁴ Ce n'est qu'en janvier 1886 qu'on apprend qu'il a pu obtenir un prêt grâce à la contribution de sa conjointe. Il lui aurait remboursé son prêt depuis. L'enquêteur le peint comme un homme d'affaires rusé auquel on peut faire confiance. Son petit commerce vaudrait entre 6 000\$ et 8 000\$ et semble payer ses comptes promptement car il a réussi à se tailler une bonne clientèle. "Is consid. in splendid shape & has the best bus. in his line. The past yr has not been vy productive of profit, but he has held his [own?] & consid. wor. near into 10M\$ [10 000\$], he pays well."²⁵

Le marchand tailleur Pierre Adam suit une trajectoire semblable. Il a travaillé au service de "*Simmons & Allen*" quelques années, lorsqu'il ouvre son propre commerce au début des années 1880.²⁶ En octobre 1881, Adam se marie avec Sarah Jean Savage, elle-même déjà établie en affaires comme modiste avec sa soeur et qui possède une petite propriété.²⁷ Adam vaut entre 300\$ et 400\$ seulement et ne possède pas de base solide pour obtenir un crédit. Il garde un petit inventaire et agit comme sous-contracteur pour le marchand Frank E. Sargent.²⁸ En septembre 1883, il cesse ses relations avec ces derniers alors que son commerce gagne un peu plus de clientèle. La valeur de son commerce atteint entre 800\$ et 1000\$ un an plus tard; on recommande un crédit limité. L'enquêteur remarque des changements en janvier 1887: Pierre Adam a emménagé à une meilleure adresse et occupe, "quite nice quarters. litted up with "Electric light Co." No Doubt making money". Adam peut maintenant supporter un inventaire excédentaire et la valeur de son commerce est d'environ 2000\$. Il achète un lot en novembre

²⁴R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 14, p. 303. En avril 1878, Bradstreet accorde la note X, donc pour une valeur nette de 1000 à 2000\$, crédit très limité E à Bruneau. Bradstreet's Book of Commercial Ratings, vol. 43, Januraty, 1878.

²⁵R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 14, pp. 303 et 458.

²⁶Petite boutique de tailleurs avec valeur nette de moins de 1 000\$, qui obtient un crédit très limité: B.B.C.R. vol.48 January 1880.

²⁷Son commerce est très modeste et Bradstreet recommande de ne pas lui accorder de crédit. B.B.C.R., vol 43, January 1880. Selon L'Indépendant, Mlle Savage serait née au Canada de parents d'origine irlandaise. L'Indépendant, 1 juin, 1888.

²⁸Franck E. Sargent, commerce de marchandises sèches, entreprise de taille moyenne, entre 5 000\$ et 10 000\$, bon crédit U, C; B.B.C.R vol, 64, January 1885.

1888 où il prévoit construire une maison.²⁹ Adam est toujours actif en 1920 et emploie plusieurs commis.³⁰

Joseph A. Denis s'établit comme épiciers en 1884 après avoir été à l'emploi de Cobb Bates pendant près de dix ans dans l'une de leurs succursales.³¹ L'enquêteur précise qu'il a toujours été prudent à l'extrême, est bon vendeur mais aurait besoin de parfaire ses qualités d'acheteur. Denis possède des biens évalués entre 4 000\$ et 5 000\$ ce qui inclut une résidence. Les choses semblent s'améliorer puisqu'en janvier 1886 l'enquêteur soutient qu'il est «A good buyer, appears moderately prosps. & continues to pay promptly here, in good cred. full up to wants.» Il est en mesure d'acheter une propriété immobilière d'un certain irlandais P. Sullivan de 2 109\$ en mai 1887. Son commerce est réévalué à la baisse un an plus tard entre 3 000\$ et 4 000\$.

À partir des années 1880, plusieurs commis auront acquis leur expérience du monde des affaires chez un compatriote. Aime Barré est commis-pharmacien pour le Dr Chagnon pendant quelques années. Il ouvre son propre établissement en février 1886 grâce à quelques centaines de dollars qu'il a réussi à économiser. Il est âgé de 23 ans. Il possède des fournitures évaluées à 800\$ et elles sont assurées pour 500\$; il détient également une assurance-vie de 2 000\$. Barré jouit d'une réputation d'un homme honnête et "very capable".³² Il réussit à développer une clientèle très rapidement et acquiert une certaine notoriété dans sa communauté. Janvier 1887: "He has quite an extended acquaintance among the French in his neighborhood & is said to be dg a fair bus., but it is not thot. that he can be wor. much of his own. He finds those in the trade, however, who appear willing to trust him for sml. amts., is not strongly recd. to genl.

²⁹R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 14, p. 405.

³⁰Rec fed 1920.

³¹R.G. Dun & Co. Collection, vol 14, p. 468. Il s'agit fort probablement de la succursale qui fut ouverte à l'automne 1883, tout près du magasin de Victor Geoffrion. L'enquêteur rajoutait du même coup que Geoffrion aurait probablement de la difficulté à soutenir cette concurrence. Celui-ci va d'ailleurs déménager son épicerie en octobre 1885. vol. 13, p. 247. Cobb Bates est une chaîne d'épicerie dont la maison mère est située à Boston.

³²R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 15, p. 108.

cred.”³³

En 1888, Barré regroupe les activités de ses deux magasins à une seule adresse; sa valeur est estimée entre 3 000\$ et 4 000\$. Ses frères Homer et Aladin le secondent dans son entreprise et bénéficient probablement à leur tour de son appui financier. Ils poursuivront tous deux leurs études pour devenir dentiste et médecin, respectivement. Aladin Barré est l’un des premiers médecins francos à obtenir son diplôme d’une institution américaine, soit le Collège des médecins et chirurgiens de Baltimore en 1892.

Lorsque Aimé Barré vend l’un de ses deux magasins à Edmond Reeves, celui-ci n’est âgé que de 24 ans. Il possède néanmoins sept années d’expérience comme commis dans une pharmacie locale. Reeves a acheté la pharmacie de Barré pour 1500\$. L’enquêteur souligne qu’il a toujours eu une bonne réputation dans le milieu.³⁴ De son côté, Ulrique Dufault débute dans le commerce en colportant les marchandises du marchand local G.J. Doran³⁵. Il ouvre un premier magasin de meubles au printemps 1887 mais fait faillite en juillet 1888. Il ne peut rembourser que 30% de sa dette de 3500\$. Avant de faire faillite, il a vendu ses fournitures à son commis et a emprunté de l’argent auprès de ses amis pour payer une partie de ses dettes. Depuis, il est reparti en affaires et possède un inventaire de près de 1 000\$ dégagé de toute charge. Dufault est toujours actif en février 1890 mais sa faillite précédente lui vaut une mauvaise réputation auprès des fournisseurs et l’agent soutient que son assise est trop faible pour être admissible à quelconque crédit.³⁶ C’est auprès de ce même Dufault que Joseph Coulombe s’initie aux affaires à son arrivée à Fall River en 1886. Après seulement quelques mois, il ouvre son propre commerce ne disposant alors que de 200 \$ en espèces. Par ailleurs, il possède une

³³R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 108.

³⁴R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 111.

³⁵G.J. Doran, “crockery, fair credit D”, attribué pour un commerce d’une valeur nette de moins de 5 000\$, B.B.C.R., vol. 84, October 1885.

³⁶R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 110.

propriété immobilière qu'il a hypothéquée pour sa valeur totale.³⁷

Ferdinand Deslauriers travaille à la boulangerie de Larivière puis de Goulet avant de racheter son employeur en 1887. Ne disposant que de 200\$, il achète l'attelage de Goulet en versements différés. Un an plus tard, il se démène toujours pour gagner à peine de quoi vivre. Il fabrique le pain en grande quantité pour le revendre aux détaillants locaux. Sa situation ne s'améliore que lentement de sorte qu'en février 1890, on ne le recommande pas encore au crédit.³⁸

b) Les capitaux initiaux ou l'héritage pré-migratoire

Les gens d'affaires ne proviennent certes pas de familles particulièrement aisées mais plusieurs sont issues de la petite-bourgeoisie locale québécoise.³⁹ Ils se sont initiés au commerce avant d'émigrer aux États-Unis et ont parfois été propriétaires eux-mêmes d'une petite entreprise. Quelques-uns ont un capital de départ grâce aux terres vendues ou louées au Canada. Mais les références spécifiques à ce phénomène sont rares. Chose certaine, la majorité ne disposent certainement pas de capitaux importants à investir dès leur arrivée si on considère la taille des premiers commerces. La valeur nette des commerces tenus par les Canadiens français dépasse rarement 2000\$, surtout dans les années 1870-1880. À titre d'exemples, les commerces figurant dans le registre de Bradstreet en janvier 1880 ont une valeur nette de 1200\$ en moyenne. La très grande majorité ne possèdent qu'un tout petit capital de départ, voire quelques centaines de dollars, fruits de plusieurs années d'économies. Le cas de Charles Marcotte est exceptionnel. (voir ci-haut). Ces capitaux proviennent donc de leurs économies personnelles, de la famille ou

³⁷R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 34.

³⁸R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 149.

³⁹P.-A. Linteau, R. Durocher et J.-C. Robert, Histoire du Québec contemporain. Tome I. De la Confédération à la crise (1867-1929), 2e éd. rev. et aug., Montréal, Boréal, 1989 [1979], (Coll. «Boréal compact, no. 14»), p. 192-193.

de la conjointe, comme nous avons pu le constater dans la cas du bijoutier Aimé Bruneau.⁴⁰

Le monde du travail en filatures semble dissocié du milieu du petit commerce. En effet, rarement est-il fait mention d'économies amassées par le travail en filature. Même si Moquin figure à la raison sociale de l'épicerie "Cauchon & Moquin" en mai 1887, c'est son associé qui a avancé l'argent pour racheter la partie de Victor Geoffrion avec lequel il était associé. Cauchon gère le commerce tandis que Moquin travaille à la filature le jour. Celui-ci ne possède aucune valeur immobilière. Le rapport précise que personne à l'extérieur de son cercle d'amis ne semble connaître la valeur de ses ressources matérielles. Ses amis prétendent qu'il a des économies en réserve. Les marchands locaux croient que leurs chances de succès sont modérées et ils ne sont prêts qu'à leur confier que de petits montants. En fait, la mère de Cauchon possédait une propriété immobilière à Washington mais le problème de succession n'est pas réglé. Ils s'acquittent de leurs engagements pendant les premiers mois d'opération puis leur commerce est fermé par les créanciers en février 1888.⁴¹

De son côté, Ulrique Lasalle ouvre un magasin d'alimentation en 1884 alors qu'il est âgé de 34 ans. Dans les faits, c'est sa conjointe qui opère le commerce pendant qu'il travaille à la filature. Même s'il rembourse ses créanciers à temps, il est mal perçu de la classe marchande locale. L'agent prétend qu'il n'a aucune base sur laquelle établir un crédit.⁴² Il apparaît dans nos répertoires pour une dernière fois en 1891.⁴³

Selon les informations relatées par la collection Dun, les beaux-frères A. Lamoureux et Bédard sont les seuls qui aient réussi à accumuler les économies nécessaires par leur travail en filature. Après des débuts difficiles, leur situation s'est améliorée de sorte qu'en janvier 1887, ils ont payé les hypothèques sur les propriétés et leurs fournitures sont dégrevées. Le rapport

⁴⁰Le père des frères Barré, Narcisse, était fabricant de farine en 1888, selon le guide canadien-français.

⁴¹R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 14, p. 542.

⁴²R.G.Dun & Co. Collection, vol. 15, p. 208.

⁴³Guide commercial, 1891.

rajoute: “No doubt are worth something, but it is difficult to say just how much. Still they are more favourably regarded & thought to have got over the roughest part of the road.”⁴⁴

L’association est dissoute en 1889 et chacun poursuit ses activités commerciales indépendamment.

c) Les réseaux d'affaires entre le Québec et la Nouvelle-Angleterre

Honoré Beaugrand laisse sous-entendre que les activités commerciales ont lieu entre le Québec et Fall River sur une base régulière: “Quelques [...] négociants font avec succès l’importation des céréales, des [sic] foins, du beurre et des pommes de terre du Canada, et un commerce actif s’est établi depuis quelques années entre Montréal, Québec, Saint-Hyacinthe et Sherbrooke et tous les centres industriels de la Nouvelle-Angleterre où les Canadiens se sont établis.”⁴⁵ Le voiturier Joseph Saint-Germain est un de ceux-là. Ainsi, en mai 1886, le rapport indique qu’il est en affaires à Fall River depuis quelques années, qu’il fabriquera trois ou quatre voitures au printemps et maintient des liens avec le Québec: “Goes to Canada every once in a while & is said to own a farm there, always seems to have plenty of ready money & is believed to be worth something, but he has little that is visible & is generally slow pay except when he gives a note, taking all the circumstances into consid. Should think that the best way to deal with him would be for cash.”⁴⁶ Cette stratégie se semble pas lui être très profitable puisque trois ans plus tard il a cessé ses activités.

Moins sujet à la mobilité géographique que les fermiers prolétarisés à la recherche de travail, la petite-bourgeoise n’en continue pas moins d’entretenir des liens avec la terre natale

⁴⁴R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 95.

⁴⁵Beaugrand, Jeanne . . . op. cit., p.245.

⁴⁶R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 13, p. K.

québécoise. Les commerçants mettent à profit leurs réseaux de connaissances qui s'étendent des deux côtés de la frontière. Si la venue en Nouvelle-Angleterre s'avère une stratégie pour repartir en affaires, ils continuent à maintenir les liens avec le Canada. On observe parfois des retours au Canada après échec ou non aux États-Unis. Certains y retournent pour financer leur entreprise, d'autres parce qu'ils y possèdent toujours des biens immobiliers. Lorsque William Corneau et F.X. Bertrand arrivent à Fall River au printemps de 1871, ils auraient transporté leurs marchandises du Québec avec eux. Deux ans plus tard, l'association est dissoute et Bertrand poursuit les opérations, sans grand succès. En état de faillite, ses marchandises sont évaluées à 610\$ et lui ont été fournies par "*D. Masson & Co.*" de Montréal. On ne retrouve aucune trace de lui par la suite.⁴⁷

Napoléon Leboeuf achète le commerce de Martial Desmarais en mai 1874. Il possède de l'immobilier au Canada pour une valeur de 1 500\$ qu'il hypothèque auprès de ses fournisseurs à Fall River. Cinq ans plus tard, l'agent constate qu'il n'a pas fait de progrès, est lent à rembourser ses dettes, a peu de ressources et il ne peut donc le recommander au crédit. Leboeuf fera faillite en mai 1882, incapable d'assumer une dette de 4 000\$.⁴⁸

Plusieurs commerçants tissent des liens économiques entre les paroisses québécoises et les communautés canadiennes-françaises de la Nouvelle-Angleterre. Georges Arcand est l'un de ces marchands qui font venir des chevaux du Québec. On peut lire dans l'édition du 25 octobre 1889 du journal L'Indépendant que 25 chevaux importés du Canada seront mis en vente.⁴⁹ Joseph Labbé allègue qu'il a prêté au-delà de 2 000\$ à des fermiers du Canada. Mais l'enquêteur de Dun écrit qu'on ne saurait prendre ces investissements en considération pour établir sa base de crédit parce qu'ils sont trop éloignés.⁵⁰ Son cas illustre la portée limitée de capitaux restés au Canada si ces informations ne sont pas confirmées par l'une des succursales de la compagnie au

⁴⁷R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 13, p. 129 [427].

⁴⁸R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 14, p. 358.

⁴⁹L'Indépendant, 25 octobre, 1889.

⁵⁰R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 14, p. 449.

Canada. Si Ramirez a pu démontrer que la possession d'un lopin permettait de contracter un prêt au Québec pour financer la migration vers la Nouvelle-Angleterre, nos informations suggèrent que la possession d'une propriété immobilière ne facilitait pas nécessairement le crédit aux États-Unis.⁵¹ Il s'avère que la meilleure stratégie est de liquider ses biens et d'acquérir des capitaux américains. C'est peut-être ce qui motive Théodore Poirier à vendre sa propriété immobilière après s'être établi aux États-Unis. (voir ci-haut)⁵²

À l'âge de 40 ans environ, Oliva Méthé repart au Canada en octobre 1887 après avoir oeuvré dans le commerce de l'alimentation pendant quelques années. Il se lance dans le commerce du foin au Québec mais revient à Fall River non sans avoir perdu une certaine somme d'argent. L'enquêteur précise que sa santé est chancelante mais "he is of good char. & habs. & while he has no tangible property of account, he is known to have money & wr est. of 3m\$. is made on what he is able to show above debts. [...] He seems to be progressing well, but can't show much over 2m\$ at best, no complaints are heard."⁵³ Avec son associé Hector Phaneuf, Napoléon Charron achète, en février 1887, le magasin de thé où il a déjà travaillé pendant 8 ans alors qu'il était au service d'un marchand américain. Avec ses économies, il aurait déjà acheté des propriétés au Canada valant entre 5 000 et 6 000\$ selon ses amis.⁵⁴

À l'instar de la population ouvrière, la petite-bourgeoisie entretient des liens économiques avec le Québec; elle tient à y conserver ses actifs le plus longtemps possible.⁵⁵ Leurs va-et-vient démontrent à quel point ces migrants conçoivent leurs perspectives économiques au sein d'un espace qui englobe les deux côtés de la frontière.

⁵¹«One pattern seems to emerge clearly from the notarized deeds of Berthier's emigrants to the U.S. Smallholders contracted loans using their land as collateral prior to emigration.» Ramirez, *op. cit.*, p. 46.

⁵²R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 8.

⁵³R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 15, p. 26.

⁵⁴R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 15, p. 138. Il y a dissolution du partenariat en 1890.

⁵⁵Ramirez, *op. cit.*, p. 44.

d) Formes de partenariats d'affaires

Sur 123 commerces enquêtés par Dun, nous avons repéré une quarantaine de partenariats. La moitié de ces associations réunissent des individus sans liens de parenté apparents, tandis que les autres partenariats regroupent deux frères, deux beaux-frères ou le père et son fils.⁵⁶ À l'instar des entreprises dont elles font l'objet, ces associations d'affaires restent fragiles et ne durent pas longtemps. Parmi cette quarantaine d'associations, une vingtaine se solderont par une rupture du partenariat avant la fermeture ou l'échec d'un commerce. Règle générale, l'un des deux partenaires quitte suite à une ou plusieurs faillites. En d'autres occasions, un commerçant se voit dans l'obligation de s'associer avec un partenaire pour alléger son fardeau financier et améliorer ses chances de réussite.

Voici quelques exemples parmi la vingtaine d'associations entre frères. Hercule et Joseph Beuparland étaient associés dans un commerce de l'alimentation à Sorel et se sont enfuis lorsqu'ils ont fait faillite. Les frères H.P. et J.B. Chouinard ouvrent une épicerie au printemps 1883 avec 300\$ ou 400\$ de marchandises payées comptant. Leur voiture est placée en garantie pour 25\$. En juin, H.P. Chouinard hypothèque un cheval auprès de Jean-Baptiste Huard pour 100\$. Quand l'association est dissoute en mars 1884, Chouinard assume seul la direction du commerce. Il engage un cheval et voiture pour 220\$ auprès de Huard en avril. Cinq mois plus tard, il quitte la ville sans payer ses dettes.⁵⁷ L'association des frères F.H. et Jean-Baptiste Dion dans une pharmacie s'étend de mars 1872 à juin 1875. Jean-Baptiste, qui prend la relève, doit se résigner à devenir l'agent d'un fournisseur l'année suivante. Il fait faillite un an après.⁵⁸

⁵⁶Une douzaine de commerces sont gérés par des frères, trois réunissent des beaux-frères et six commerces sont mis sur pied par une équipe père-fils.

⁵⁷R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 14, p. 445.

⁵⁸R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 13, p. 231 [511].

Les frères Alfred et P.R. Charon sont l'exception qui confirme la règle. Leur partenariat dure au-delà de dix ans. Propriétaires déjà d'un magasin de marchandises sèches à Holyoke et d'un autre à Webster, Alfred prend la direction d'un troisième commerce à Fall River en juillet 1871. Ils génèrent un chiffre d'affaires très modeste auprès des Canadiens français. Ils ne possèdent toujours aucun bien immobilier en 1874. Les frères Charron achètent leurs fournitures auprès de Jordan Marsh & Co. de Boston qui soutient, en février 1878, que la valeur nette de cette entreprise se situe entre 1500\$ et 1700\$. Ils transigent des marchandises pour 2 000\$ ou 3 000\$ à chaque mois. Entre-temps, ils sont devenus propriétaires d'un commerce à Lawrence et à Woonsocket en octobre 1878. Ils font commerce à l'échelle du Massachusetts. Ils refusent de déclarer la valeur de leur entreprise à l'enquêteur de sorte qu'il lui est impossible d'évaluer leur état financier. Les frères Charron semblent néanmoins progresser puisque leur chiffre d'affaires annuel se situe à environ 30 000\$ en 1883. Ils perdent leur commerce de Woonsocket en octobre de cette année suite à un incendie et reçoivent 1 300\$ d'assurance en dédommagement. En décembre, Alfred ouvre un commerce de vêtements avec Victor Geoffrion. Les deux frères font acquisition de quatre édifices à logements en 1884 près de la résidence d'Alfred évaluée à 3 200\$. Ils ajoutent un département de vêtements pour dames en janvier 1889. La valeur nette de leurs actifs à Fall River est estimée à 10 000\$.⁵⁹

Les entreprises gérées conjointement par un père et son fils constituent des phénomènes rarissimes. Quand Napoléon Leboeuf et son fils Louis N. achètent un magasin de souliers d'un certain Edward Lisdale en mai 1889, le père n'est pas inconnu du milieu des affaires de Fall River. Il a déjà déclaré une première faillite cinq ans plus tôt. Le paternel est âgé de 50 ans et affirme posséder des valeurs immobilières pour 10 000\$ et des fournitures de 7 000\$ et soutenir une dette de 2 800\$. Toutefois, les archives municipales ne font aucunement état de ces propriétés et son niveau de taxation est faible. Ses fournitures sont vieillotées et ne valent pas au-delà de 4 000\$. Son fils ne possède rien. L'enquêteur n'entrevoit pas l'avenir avec optimisme parce qu'ils n'auraient pas les compétences nécessaires et la famille ne jouit pas d'une

⁵⁹R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 13, p. 200 [499], 201 [500]; vol. 14, p. 362, p. 486, 581.

bonne réputation.⁶⁰

La moitié des partenariats sont donc le fruit d'initiatives familiales ou d'individus qui semblent avoir tissé leurs liens d'affaires avant leur arrivée à Fall River. F.X. Bertrand et William Corneau viennent de la région de Québec; les beaux-frères Louis Picard et Alfred sont tous deux de Saint-Valentin; le Dr Collet provient de Saint-Henri de Lévis tandis que son associé Charles Marcotte est de L'Islet de Montmagny.

Nous comptons seulement deux partenariats unissant un Canadien français et un citoyen américain, ou avec une personne qui n'est pas originaire du Canada. Joseph Cadieux fut associé avec le trésorier de la Stafford Mills un certain temps. Une fois l'association dissoute, Cadieux continue à utiliser le nom de son ex-partenaire, du moins dans sa raison sociale. Un rapport précise que: "He is not supposed to be worth much & is said to be in debt to "Stafford", is terribly slow pay & handle carefully, not recommended."⁶¹ Il se raviserait par la suite et n'utiliserait que son propre nom. Il semble que Cadieux réussit à tirer son épingle du jeu car il est toujours en affaires en 1889. Dans l'association entre A.F. Brunelle et Bolger, c'est ce dernier qui possède la majorité des actifs. Brunelle n'en possède que pour une valeur de 400\$ à 500\$ tandis que son partenaire américain a hérité de deux maisons évaluées entre 5 000\$ et 6 000\$. Il possède également le bâtiment dans lequel ils tiennent leur boutique de chaussures. Dun évalue sa fortune entre 6 000\$ et 8 000\$. C'est pourquoi ils peuvent obtenir un crédit modéré ("fair"). Après la dissolution du partenariat en 1887, Brunelle assume la direction du commerce.⁶² Il rachète les parts de Bolger qu'il prétend avoir payé comptant mais refuse de préciser le montant de la transaction. Avant la dissolution du partenariat, ils auraient eu un chiffre d'affaires de 30 000\$ l'année précédente. Brunelle aurait géré le commerce depuis le début. L'enquêteur conclut qu'il devrait réussir car il "is steady & indus. & smart & capable & there is no apparent reason why he should not be mody successful. It is generally believed that the late firm made a little

⁶⁰R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 14, p. 358.

⁶¹R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 13, p. G.

⁶²R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 14, p. 478.

money & he is consid. wor. abt. 2M\$ [2 000\$] to clear up. cr. fair.” Mais il doit se raviser un mois plus tard et estime que son rapport précédent était nettement optimiste. Son évaluation, dit-il,

“was based upon information furnished by parties who it appears has Brunells' interest too much at heart. We are now told upon good authority that when they dissolved they had a stock of about 58c\$ [5 800\$] and owned about 4m\$ [4000\$], that Brunelle paid 5c\$ [500\$] cash which he borrowed from a friend and still owes Bolger 4c\$ [400\$]. Provided he can sell his goods at prices he figured he is worth but 9C\$ and as he had quite a line of fine goods which he does not seem to move very fast, his apparent surplus might shrink if not entirely dissappear [sic] in case of sudden trouble. At best can only be classed as a light credit risk. Is prudent however and works hard.”⁶³

Les choses ne s'améliorent pas pour lui de sorte qu'en janvier 1888 il doit 5000\$ alors que ses biens ne dépassent pas 1 500\$. Ses biens sont vendus à l'encan le 2 mars suivant à 64% de leur valeur. Cadieux et Brunelle ont agi comme gérant mais leur mise de fonds fut plutôt symbolique.

Si plus de 65% des commerces sont tenus par un seul individu, il ne faudrait pas croire pour autant que tous ces gens d'affaires sont des “*self-made men*” dépourvus de toutes formes d'appui. Pour comprendre la nature des entreprises commerciales franco-américaines, il faut plutôt regarder du côté des réseaux d'associations informelles. En fait, la solidarité familiale est au coeur des entreprises commerciales. Rares sont les commerçants qui ne bénéficient pas d'un appui d'un membre de la famille, que ce soit le père, un frère ou encore la conjointe. Il ne faut pas se fier à la raison sociale utilisée pour identifier le véritable propriétaire d'un établissement commercial. Dans la majorité des cas, ces partenariats ne se formalisent jamais et ce n'est qu'à la suite d'une enquête que les rapports en font état. Lorsque le Dr Jean-Baptiste Chagnon loue un espace commercial à Napoléon Charron et Hector Phaneuf en mars 1887, ceux-ci mettent alors sur pied un commerce de thé. Charron est le plus solide des deux financièrement parce

⁶³R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 14, p. 537.

qu'il possède des propriétés évaluées entre 5 000\$ et 6 000\$ au Canada, alors que Phaneuf est un jeune homme sans expérience. Celui-ci investit environ 1 000\$ des 2 600\$ reçus en héritage de son père. Que sa mère ait épousé le Dr. Chagnon explique probablement que son beau-père lui fournisse un local.⁶⁴

Nous avons déjà évoqué le rôle de la conjointe qui, grâce à ses capitaux, permet parfois au mari de se lancer en affaires. Non seulement elles participent directement parfois au financement de l'établissement mais elles servent de prête-noms pour obtenir crédit. L'homme d'affaires Georges Arcand s'active dans plusieurs commerces lorsqu'en juillet 1886, l'enquêteur souligne que tout son actif est au nom de sa conjointe. Marie Arcand est elle-même modiste et propriétaire d'une petite boutique attenante à l'épicerie de son mari. "Quite a bus. fellow, runs a saloon, also stables, & does a quite a baking bus, & his wife keeps a millinery store, all the ppy is in her name & pretty well encl., but he pays well here & is consid. wor. safely abt 2m\$ [2000\$] in his bus. He occasionally gets a car of horses from Canada, hear no complaints from any quarter." Mais, éventuellement il est dépassé par ses ambitions démesurées. Déjà en octobre de la même année, le rapport fait état de son éparpillement et de sa lenteur à rembourser ses fournisseurs, éveillant la crainte des marchands locaux. Il possède plusieurs propriétés immobilières à Fall River mais certaines sont inscrites au nom de sa conjointe et elles sont toutes plus ou moins hypothéquées. "Impossible to tell how he stands with so many irons in the fire, caution advised."

Sa situation ne s'améliore pas dans les mois suivants, de sorte qu'en janvier 1887: "No one we have seen pretends to kno. whether he is wor. anyhting or not. His ppty is partially in his wife's name, all of it more or less mtgd. & he is in so many different things that it is impossible to tell how he stands. He is slow pay here & lately has got to dabbling in politics, local dealers do not care to sell him much except for cash or on short time." Il finit par se départir de sa boulangerie en août 1889 et concentre son attention sur son commerce de débit d'alcool et sur son écurie. Il n'inspire toutefois pas confiance.

⁶⁴R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 138.

Pendant ce temps, son épouse poursuit son métier de modiste. À l'hiver de 1881, elle fait construire un bâtiment qu'elle occupera. On y retrouve également l'épicerie de son mari.⁶⁵ L'édifice est grevé d'une hypothèque de 4,300\$. Elle gère un modeste inventaire de 300\$ à 400\$. Elle semble s'acquitter de ses dettes. Mais en février 1888, l'état financier précaire de son mari a une influence négative sur l'évaluation de son propre crédit.⁶⁶ Le dernier rapport se termine tout de même sur une note positive: "No change is noticed in her condition, she works along, appears indus, & no complaints are heard." Par ailleurs, toujours modiste en 1910, elle paraît dans le "*Business Directory*" de l'annuaire de Fall River. Tout en se déclarant mariée au recensement de 1900, son conjoint ne réside plus sous le toit familial. Georges Arcand n'apparaît pas davantage dans le registre de Bradstreet.

Avant qu'il ne soit acculé à la faillite, Victor Geoffrion bénéficie de l'appui financier de son épouse: "It is generally believed that his wife allows him the use of some capl. Is slow here & now that he burdened himself with the Clo. bus. there is more apparent need of caution than ever before."⁶⁷

Parfois, la conjointe possède le commerce exploité par le mari. J.F. Montminy opère un magasin de marchandises sèches depuis le printemps de 1887 lorsqu'il est cité nommément dans un rapport de février 1890. Or, l'enquêteur spécifie que non seulement son épouse l'aide dans la gestion du commerce mais il croit qu'elle en est le vrai propriétaire. Mme Montminy aurait géré l'établissement pour le compte T. Poirier avant de l'acheter en 1887. Le commerce est bien situé dans le village Flint et génère un bon chiffre d'affaires. L'agent croit toutefois qu'ils sont aidés par une autre partie et il ne peut déterminer leur valeur avec précision. Aucune plainte n'a été formulée par leurs créanciers au sujet de leurs paiements. Dun ne recommande pas

⁶⁵Guide canadien-français, 1888.

⁶⁶«Is the wife of "Geo. E. Arcand" & is hard up & pressed all the time, she is a good dressmaker but is wor. 00\$ as a cre. risk, cash.» R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 15, p. 7.

⁶⁷R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 14, p. 472.

pour autant un crédit général et juge préférable de s'en tenir aux transactions comptantes.⁶⁸

L'épicier Eugène Boulle prétend posséder quatre maisons, dont deux gros édifices à logements. Il prétend en être le propriétaire exclusif et que ses biens fonciers sont libérés de tout hypothèque. Selon ses dires ses propriétés valent 1 800\$. Mais suite à une investigation, l'agent de *R.G. Dun & Co.* découvre une tout autre réalité: "Investigation however show that the "Union savings Bank" of this city hold a mortgage for 8 m\$ [8 000\$] which covers the whole ppy & that his wife owns all except the two tenement blocks, his valuation is high but he no doubt has some Equity & as he has always been square abt paying his bills, here could readily get credit for small amt. It is evident that his statements cannot be relied upon. He dont usually take over one or two weeks time."⁶⁹ Des problèmes de santé le forcent à abandonner. Au recensement de 1900, Mme Boulle gagne sa vie en offrant des cours de musique alors que son mari ne réside plus sous le toit familial.

Quant au commerce de marchandises sèches et de vêtements de Basil Gagnon, l'enquêteur a peine à démêler le véritable propriétaire. Celui-ci est sourd et travaille en fait dans une filature alors que le commerce est connu sous le nom de "L. Gagnon". Le fils Gédéon déclare être le propriétaire devant les évaluateurs municipaux alors que l'annuaire cite le nom Josephine M. Gagnon comme étant la propriétaire. Ses filles étaient dans le même commerce à New Bedford où elles ont fait faillite, sans rien rembourser. Elles semblent gérer le commerce. On recommande de leur vendre comptant.⁷⁰

Quand Adelina Sanguinet ouvre une boutique de modiste en juillet 1886, elle a déjà travaillé plusieurs années au service de divers marchands locaux. Elle possède une solide expérience, des moyens financiers modestes mais, au dire de l'enquêteur, Mlle Sanguinet

⁶⁸R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 15., p. 116.

⁶⁹R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 14, p. 427.

⁷⁰R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 15, p. 91.

provient d'une famille économe et qui a financé son entreprise: "The members of which have helped to the capital & all have a personal interest in the success of the venture. Just what success she will make of it remains to be seen. Is well located but the Rent is \$900 per annum & she cannot expect to do much bus. before the Fall, she ought not to ask much credit, unless willing to give security." À l'instar de la plupart des commerces tenus par des femmes, elle est prudente dans ses achats. Elle réussit à tirer son épingle du jeu car elle génère suffisamment de profits pour gagner sa vie et payer ses factures.⁷¹ Adelina Sanguinet reste la seule femme établie de façon indépendante mais on constate que la famille joue un rôle essentiel dans la mise sur pied de son commerce. En fait, la présence des femmes en affaires ne fait que souligner la nature familiale des entreprises franco-américaines, ce qui est typique des communautés ethniques.⁷²

Ces associations commerciales informelles entre le mari et l'épouse se font parfois sans leur consentement. En obtenant l'endossement de leur conjointe, les hommes d'affaires parviennent plus facilement à obtenir du crédit. De toute façon, la conjointe joue un rôle fondamental dans bien des cas. Parfois elle sert de prête-nom à son conjoint qui a connu une première faillite. Marie A. Beuparland, Ada A. Dussault et Marie Janson se retrouvent dans cette situation. La raison sociale du magasin de marchandises sèches qui opère sous le nom de Mary A. Beuparland est en fait propriété de son père J.O. qui a fait faillite plus tôt. Il doit 1 500\$ à Théodore Poirier alors qu'il ne possède que des biens chiffrés à 400\$. L'enquêteur soutient que la famille a un mauvais dossier et qu'il vaut mieux leur vendre comptant.⁷³

Quant à celles qui sont établies à leur propre compte, leur démarche semble s'inscrire dans une stratégie familiale. La majorité d'entre elles sont mariées à un commerçant. Ces

⁷¹ «Has been in the bus. 2 years & has had previous experience in same line & is a competent manager & knows how to value a good bus, she carries a fair stk of small ware in connection with her millinery bus. & has prospered fairly, paid well & has found no difficulty in getting credit for her small wants, she has nothing of consequence outside of a house & carriage & her stock in bus. which she claims are hers, free & clear, her worth is light.»R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 15, p. 117.

⁷²voir Bodnar, *op. cit.*, p. 134; voir aussi Mary P. Ryan, *op. cit.*

⁷³R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 14, p. 539.

couples gèrent des entreprises parallèles et occupent bien souvent les mêmes locaux ou des pièces attenantes. Sur neuf cas dont il est fait état dans les rapports de R.G. Dun, cinq se retrouvent dans cette situation: Hattie Benoit, A. Ducharme, Marie Picard, Marie Arcand, Azilda Renaud. Quelques centaines de dollars suffisent à ouvrir une boutique de modiste. Dans le cas des épiceries et autres commerces au détail, la raison sociale ne signifie pas pour autant qu'elles soient propriétaires. C'est en fait une pratique pour protéger les actifs de la famille, voire du mari en cas de faillite. Et même lorsque les recensements omettent d'indiquer leur profession, d'autres sources nous révèlent qu'elles sont toujours en affaires ou qu'elles participent à la gestion du commerce du mari.

Israël et Azilda Renaud forment l'un de ces couples entrepreneurs. Israël Renaud naît à Saint-Basile-le-Grand, comté de Chambly, en 1842 au sein d'une famille de cultivateurs. La famille immigre à Natwick au Rhode Island en 1858 alors qu'il est âgé de 16 ans,⁷⁴ puis retourne à Chambly en 1860; elle revient trois ans plus tard à Anthony, R.I. puis se fixe à Fall River en 1870-1871. Israël a déjà fait son apprentissage comme maçon à Anthony dans les années entre 1863 et 1871. Son nom figure à l'annuaire de Fall River de 1874 avec la profession de maçon. Parallèlement à ses activités de maçon, il s'établit à son propre compte en tant que commerçant en gros de pommes de terre en 1871, jusqu'en 1886, alors qu'il ouvre une épicerie.⁷⁵ Entre-temps, il épouse Azilda Trudeau, originaire elle aussi de la région de Chambly et résidente de Compton au Rhode Island. Il semble que ce commerce lui fut profitable, mais il perd une quantité appréciable d'argent quand ils déménagent à Worcester. Revenus à Fall River, il ouvre un autre commerce d'alimentation dans le village Flint.

De son côté, Mme Renaud opère une boutique de modiste depuis 1883 environ. Elle gère un modeste inventaire de 300\$ à 400\$. Non seulement gère-t-elle son petit commerce mais elle aide son mari dans l'administration de son épicerie. Au bout de quelques années de travail (avril 1887), ils parviennent à acheter le bâtiment qu'occupe le commerce de madame. Ils

⁷⁴I. Renaud fait l'objet d'une courte biographie dans le Guide français de 1909.

⁷⁵Guide de 1909, p. 612-613.

effectuent la transaction auprès d'un compatriote, J. Marchand, pour la somme de 1 000\$. Le couple ne déboursent que 400\$ ou 500\$ et hypothèquent le reste auprès de la «City Savings Bank» pour 3 000\$.

À cause de la concurrence de plus en plus vive pour obtenir les faveurs de la clientèle canadienne, Renaud doit vendre à prix réduit et dégage une marge de profit très limitée. Il assume néanmoins ses dettes.⁷⁶ Résidant sur l'avenue Pleasant, au coeur de la paroisse Notre-Dame, les Renaud deviennent des personnages en vue de la communauté et participent activement à la vie paroissiale.⁷⁷ Grossiste de l'alimentation au recensement de 1900, il vendra son entreprise à un groupe de jeunes compatriotes, Léonidas Melançon, Alfred S. Létourneau et Louis Letendre Jr. en 1909. Il reste actif dans le monde des affaires: il possède des intérêts dans l'immobilier et dans la piste de course de chevaux *Riverside Trotting Park*, au village Flint.

Israël Renaud représente un profil typique des gens d'affaires qui persistent au-delà d'une dizaine d'années: il immigré aux États-Unis avec sa famille alors qu'il est encore jeune. Sa famille se déplace à quelques reprises à la recherche d'une sécurité financière. Après un retour au Canada, elle revient dans la région de la Nouvelle-Angleterre où elle a déjà établi des contacts. Un des fils fait l'apprentissage d'un métier artisanal qui lui permet éventuellement d'amasser suffisamment d'économies pour ouvrir un petit commerce. Parce qu'il peut bénéficier de l'appui de sa conjointe, il réussit à surmonter les obstacles posés sur sa route.

⁷⁶R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 15, p. 120.

⁷⁷Israël Renaud est membre du syndic de la paroisse Notre-Dame de Lourdes lors de "l'Affaire Flint" dans les années 1884-85. Georges Arcand, F.X. Larivière, Ulric Côté et Narcisse Martineau complètent le groupe. Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] de Fall River et Notes historiques sur les Canadiens de Fall River. par H.A. Dubuque, Première Edition, Fall River, Edmond-F. Lamoureux, Editeur, 1888, p. 191-193.

e) Stratégies de croissance

En consultant une source aussi riche que les rapports d'enquête sur le crédit, on apprécie la portée limitée d'un recensement pour comprendre la formation d'une petite-bourgeoisie. On constate que l'occupation déclarée ne rend pas compte de la diversité des activités professionnelles des gens d'affaires, surtout dans le cas des professionnels. Durant la période couverte par la collection Dun, la plupart des médecins suppléent à leurs honoraires par différentes activités commerciales, notamment la vente de médicaments, et investissent dans le marché immobilier de Fall River qui est en pleine expansion. C'est le cas des docteurs Jean-Baptiste Chagnon, Pierre A. Collet, Adhino Guérin, Louis De Grandpré et Philip Gagnon.

Arrivé à Fall River en 1878, le docteur Jean-Baptiste Chagnon ouvre aussitôt une pharmacie. Il dispose de capitaux plus élevés que la majorité des commerçants canadiens-français. L'année suivante il achète un lot et une maison d'une valeur de 3 000\$ et il est en mesure d'en payer la moitié comptant. Devenu membre de l'association médicale de Fall River, qui interdit à ses membres de posséder des commerces d'apothicaire, il embauche un certain Fred. St-Louis en 1883 pour gérer le magasin à sa place. Un an plus tard c'est Aimé Barré qui assume ce rôle, puis son fils Charles E. Chagnon. Celui-ci retourne au Canada pour poursuivre ses études et Barré redevient gérant de la pharmacie. En mai 1886, le docteur Chagnon vend le commerce à son commis Alfred Langevin mais lorsque ce dernier est acculé à la faillite en décembre 1887, Chagnon reprend le contrôle des opérations, contrôle qu'il détient toujours au dernier rapport inscrit au registre en avril 1890. Entre-temps, le Dr Chagnon continue à investir dans l'immobilier et possède une bonne pratique auprès de ses compatriotes. L'enquêteur estime sa petite fortune à 10 000\$.⁷⁸

Le Dr P.-A.-A. Collet possède également une pharmacie en association avec Charles Marcotte. Le docteur Collet s'établit à Fall River en 1881. Dans le premier rapport rédigé à leur

⁷⁸R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 14, p. 303, p. 344, p. 462-463.

sujet en novembre 1887, on lit que ce dernier aurait un peu d'argent en banque et des titres de propriété ainsi que des prêts hypothécaires. Mais il ne possède pas de valeur immobilière. De son côté, Marcotte est venu de L'Islet où il exerçait la profession de notaire tout en possédant un commerce de navigation fluviale et détenant des actions de plusieurs bateaux. Selon son propre témoignage, il n'est pas démuné lorsqu'il arrive à Fall River.

“He claims to have inherited some \$12,000 from his parents some time ago, and says that his business was good and yielded him some \$10,000 and that he has that amount aside from what his parents left him, his wife is also understood to have money in her own right They take one of Dr. Langevin's stores, for which they paid \$1700 cash, equally contributed, and expect to do a good business, but this line has not been very profitable since the "No license" was introduced, hence they will do well if they pay their expenses. Neither has had any experience in the business, and as they are to establish a credit reputation, sales near to cash are deemed wise”.

On apprend plus tard que Marcotte traîne un passé plus ou moins favorable et on recommande de leur vendre comptant. Par contre, la pratique du Dr. Collet se porte bien et personne n'émet de plainte à son endroit. Il procède à l'achat d'une valeur immobilière en juin 1890 qu'il hypothèque pour 5 000\$.⁷⁹

Le jeune médecin Louis De Grandpré arrive de Manville au Rhode Island et son cabinet s'avère profitable. Le rapport rédigé en avril 1890 précise qu'il fut associé à Georges Arcand dans une pharmacie mais qu'il a préféré se concentrer sur sa pratique médicale. En tenant compte des pratiques de son ex-associé Arcand décrites plus-haut, on comprend plus facilement sa décision. “His Professional Duties demands his entire attention. He has no R/E, but he is believed to be responsible, for what he is likely to order. No estimate can be placed on his net worth.”⁸⁰

⁷⁹R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 14, p. C, p. E.

⁸⁰R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 15, p. 70.

Le docteur Philip Gagnon ouvre sa pharmacie à l'automne de 1880 alors qu'il achète les actifs de son employeur Charles DeGagné. Il possède à ce moment deux magasins mais doit en vendre un dès l'année suivante. Progressivement il réussit à se tailler une place de sorte qu'en février 1890 ses biens sont évalués entre 2 000\$ et 3 000\$.

Le Dr Guérin connaît un sort plus difficile. L'enquêteur écrit à son sujet en août 1887 qu'il possède son diplôme depuis deux ans. Il rajoute qu'il est certes un homme honnête et bien intentionné mais qu'il ne réussit pas à tirer sa part de marché. On le retrouve lourdement hypothéqué un an plus tard. Ses mésaventures financières expliquent probablement son implication dans une affaire de jeux de hasard au mois d'août 1889. "Recently figured unfavorably in connection with the raid of a gaming room & was let off on paymt of costs. he has a license & prob. makes more than a living at his bus. but is not consd. a dis. or risk."⁸¹ À peine deux ans plus tard il décède et la succession vend le commerce évalué à 1 000\$ à son père, Maurice Guérin.

Les médecins ne se sont pas les seuls à mener de front plusieurs activités professionnelles. En fait, les tentatives de diversifier les activités commerciales sont davantage la norme que l'exception, et ce, au coût d'un endettement qui mène à leur faillite dans bien des cas.⁸² L'autre danger qui guette ces pionniers du monde des affaires tient au potentiel limité du commerce de l'immigration dans les années 1870-1880. Les agents font remarquer régulièrement que la clientèle des commerçants canadiens-français se limite à leurs compatriotes presque exclusivement. Ainsi, au sujet de Napoléon Milotte, entrepreneur en pompes funèbres et propriétaire d'une écurie, on peut lire en juin 1882: "[He] is a French canadian aged 35 @ 40. been is bus. 6@7 yrs, his trade is entirely confined the French class who as a rule are poor & he does not make any headway, a short time ago he was on a writ. for attachment. His stock of caskets horses & carriages & harnesses are mortgaged (under date Apl 1/82) for 8c\$ [800\$] & he has no basis for not supposed to be worth a dollar clear. [...] No better, cash sales are still

⁸¹R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 15, p. 155.

⁸²voir le cas de George Arcand plus haut.

advised.” Il finira par vendre son entreprise à Alex. Gagnon en janvier 1884.⁸³

Louis Picard déménage son commerce sur l’avenue Pleasant en février 1886, qui était situé jusque-là près des filatures Narrangasett, dans le village Bowenville. De l’avis de l’agent de Dun, Picard vend à ses compatriotes exclusivement et personne ne l’assiste. Il vaut mieux s’en tenir aux transactions comptantes. Il fera faillite un an plus tard.⁸⁴

N’ayant qu’une base financière très faible, les commerçants ne peuvent obtenir du crédit qu’en offrant en garantie leurs fournitures et outils de travail, soit les chevaux et les voitures. Après quelques années en affaires et l’accumulation d’un certain bénéfice, les commerçants qui survivent à la phase initiale feront l’achat de propriétés immobilières qu’ils financent en les hypothéquant en partie ou en totalité. Ces biens immobiliers élargissent leur base de crédit et ils réussissent à augmenter leurs inventaires et peuvent espérer accroître leur chiffre d’affaires. D’autres préféreront investir dans un deuxième commerce ou concentrer leurs efforts dans le marché immobilier.

Les entrepreneurs les plus prospères deviennent à leur tour prêteurs ou fournisseurs auprès de leurs compatriotes. Joseph A. Labbé établit sa boutique de voitures vers 1880. Au recensement fédéral de 1900, il déclare que ses transactions et ses investissements immobiliers constituent sa principale source de revenus. Jean-Baptiste Huard ouvre une épicerie en 1880, mais s’enrichit grâce à ses investissements immobiliers. Il sera l’un des membres fondateurs de la Banque Coopérative Lafayette en 1890. En juillet 1893, Huard devient courtier immobilier au service de la société J.P. Slade & Son dont les bureaux sont situés dans l’édifice de la “*Fall River National Bank*” sur l’avenue North Main. Il se chargera spécialement des prêts d’argent, de la vente et des achats de terrains. À l’instar de Labbé, Huard déclare l’immobilier comme principale source de revenus au recensement de 1900. Tous deux sont donc bien établis lorsqu’ils financent leurs compatriotes. Georges Arcand emprunte 500\$ auprès de Joseph A.

⁸³R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 14, p. 423.

⁸⁴R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 64.

Labbé en septembre 1886 offrant chevaux, harnais et voiture en garantie.⁸⁵ Jos. Liberty (Laliberté) offre des garanties semblables en plus de deux écuries pour financer un prêt de 3 000\$ que lui accorde Labbé.⁸⁶ J.-B. Huard, prête 400\$ à l'épicier Alphonse Campbell et à son épouse qui hypothèquent leur propriété immobilière.⁸⁷ Il accorde un prêt de 220\$ à H.P. Chouinard en avril 1884 mais ce dernier quittera la ville sans payer ses dettes cinq mois plus tard.⁸⁸

Au fur et à mesure que certaines gens d'affaires se constituent un capital, les transactions entre commerçants canadiens-français se multiplient dans le secteur du marché immobilier, de la location d'immeubles et des prêts financiers. Le premier achat d'une propriété immobilière relaté par les rapport de Dun est celui du Dr Jean-Baptiste Chagnon en juillet 1879. Arrivé à Fall River l'année précédente, il peut déjà investir une somme considérable. Il achète des lots pour un montant de 3000\$ dont il paie la moitié comptant. Selon le recensement de 1880, il réside au 371 de l'avenue Pleasant, soit au coeur du village Flint et de la paroisse Notre-Dame. Il procède à un autre achat en 1886 sur la Troisième rue dans la Paroisse Sainte-Anne qu'il hypothèque à 2800\$. Il y établit sa résidence ainsi que son cabinet de médecin. Le Guide canadien-français de 1888 signale qu'il possède "plusieurs propriétés d'une valeur assez considérable". On comprend facilement que l'agent de Dun rapporte en août 1889 que le Dr Chagnon fait de bonnes affaires et vaut facilement 10 000\$. Le dernier achat inscrit à son dossier est en date du mois d'avril 1890 lorsqu'il achète une propriété de "Arthur Poisson et al."⁸⁹ Même s'il a établi résidence dans le Petit Canada, il continue d'entretenir des liens avec le village Flint où il détient des intérêts immobiliers. "Dimanche soir, le Dr J.B. Chagnon a donné à dîner à son maître-maçon et à ses charpentiers qui ont construit ses maisons au village Flint. La

⁸⁵R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 54.

⁸⁶R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 60.

⁸⁷R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 123.

⁸⁸R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 14, p. 445. Conseiller financier. Huard obtient une licence de courtier pour prêts d'argent en janvier 1888. «Ceux qui veulent bâtir et qui ont besoin de négocier des emprunts dans les banques feront bien de se procurer les services de M. Huard qui est entré en relations avec les courtiers d'assurance et de prêts bien connus, MM. John P. Slade & Son, Granite Block.» L'Indépendant, 13 janvier, 1888.

⁸⁹R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 14, p. 463.

table contenait les mets les plus recherchés. Le Dr présenta un cadeau en pièces d'or à M. Calixte Bonin qui avait été chargé de la maçonnerie. Les convives étaient au nombre de neuf.”⁹⁰ Ses investissements créent donc des opportunités d'emplois pour quelques-uns de ses compatriotes.

Les dossiers de crédit nous permettent de localiser les investissements fonciers et immobiliers selon les quartiers et les paroisses de la ville. Ainsi, la plupart des lots achetés sont situés près des filatures King Philip dans le village Globe ou Petit Canada, site de la paroisse Sainte-Anne (1869) et dans le village Flint, site de la paroisse Notre-Dame (1874) (quartier 5, 6) à l'est de la ville, et, dans une moindre mesure, près des filatures Borden City Mfg Co. site de l'église Saint-Mathieu (1892) Bowenville, qui correspond au quartier 9. Ce schéma correspond aux premiers quartiers où s'établissent les immigrants canadiens-français. Cette activité immobilière a cours aussi durant les années (1880-1900) de forte croissance de l'industrie textile et de l'essor démographique de Fall River. “Thus”, concluait Cumbler, “there emerged in the late nineteenth century, especially in the 1890s, Globe Village to the South, Flint Village to the east, Mechanisville and Bowenville both in the north, “*Petit Canada*” south of the river, and Border City to the extreme north. The tenements that grew up in these villages were constructed to accomodate two families on a floor. The exterior [were] indicative of poverty and hopelessness.”⁹¹

On trouve écho des transactions relatées dans les rapports de crédit (1883 et 1890) dans la presse franco-américaine.⁹² Jean-Baptiste Huard est particulièrement actif sur ce plan à la fin des années 1880 dans la paroisse Saint-Mathieu, située au nord de la ville dans le quartier Bowenville. Ce quartier est alors en pleine expansion. En mars 1888, il vend au curé Payan un terrain mesurant 22 perches sur la rue Brighthman, puis un lot à Etienne Giroux près de l'église et un autre à Eustache Pinauld. Le mois suivant Huard loue un terrain au cirque Forepaugh qui est

⁹⁰L'Indépendant, 26 septembre, 1890.

⁹¹Cumbler, op. cit., p. 114.

⁹²«Il ne s'est jamais fait autant de construction» L'Indépendant, édition du 20 septembre 1889.

en ville.⁹³

Le marché immobilier et celui de la construction résidentielle poursuivent leur marche dans les années 1890. “Plus que jamais, nos Canadiens travaillent à s’implanter sur le sol d’Amérique et à s’y faire un chez soi où ils pourront vivre de la vie qui leur convient.”⁹⁴ Parmi les transactions relatées par L’Indépendant, notons celle des frères Arthur et Ludger Rinfret, marchands de vêtements du village Flint. Ils achètent auprès de “*Weaver & Osborn*” ainsi que de Chalres M. Allen, un terrain qui sera divisé en 39 lots de 100 X 50 pieds. Ce terrain est situé au nord de la rue North Main, vis-à-vis l’église Saint-Mathieu, dans Bowenville. La manufacture King Philip vend à Charles Bonnin un terrain de 48,5 perches au village Globe ou Petit Canada. Le marchand de thé Napoléon V. Charron a acheté de Walter C. Durfee un terrain de 75,75 perches, du côté est de l’avenue Eastern, dans le village Flint.⁹⁵ Le marché immobilier et la spéculation foncière profitent donc à ceux qui investissent dans les quartiers de la ville où se sont formées les agglomérations d’immigrants canadiens-français, soit les villages Globe, Flint ainsi que Bowenville.

f) Gens d'affaires canadiens-français et bourgeoisie yankee

La teneur de propos contenus dans les rapports d’enquête sur l’état du crédit évoquent la teneur des relations entre la classe d’affaires franco-américaine et la bourgeoisie américaine. Il semble exister un climat de suspicion mutuelle. De leur côté, les commerçants

⁹³L’Indépendant, 2 mars, 23 mars, 25 mai, 27 juillet, 17 août, 23 novembre 1888; 16 mai 1890. Une perche correspond à 1% d’un arpent, lui-même mesurant 36, 802 pieds carrés. Vingt-deux perches correspondent donc à 8096 pieds carrés ou 2623 mètres carrés. En juillet de la même année, Huard achète un lot qui devait servir de cimetière. Au mois d’août il achète le vieux couvent des soeurs Jésus-Marie qu’il transformera en onze unités de logement en novembre de la même année. Plus tard il vend un lot à Mgr Harkins près du presbytère Saint-Mathieu. En mai 1890 il vend 4 lots d’une valeur de 2000\$ à la municipalité qui procédera à la construction d’une école.

⁹⁴L’Indépendant, 29 juin, 1893.

⁹⁵L’Indépendant, 29 juin, 1893.

canadiens-français se disent victimes de préjugés de la bourgeoisie américaine.

“Il n’y a pas à se le dissimuler, il existe certaines préventions chez les gens du haut commerce à l’égard de nos négociants qui ont négligé de se faire inscrire, suivant leur responsabilité financière, sur les listes des agences commerciales. Et plusieurs ne dédaignent pas de lancer des insinuations défavorables à l’endroit des Canadiens, lorsque l’occasion s’en présente. Le marchand canadien a donc à lutter avec des rivaux qui ont l’avantage d’un crédit établi, ou pouvant être assuré par des influences sociales et même religieuses. Il est assez étonnant quand, en face de toutes ces circonstances défavorables, nos hommes de commerce réussissent à force de travail, d’aptitudes et d’économies à se créer une aisance.”⁹⁶

Le silence des commerçants explique que les rapports s’avèrent parfois très succincts; certains se montrent peu bavards devant les enquêteurs de R.G. Dun. En effet, ces derniers se plaignent à maintes reprises de la difficulté d’obtenir des informations précises. Parmi les commentaires qui reviennent régulièrement, citons ceux écrits à l’endroit de Henri Benoit qui opère une boutique de souliers: “cannot learn much abt. him & his means, think he is from Canada & should advise cash transact.”⁹⁷

Au sujet des frères Sharons [Charron], octobre 1887, on apprend qu’ils font affaires avec une maison de Boston à qui ils se réfèrent. Ils possèdent un commerce de bois à Lawrence (Mass.) et un autre magasin de marchandises sèches à Woonsocket (R.I.). Le grossiste Jordan Marsh & Co. de Boston affirme que le commerce des Charron a probablement une valeur nette de 1 500\$ à 1 700\$. Un an plus tard l’enquêteur ne réussit toujours pas à obtenir les informations désirées. Les frères Charron refusent de divulguer toute information au sujet de leur situation financière.⁹⁸ L’auteur du rapport en conclut que même s’ils semblent prospères et sont attentifs à leur affaires, «Creditors must take their own chances & use their own judgement.»⁹⁹

⁹⁶L’Indépendant, 29 juillet, 1887. Selon toute vraisemblance, l’auteur de cet article serait Hugo Dubuque, l’un des propriétaires de L’Indépendant et qui contribue régulièrement à la rédaction du journal. Il s’est établi une réputation au niveau de la ville de Fall River dans différents cercles.

⁹⁷R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 13, p. 227 [525].

⁹⁸R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 13, p. 201 [500].

⁹⁹Ibid. R.G. Dun & Co. Collection, Mass, April 1880.

Les frères Vilbor J. et H. Huot suivent une trajectoire semblable. Venus de Central Falls avec leurs marchandises, ils ouvrent un magasin de souliers à l'automne de 1879. Deux ans plus tard, il semble que leur commerce vaut entre 3000\$ et 4000\$ mais ils refusent de donner d'autres précisions.¹⁰⁰ La grève de 1884 leur cause des torts irréparables et ils ferment boutique la même année.

Non seulement les enquêteurs de Dun ont-ils de la difficulté à donner une estimation juste de la valeur des commerces tenus par des Canadiens français mais ils s'inquiètent des habitudes de migration à répétition. Ainsi le photographe Joseph Jetté réside à Fall River depuis plusieurs années déjà lorsqu'en septembre 1883 l'agent de Dun émet ses réserves. Il n'ose pas recommander qu'on lui fasse crédit puisqu'il peut facilement atteler les chevaux et prendre la poudre d'escampette.¹⁰¹ Dans le dernier rapport à son sujet, son chiffre d'affaires est encore trop petit aux yeux de l'enquêteur pour recommander qu'on lui fasse crédit. Il deviendra le chef de file d'une famille de photographes toujours active dans les années 1920.

Généralement, ils avisent la prudence auprès de leurs clients avant de faire crédit, surtout dans les premiers mois d'opération: "Some kind of a jew has been here but a short time & can learn nothing whatever of his means or antecedents, should sold the same at the average of his class for cash until his cr is better established [. . .] Are Canadians & we cannot learn abt their means, but judging from apperances we sh advise cash transactions."¹⁰² D'entrée de jeu, l'enquêteur indique presque systématiquement l'origine ethnique du commerçant et porte un jugement de valeur sur le caractère moral de ce dernier. Les nombreux échecs des années 1870 renforcent certains préjugés au début. Alors que la situation se stabilise à la fin des années 1880, les traits de caractère qui reviennent le plus fréquemment sont travailleur, prudent, honnête ou honorable. Au sujet de William Corenau et F.X. Bertrand, épiciers, septembre 1872, "appear to

¹⁰⁰R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 14, p. 356.

¹⁰¹R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 13, p. G.

¹⁰²R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 13, p. 213 [513].

be honest & are vy good paying customers”¹⁰³ Ce genre de commentaires devient de plus en plus courant à mesure que les pionniers ont réussi à s’implanter.

Lorsque quelques individus se permettent des pratiques plus ou moins douteuses, ils renforcent certains préjugés défavorables: les chèques post-datés, l’emploi de noms fictifs, la prétention d’être en partenariat et la fuite devant les créanciers nourrissent la mauvaise réputation des Canadiens français. Parfois, la réputation défavorable de la famille les précède et a un effet d’entraînement. C’est le cas des Janson et des Beuparland. Pour contourner ce problème, ils opèrent sous des faux noms. Hercule Beuparland utilise le pseudonyme Peter Archambault espérant ainsi dissimuler son identité. L’enquêteur n’est pas dupe de sa stratégie et conseille aux fournisseurs de s’en tenir aux transactions comptantes.¹⁰⁴ Son frère Joseph, avec qui il était associé au Canada, utilise des manigances pour le moins douteuses également. “Was formely in [...] Canada & in connection with his bro. Hercules. Now also here. Swindle [a escroqué] his Crs. Cannot say wether he has much or any means. He certainly has no claim to cr. [. . .] C.O.D. every time.”¹⁰⁵

Chez le clan Janson, une famille canadienne-française pionnière de Fall River, pères et fils s’aventurent dans le commerce.¹⁰⁶ Après s’être endetté auprès d’un fournisseur lorsqu’il était dans le commerce de l’alimentation, P.S. Janson ne rembourse pas ses créanciers. Ses frères se portent à sa rescousse. Il est difficile dès lors d’établir le vrai propriétaire parce qu’ils opèrent sous différentes raisons sociales. L’agent juge les Janson très sévèrement en affirmant qu’on ne peut compter sur leur honnêteté et qu’ils ne sont pas dignes de recevoir du crédit et qu’il vaut mieux éviter de faire affaire avec eux.¹⁰⁷ On retrouve P.S. Janson plus tard dans le commerce des

¹⁰³R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 13, p. 129 [427].

¹⁰⁴R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 13, p. 511.

¹⁰⁵R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 13, p. 514.

¹⁰⁶Dans l’espoir de faciliter ses chances dans le commerce, Saul Janson anglicisa son nom à Johnson. Sous l’effet de la campagne de naturalisation et de fierté nationale menée par Hugo Dubuque en 1882, il refrançise son nom de famille qu’il annonce publiquement dans le Fall River Daily Herald. Sylvia, «op. cit.», p. 436.

¹⁰⁷R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 13, p. 219 [517B], 1875.

marchandises sèches mais sa réputation est déjà bien établie: “In bus. again but entirely iressponsible & of poor reputn. Sell only on C.O.D. bills. [...] Not desirable for a particle of crd. under any circums.” Malgré tout, il persistera et on le retrouve dans le commerce des meubles en 1895. Bradstreet ne recommande qu’un crédit très limité. (E)¹⁰⁸

Les principaux créanciers des gens d’affaires sont les grossistes de Fall River, qui leur font crédit à court terme, notamment *Allen, Slades & Co.* qui fournit les épiciers.¹⁰⁹ Cette compagnie reste le fournisseur le plus important dans les décennies 1870-1880. Ce grossiste en alimentation est cité à de nombreuses reprises. Il s’agit d’une entreprise de grande envergure par rapport aux petits commerces francos. En janvier 1880, ses actifs nets sont évalués entre 50 000\$ et 75 000\$. Elle jouit d’une excellente cote de crédit (B). Pendant les dix années suivantes, elle connaît un taux de croissance soutenu et double de valeur.¹¹⁰ Sachant que ce fournisseur est évalué à plus de 100 000\$ et profite d’une excellente cote de crédit (B), on prend la mesure des rapports de force.

Quelques marchands se sont engagés auprès de fournisseurs de Boston (voir Sharon Bros.) ou Providence, surtout ceux qui possèdent déjà des intérêts commerciaux dans d’autres centres canadiens-français de la Nouvelle-Angleterre. Les commerçants canadiens sont en fait des distributeurs, ou si l’on veut, des détaillants au service des grossistes américains. Ils leur facilitent l’accès au marché canadien-français; ils agissent comme intermédiaires entre les grossistes et les consommateurs.

L’opinion des fournisseurs devient la principale source d’information des agents à la solde des compagnies d’évaluation de crédit, d’où le pouvoir qu’exerce la bourgeoisie locale.

¹⁰⁸B.B.C.R., vol. 96, July 1895.

¹⁰⁹B.B.C.R., vol. 64, January 1885.

¹¹⁰B.B.C.R., vol. 48, January 1880; vol. 80, January 1890. D’autres fournisseurs sont plus modestes, tel le manufacturier de bière Henry Odgen dont la valeur nette de l’entreprise est chiffrée à moins de 1000\$ en 1880, puis entre 5 et 10 000\$ dix ans plus tard.

“Ceux qui prétendent que le succès des Anglo-saxons dans l’industrie et le commerce est dû à leur supériorité oublient qu’ils ont toujours eu les avantages inappréciables d’un crédit illimité. On a toujours eu soin de ne pas accorder la même confiance aux Canadiens-français [sic], soit par préjugé, soit par favoritisme. Mais l’énergie et la persévérance de nos nationaux finiront par triompher de tous ces obstacles au Canada comme aux États-Unis.”¹¹¹

Seules les coopératives d’épargne accordent des prêts aux gens d’affaires franco-américains, dont la *Union Savings Bank*, la *Fall River Savings Bank* et la *Fall River 5¢ Savings Bank*. Généralement, elles accordent des prêts de quelques centaines de dollars aux commerçants canadiens à partir des années 1880. Les pionniers déjà bien établis, tel William Corneau, Alfred Charron, F.X. Dussault et Joseph Amiot, obtiennent les faveurs des institutions financières .

Les évaluations négatives ne tiennent pas tant de l’origine ethnique du commerçant que de ses échecs précédents, que ce soit au Canada ou aux États-Unis. Les agents de R.G. Dun désapprouvent les tentatives d’agrandissement et de diversification des activités commerciales qu’ils jugent prématurées dans bien des situations. Les ambitieux sont vus d’un mauvais oeil. Ainsi, au sujet de F.X. Dussault, a fait l’objet d’un premier rapport plutôt favorable en 1873 lorsqu’il était associé avec son frère, et plus tard avec Victor Geoffrion. Seul depuis 1879, il possède deux magasins en 1884. Mais il doit confier la gestion de l’un deux à son commis.¹¹² On le retrouve dans une situation périlleuse: “his condition in extended & spread out, he gives checks dated ahead, he does not improve any in his methods, but he seems to keep along & it is thought he could clear up & have something left, he does too much bus for his capital & ability, his condition does not warrant a recommendation to credit.” Il sera suivi pas à pas par la suite.

En octobre 1884, Dussault fait l’achat d’une propriété foncière de 2 200\$ des filatures

¹¹¹L’Indépendant, 26 février 1886.

¹¹²R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 42.

King Philip dans le Petit Canada qu'il hypothèque auprès de la *City Savings Bank* pour 1 200\$. Au printemps suivant, l'agent rapporte qu'il est toujours aussi accablé et que certains fournisseurs ne lui vendent qu'en argent comptant. Dussault vend l'un de ses magasins l'année suivante mais cela ne semble pas améliorer sa condition financière. Il est en retard dans ses paiements. Il fait l'achat d'une autre propriété immobilière auprès des filatures King Philip en mai 1886 pour 916\$. Il l'hypothèque auprès de la *Fall River 5¢ Savings Bank* pour 1 900\$. Durant les mois suivants, Dussault contracte trois hypothèques pour un montant total de 1 035\$ mais à la fin de l'année son fournisseur Allen, Slade & Co le force à rembourser ses comptes en souffrances à la satisfaction de son créancier. Janvier 1887: "Is all spread out & it is impossible to tell whether he is solvent or not, cred. here has entirely gone." En mai 1888, Dussault hypothèque conjointement avec son épouse des biens fonciers auprès de *Durfee & Chase* pour 700\$ et la *T. Coopertive Bank* pour 450\$ puis une autre hypothèque auprès de la *Taunton Savings Bank* pour \$2 200. Il contracte une autre troisième hypothèque avec sa conjointe auprès de son fournisseur Allen, Slade & Co. pour 700\$. À partir de janvier 1889, Dussault n'ose plus faire affaires sous son nom et utilise celui de son épouse. On le retrouve agent d'assurances au recensement fédéral de 1900.

On peut lire des commentaires semblables à l'endroit des frères J. et B. Janson. Ils opèrent sous différentes raisons sociales, "in a hurry to get rich". À propos des marchands de meubles Lamoureux et Bédard, l'agent écrit: "it looks as if they were too ambitious to do a lar. bus. rather than a safe one. They are thot. wor. 1 @ 2m\$, [1000\$ to 2000\$] but some say some limd. cred. abroad is best."¹¹³ Le marchand de grains Joseph Cadieux est jugé bon travailleur et bien intentionné mais il s'avère imprudent dans ses achats et trop ambitieux pour ses moyens.¹¹⁴

Les agents d'évaluation de crédits déplorent également l'implication de certains commerçants en politique active. Dans son rapport de juin 1885, le représentant de *R.G. Dun & Co.* écrit que Georges Arcand a réussi à se faire une belle clientèle au début des années 1880 et

¹¹³R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 95.

¹¹⁴R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 13, p. F.

qu'il est devenu l'un des personnages en vue dans sa communauté. Sa situation se détériore dans les années suivantes. Il décide de mettre une partie de ses actifs au nom de sa femme: "He is slow pay here & lately has got to dabbling in politics, local dealers do not care to sell him much except for cash or on short time", peut-on lire à son sujet en janvier de 1887.¹¹⁵

Quand survient l'affaire de la Flint, on voit d'un mauvais oeil que la gestion du commerce passe en deuxième lieu. Ces égarements constituent, selon eux, une distraction non souhaitable. Narcisse Martineau est choisi pour représenter les doléances des Canadiens français de la paroisse Notre-Dame à Rome. L'agent rapporte en juin 1884 qu'il possède un commerce de spiritueux et qu'il serait venu de Cohoes, N.Y., deux ans plus tôt, transportant avec lui plus de 6 500\$ de marchandises. Avec 1 000\$ d'argent liquide, il a acheté chevaux, voitures et fournitures. Martineau vend surtout au détail et fabrique lui-même plusieurs marques d'alcool. On évalue sa valeur nette entre 800 \$ et 1 000\$. Les opinions sont généralement favorables à son endroit jusqu'au moment où il prend part aux démarches entreprises par les élites franco-américaines dans l'affaire Flint. "The "French Catholic Church" here have been wrangling among themselves & he was sent to Rome to interview the "Pope". Has got to be quite prominent among his countrymen, still consid. a fair risk for sml. amts. [. .] Attends too much to Church matters & is dg only a fair bus., rept slow in payments, not considered desirable for much cred." Sa situation ne s'améliore pas dans les mois suivants, surtout qu'à la suite de l'élection municipale de décembre les citoyens de Fall River votent en faveur de ne pas octroyer de nouvelles licences pour la vente d'alcool. Martineau fait finalement faillite en août 1887.¹¹⁶

Si, comme l'affirme Frenette, les élites franco-américaines ne savent pas toujours distinguer entre leurs intérêts personnels et ceux de leur communauté ethnique, le cas de Martineau démontre que l'implication personnelle lors des grands débats se fait aux dépens de leur situation personnelle. Non seulement ont-ils moins de temps à consacrer à la gestion de leur

¹¹⁵R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 54.

¹¹⁶R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 11.

commerce, mais le niveau de confiance de leurs créanciers à leur égard diminue.

Un autre sujet de tension entre les commerçants franco-américains et la bourgeoisie yankee a trait à l'obtention de licence d'opération. Chaque année, l'octroi des licences par l'administration municipale pour vente d'alcool, d'entreprises de pompes funèbres et de pharmacies retient l'attention de la presse.¹¹⁷ Le problème des licences constitue donc une préoccupation majeure pour bien des commerçants qui doivent parfois user de ruse pour s'en procurer. Ulric Côté affirme avoir vendu sa buvette à son commis en juin 1885, mais l'opération s'avère fictive. Ce fut pour lui un moyen de se procurer une licence. Quand il ne peut obtenir son permis en 1889, il ouvre une pharmacie en achetant comptant pour 500\$ de marchandises. Il possède deux maisons hypothéquées pour leur valeur entière. Il rénove son magasin qui était en piètre état et l'agent croit qu'il pourra peut être se forger une meilleure réputation avec le temps. Côté prétend qu'il ne dépend pas de son commerce de médicaments pour subvenir à ses besoins. Il possède des propriétés foncières estimées à plus de 10 000\$. Aucune plainte n'est entendue à son sujet mais ses biens tangibles restent trop limités selon l'enquêteur de Dun pour recommander qu'on lui accorde crédit. Lorsque son commis obtient un permis de vente d'alcool au début de l'année 1890, il le quitte pour ouvrir son propre commerce.¹¹⁸

Devant l'impossibilité d'obtenir une licence, le commerçant s'associera à quelqu'un qui en a déjà une. Joseph Saint-Germain possède deux ou trois débits d'alcool et utilise ses employés comme prête-nom.¹¹⁹ Pour contourner ce problème, William Corneau change tout simplement sa raison sociale en août 1887: "now has a sign out calling himself a retail druggist." Ou encore change de secteur d'activité.

¹¹⁷À titre d'exemple, voici le prix des licences pour l'année 1886: licence de première classe pour un hôtel est de 500\$, licence de première et deuxième classe pour une buvette est de 190\$, 180\$ pour une licence de troisième classe et 300\$ pour un grossiste; pharmaciens 100\$. L'Indépendant, 5 mars 1886.

¹¹⁸R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 15, p. 229.

¹¹⁹R.G. Dun & Co. Collection, Mass, Ibid.

g) Concurrence auprès de la clientèle canadienne-française

En peu de temps, la concurrence dans certains secteurs, notamment dans le vêtement, la boulangerie et l'épicerie, s'intensifie au point où plusieurs feront faillite. C'est ce qui arrive à Victor Geoffrion. Malgré les commentaires favorables au sujet de ses capacités - "He is consid. reliable & above the average Frenchmen in bus. ability & honor"¹²⁰ - il ressentira la pression de la concurrence de plus en plus vive dans les années 1880. Il commence par déménager son épicerie au village Globe en décembre 1885 et s'adjoit un partenaire. Il semble se tirer d'affaires six mois plus tard mais il ne peut plus supporter la compétition dans sa branche de commerce et parvient difficilement à payer ses comptes. Il vend une propriété immobilière à J. Moquin pour cent dollars mais cette transaction s'avère insuffisante. Geoffrion fait faillite en février 1888 et le dernier rapport à son sujet se termine en ces termes : "Closed out in insolvency. It is thought that a dividend of 25 cents will be out of the wreck."¹²¹

L'épicier Israël Renaud doit consentir à vendre ses produits à prix réduit pour affronter cette concurrence de plus en plus vive pour la clientèle canadienne. Il dégage une marge de profit limitée mais assume néanmoins ses dettes.¹²² La concurrence devient ruineuse pour les boulangers: "Les boulangers canadiens se font en ce moment une concurrence ruineuse. Ils seront les premiers à regretter cet excès d'esprit d'opposition. [...] Les petites haines et les ambitions sont de mauvaises conseillères dans le commerce, qui ne se base généralement que sur un calcul d'arithmétique."¹²³ Quelques mois plus tard plusieurs d'entre-eux seront forcés de fermer boutique. "La concurrence outrée que plusieurs boulangers canadiens ont inauguré [sic] a

¹²⁰R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 13, p. 116 [427.B]

¹²¹R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 14, p.472. Geoffrion est issu d'une famille d'avocats et de marchands, son père étant le juge Felix Geoffrion et l'un de ses frères, Louis Elie, marchand-grossiste, fut, entre autres, président de la Chambre de Commerce de Montréal dans les années 1900-02. De retour au Canada, Victor Geoffrion fréquente la faculté de droit de l'Université Mc Gill d'où il gradue en 1891. Il sera élu comme député fédéral libéral de Chambly et Verchères en 1900. Henry J. Morgan, ed. Canadian Men & Women of the Time. A Hand-book of Canadian Biography of Living Characters, 2nd ed., Toronto, William Briggs, 1912, p. 439.

¹²²R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol 15, p. 120.

¹²³L'Indépendant, 29 octobre, 1886.

eu pour effet de décider les hommes sages et prévoyants à abandonner cette industrie. Il vaut aussi bien jeter ses dollars par la fenêtre que de les donner autrement sans espoir de retour.”¹²⁴ Pour atténuer les effets de la concurrence, l’union des boulangers préconise un prix uniforme. Lors de son assemblée de novembre 1893, elle décidera de réduire le prix du pain à 12 cents dans les magasins et à 14 cents pour ceux livrés à domicile.¹²⁵

La concurrence pour obtenir une partie de la clientèle canadienne-française explique que les marchands doivent se résigner à faire crédit à leurs compatriotes. Beaugrand décrit ainsi ce système de crédit:

“Des comptes [sont] ouverts chez l’épicier, le boucher et le boulanger de qui l’on obtint un crédit de trente jours, comme c’est l’habitude chez les marchands de détail de Fall River. Des employés passent chaque jour dans les familles pour prendre les commandes et les marchandises sont portées à domiciles [sic]. Ce système de commerce est général parmi les Canadiens des États-Unis et s’explique facilement par le fait que les émigrants, en général, arrivent aux États-Unis dans un état voisin de la pauvreté. On commence par escompter les salaires du premier mois de travail, et une fois lancées sur la pente du commerce à crédit, les familles continuent généralement à payer leurs fournisseurs de la même manière. On a cependant remarqué, depuis deux ou trois ans, que quelques personnes avaient inauguré le système des achats au comptant et il est à espérer que cet exemple de quelques-uns aura pour effet d’ouvrir les yeux du plus grand nombre sur les avantages du commerce à crédit.”¹²⁶

Les marchands tentent de renverser, ou du moins de freiner, ce système à partir des années 1880. Un des buts des premières associations de marchands est d’ailleurs d’encourager le paiement comptant, que ce soit la Chambre de commerce fondée vers 1873 puis l’Union commerciale en 1880.¹²⁷ Quelques-uns opteront pour la vente au comptant. “Le crédit est une cause de la

¹²⁴L’Indépendant, 28 janvier, 1887.

¹²⁵L’Indépendant, 11 novembre, 1893. Saul Janson est le président de l’union et M. Joseph Tétrault, trésorier.

¹²⁶Beaugrand, op. cit., p. 248-249.

¹²⁷Guide de 1888, p. 149.

décadence du commerce. Et celui qui achète à crédit n'est pas mieux que le marchand. Ce sont deux complices, coupables au même degré. L'acheteur à crédit dilapide son argent et contractera peut être de mauvaises habitudes, telles que le jeu de cartes ou l'ivrognerie, qui engendrent la pauvreté."¹²⁸ Les commerçants franco-américains sont particulièrement vulnérables lorsque leurs débiteurs repartent au Québec.¹²⁹

William Corneau est considéré comme un bon client de la part de ses fournisseurs parce qu'il est un homme d'affaires astucieux et bon acheteur. Lorsqu'il adopte une politique de paiement comptant en novembre 1885, il perd une partie de sa clientèle. Il réussit tout de même à remonter son chiffre d'affaires sans qu'on sache s'il a révisé sa politique face au crédit.¹³⁰

Si la baisse des salaires que subissent les ouvriers de filatures cause des retards dans le paiement de leurs dettes contractées auprès des commerçants, ceux-ci se plaignent de la lenteur des débiteurs durant les années de prospérité. "Il paraît que les débiteurs insolvable sont nombreux par les temps qui court [sic]. On ne sait trop pour quelle raison, car les affaires sont assez prospères et les filatures fonctionnent presque partout."¹³¹ Une assemblée est organisée dans le but de former une société de marchands qui ferait connaître les mauvais payeurs à l'été 1890.¹³² Un an plus tard, les commerçants semblent en avoir fait une règle.¹³³

Les marchands se plaignent aussi des vendeurs ambulants qui parcourent les rues de la

¹²⁸L'Éclair, 1 mars, 1883.

¹²⁹«Nous connaissons maints cultivateurs, à l'aise au Canada, qui ont laissé souffrir ici des créanciers trop confiants, tandis que là-bas ils font parade de leur esprit religieux.» L'Indépendant, 13 avril, 1888.

¹³⁰R.G. Dun & Co. Collection, Mass, vol. 13, p. 255; vol. 14, p. 414, p. 425.

¹³¹L'Indépendant, 18 janvier, 1889.

¹³²L'Indépendant, 15 août, 29 août, 5 septembre 1890. «Documents of Historical Interest to the Catholic Churches of Fall River and the "French Canadians" of this City, excerpted from The Fall River News», Rev. Pierre E. Lachance, 1972: August 9, August 13, 1890. Simon Fontaine et Victor Blanchette sont les responsables de cette initiative. Hugo Dubuque, le Dr Saint-Germain et Pierre F. Pélouin prononcent des allocutions.

¹³³L'Indépendant, 23 juillet 1891.

ville. “La ville est devenue une fourmilière de colporteurs de toutes sortes de marchandises, le plus grand nombre desquels colportent des marchandises sèches. La majorité des ces colporteurs n’ont pas de licences, ce qui ne les empêche pas de faire concurrence à nos marchands, qui eux, paient un montant de taxes estimé à plus du double du prix d’une licence de colporteurs [qui est de 50\$].”¹³⁴

Les commerçants canadiens ne doivent pas seulement composer avec la forte concurrence qu’ils se font entre eux mais aussi avec les marchands yankees qui sont en mesure d’offrir des services en français. “Il y a des commis-marchands dans presque tous [sic] les magasins de la rue South Main” [qui traverse le Petit Canada].¹³⁵ Les jeunes commis canadiens jouent un rôle clé dans cette stratégie. Les magasins yankees achètent des espaces publicitaires dans la presse francophone. S’ils n’obtiennent pas crédit chez leur compatriotes, les immigrants canadiens-français peuvent toujours acheter ailleurs.

“[...] il est déplorable de voir l’apathie que l’on apporte dans le cours des relations commerciales entre compatriotes. On semble ignorer que parmi nous il y a des positions enviables, dans les professions libérales, le commerce et l’industrie, et on porte ailleurs son argent sans s’occuper de l’acte ridicule et imprévoyant que l’on fait en agissant ainsi. [...] On préfère porter ailleurs son argent et ensuite on ridiculise un compatriote s’il ne fait pas d’affaires brillantes. On l’accuse de négligence! Il est sans talent! [...] S’il réussit c’est encore pis. C’est un coquin! Un voleur!! Il est trop fier!!!”¹³⁶

La maison W.H. Ashley & Co. annonce une grande réduction du prix de ses vêtements confectionnés à son magasin sur South Main dans le Petit Canada. Les commis L.E. Bergeron et H.E. Rioux sont au service de la clientèle canadienne-française.¹³⁷

Même les sociétés nationales confient parfois leurs contrats à des fournisseurs

¹³⁴L’Indépendant, 8 mars, 1894. L’auteur de cet article ne précise pas l’origine ethnique des colporteurs.

¹³⁵Le Castor, 7 décembre, 1882.

¹³⁶L’Indépendant, 22 janvier, 1886.

¹³⁷L’Indépendant, 13 janvier, 1888. Propriété de capitalistes de Providence, R.I. Bradstreet renvoie le lecteur à la J.B. Burnaby Co. pour connaître sa cote de crédit. B.B.C.R., vol. 80, January 1890.

américains. La Ligue des Patriotes fait confectionner ses uniformes militaires chez C.E. Macomber & Co.¹³⁸ et semble ignorer la présence du tailleur Pierre Adam.

“J’entends par ceux qui sont dans les affaires non seulement les marchands, mais les médecins, les artisans, etc., et il y a amplement raison de dire que, dans nos centres canadiens, nous voyons un manque d’encouragement marqué de la part de plusieurs compatriotes envers ceux des nôtres qui sollicitent l’appui du public. [. . .] Et ce manque de patriotisme n’existe pas que chez la classe ouvrière; nous le voyons ternir le front de compatriotes qui, par leur position élevée et leur éducation, devraient savoir mieux faire.”¹³⁹

La concurrence se reflète aussi dans la volonté de s’approprier les meilleures adresses commerciales. Lorsque les enquêteurs de la compagnie R.G. Dun abordent la question des stratégies d’affaires, il accordent une certaine importance à la localisation des commerces. Louis Picard déménage son commerce qui était situé auparavant près des filatures Narrangasset, dans le village Bowenville, sur l’avenue Pleasant en février 1886. L’agent de Dun ajoute que Picard “Has a clanish trade, but is not mkg money, & so far as learned he has none to assist him, cash is safest & only recd.” Il fait tout de même faillite un an plus tard.¹⁴⁰ L’enquêteur juge que le magasin de marchandises sèches de J.F. Montminy est très bien situé dans le village Flint et compte une belle clientèle.¹⁴¹

Progressivement, on assiste à une concentration géographique d’établissements commerciaux dans le village Flint, sur l’avenue Pleasant plus particulièrement, suivant en cela la croissance de la population canadienne dans ce secteur de la ville durant les années 1880.¹⁴² Chaque grande paroisse ou village développera son artère commerciale: Pleasant dans le village Flint, site de la paroisse Notre-Dame; South Main dans le village Globe, coeur de la paroisse Sainte-Anne et plus au sud où l’on retrouve la paroisse Saint-Sacrement et East Main; North

¹³⁸L’Indépendant, 23 février, 1893.

¹³⁹L’Indépendant, 9 mars, 1888.

¹⁴⁰R.G. Dun & Co. Collection, Mass vol. 15, p. 64.

¹⁴¹R.G. Dun & Co. Collection, Mass vol. 15, p. 116.

¹⁴²Le premier quartier à forte concentration canadienne est le Petit Canada dans les années 1870.

Main à Bowenville, site de la paroisse Saint-Mathieu. Pour ceux qui sollicitent la clientèle anglo-saxonne, il vaut mieux se retrouver au centre-ville. Le tailleur Pierre Adam emménage à une meilleure adresse et occupe, selon les mots de l'enquêteur, "quite nice quarters. litted up with "Electric light Co." No Doubt making money".¹⁴³

h) Bilan des années pionnières (1870-1890)

Un bilan des dossiers de crédit rédigés par les enquêteurs de *R.G. Dun & Co.* entre les années 1871-1892 permet de faire certains constats pour ces deux premières décennies d'établissement. Pour la période couverte par cette source, nous comptons plus de 130 personnes oeuvrant dans plus de 120 entreprises. De ce nombre, 38 (31%) se solderont par une faillite (29) ou un abandon. Sur 34 commerces établis durant les années 1870, 17, donc 50%, se soldent par un échec avant la fin de la décennie; parmi les 89 entreprises créées dans la décennie 1880, 24% font faillites avant 1890. François Weil soulignait avec justesse la précarité de cette petite-bourgeoisie d'affaires de Fall River dans sa période formatrice des années 1870 suivie d'une phase stabilisatrice dans les années 1880-90. Sur les 123 commerces comptabilisés, seulement 38 se solderont par une faillite ou un abandon. Or, 22 (58%) individus impliqués dans ces 38 faillites feront un retour en affaires, pour des périodes variables, avec plus ou moins de succès. Sept d'entre eux figurent au registre des persistants à long terme, soit plus de vingt ans: Louis Picard, Joseph Beuparland, F.X. Dussault, Alexandre Perron, P.S. Janson, F.X. Richard. Dans trois autres cas la conjointe prendra la relève, quand elles ne servent pas tout simplement à fournir un nom d'emprunt, une tactique spécifiée comme telle par les enquêteurs. Même si on constate une diminution sensible du taux de faillite dans les années 1890, leur niveau de persistance à long terme est encore plus révélateur. De fait, sur l'ensemble des 130 commerçants

¹⁴³«M. Pierre Adam tailleur, vient de déménager son établissement dans le bloc Pocasset, à l'enseigne des ciseaux dorés au-dessus du magasin de vêtements confectionnés de Talbot & Cie, coin des rues Pleasant et Main. M. Adam sollicite une visite à son nouvel établissement.» L'Indépendant, 28 janvier 1887. Son atelier est localisé au centre-ville, à proximité de l'Hôtel de ville.

cités dans les rapports de *R.G. Dun & Co.*, 29 (22%) persisteront pendant au moins 20 ans.¹⁴⁴ Ces statistiques confirment l'importance d'étudier la petite-bourgeoisie à long terme pour comprendre sa dynamique interne et illustrent l'importance de procéder à des analyses longitudinales pour comprendre l'évolution d'une classe sociale. Favorisés par les années de prospérité au lendemain de la Guerre civile (1865-1873) et des années 1879-82 alors qu'ils mettent sur pied leurs entreprises, les commerçants auront grand-peine à traverser la crise financière de 1873 et 1893 et les années de récession qui s'ensuivent.

Davantage renseigné sur les nombreuses difficultés encourues par la petite-bourgeoisie d'affaires, on comprend l'inquiétude des élites face au rapatriement.

“[L]’appel qui nous est fait en faveur du rapatriement, est, suivant nous, plutôt basé sur le sentiment que sur la raison. [...] Nous ne pouvons nous empêcher de répéter ce que nous avons dit cent fois, que nos confrères du pays natal feraient bien mieux de chercher à retenir les Canadiens qui sont au Canada, que de travailler dans le but d’attirer les capitaux de leurs frères aux États-Unis dans des entreprises qui devront nécessairement être couronnées d’insuccès.”¹⁴⁵

Les enjeux étant devenus plus considérables, la petite-bourgeoisie d'affaires devient d'autant plus craintive face aux retours massifs vers le Québec.

¹⁴⁴En guise de suivi des dossiers traités chez R.G. Dun & Co.: évaluations positives (n: 11) qui se confirmeront à long terme: Corneau propriétaire d'épicerie et pharmacie, Dr Chagnon propriétaire de pharmacie, Labbé carrossier, tailleur Pierre Adam, Aimé Barré pharmacien, bijoutier Aimé Bruneau, Lamoureux, Lessard, Liberty, Adelina Sanguinet, Napoleon Charron. Évaluations défavorables (n: 15) qui s'avèreront fausses à long terme: J. E. Amiot, Beauparland, Janson, Campbell, U. Dufault, F.X. Dussault, Louis Picard, Alexandre Perron, Israel Renaud, Louis Maynard, Theodule Jalbert, Joseph Jetté, Louis Rousseau, Olivier St-Denis, Louis Croisetière. Évaluations négatives qui s'avèreront justes: F.X. Leboeuf, nommé policier puis devient agent d'assurance, ce qui fut le cas aussi pour F.X. Dussault, Louis Picard et Beloni Janson devenus agent d'assurances; Joseph Coulombe se retrouve commis alors qu'Alexandre Perron devient boulanger salarié; Mme Arcand est modiste en 1910 mais en on la retrouve travailleuse salariée dans «tube maker shop» en 1920. Ils se recyclent donc dans un autre métier et échappent presque tous à la prolétarianisation.

¹⁴⁵L'Indépendant, 21 janvier, 1887.

III. Phase de stabilisation et de croissance: 1890-1920

a) croissance des assises financières

La stabilisation et la croissance générale de la petite-bourgeoisie d'affaires ressortent nettement au recensement fédéral de 1920. On y comptabilise au-delà d'une centaine d'employeurs, dont 93 détaillants et 18 artisans indépendants. Cette croissance relative de la classe d'affaires se reflète également sur le plan de la taille des entreprises et du niveau de crédit auquel elles ont accès. Les cotes de crédit vont de pair avec la valeur des entreprises. Ainsi, entre 1880 et 1920, la proportion de commerçants qui se voient attribués une évaluation favorable augmente. Quelques individus se démarquent du lot mais dans l'ensemble les entreprises francos restent modestes. Au tableau 4.3, on remarque une croissance relative de la valeur des commerces: 92% n'ont qu'une valeur nette inférieure à 5 000\$ en 1890, tandis que leur taux s'élève à 82% en 1920.¹⁴⁶ Par ailleurs, un petit groupe restreint se détache graduellement de l'ensemble des gens d'affaires de sorte qu'en 1920, sept commerçants possèdent des établissements de plus de 35 000\$, dont trois de plus de 100 000\$. Nous sommes presque toujours en présence de petits commerces indépendants, sans statut légal. Les entreprises incorporées restent un phénomène rarissime.¹⁴⁷

¹⁴⁶Les valeurs monétaires tiennent compte de l'inflation; il s'agit donc de dollars courants.

¹⁴⁷Le grossiste en alimentation Compagnie I. Renaud et le magasin de vêtements B.H. Roberge & Co. figurent sur cette courte liste. Ce dernier commerce est tout de même de taille modeste, pour une valeur nette inférieure à 2000\$. B.B.C.R., March 1920.

4.2. Valeur nette des entreprises franco-américaines répertoriées par Bradstreet, de 1878 à 1920,
par tranche quinquennale

VALEUR	1878	1880	1885	1890	1895	1900	1905	1910	1915	1920
Z	1	1	4	8	17	31	24	44	38	36
Y	0	0	2	7	11	22	16	24	23	26
X	2	2	1	2	10	12	19	15	18	21
W	1	2	2	1	2	1	10	15	10	13
V	1	1	0	5	6	10	11	14	11	21
U	0	0	2	1	1	2	7	8	10	7
T				1		2	4	5	6	7
S								1	5	4
R									1	4
Q								1		
P										
O										1
N										1
M										
L										
K								1		1
J									1	
	5	6	11	25	47	80	91	128	123	142

Clés, en ordre croissant¹⁴⁸:

Z= 0 - 500\$	P= 75, 000\$ - \$100,000\$
Y= 500\$ - 1000\$	O= 100,000\$- 150,000\$
X= 1,000\$ - 2,000\$	N= 150,000\$ - 200,000\$
W= 2,000\$- 3,000\$	M= 200,000\$ - 250,000\$
V= 3,000\$- \$ 5,000\$	L= 250,000\$ - 300,000\$
U= 5,000\$ - 10,000\$	K= 300,000\$ - 400,000\$
T= 10,000\$ - 20,000\$	J= 400,000\$ - 500,000\$
S= 20,000\$- 35,000\$	H= 500,000\$ -1,000,000\$
R= 35, 000 \$- 50,000\$	G= 1,000,000\$ et plus
Q= 50, 000\$- 75,000\$	

Source: Bradstreet's Book of Commercial Ratings of Bankers, Merchants, Manufacturers, etc., in the United States and the Dominion of Canada. New York, The Bradstreet Company: April 1878, January 1880, January 1885, January 1890, July 1895, January 1900, January 1905, January 1910, January 1915, March 1920.

¹⁴⁸B.B.C.R. vol. 137, April 1902.

4.3. Croissance de la valeur nette des entreprises franco-américaines répertoriées par Bradstreet, de 1880 à 1920, par tranche décennale

VALEUR en dollars	1880 (N: 6)	1890 (N: 25)	1900 (N: 80)	1910 (N: 128)	1920 (N: 142)
-500	17%	32%	39%	34%	25%
500-1000	-	28	28	19	18
1000-2000	33	8	15	12	15
2000-3000	33	4	1	12	9
3000-5000	17	20	12	11	15
5000-10000		4	2,5	6	5
10,000-20,000		4	2,5	4	5
20,000-35,000				0,8	3
35,000-50,000					3
50,000-75,000				0,8	
75,000-100,000					
100 000-150,000					0,7
150,000-200,000					0,7
200,000-250,000					
250,000-300,000					0,7
300,000-400,000				0,8	0,7
	100%	100%	100%	99,6%	100,8%

Source: Bradstreet's Book of Commercial Ratings of Bankers, Merchants, Manufacturers, etc., in the United States and the Dominion of Canada. New York, The Bradstreet Company: January 1880, January 1890, January 1900, January 1910, March 1920.

4.4. Cotes de crédit attribuées aux commerçants franco-américains de Fall River, 1878-1920,
par tranche quinquennale
 (regroupent au-delà de 400 établissements)

COTE	1878	1880	1885	1890	1895	1900	1905	1910	1915	1920
F	20	19					13	21	13	16
E	6	7	15	31	52	91	42	60	61	61
D	3	5	4	10	24	25	30	33	35	47
C			2	3		5	8	14	21	15
B								1	2	6
A										1
	29	31	21	44	76	121	93	129	132	146

Correspondances - A: Très élevé B: Excellent C: Bon D: Passable E: Très modéré
 F: Refusé

Sources: Bradstreet's Book of Commercial Ratings of Bankers, Merchants, Manufacturers, etc., in the United States and the Dominion of Canada. New York, The Bradstreet Company: April 1878, January 1880, January 1885, January 1890, July 1895, January 1900, January 1905, January 1910, January 1915, March 1920.

À long terme, même si on constate également une amélioration relative de la cote de crédit (tableau 4.5) attribuée aux commerçants d'origine canadienne-française, la moyenne générale reste très faible. En effet, de 85% à 100% des entreprises commerciales tenues par des Franco-Américains n'obtiennent qu'un crédit très limité (E) ou de moyenne envergure (D, "fair"), ou se voient refuser tout crédit.

4.5. Importance relative des cotes attribuées aux entreprises franco-américaines, de 1880 à 1920, par tranche décennale

COTE	1880 (N: 31)	1890 (N: 44)	1900 (N: 120)	1910 (N: 129)	1920 (N: 146)
F	61%	-	-	16%	11%
E	23	70	76	47	42
D	16	23	21	26	32
C		7	4	11	10
B				0,7	4
A					0,7
	100%	100%	101%	100,7%	99,7%

La cote C est accordée pour la première fois en 1885 à Aimé Bruneau et Brunelle & Bolger.¹⁴⁹ Cinq ans plus tard J.-E. Amiot et J.-B. Huard s'ajoutent à la liste. Toutes les autres cotes positives (C à A) seront attribuées au XXe siècle. En fait, sur plus de 440 commerces répertoriés, seulement 44 (10%) parviennent au-delà de la cote D pour la période étudiée (1878-1920). Par contre, 121 (27%) ont persisté pour 20 ou plus, puisqu'ils figurent dans notre fichier. De cette élite d'affaires, une (N: 31) trentaine ou 68% figurent parmi nos persistants à long terme. Ils appartiennent tous à la première génération, sauf quatre. Parmi ceux de la première génération, 67% ont immigré pour la première fois avant l'âge de 20 ans. Seulement quatre ont exercé un métier manuel et huit furent des petits cols blanc salariés auparavant. Cela signifie donc que 61% (19) ont toujours été soit artisans indépendants ou commerçants. La mobilité sociale joue un rôle moins important dans leurs cas. Ils sont arrivés aux États-Unis avec une longueur d'avance; si plusieurs bénéficient d'une formation théorique, sinon d'une expérience pratique du monde des affaires, d'autres possèdent les capitaux nécessaires pour se lancer en affaires.

Les gens d'affaires que l'on retrace pendant vingt ans et plus affichent de meilleurs résultats que l'ensemble de la petite-bourgeoisie d'affaires. Toutefois, nous devons nuancer. Sur

¹⁴⁹Cela n'empêchera pas Brunelle de déclarer faillite en mars 1888. *L'Indépendant*, 9 mars, 1888.

119 persistants cotés par la compagnie d'évaluation de crédit Bradstreet entre 1878 et 1920, seulement 12% (n: 14) atteignent une valeur entre 5 000\$ et 10 000\$ (U). Nous en avons dénombré seulement 20% (n: 24) qui soient parvenus à obtenir une bonne cote de crédit ("C" ou "fair"). Malgré leur longévité, ces commerçants ne connaissent donc pas toujours une meilleure croissance lorsqu'ils sont comparés à l'ensemble de la petite-bourgeoisie d'affaires. Ils se distinguent de la masse parce qu'ils parviennent à une stabilité relative. Ceux qui réussissent le mieux n'y parviennent qu'après de nombreuses années à gérer et à développer leur entreprise: sur 38 qui atteignent cette valeur, 74% (28) figurent au corpus des persistants et sur 68 cote «C» attribuées pendant toute la période couverte par notre dépouillement, 72% (n: 49) figurent au corpus des persistants. En d'autres termes, on ne peut établir d'équation systématique entre la persistance socioprofessionnelle et la croissance économique, mais la croissance économique dépend largement de la persistance géographique et sociale.

Nous avons vu au chapitre trois que les montants déboursés en taxes municipales témoignaient de la progression matérielle de la petite-bourgeoisie. Pour la période étudiée, nous remarquons une augmentation constante du nombre d'individus figurant sur les listes des payeurs de taxe de plus 50\$ ainsi qu'une croissance appréciable des biens imposés. Alors qu'ils ne totalisent que 55 en 1885, il y en a 87 cinq ans plus tard, soit une augmentation de 58%. En 1903 et 1909, on en compte au-delà de 375. Toutefois, cet indice de progression matérielle cache souvent un taux d'endettement parfois très élevé, surtout dans les premières décennies. Comme l'indiquent couramment les enquêteurs de R.G. Dun, les fournitures sont placées en garantie pour obtenir du crédit et les commerçants restent vulnérables face aux crédits qu'ils accordent eux-mêmes à leur clientèle ouvrière. Durant les premières années d'opération, la plupart des commerçants louent un emplacement et achètent leur inventaire comptant. Leur base de crédit est très faible. À partir des années 1880, plusieurs commerçants sont maintenant en mesure d'acheter un bâtiment qu'ils occupent à la fois pour faire commerce et y résider. Ils profitent de la croissance rapide de la population canadienne-française et du manque de logements corporatifs pour se lancer dans l'immobilier. Par contre, la grande majorité des commerçants reste locataires. Au recensement fédéral de 1900, seulement 16% des commerçants ont accédé à la

propriété résidentielle tandis qu'en 1920, ce taux a grimpé à 29%.¹⁵⁰

En comparant les chiffres dont il est fait état dans les rôles d'évaluation municipale avec les évaluations des entreprises commerciales publiées dans les répertoires de Bradstreet, les écarts parfois importants laissent sous-entendre des activités commerciales plus diversifiées. Ainsi, selon les rôles d'évaluation municipale de 1890, l'épicier-charcutier J.-B. Huard possède des biens évalués à 20 100\$ mais Bradstreet évalue son entreprise entre 10 000 et 20 000\$. Or, celui-ci est très actif sur le marché de l'immobilier. Joseph Martel est taxé pour des biens évalués à 12 100\$ alors que son commerce de meubles et ferblanteries est évalué entre 5 000\$ et \$10 000\$. Joseph Girard possède des biens meubles et des biens immobiliers pour 15 900\$ mais sa boutique de forgeron est évaluée à moins de \$500. En 1885, Corneau débourse 166.50\$ en taxes, donc pour des biens d'une valeur de 8 856\$. Son commerce d'épicerie est évalué à moins de 3000\$. Cinq ans plus tard, il est taxé pour des biens totalisant 11 100\$ alors que le registre évalue son épicerie entre 3 000\$ et 5 000\$. En fait, Corneau possède aussi un commerce d'apothicaire qui n'apparaît pas dans le registre. Ces données illustrent que l'évaluation de Bradstreet ne regroupe pas toujours la totalité des activités commerciales. Il ne s'agit là toutefois que d'exemples parmi les commerçants les plus prospères. La valeur moyenne des entreprises restent beaucoup plus faible. (voir chiffres cités plus haut)

b) réseaux associatif et institutionnel

Pour protéger leurs intérêts, les gens d'affaires tenteront de se regrouper et de se doter d'institutions qui répondent à leur besoins. Leur apparition illustre aussi la progression matérielle des commerçants franco-américains. Les années 1885-95 sont particulièrement révélatrices sur ce plan. Les commerçants de l'alimentation forment l'Union Commerciale en mars 1885. "Les épiciers et les charcutiers canadiens français [sic]", peut-on lire dans

¹⁵⁰Recensements 1900 et 1920. Les taux sont comparables parmi les artisans indépendants, soit de 14% en 1900 et de 29% en 1920.

L'Indépendant, journal francophone de Fall River, “viennent de former une société sous le nom de L'Union Commerciale. Il existait en 1881 une société de ce genre dans laquelle tous les marchands et hommes de professions étaient admis. Les épiciers et les charcutiers ont pensé que leurs intérêts seraient mieux sauvegardés en formant une association séparée.”¹⁵¹ Devant leurs difficultés à obtenir crédit auprès des fournisseurs et des institutions financières, certains préconisent la création d'une banque canadienne. On peut lire dans L'Indépendant que “Lowell aura bientôt sa banque canadienne. Holyoke a déjà la sienne. Pourquoi Fall River, ne ferait-il pas la même chose? Nos hommes d'affaires sont très nombreux. Tous les jours nos Canadiens font des transactions dans les banques américaines. Il n'y a pas à douter qu'une institution de ce genre réussirait ici. Il n'y a qu'à s'entendre et à s'unir pour que le projet devienne une réalité. En avant!”¹⁵²

Pour qu'une telle entreprise amasse des capitaux significatifs, il faudra que les compatriotes acceptent d'y confier leurs économies. Selon l'élite franco-américaine, un changement culturel s'impose. Les immigrants canadiens-français devront apprendre à faire confiance aux caisses d'épargne. Sur un ton de dérision, le journaliste qui signe sous le pseudonyme Ti-Pierre, écrit: “J'ai toujours eu une horreur extrême des roquest de la finance, [...] Mais cela n'est rien à comparer à ces grippe-sous, ces avars, ou plutôt à ceux qui convertissent leur paille en caisse d'épargne, où enfoncent leurs économies sous un amas de vieilles guenilles. . . .”¹⁵³

Quand la Banque Coopérative Lafayette ouvre ses portes en avril 1894, “presque tous les actionnaires sont franco-canadiens”.¹⁵⁴ Dans le premier conseil de direction, on retrouve des personnages qui nous sont devenus familiers. Le Dr Chagnon en est le président et le vice-président est N.P. Bérard. Jean-Baptiste Huard, Samuel Benoit et Edmond Reeves forment

¹⁵¹L'Indépendant, 6 mars, 1885. Sont élus officiers Victor Geoffrion, président, Pierre S. Janson, vice-président, Pierre F. Péloquin, secrétaire, Eugène Bouille, trésorier et Simon Fontaine, assistant-trésorier.

¹⁵²L'Indépendant, 27 juin 1890. Il s'agit en fait d'une caisse d'épargne.

¹⁵³Le Castor, 27 novembre, 1884. Pierre U. Vaillant.

¹⁵⁴L'Indépendant, 7 avril, 1894.

le comité d'évaluation des prêts.¹⁵⁵ Elle restera une institution de crédit marginale disposant d'un actif très limité. Les commerçants et la majorité de la population franco-américaine locale préfèrent confier leurs épargnes aux autres institutions financières locales. La Banque Coopérative Lafayette ne possède que \$4 326 en réserve en 1909, formant ainsi la coopérative la plus petite de Fall River. À titre de comparaison, la banque coopérative la plus importante, la *Troy Co-operative Bank* a 28,843\$ de fonds de réserve à pareille date. En 1920, le grossiste de thé Stanislas Boivin est l'un des directeurs de la *Fall River Trust Co.* qui a reçu sa charte l'année précédente.¹⁵⁶ Edmond Côté est syndic de la *Union Bank*. Au tournant du XXe siècle, la classe d'affaires se dote d'outils, si modestes soient-ils, qui améliorent ses chances de réussite et témoignent de sa croissance. La présence de Boivin au sein de la direction d'une institution financière témoigne aussi de leur meilleur accès aux institutions financières.

Un autre phénomène fait son apparition durant la dernière décennie du XIXe siècle, soit les regroupements de professionnels sur une base nationale et multiethnique. La société des constructeurs-maçons regroupe des petits entrepreneurs tel Samuel Benoit qui est membre du comité exécutif composé de concitoyens anglo-américains et irlando-américains.¹⁵⁷ Les Franco-Américains accèdent beaucoup plus lentement par contre aux grandes associations commerciales comme le "*Board of Trade*", créé en novembre 1890. Le but de cette société [est] d'attirer les capitalistes et les manufacturiers en cette ville en leur faisant connaître les avantages qu'ils trouveraient à venir s'établir ici."¹⁵⁸ Les organisateurs ne semblent pas attirer autant de

¹⁵⁵L'Indépendant, 26 avril, 1894. Samuel Benoit est un entrepreneur de la construction prospère. Durant l'année 1889 seulement, il a érigé 83 solages de maison. L'Indépendant, 1 novembre 1889.

¹⁵⁶Arthur S. Phillipps, The Phillips History of Fall River, 3 vol. Fall River, Dover Press, 1946 [1941]. Ce trust possède un capital de 200,000\$ en 1920. Le président de cette institution est S. McLane et S.E. Robinson en est le trésorier; ce dernier reste associé à la petite-bourgeoisie d'affaires franco-américaine et sera plus tard trésorier de la Banque coopérative Layette alors que Edmond Côté, le marchand de piano et le commerçant franco-américain le plus riche, en est président en 1940. Le commerce de thé de Boivin est évalué à moins de 20,000\$ et bénéficie de la cote «C» («good»). Bradstreet's Book of [...], March 1920.

¹⁵⁷L'Indépendant, 6 avril, 1893. Robert Nicholson, Président; John T. Murphy, Chauncey H. Sears, vice-prés., John J. Highlands, trés.; John Crowes, sec. La valeur nette de ces petits entrepreneurs de la construction ne dépasse pas 3000\$ en octobre 1895. B.B.C.R., October 1895.

¹⁵⁸L'Indépendant, 21 novembre, 1890.

membres qu'ils le voudraient, alors qu'ils n'obtiennent que 200 signatures. À la direction de cette société on retrouve des membres de la bourgeoisie yankee. L'épicier Pierre-F. Péloquin est l'unique homme d'affaires franco-américain membre de cette association de commerçants; il est également l'un de ses directeurs.¹⁵⁹ Or, à son assemblée annuelle de 1893, aucun Franco-Américain ne figure sur la liste des membres du bureau de commerce.¹⁶⁰

En fait, pour être dans la course, les gens d'affaires réalisent qu'ils doivent acquérir des connaissances spécifiques de gestion et, si possible, se doter d'une meilleure éducation théorique. Quelques articles parus dans L'Indépendant font écho à cette nécessité:

“Les hommes qui réussissent: La méthode est indispensable au succès d'une entreprise commerciale ou industrielle. Beaucoup d'hommes sont entrés dans des entreprises de cette nature avec des ressources abondantes, des relations déjà établies, et pourtant ils ont échoué misérablement. [. . .] Un homme d'affaire est méthodique dans tous ses plans, il descend fréquemment dans les plus petits détails. [. . .] Le succès ne dépend pas seulement du capital que l'on possède ou de la connaissance même parfaite du marché.”¹⁶¹

Dans un article paru au Québec et reproduit par L'Indépendant, un certain Dr. Choquette évalue la place des Canadiens français dans le commerce au Canada et aux États-Unis. Ce dernier stipule “que les Canadiens-français [sic] ne devraient pas s'essayer au commerce et à l'industrie mais qu'ils devraient s'appliquer plutôt aux beaux-arts, aux lettres et aux sciences, pour lesquels ils ont des aptitudes spéciales, des talents remarquables.”¹⁶² De rétorquer un autre journal, en référence aux petits commerçants des villages québécois, “ces gens qui aiment le commerce n'ont pas assez d'éducation pour prendre une place convenable dans le mouvement

¹⁵⁹Ibid. Président Will R. Warner, 1e vice prés. Thomas J. Borden, 2e vice Cornelius S. Greene et 3e vice Leontine Lincoln. Quelques-uns de ses directeurs: A.B. Sanford, William Burgess, James Marshall.

¹⁶⁰“Quand donc verrons-nous un Canadien dans le bureau de commerce de notre ville?”, se demande L'Indépendant. 29 novembre, 1893.

¹⁶¹L'Indépendant, 28 août, 1885, reproduit d'un journal canadien. Le Moniteur du Commerce est l'expression du «dynamisme de la bourgeoisie francophone» du Québec et fait partie d'une presse d'affaires en expansion. Linteau, et. al. op. cit., p. 192.

¹⁶²Le Canada, reproduit dans L'Indépendant, 29 novembre, 1905.

des affaires du pays.”¹⁶³

Or, les Canadiens français de Fall River ont entrepris déjà de corriger ces lacunes. La création du Collège commercial Notre-Dame en 1882, “dirigé par des professeurs laïques sous la haute surveillance du Curé de Notre-Dame de Lourdes”¹⁶⁴ ainsi que le Collège commercial propriété de Joseph T. Thibodeau contribuent à l’éducation des jeunes hommes d’affaires. “Le collège Littéraire et Commercial de Fall River”, fondé en 1889, occupe un étage complet de l’édifice du Bureau de poste, “le plus bel édifice” de la ville, selon la publicité. Dix professeurs anglophones ainsi que le révérend Joseph Allard, se partagent la tâche d’enseigner une vingtaine de matières, dont la tenue de livres, la loi commerciale et l’administration civile. Il peut accueillir environ 200 étudiants. “La jeunesse actuelle”, fait alors valoir L’Indépendant, “possède aujourd’hui plusieurs privilèges auxquels on ne songeait même pas il y a quelques années et les parents peuvent donner à leurs enfants ces privilèges qui leur ont manqué à eux-mêmes, à des prix excessivement modiques.”¹⁶⁵

c) Une “élite” d’affaires

L’analyse des dossiers de crédit conjuguée aux statistiques sur la persistance socioprofessionnelle démontre qu’il existe un corollaire certain entre persistance géographique et persistance socioprofessionnelle. En fait, on assiste progressivement à l’émergence d’une élite d’affaires au tournant du XXe siècle. Parmi les 38 commerçants qui atteignent la cote C, seulement quatre y parviennent avant la fin du XIXe siècle, tandis que 74% obtiennent cette cote entre les années 1910 et 1920. Par ailleurs, leur établissement en affaires remonte aux années 1870 et 1880. Leur progression fut sans doute ralentie par les crises économiques majeures de

¹⁶³Le Bulletin reproduit dans L’Indépendant, 20 décembre, 1905.

¹⁶⁴Le guide canadien-français [. . .], op. cit., p. 203.

¹⁶⁵L’Indépendant, 31 août, 1893. Joseph Allard est un pasteur protestant originaire de Québec. Sa mission est logé sur l’avenue Pleasant, en plein cœur du village Flint. Fait à noter, il est le neveu de l’abbé Chiniquy. Explique probablement qu’il soit venu faire son apostolat à Fall River. The Fall River News, september 26, 1885.

1873 et 1893. Les secteurs d'activités représentés sont principalement ceux dans lesquels les gens d'affaires ont investi depuis des années 1870, soit les commerces d'alimentation (12 épiciers), quelques entrepreneurs de la construction (3), marchands de foin et de grains (3), pharmacies, débits de boissons alcoolisées, marchandises sèches, magasins de chaussures.¹⁶⁶

Parmi l'élite de la petite-bourgeoise d'affaires, soit ceux qui obtiennent une cote de A, B ou C, on retrouve les pionniers de la première heure tels le bijoutier Aime B. Bruneau, Joseph E. Amiot, propriétaire d'un magasin de peintures et d'huiles, les épiciers Saul Janson, Jean-Baptiste Huard, et Israël Renaud, les charpentiers-constructeurs Israel Picard ainsi que le pharmacien J. Aimé Barré. On y remarque surtout la présence de la deuxième génération de commerçants, ceux qui se sont établis après 1880: le manufacturier de piano Edmond Côté, les épiciers Louis-R. Bergeron, Pierre-N. Côté, Louis Letendre Jr., le fabricant de pipes Joseph Desjardins, le marchand de meubles Napoléon Tessier et le marchand de tapisserie Philip Roy. Le marchand de thé Stanislas Boivin, le plombier Henri Lagasse et le marchand de boissons alcoolisées Charles Letendre figurent également dans ce groupe. Le seul qui obtiendra la cote A sera le manufacturier de piano Edmond E. Côté en 1920. (voir plus loin)

Voici le cheminement professionnel des quatre commerçants qui obtiennent la cote B en 1920. Immigrant en 1880, Joseph Desjardins exerce le métier de commis en 1888 puis celui d'épicier en 1900. Devenu fabricant de pipe par la suite, il paie 125\$ en taxes municipales en 1909. Quant au magasin de tapisseries F. Roy et fils, propriété de Frédéric et Philip A. Roy, le commerce est évalué entre 35 000\$ et 50 000\$ en 1920. Frédéric aurait selon toute vraisemblance hérité du commerce de son père Philip, celui-ci ayant d'abord tenu un commerce

¹⁶⁶Cote C: Joseph A. Beauchemin, chaussures, 1910, Olivia Belanger, marchandises sèches 1920, Leandre Bolduc, entrepreneur de construction, 1915, Honoré Boule, provisions 1920, Louis Croisetière, marchandises sèches 1915, Alexandre M. Demers, charbon 1915, D.J. Dennis, épicerie et automobiles, 1920, Deschamps et Côté, carrière 1915, Virginie M. Fregeau, modiste 1910, Louis Giroux, épicerie et provisions 1910, Janson & Tavares, saloon 1915, Isaie Laplante, foin, grain, 1910, H. Ledeaux [Ledoux], épicerie et provisions 1920, Letendre & Auclair, épicerie, 1910, Moquin & Fontaine, chaussures, 1915, Rodolphe Moreau, spiritueux, 1915, F.X. Morency, épicerie, 1920, David Ouellette et fils, glace 1915, Napoleon Paquin & fils, foin et grain, 1915, Pierre Picard, vêtements pour hommes, 1920, H.L. Rocheleau, vêtements 1900, Joseph St-Germain, charpentier contracteur 1910, Henry L. Thuot musique 1915, G.O. Vandal, provisions 1900.

d'épicerie. Le recensement de 1900 nous indique que Philip A. Roy est retraité. Ses fils Philip et Joseph sont alors employés comme vendeur et commis respectivement. En 1905 le commerce de Frédéric Roy est coté pour une première fois par Bradstreet et obtient la cote D et son entreprise est évaluée seulement entre 1 000\$ et 2 000\$, valeur qu'elle possède toujours en 1915. En cinq ans, ce magasin de tapisserie connaît une croissance relativement rapide de son chiffre d'affaires lorsque le fils prend la direction de l'entreprise.

Le marchand de meubles Napoléon Tessier appartient à la deuxième génération comme Frédéric Roy. Sa première évaluation dans le registre de Bradstreet remonte à 1905 alors qu'il n'obtient que la cote E (crédit très modéré) et son entreprise a une valeur de 2 000\$ à 3 000\$. Le guide d'adresses de 1909 mentionne qu'il est toujours marchand. En 1920, alors âgé de 40 ans, Tessier a tous ses capitaux investis dans le commerce car il est toujours locataire. Quant au marchand de grains Pierre Deschamps, âgé de 42 ans en 1920, on ne possède que très peu de renseignements à son sujet car la seule référence de sa présence à Fall River remonte à 1920. Il a immigré en 1878 avec ses parents alors qu'il n'avait pas encore atteint sa première année.

Nous pouvons dégager quelques traits communs parmi ces gens d'affaires les plus prospères. Ceux qui atteignent les sommets (avec cote B ou A) sont issus, pour la plupart, de la deuxième vague d'immigration ou appartiennent à la deuxième génération. Ils sont âgés entre 39 et 54 ans. Quatre ont immigré avant 1885, un en 1887 et l'autre en 1892. Ils vivent donc tous aux États-Unis depuis plus de vingt ans et ont tiré profit de leurs relations familiales, que ce soit par l'intermédiaire du père ou suite à une alliance matrimoniale.

Quelques facteurs contextuels expliquent sans doute l'émergence d'une élite d'affaires. Les commerçants accèdent au crédit auprès d'institutions financières à partir des années 1880. Ceux qui se sont établis dans les années 1870 et qui ont réussi à traverser la crise financière de 1873, seront moins vulnérables au moment des ralentissements des filatures et de la diminution des salaires ouvriers. Mais pour plusieurs de ces entrepreneurs canadiens-français, leur condition matérielle s'améliore grâce au développement institutionnel au sein de leur communauté. Ils améliorent leurs assises financières grâce aux contrats octroyés par les

paroisses et les institutions nationales.¹⁶⁷ Certains agissent à l'échelle de la Nouvelle-Angleterre. Exerçant une profession très rare parmi les immigrants canadiens- français, l'architecte Louis G. Destremps participe à tous les grands projets de construction. En 1887, il conçoit les plans du cimetière Notre-Dame, du couvent des Dames Jésus-Marie de Woonsocket et de l'église Saint-Mathieu. L'année suivante, il procède à la conception du presbytère Notre-Dame. Destremps obtient un contrat lucratif de 44 000\$ pour la construction d'un collège agricole pour l'État du Rhode Island en 1890. Par la suite, on lui confie la construction de l'orphelinat Notre-Dame en 1892 suivie de trois églises durant l'année 1893, dont l'église Sainte-Anne et l'église Saint-Mathieu de Fall River et une autre à Putnam au Connecticut.¹⁶⁸ Il se taille également une clientèle dans la construction résidentielle auprès de la bourgeoisie locale.¹⁶⁹

d) Hiérarchie économique de Fall River

Malgré les progrès enregistrés, la position des commerçants franco-américains reste fragile. Commentant sur leurs progrès, un journaliste de L'Indépendant rappelle que:

“les circonstances qui ont entouré leur arrivée dans ce pays, dont ils ignoraient la langue et les moeurs, pour expliquer la lenteur de leur progrès. Malgré tout, ils ont

¹⁶⁷Quelques exemples de contrats octroyés par les paroisses qui sont relatés par L'Indépendant: L'entrepreneur J.-B. Huard obtient le contrat de construction du presbytère du curé Payan de la paroisse Saint-Mathieu en janvier 1888. Calixte Paquin obtient le contrat de construction du couvent des Soeurs Jésus-Marie dans le village Flint, au mois de mars suivant et Alphonse Marcoux est sollicité l'Union canadienne Saint-Jean-Baptiste. Samuel Benoit construit l'orphelinat Notre-Dame à l'automne de 1892. Informations tirées des exemplaires suivant: 13 janvier 1888, 9 mars 1888, 1 mars 1888, 20 octobre 1892.

¹⁶⁸Voici une énumération des numéros du journal L'Indépendant où il est fait état des contrats octroyés à Louis-G. Destremps: 6 mai 1887, 8 juillet 1887, 15 juillet 1887, 28 octobre 1887, 10 décembre 1887, 1 juin 1888, 16 mai 1890, 18 août 1892, 22 juin 1893, 29 juin 1893, 24 août 1893. Suite à un bris de contrat des Soeurs Jésus-Marie de Woonsocket en 1891, Destremps leur intente une poursuite de 5 000\$. L'Indépendant, 20 août 1891.

¹⁶⁹En octobre 1887, Destremps entreprend la construction d'une villa de 75 000\$ à Newport pour G.H. Hodge, de New York. Le Dr Chagnon a recourt à ses services en 1888- 16 mars 88; L'abbé Bachan de Manville, Rhode Island, la commerçante Adelina Sanguinet ainsi que A. Barré lui commandent une résidence à leur tour. Ibid., 28 octobre 1887, 16 mars 1888, 27 avril 1888.

opéré des prodiges, et il suffit de consulter dans chaque ville de la Nouvelle-Angleterre la liste des propriétaires fonciers pour s'en convaincre. [. . .] Comme négociants, ils font également bonne figure, malgré les changements radicaux qui se sont produits durant la dernière décade dans le monde des affaires, où la concentration des capitaux rend aujourd'hui les entreprises industrielles, si difficiles en les soumettant à une concurrence redoutable."¹⁷⁰

À l'assemblée annuelle des actionnaires de la Banque Lafayette, du 1er novembre 1905,

L'Indépendant rapporte que:

“[L]es rapports soumis ont démontré que l'année dernière a été bonne malgré la mauvaise condition des affaires en général; ce qui était dû à la grève. Le montant des dépôts qui était diminué de plusieurs mille [sic] dollars pendant cette période de dépression, est depuis remonté à son ancien chiffre. Dans le cours de la dernière année, la banque s'est vue forcée de forclore [sic] deux hypothèques, mais dans les deux cas les propriétés furent vendues à des prix suffisants afin de rembourser la banque. [. . .] Pendant l'année on a maintenu le même montant de dividendes, c'est-à-dire 5% et le montant du surplus s'est aussi augmenté. La 24e série des actions est maintenant ouverte à la banque Metacomet National.”¹⁷¹

Parmi la liste des officiers élus lors de cette réunion annuelle, figurent les “who's who” de la petite-bourgeoisie d'affaires franco-américaine¹⁷² et quelques Américains de souche: William F. Winter, au poste de secrétaire et trésorier; parmi les directeurs, Arthur S. Philipps, Frank H. Borden, Reuben Small jr., Nathan Miller, William Marshall, William F. Winter.

L'amélioration relative de la petite-bourgeoise d'affaires s'illustre par quelques exemples d'intégration au réseau d'affaires de Fall River. Charles Letendre, lui-même propriétaire d'un établissement de vente d'alcool, est actionnaire et l'un des directeurs de la compagnie *Old Colony Brewery*.¹⁷³ Il s'agit d'une compagnie par actions qui produit de la bière

¹⁷⁰L'Indépendant, 29 novembre, 1905.

¹⁷¹L'Indépendant, 2 novembre, 1905.

¹⁷²Pierre F. Péloquin président, Norbert P. Bérard, vice-président; directeurs: J.-B. Huard, Charles E. Péloquin, Homer Barré, Alfred S. Létourneau, Louis Letendre, etc.

¹⁷³L'Indépendant, 24 mars 1905; Compagnie dirigée par des Irlando-Américains: Quinlan Leary, président, L.L. Holden, vice-président, Cornelius Sullivan, secrétaire et R.F. Haffenreffer Jr., trésorier.

pour le marché local. Elle est évaluée entre 300 000\$ et 400 000\$ nets et jouit d'une excellente cote de crédit (A).¹⁷⁴ Au cours de sa période active, le manufacturier de piano Edmond Côté sera, entre autres, syndic de la *B.M.C. Durfee Textile School* pendant vingt ans et syndic de la *Union Bank*. Le Dr J.-B. Chagnon est un des directeurs du journal irlando-américain Herald en 1889 et Stanislas Boivin siège à la direction de la *Fall River Trust Co.* créée en 1920.

Malgré les progrès que connaît globalement la classe d'affaires entre les années 1870 et 1920, ces progrès ne sauraient rendre compte de la réalité si on omettait de l'intégrer à la structure socio-économique locale. Il importe de situer la place occupée par la petite-bourgeoisie franco-américaine par rapport à la grande bourgeoisie fall riveraine mais aussi par rapport aux entreprises concurrentes qui oeuvrent au même niveau, soit la vente au détail et des services. Le commerce de l'alimentation s'avère un bon baromètre pour évaluer l'évolution de la classe marchande franco-américaine. Ce secteur d'activité regroupe le plus grand nombre de commerçants d'un recensement à l'autre. En portant notre attention sur un type d'entreprise en particulier, nous pouvons comparer les assises financières des commerçants d'origine canadienne-française par rapport aux autres épiciers de Fall River. En 1880, 85% des épicerie tenues par des Canadiens français sont évaluées à moins de 1 000\$; 80% de l'ensemble de tous les autres épiciers de Fall River sont évalués à plus de 1 000\$, dont 40% au-delà de 5 000\$. Les progrès enregistrés durant les quarante années suivantes feront en sorte qu'en 1920 la taille de ces entreprises sont comparables: 47% des épicerie franco-américaines ont une valeur de liquidation de plus de 1 000\$, dont 8% au-delà de 5 000\$; 43% de l'ensemble des autres épicerie de Fall River sont évaluées à plus de 1 000\$ et 8% au-delà de 5000\$. Après quarante ans d'activités commerciales, les épicerie franco-américaines ont donc rattrapé l'ensemble des épicerie de Fall River, tant sur le plan du crédit que de la valeur du chiffre d'affaires. Sans que leur progression ne soit constante, l'écart entre la valeur des commerces franco-américains et celle des autres épiciers de la ville se rétrécit durant la période étudiée. La différence marquante a trait aux entreprises qui se démarquent, soit celles qui ont une valeur de liquidation chiffrée à plus de 35 000\$. Aucun Franco-Américain ne figure parmi ce petit groupe.

¹⁷⁴B.B.C.R., January 1905.

Le tableau 4.5.1 nous indique que la proportion d'épiciers franco-américains qui reçoivent une évaluation positive progresse. Si seulement une minorité (18%) se classe pour un crédit très modéré (E) et une autre 18% (D) obtient une note passable en 1880, ces proportions sont passées à 66% et 25% respectivement dix ans plus tard. La tendance positive ne se maintient pas tout au long de la période étudiée puisque qu'en 1900, la proportion qui obtient une note passable (D) décroît à 13% et 87% n'obtiennent qu'un crédit très modéré (E). Ils ont probablement subi les contre-coups de la crise conjoncturelle de 1893-94. Par contre, sur la longue durée, il y a une progression pour la période étudiée. Ainsi, en 1920, la proportion des épiciers qui se classent pour un crédit passable (D) a remonté à 32% et un autre 11% atteint une bonne cote (C).

Entre-temps, la performance des épiciers franco-américains s'apparente de plus en plus à celle des autres épiciers de la ville.(voir tableau 4.5.2) Alors que Bradstreet accorde une cote de D ou C à 42% de l'ensemble des commerçants à l'exclusion des franco-américains en 1880, seulement 18% des épiciers d'origine canadienne-française obtiennent ces cotes. (tableau 4.5.2) En 1920, la performance globale des épiciers franco-américains s'est nettement améliorée au point où la tendance semble s'être inversée. La compagnie d'évaluation de crédit accorde la note C ou D à 42% d'entre eux, contre seulement à 33% de tous les autres épiciers reçoivent pour les épiciers non-francophones une évaluation similaire.

En fait, depuis leurs débuts durant les années 1870, les gens d'affaires d'origine canadienne-française se taillent graduellement une place dans la hiérarchie économique de Fall River. Ainsi qu'en 1920, les commerces tenus par des citoyens franco-américains obtiennent des évaluations comparables aux autres commerçants de la ville dans leur secteur d'activité, non seulement chez les marchands de l'alimentation mais aussi dans d'autres branches telles les pharmaciens, entrepreneurs de la construction et les grossistes en alimentation.

Parallèlement à cette parité relative, quelques entrepreneurs atteignent un niveau supérieur dans le commerce en gros et la production manufacturière au début du XXe siècle. En cela, la provenance de leur clientèle déborde le cadre restreint de la communauté ethnique.

4.5.1. Épiciers au détail franco-américains et autres* de Fall River: cotes de crédit attribuées par Bradstreet, entre 1880 et 1920

	1880		1890		1900		1910		1920	
	fr. n: 11	au. n: 24	fr. n: 12	au. n: 21	fr. n: 30	au. n: 27	fr. n: 59	au. n: 28	fr. n: 47	au. n: 27
F	64%	25%	-	-	-	17%	11%	17%	19%	
E	18%	38%	66%	43%	87%	78%	49%	57%	40%	48%
D	18%	17%	25%	38%	13%	22%	15%	36%	32%	26%
C		25%	8%	10%	-	4%	8%	4%	11%	7%
B		-								
A		4%		19%		3%				

*Les échantillons regroupent tous les épiciers dont le nom de famille débute par la lettre A, B ou C

Sources: Bradstreet's Book of Commercial Ratings of Bankers, Merchants, Manufacturers, etc., in the United States and the Dominion of Canada. New York, The Bradstreet Company: January 1880, January 1890, January 1900, January 1910, March 1920.

4.5.2. Épiciers au détail franco-américains et autres* de Fall River: valeur des commerces selon Bradstreet, entre 1880 et 1920

	1880		1890		1900		1910		1920	
	fr. n: 10	autres n: 15	fr. n: 8	autres n: 15	fr. n: 26	autres n: 24	fr. n: 53	autres n: 28	fr. n: 46	autres n: 26
Z		13%	25%	27%	38%	50%	43%	39%	22%	42%
Y		7%	25%	-	35%	13%	19%	11%	30%	23%
X	20%	20%	13%	20%	19%	21%	11%	14%	15%	23%
W		7%	-	20%	-%	8%	8%	21%	13%	8%
V		7%	25%	7%	4%	-	9%	7%	11%	4%
U		20%	-	7%	4%	4%	6%	7%	4%	8%
T		13%	13%	7%	-	-	4%	7%	2%	-
S		-	-	-	-	-	-	-	2%	-
R		-	-	7%	-	-	-	-	2%	-
K		7%	-	7%	-	4%	-	-	2%	-

*Les échantillons regroupent tous les épiciers dont le nom de familles débute par la lettre A, B ou C.

Sources: Bradstreet's Book of Commercial Ratings of Bankers, Merchants, Manufacturers, etc., in the United States and the Dominion of Canada. New York, The Bradstreet Company: January 1880, January 1890, January 1900, January 1910, March 1920.

Parfois leur chiffre d'affaires est plus élevé que celui de leurs concurrents. C'est le cas d'Edmond Côté, manufacturier de pianos, et de la compagnie I. Renaud, un grossiste de l'alimentation propriété de Léonidas Melançon, Louis Letendre Jr. et Alfred S. Létourneau. Chacun a des intérêts dans une entreprise personnelle également. Quand Léonidas Melançon immigre en 1892, il est âgé de 39 ans et possède un diplôme commercial du collège de Saint-Aimé. Son partenaire Letendre, âgé de 40 ans, a également suivi une formation commerciale au collège de Farnham. Dès 1900, alors qu'il n'a que 20 ans, il est épicier depuis trois ans. En 1920, il est devenu directeur de la Banque Coopérative Lafayette et possède une épicerie de vente au détail. Quant à leur associé Alfred Létourneau, âgé de 46 ans et ayant immigré en 1887, il compte parmi les rares pharmaciens diplômés. Il fut d'abord à l'emploi du Dr. Collet avant de s'associer à son beau-père William Corneau, lui-même pharmacien prospère, établi à Fall River depuis 1871. Létourneau est également l'un des directeurs de la Banque Coopérative Lafayette.

Immigrant aux États-Unis en 1885, la première occupation connue d'Edmond Côté à Fall River est celle d'agent de machines à coudre en 1895. Il gère une petite entreprise de moins de 1 000\$. Il déclare la même occupation au recensement de 1900 alors que le registre de Bradstreet de septembre de la même année indique qu'il vend des pianos; il obtient alors la cote C. Edmond Côté est le seul Franco-américain qui soit membre de la Chambre de commerce (*Fall River Board of Trade*). Cinq ans plus tard (1905) sa manufacture de piano est évaluée entre 10 000 et 20 000\$, obtenant une cote de crédit passable (D). Les quinze prochaines années lui sont très profitables de sorte qu'en 1920, Côté obtient la meilleure cote qui sera attribuée à un Franco-Américain de Fall River, soit la note A ("very high"). Il est alors en affaires depuis 25 ans et se démarque par la taille de son commerce évalué entre 300 000 et 400 000 \$ en 1920.¹⁷⁵ Côté est le seul à se hisser dans cette tranche de chiffre d'affaires. Le marchand de meubles Napoléon Tessier le suit avec une entreprise valant entre 150 000 et 200 000\$. Seulement cinq

¹⁷⁵ Côté fut président de la Banque Coopérative Lafayette et candidat à la mairie lors de l'élection municipale de 1900. Comme le verra au prochain chapitre, il connaîtra des déboires avec l'élite franco-américaine de la première heure qui ne l'appuie pas dans ses luttes politiques.

commerçants franco-américains obtiennent la cote B (“excellent”) au même moment.

Conclusion

Coelho soutient dans sa thèse de doctorat que Fall River offrait des possibilités favorables à la mobilité sociale dans les décennies 1870 et 1880, alors que s’amorce la vague migratoire des Canadiens français.

“It is apparent that Fall River was a vibrant, expanding city which offered immigrants dual opportunities. Jobs were abundant, and employment readily available. And while the fact that financial control by a small number of owners gave the city some aspects of a company town, there was no entrenched minority of native Americans to block upward mobility into skilled or non-manual occupations. The population of the city was fluid and expanding, and it might be expected to be highly mobile. It was not a closed society in which economic advance might be blocked by the nature of one's immigrant background. Opportunity existed for those willing or able to seize it. And the rapid and constant growth of the city gave immigrants an opportunity to share in its prosperity.”¹⁷⁶

Notre recherche démontre que les années 1870-1890 correspondent au contexte qui voit naître une petite-bourgeoisie d’affaires franco-américaine. Celle-ci bénéficie de la croissance de l’industrie textile, de la hausse des revenus réels chez les ouvriers¹⁷⁷ et de l’essor démographique de Fall River. Certains secteurs d’activités économiques créent des opportunités pour les individus entrepreneurs. Disposant de capitaux modestes, les gens d’affaires s’orientent dans des secteurs qui nécessitent peu d’investissement, voire quelques centaines des dollars. Par ailleurs, plusieurs facteurs contextuels agissent au détriment de la petite-bourgeoisie d’affaires: une population ouvrière mobile, surtout dans les années 1870 et 1880; la fluctuation du pouvoir d’achat de la classe ouvrière. Les baisses de salaires dans les filatures durant les années 1900-1901, 1903-1904 atteignent 10% ou 15% et parfois 25%. Ou encore, c’est l’arrêt

¹⁷⁶Coelho, «op. cit.», p. 22.

¹⁷⁷Roby, op. cit., p. 74.

pur et simple de la production.¹⁷⁸ Selon Yves Roby, en 1894-1895, 80% des ouvriers des filatures de Lawrence travaillent régulièrement alors qu'un nombre égal de leurs confrères de Fall River sont mis à pied. Les périodes de crises cycliques (1873-79, 1882-1885, 1888-1891, 1894-1896) ébranlent sérieusement les petites entreprises qui ne peuvent compter sur une marge de crédit généreuse. Bien des commerçants ne peuvent supporter un ralentissement de leurs activités et font alors faillite. Les divers conflits ouvriers, tel celui de 1904 qui dure plus de six mois et où 9000 personnes quittent temporairement la ville pour retourner au Canada, s'ajoutent à leurs problèmes.¹⁷⁹

Prise entre l'arbre et l'écorce, la petite-bourgeoisie d'affaires franco-américaine demeure vulnérable face aux crises ponctuelles, aux grèves et aux récessions. Graduellement, elle se taille une place dans la structure économique de Fall River. Soumise à la bourgeoisie locale, elle réussit à progresser en s'accaparant une grande part des immigrants-consommateurs à la fin des années 1870. Cet avantage n'exclut pas pour autant le facteur de la concurrence. Au contraire, la compétition entre commerçants canadiens devient féroce et seulement une minorité perdure au-delà de quelques années. Nous sommes en présence d'entreprises de dimensions modestes qui assurent le gagne-pain du chef de famille et procurent, parfois, du travail à quelques immigrants de la deuxième génération. Ce sont des entreprises où la solidarité familiale et ethnique jouent un rôle de premier plan dans l'accès aux capitaux et à une main-d'œuvre

¹⁷⁸Les crises et les récessions ont souvent un impact immédiat sur la santé des commerces: la crise financière de 1884; la récession de 1893; la grève de 1904. Voir les articles parus dans L'Indépendant du 11 septembre 1884- "crise financière et négociants Canadiens"; du 10 août 1893 "mauvais état des affaires"; du 31 août 1893 "réduction des salaires"; du 6 janvier 1904 "marché du coton inactivité presque complète", du 7 août 1904 "réduction des salaires de 10%", du 8 juillet 1904; "18 mois de temps durs" et "crise industrielle"; Même si les "actions des filatures ont augmenté de 35%-26 août 1905", "les patrons refusent de faire des concession salariale"[sic]. L'Indépendant, 24 octobre 1905.

¹⁷⁹Roby, *op. cit.*, p. 231.
La grève de 1884 fait la nouvelle à toutes les semaines dans L'Indépendant, 7 février au 29 mai 1884. Perte de revenus et effets pour les commerçants- voir l'édition du 29 mai. La grève de 1889 paralyse les affaires durant 3 à 4 semaines; 15 mars 89; grève -14 janvier 1892. Suite à une réduction des salaires de 12,5%, la grève qui débute le 13 juillet 1904 se prolongera jusqu'en janvier 1905. En 1905, Bradstreet liste 93 commerçants, soit une baisse de 23% par rapport à 1900. Parmi les commerçants qui réussissent à traverser cette crise, 46% (n: 43) figurent au registre des persistants de 20 ans et plus.

non-salariée.

C'est au sein du groupe de pionniers des années 1870 que l'on verra émerger une élite commerçante. Ces individus s'accaparent une part appréciable des achats des immigrants, ce qui facilite par la suite leur accès au crédit auprès des institutions financières. Les plus prospères sont en mesure d'accorder des prêts à leurs compatriotes. Les transactions immobilières entre gens d'affaires d'origine canadienne-française se multiplient. Des entrepreneurs tels Jean-Baptiste Huard, Joseph Amiot¹⁸⁰ ou Joseph Labbé jouent un rôle de premier plan dans le marché immobilier du village Flint.

Qu'ont en commun ces pionniers de la première vague d'immigration? Ils se lancent en affaires au début de la trentaine. Ils ont immigré à un âge relativement jeune et acquièrent leur expérience comme commis auprès d'un marchand yankee ou canadien-français. Lorsqu'ils ont amassé des économies de l'ordre de quelques centaines de dollars, ils ouvrent leur propre entreprise. Ces capitaux très modestes s'avèrent suffisants pour gagner une part de marché au détriment de la bourgeoisie anglo-saxonne déjà établie. Puisqu'ils ont peu de garanties à offrir autres que leurs marchandises, ces commerçants obtiennent difficilement du crédit de la part de leurs fournisseurs américains. Ils agissent en tant que distributeurs des grossistes américains. En retour, les commerçants franco-américains leur facilitent l'accès au marché canadien-français. Ceux qui se taillent une part appréciable du marché auprès des immigrants et qui réussissent à persister au-delà de la phase d'établissement sont les mêmes qui accèdent par la suite au crédit des coopératives d'épargne. À partir des années 1880, quelques commerçants peuvent contracter des prêts chez l'une des coopératives de crédit. C'est ainsi qu'ils peuvent financer leur commerce et leurs investissements immobiliers. On ne saurait négliger l'importance de la famille tout au long des premières années d'opération qui est à la fois une source de main-d'oeuvre et parfois de capitaux, quand ce n'est pas pour servir de prête-nom..

¹⁸⁰En avril 1889, Amiot annonce qu'il fera construire trois maisons de trois logements sur la rue Mason, près du couvent des Dames Jésus-Marie. "Ces résidences seront pourvues de toutes les améliorations modernes." L'Indépendant, 25 avril, 1889.

La deuxième génération possède une meilleure éducation prodiguée par les collègues québécois ou dans les cours commerciaux dispensés par les établissements privés de Fall River. Les gens d'affaires issus de cette deuxième génération prennent la direction d'entreprises créées par leurs prédécesseurs. Leur présence dans le monde des affaires correspond à la phase de croissance des entreprises franco-américaines. Au début du XXe siècle, la petite-bourgeoisie d'affaires possède des bases financières comparables à l'ensemble de la classe d'affaires de Fall River dans les secteurs d'activité où elle s'est forgée une niche. Dans certains cas, elle réussit même à atteindre les niveaux intermédiaires, soit comme grossistes ou petits manufacturiers.

Les besoins des immigrants ont certes favorisé l'émergence d'une petite-bourgeoisie d'affaires. Mais cette interprétation ne permet pas d'expliquer la progression des assises financières et l'apparition d'une élite commerçante. D'une part, cette thèse tend à sous-estimer l'importance des transactions immobilières dans la formation du capital. D'autre part, elle privilégie une compréhension sectaire de la communauté ethnique et néglige de l'intégrer au contexte local. On a pu voir au deuxième chapitre le caractère multi-ethnique des villages de Fall River. Or, le degré de concurrence au niveau du commerce au détail ne permet pas d'accumuler les bénéfices nécessaires à la constitution d'un capital de plusieurs milliers de dollars. Les marchands reproduisent aux États-Unis le système de crédit auquel le migrant canadien-français est habitué, au détriment de leur propre crédit auprès de la bourgeoisie américaine. Pour atteindre des actifs de dizaines de milliers de dollars, ils se doivent de diversifier leur clientèle. La structure urbaine de Fall River les favorise sur ce plan. Pris entre l'arbre et l'écorce, les commerçants franco-américains doivent apprendre à naviguer entre leurs intérêts personnels et ceux de la communauté, tout en étant dépendants de la bourgeoisie américaine locale.

Dans le texte qui présente les hommes d'affaires franco-américains de Fall River à l'intérieur du guide franco-américain de 1909, on peut lire:

“Si le favoritisme de notre public français n'est pas toujours très apparent, aux yeux

de quelques-uns de nos hommes d'affaires, ce n'est pas une raison pour eux de lui jeter la pierre sans mûre réflexion. [...] Ceux-là mêmes qui blâment notre public, qui l'accusent de manquer de patriotisme pratique, sont les premiers à réfuter leurs paroles par leurs actions. En réalité, ces hommes d'affaires ont tellement confiance dans le patronage de notre public, qu'ils se croient sûrs de l'obtenir sans la moindre annonce.» Tandis que d'autres «sont de véritables calominateurs [sic] de notre public français. Ils pensent se venter [sic] sérieusement, en proclamant avec une malheureuse arrogance, que le patronage du public français ne vaut rien et qu'ils n'en veulent point.»¹⁸¹

Ces attitudes reflètent l'évolution d'une élite parmi la petite-bourgeoisie d'affaires qui a développé des assises financières solides, a réussi à intégrer les institutions locales et compte sur une clientèle variée.

Même si nous avons pu constater (au chapitre trois) que la petite-bourgeoisie semble se renouveler, on entrevoyait néanmoins une certaine transformation de cette classe sociale et la montée de la génération. Rappelons qu'au recensement fédéral de 1920 quelques fils privilégiés issus des familles pionnières accèdent aux emplois professionnels ou travaillent au sein de l'entreprise fondée par leur père. Malgré un faible taux de persistance socioprofessionnelle, on assiste tout de même à la formation d'un noyau dur de commerçants dès les années 1880. Cette tendance se maintiendra jusqu'en 1900, année charnière où l'on compte le plus grand nombre de commerçants ayant persisté dans un seul recensement. Parmi ce groupe constitué de plus de 300 individus, on reconnaît plusieurs acteurs recensés avant 1880. Ces derniers joueront un rôle primordial dans l'histoire de la communauté, soit par leur implication dans la vie nationale, la vie politique municipale ou comme professionnels et gens d'affaires influents parmi leurs compatriotes. Leur rayonnement au sein de la communauté franco-américaine débordera parfois l'échelle régionale pour atteindre le niveau de la Nouvelle-Angleterre.

¹⁸¹Guide de 1909, p. 610-611.

CHAPITRE V

LA PERSISTANCE SOCIOPROFESSIONNELLE OU LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS
D'UNE PETITE-BOURGEOISIE

Les paramètres rigides d'une grille occupationnelle s'avèrent contraignants pour identifier une classe sociale, surtout à partir d'une source unique. Ils imposent un classement systématique faisant abstraction de réalités d'ordre contextuel. Or, en préconisant une définition inclusive de la petite-bourgeoisie, (retenant artisans indépendants et petits cols blancs salariés), la propension à surévaluer sa composition était d'ores et déjà un fait anticipé.¹ Et que dire des boulangers, barbiers et autres petits commerçants dont nous ne pouvions établir avec certitude qu'ils fussent tous propriétaires d'une entreprise.

Pour distinguer artisans-entrepreneurs des ouvriers qualifiés salariés et discerner les propriétaires d'établissement commercial, il fut dès lors convenu de recouper la profession déclarée au recensement officiel à celle contenue dans les annuaires municipaux et les registres des compagnies d'évaluation de crédit. Mais puisque ces sources s'avèrent elles-mêmes truffées d'omissions, cette solution ne pouvait être totalement satisfaisante. Ainsi, à défaut de pouvoir confirmer le statut professionnel de tous les artisans indépendants et des petits commerçants par l'une ou l'autre de ces sources, nous avons préféré ne pas les exclure du dépouillement final.

Dans le cas des petits cols blancs salariés, les recensements officiels utilisent une catégorisation qui englobe des réalités objectives fort différentes. Les conditions

¹Nous avons présenté une grille de classement socioprofessionnel de la classe moyenne au chapitre précédent basée sur le principe du travail non-manuel et du "self-employed". Cet ensemble est lui-même sous-divisé en quatre catégories, soit les professionnels, les commerçants, les artisans indépendants et les cols blancs salariés.

socio-économiques peuvent varier considérablement sous un même titre professionnel. Le cas des commis est le plus probant. Dans cette catégorie d'emploi, on retrouve les commis de magasin, des employés de bureau d'assurances, du bureau de poste, etc. Les qualifications professionnelles exigées pour effectuer un travail de bureau sont-elles comparables à celles que doit posséder un commis de magasin? Les conditions salariales, les possibilités d'avancement, l'environnement de travail sont-ils comparables? Nous pourrions formuler les mêmes doutes à propos des enseignants des écoles publiques par rapport aux enseignants d'écoles paroissiales (des religieuses en grande majorité), notamment sur le plan des critères d'embauche.

Devant cette problématique, nous avons employé une grille socioprofessionnelle qui rattissait les périphéries de la petite-bourgeoisie. Nous avons fait une utilisation rigide des catégories d'emplois retenus. L'emploi fut le seul critère retenu, nonobstant le contexte familial de l'individu afin d'éviter les décisions arbitraires. La composition de la petite-bourgeoisie proposée au chapitre précédent pêche donc par son caractère approximatif. Elle intègre la «lower middle class» ou les périphéries de la petite-bourgeoisie. En contre-partie, elle tient compte de sa diversité, l'une de ses caractéristiques inhérentes.

Or, même si les recensements nominatifs avaient précisé les occupations, nous n'aurions qu'une compréhension provisoire d'une réalité en mouvance perpétuelle. Qu'importe le degré de précision d'un recensement, celui-ci ne peut offrir davantage qu'un cliché instantané d'une réalité sans cesse fluctuante. Dans quelle mesure l'occupation d'un individu à un moment précis de sa vie active suffit-elle à définir son appartenance à une classe sociale? Comment rendre compte de son véritable statut social sans prendre en considération la variable de la durée? Et que vaudrait un classement socioprofessionnel qui ferait abstraction des conditions historiques qui le façonnent? Le défi de l'historien n'est-il pas de démontrer l'historicité des réalités sociales, politiques et économiques?

L'étude d'une classe sociale qui se veut le moins rigoureuse doit donc intégrer la dimension temporelle. Cette obligation est d'autant plus pertinente lorsqu'on s'intéresse à une population migrante. Il ne saurait en être autrement pour comprendre les modalités

conjoncturelles et structurelles entourant la formation d'une communauté ainsi que les différentes strates qui la composent. Malgré les difficultés méthodologiques que cela entraîne - notamment l'identification des individus - une approche longitudinale intègre plus facilement les facteurs exogènes et endogènes qui affectent la dynamique d'un phénomène historique. Ce n'est qu'au terme de cette étude que nous pourrons véritablement caractériser la petite-bourgeoisie franco-américaine.

L'intention du prochain exercice sera donc de circonscrire les éléments constitutifs de la petite-bourgeoisie avec plus de précision, de rajuster le tir par rapport au chapitre trois. Il comporte deux grandes parties qui s'articulent autour de deux démarches distinctes. La première s'intéresse à la formation et à la reproduction de la petite-bourgeoisie. Par une enquête apriorique, nous tâcherons de déterminer le rôle de la mobilité sociale dans la formation de cette classe sociale. En déterminant la proportion de persistants qui ont oeuvré soit comme ouvriers qualifiés et non-qualifiés, de ceux qui ont besogné comme petits cols blancs salariés durant leurs premières années de résidence à Fall River, nous serons à même de comparer l'incidence de la mobilité sociale chez les individus persistants par rapport aux corpus d'ensemble établis au chapitre précédent. Ces individus seront regroupés selon deux cohortes de persistance, soit l'une intercensitaire et l'autre sur vingt ans et plus.

Dans une perspective longitudinale, la persistance à moyen et à long terme sera envisagée en fonction des catégories d'emploi. Nous dégagerons la structure occupationnelle des cohortes de persistants et les comparerons à celle des corpus d'ensemble. Cette démarche à deux volets nous permettra non seulement d'identifier les persistants mais aussi de vérifier les profils de carrière, de discerner la stratification au sein de la petite-bourgeoisie et de distinguer l'impact de diverses vagues migratoires sur la composition d'une classe sociale.

Puisque la condition sociale des individus persistants se confirme à moyen et long terme, nous ne sommes plus en présence d'une situation passagère, d'un moment furtif mais bien d'une véritable classe sociale. Cela ne signifie pas pour autant que tous ceux qui ne figurent pas aux cohortes de persistance n'appartiennent pas à la petite-bourgeoisie. Mais puisque leur

présence s'avère éphémère, ils n'ont certes pas le même impact sur la communauté; leur rapport à la société américaine diffère; ils sont moins susceptibles d'intégrer les structures américaines.²

Dans la deuxième partie de ce chapitre, nous nous proposons de comparer les conditions socio-économiques des cohortes de persistants à moyen et à long terme par rapport aux corpus d'ensemble de 1900 et 1920. Identifiés comme tels au sein de deux sous-groupes, il s'agira de voir si les hypothèses développées au sujet du développement de la petite-bourgeoisie aux chapitre trois et quatre se confirment chez ceux qui forment le coeur de la petite-bourgeoisie. Nous nous intéresserons donc à leurs caractéristiques démographiques, à leurs assises matérielles et à leur degré d'intégration à la société américaine. Ayant circonscrit avec plus de précision les éléments constitutifs de la petite-bourgeoisie, nous serons à même de mieux cerner ses véritables caractéristiques socio-économiques.

I. Antécédents et maintien d'une classe sociale

A. Petits cols blancs salariés et ouvriers qualifiés: les pépinières d'une petite-bourgeoisie

Au chapitre précédent, nous avons tenté d'évaluer l'importance des antécédents ouvriers dans la formation d'une petite-bourgeoisie afin de mesurer l'incidence de la mobilité sociale. Au cours du prochain exercice, nous voulons vérifier s'il y a une corrélation entre l'axe professionnel et le degré de persistance. Nous formulons l'hypothèse que l'expérience du travail manuel est précurseur d'un plus faible niveau de persistance. et que ceux dont on ne connaît aucune phase de travail manuel obtiennent un plus grand degré de persistance socioprofessionnelle parce qu'ils peuvent compter sur un petit capital financier ou intellectuel.

²Nous aurons l'occasion de souligner le rôle des oiseaux de passage au chapitre 6 lorsque nous aborderons les formes de leadership pratiquées par les élites. La durée du séjour ne sera pas un facteur d'exclusion comme dans le présent chapitre.

Rappelons que parmi ceux qui figurent au corpus de 1880, 24% ont exercé une occupation manuelle avant d'accéder à la petite-bourgeoisie, selon ce que nous révèlent les annuaires de Fall River. Au recensement de 1900, nous avons évalué ce taux à 32% en retraçant les antécédents professionnels de nos sujets dans le guide franco-américain de 1888.

5.1. Comparaison des antécédents socioprofessionnels*

<u>corpus</u>	<u>manuel</u>	<u>cohorte</u>	<u>manuel</u>
1880 (n: 75)	24%	1880-1900 (n: 25)	28%
1900 (n: 315)	32%	1888-1909 (n: 27)	33%
		1900-1920 (n: 86)	24%

*exclut les antécédents des artisans indépendants

Sources:

Recensements fédéraux de 1870, 1880, 1900 et 1920

Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] de Fall River et Notes historiques sur les Canadiens de Fall River. par H.A. Dubuque. Première Edition. Fall River, Edmond-F. Lamoureux, Editeur. 1888. 263 p.

Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant l'histoire de la colonie et l'almanach des adresses avec illustrations. Editeurs-propriétaires: L.J. Gagnon & Cie, Imprimeurs, Fall River, Massachusetts, 1909-10. 862 p.

En guise de comparaison, 28% de la cohorte de persistants des années 1880-1900 auraient détenu une occupation manuelle au cours de la décennie de 1870. Quant à la deuxième cohorte de persistants (1888-1909), le tiers d'entre eux (33%) aurait exercé alors une occupation manuelle durant les années 1870, tandis qu'à la troisième cohorte (1900-1920), le taux atteint son plus bas niveau à 24%. La différence relativement faible entre les taux d'antécédents ouvriers semble suggérer que la mobilité sociale ascendante joue un rôle de second plan dans la formation d'une petite-bourgeoisie. Ces estimations ne tiennent pas compte cependant des antécédents professionnels des artisans. Dans cette éventualité, cette réalité prend une tout autre dimension.

5.2. Proportion des petits-bourgeois qui ont exercé une occupation manuelle*

<u>corpus</u>	<u>retracés</u>	<u>manuel</u>	<u>cohortes</u>	<u>retracés</u>	<u>manuel</u>
1880 (n: 167)	n: 76	39%	1880-1888	n: 45	29%
1900 (n: 1353)	n: 315	39%	1880-1900	n: 25	28%
			1900-1909	n: 127	34%

*Comptant parmi les individus qui figurent au corpus total et la cohorte de persistants comptabilisés dans les recensement de 1880 et 1900 et tenant compte des ouvriers qualifiés, semi et non-qualifiés et incluant les artisans indépendants

Sources: Recensements fédéraux de 1880 et 1900.

Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] [...] op. cit. 1888

Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant [...] op. cit. 1909-10.

Antécédents du corpus de 1880 retracés dans annuaires de 1873, 1874, 1876, 1878: du corpus total (N: 167) et du corpus de persistants 1880-1900 (N: 36)

Antécédents du corpus de 1900 retracés dans le guide d'adresses de 1888: du corpus total (N: 1353) et du corpus de persistants 1900-1920 (n: 205).

Car, sans que nous puissions en mesurer l'ampleur exacte, nous pouvons présumer que bien des artisans indépendants ont d'abord été au service d'un employeur avant de s'établir à leur propre compte. Pour être la plus rigoureuse possible, cette évaluation doit intégrer les artisans d'autant plus que nous ne pouvons pas toujours distinguer systématiquement artisans indépendants et ouvriers qualifiés salariés. Dans cette perspective, si nous tenons compte de tous les ouvriers qualifiés, qu'ils soient établis à leur compte ou non, la proportion de ceux qui figurent au corpus de 1880 et qui auraient exercé une occupation manuelle grimpe à 39%. Au recensement de 1900, le taux s'élève aussi à 39% lorsqu'on y inclue les artisans indépendants. Selon cette proposition, plus du tiers des individus identifiés à la petite-bourgeoisie dans ces deux recensements auraient travaillé antérieurement comme ouvriers qualifiés, semi ou non-qualifiés depuis leur arrivée à Fall River. Quant à ceux qui figurent aux cohortes de persistance, l'incidence du travail manuel serait légèrement plus basse, variant entre 28 et 34%.

À l'instar de ce que Frenette a pu observer dans le cas des Canadiens Français de Lewiston, l' "ouvrier qualifié [...] était dans une meilleure position et son métier lui ouvrait

parfois la porte d'un emploi clérical."³ De même, l'artisanat indépendant constitue l'une des trois voies de mobilité sociale majeure identifiées par la recherche de Pierre Anctil sur la petite-bourgeoisie de Woonsocket, les deux autres étant le commerce au détail et la spéculation foncière.⁴ Que dire par ailleurs des antécédents professionnels de ceux qui forment l'autre 61% de ces deux recensements?

L'évaluation de l'incidence de la mobilité sociale dans la formation d'une petite-bourgeoisie serait incomplète si on se bornait qu'à tenir compte des antécédents ouvriers de nos sujets. Elle doit nécessairement tenir compte de la mobilité des petits cols blancs salariés dont la rémunération s'apparente à celle des ouvriers et dont les qualifications techniques sont rudimentaires. En faisant lecture du tableau 5.3, où l'on tient compte de ces deux chemins de mobilité, on s'aperçoit que la majorité des membres de la petite-bourgeoisie, soit 57% et 62% d'entre eux, accèdent à la petite-bourgeoisie par la mobilité professionnelle. Que ce soit en fonction des corpus établis au moment des recensements ou parmi les cohortes de persistants à moyen et à long terme, ils ont en majorité fait l'expérience de travail comme ouvriers qualifiés (i.e. charpentier, menuisier, maçon, etc.) ou petits cols blancs salariés (i.e. commis, agent, collecteurs, etc.). En fait, ces deux grandes catégories d'employés salariés forment ce que nous pourrions appeler les pépinières de la petite-bourgeoisie.

En contrepartie, la proportion de professionnels, de commerçants et d'artisans indépendants qui se seraient établis en affaires dès leur arrivée à Fall River reste tout de même significative. Ils constituent près du tiers des corpus formés à partir des recensements de 1880, 1900 et 1909. Leur proportion est encore plus forte parmi les cohortes de persistants à moyen et à long terme, variant entre 41% et 59% des ces sous-groupes. (tableau 5.3) Selon ces données, le coeur de la petite-bourgeoisie se serait formé autour d'individus qui sont arrivés à Fall River

³Yves Frenette, "La genèse d'une communauté canadienne-française en Nouvelle-Angleterre: Lewiston, Maine, 1800-1880", Université Laval, thèse de Ph.D., 1988, p. 251.

⁴Pierre Anctil, "Aspects of Class Ideology in a New England Ethnic Minority: The Franco-Americans of Woonsocket, Rhode Island (1865-1929)", Ph.D. thesis, New York School for Social Research, 1980, p. 117-119.

avec un capital financier et ou intellectuel. Parmi les (316) persistants de plus de vingt ans, près de la moitié (N: 150) figurent dans ce groupe de privilégiés. On y retrouve une centaine de commerçants tels épiciers, boulangers, barbiers, entrepreneurs de pompes funèbres, ainsi qu'une trentaine d'artisans dont selliers, tailleurs, maréchal-ferrants et typographes. Plusieurs (N: 17) professionnels s'ajoutent à ce groupe soit essentiellement des médecins et dentistes. À peine une dizaine de cols blancs salariés y figurent, soit des journalistes et des enseignants.

Ces immigrants qui échappent à la prolétarianisation apportent avec eux un bagage qui les distingue de la grande majorité des immigrants canadiens-français. L'héritage pré-migratoire joue donc un rôle fondamental dans la formation d'une petite-bourgeoisie aux États-Unis. Ceux qui persistent se distinguent non seulement de l'ensemble de la population immigrante mais aussi des autres membres de la petite-bourgeoisie.

5.3. Antécédents socioprofessionnels par corpus et cohortes de persistants comptabilisés dans les recensements de 1880,1900 et 1909

<u>corpus</u>	<u>cols bleus</u>	<u>cols blancs salariés</u>	<u>total</u>
1880 (n: 75)	39%	23%	62%
1900 (n: 315)	39%	18%	57%
<u>cohortes</u>	<u>cols bleus</u>	<u>cols blancs salariés</u>	<u>total</u>
moyen terme			
1880-1888 (n: 65)	29%	17%	46%
1900-1909 (n: 127)	34%	20%	54%
long terme			
1880-1900 (n: 25)	28%	24%	52%
1888-1909 (n: 27)	33%	26%	59%
1900-1920 (n: 86)	24%	17%	41%

*ouvriers qualifiés (dont artisans indépendants) et non qualifiés

Sources: Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920

Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] [...] op. cit. 1888

Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant [...] op. cit. 1909-10.

B. Persistence selon les catégories professionnelles

Nous avons établi au chapitre trois⁵ que le niveau de persistance socioprofessionnelle intercensitaire variait entre 11% et 39% entre 1870 et 1920. Pour la même période, les taux de persistance sur vingt ans et plus fluctuaient entre 15% et 26% . Pour chaque catégorie d'occupation, les taux de persistance à long terme étaient relativement semblables, se situant entre 13% et 23%. La seule exception à cette règle était le cas des professionnels dont le taux, pour les années 1900-1920, atteignait alors 41%.⁶

5.4. Taux de persistance sur 10 ans par catégorie d'occupation

	<u>1880-1888</u>	<u>1888-1900</u>	<u>1900-1909</u>	<u>1909-1920</u>
professionnels:	57%	59%	52%	75%
commerçants:	58	41	33	32
artisans:	24	36	30	23
cols blancs:	35	38	25	29

Sources:

Recensements fédéraux de 1870, 1880, 1900 et 1920

Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] [...] op. cit. 1888

Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant [...] op. cit. 1909-10.

⁵Voir les tableaux 3.16 et 3.17.

⁶Ce taux varie selon que les “druggists” figurent parmi les professionnels ou les commerçants.

5.5. Taux de persistance sur 20 ans par catégories d'occupation, selon la première occupation

	<u>1880-1900</u>	<u>1888-1909</u>	<u>1900-1920</u>
professionnels:	14 % (n: 7)	39% (n: 23)	30 % (n: 43)
commerçants:	23 (n: 74)	24 (n: 260)	23 (n: 585)
artisans:	18 (n: 17)	41 (n: 44)	21 (n: 102)
cols blancs:	22 (n: 69)	21 (n: 176)	14 (n: 623)

Sources:

Recensements fédéraux de 1870, 1880, 1900 et 1920

Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] [...] op. cit. 1888

Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant [...] op. cit. 1909-10.

Par contre, cette dernière tendance ne tient pas à moyen terme. Ainsi, lorsque nous évaluons les taux de persistance intercensitaire des quatre catégories d'occupation, nous constatons que les professionnels obtiennent des taux nettement plus élevés. Entre 1880 et 1920, 52% à 75% d'entre eux apparaissent dans deux recensements successifs, ce qui est nettement plus élevé que pour les autres catégories d'emplois. Leur niveau de persistance augmente d'une décennie à l'autre. Les commerçants, artisans indépendants et cols blancs salariés se retrouvent donc dans une situation plus instable à moyen terme. Chez ces derniers, le taux de persistance intercensitaire ne dépasse jamais 38%.

Du côté des commerçants, on note le phénomène contraire par rapport aux professionnels en comparant la persistance à moyen terme à celle déjà observée à long terme. Alors que leur niveau de persistance à long terme se maintient, on remarque que leur niveau de persistance à moyen terme décline constamment à partir de 1880. Ceux qui franchissent le cap de la persistance intercensitaire dans les premières décennies occupent tout le champ du commerce de l'immigration, ce qui rend plus improbable l'émergence de nouveaux commerçants.

Chez les cols blancs salariés et les artisans, après une progression de la persistance intercensitaire durant les quatre premières décennies, on observe une tendance inversée au tournant du XXe siècle. La prolétarianisation des artisans amorcée au siècle précédent suit son cours. La production manufacturée de produits de consommation concurrence de plus en plus les artisans tels les cordonniers et les tailleurs. Les voitures à chevaux sont remplacées par des systèmes de transport en commun, tramway à chevaux puis électrique. Voituriers et forgerons se font donc de plus en plus rares. Quelques entrepreneurs de construction émergent parmi les charpentiers et menuisiers et accaparent progressivement le marché de la construction résidentielle. Selon la recherche de Stuart Blumin, le taux d'échec était déjà plus élevé chez les artisans que chez les commerçants non-manuels des grandes villes durant les années 1850. "The high failure rate among artisans reflects the significant smaller incomes that accrued to most of those who remained in the manual sector."⁷ En général le capital amassé est entièrement investi dans la boutique. Or, les rapports de crédit de Dun et les tables de Bradstreet rapportent des capitaux similaires entre commerçants au détail et artisans indépendants franco-américains. (voir chap 4.)

Par ailleurs, si la proportion d'artisans augmente en 1920, cela tient avant tout aux précisions fournies par le recensement qui spécifie les catégories de revenus. Il devient alors plus facile d'identifier les artisans établis à leur compte. Leur place au sein de la petite-bourgeoisie ne varie pas de façon aussi significative que chez les cols blancs salariés. En effet, ces derniers représentent une part toujours moins importante au sein du corpus de persistants que par rapport à l'ensemble de cette classe sociale. Tout comme les petits cols blancs salariés, ils échappent plus difficilement à la prolétarianisation. Bon nombre d'entre eux sont probablement embauchés par les différentes industries que compte Fall River.

⁷Stuart M. Blumin, The Emergence of the Middle Class. Social Experience in the American City, 1760-1900, New York, Cambridge University Press, 1989, (Collection "Interdisciplinary Perspectives on Modern History"), p. 115-116.

5.6. Proportion des cols blancs salariés qui deviennent commerçants sur une période intercensitaire et sur une période de 20 ans et plus

	intercensitaire <u>col blancs</u>	<u>commerçants</u>	sur 20 ans ou plus <u>commerçants</u>
1880 (n: 61)		26%	38%
1888 (n: 176)		16%	32%
1900 (n: 625)		9%	15%
1909 (n: 509)		9%	

Sources:

Recensements fédéraux de 1880 et 1900.

Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] [...] op. cit. 1888

Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant [...] op. cit. 1909-10.

Quant aux petits cols blancs salariés, leur niveau de persistance semble lié à leur capacité à s'établir en affaires ou à trouver un emploi mieux rémunéré. Une enquête sur les conditions salariales à Boston en 1902 révèle que les commis gagnent entre 4\$ et 28\$ par semaine, pour une moyenne d'un peu moins de 10\$. Chez les teneurs de livres ("bookkeepers"), le salaire hebdomadaire pouvait varier entre 9\$ et 38.50\$, pour une moyenne de 20\$. Les vendeurs, qui gagnaient en moyenne 15\$, pouvaient gagner aussi peu que 3\$ jusqu'à plus de 60\$ dans les meilleurs cas. Blumin suppose que l'ancienneté était le critère principal pour expliquer ces disparités.⁸

La proportion qui parvient à s'établir en affaires à moyen et à long terme déclinera constamment. À cet égard, leur situation ressemble beaucoup à celle des commerçants dont le degré de persistance suit la même trajectoire. Le tableau 5.5 révèle aussi que la mobilité sociale est plus facile durant les deux premières décennies. La proportion de cols blancs salariés qui parviennent à lancer leur petit commerce diminue continuellement jusqu'à la fin de la période couverte par cette étude. Les occasions sont certainement plus nombreuses durant la phase formatrice de la communauté ethnique. À mesure que le nombre de commerces et de boutiques

⁸Blumin, tire ces données de Carole Srole, "A Position That God Has Not Particulary Assigned To Men": The Feminization of Clerical Work, Boston, 1860-1915", Ph.D. dissertation, University of California at Los Angeles, 1984. Blumin, op. cit., p. 291-292.

se multiplie, la concurrence entre commerçants franco-américains s'accroît. Il devient dès lors de plus en plus difficile pour les nouveaux arrivants de s'accaparer une part de marché du commerce auprès des immigrants. Cette observation tendrait à confirmer l'hypothèse proposée au chapitre précédent, à savoir que la persistance à moyen et à long terme se chevauchent à partir du moment où s'est constituée une petite-bourgeoisie d'affaires, relativement bien établie.

Est-ce à dire qu'artisans indépendants et cols blancs salariés parviennent plus difficilement à maintenir leur statut socioprofessionnel que les commerçants et les professionnels? Appartiennent-ils vraiment à la petite-bourgeoisie, ou forment-ils une sous-catégorie qui gravite aux périphéries de la classe ouvrière et de la classe moyenne? Ils échappent plus difficilement à la prolétarianisation parce que leurs qualifications professionnelles se rapprochent davantage de celles des ouvriers semi-qualifiés que de la petite-bourgeoisie. Pourtant, les premières statistiques disponibles au sujet des revenus des employés cols blancs datant des années 1890 démontrent qu'ils gagnent des salaires deux fois plus élevés que les travailleurs manuels.⁹

D'autres historiens considèrent que les petits commis salariés du XXe siècle forment un véritable prolétariat de cols blancs: peu rémunérés, travaillant de longues heures, soumis parfois à une discipline de travail qui se rapproche de celle des travailleurs d'usines. La principale distinction qui subsiste entre la condition des travailleurs manuels et celle des petits cols blancs salariés tient au fait que ces derniers évoluent dans un environnement salubre et sont appelés à utiliser davantage leurs capacités intellectuelles que leurs capacités physiques. Par contre, telle que préconisé par la conception weberienne, il nous paraît essentiel d'envisager la classe sociale non comme un état fixe, "but as a compound of their actual situation, their opportunities and their expectations."¹⁰ Même si peu parviennent à amasser les économies nécessaires pour lancer leur propre entreprise, les commis ont tout au moins l'occasion de

⁹Voir Ryan, note 44, p. 287 référence à Robert Burns, "The Comparative Economic Position of Manual and White Collar Employees", *Journal of Business*, vol 27 (1954), p. 257-68.

¹⁰Max Weber, cité dans Harry Ritter, *Dictionary of Concepts in History*, New York, Greenwood Press, 1986, p. 48.

parfaire leurs connaissances du monde des affaires en exerçant leur métier pendant plusieurs années. Dans son étude sur la formation d'une classe moyenne au sein des grandes villes de la côte est, Stuart Blumin relate les perspectives avantageuses qui s'offrent aux commis par rapport aux travailleurs manuels:

“[. . .] the salaries paid to clerks, accountants, and other nonmanual employees were much more elastic than most skilled workers' wages. At any given moment there were large numbers of young clerks (or “apprenticed merchants”) who made less money than most skilled workers. But clerks, unlike the manual workers, had good reason to believe that their incomes would soon rise, and that even as employees they would earn enough money to support themselves and their families. Those who worked for import-export merchants and other long-distance traders might even find the opportunity to enhance their incomes by trading on their own.”¹¹

Les hautes sphères du commerce restent fermées aux jeunes commis franco-américains mais ils ont la possibilité de poursuivre dans le commerce par eux-mêmes ou de se trouver un meilleur emploi dans le secteur tertiaire, notamment comme agent d'assurances.

C. Structure occupationnelle des cohortes de persistants: le véritable portrait d'une classe moyenne

En dégagant le niveau de persistance socioprofessionnelle des membres de la petite-bourgeoisie, nous nous rapprochons sans doute de la véritable composition de cette classe sociale. Même si nous avons pu constater que la persistance par catégorie d'occupation suivait des tendances distinctes et nous permettait d'apprécier la propension de persistance par catégorie d'emploi, ces résultats ne révèlent pas la composition de la petite-bourgeoisie. L'étape suivante

¹¹Blumin, *op. cit.*, p. 112-113. Frenette souligne que les emplois de commis étaient recherchés par les Canadiens de Lewiston mais “que les portes étaient souvent fermées ou leur seuil demeurait difficile à franchir.” Frenette, “*op. cit.*”, p. 249.

sera d'évaluer le poids de chaque catégorie au sein des cohortes de persistants et de comparer ces résultats aux structures occupationnelles dégagées à partir des corpus d'ensemble.

Il s'agit d'établir la structure socioprofessionnelle à partir de trois points de vue distincts: 1- lors de la saisie de quatre recensements (soit 1888, 1900, 1909 et 1920) 2- du point de vue de la cohorte de persistance intercensitaire et 3- de celle de la cohorte composée de ceux qui figurent au registre de persistance de 20 ans et plus. Nous constatons dès lors que le poids relatif des commerçants et des professionnels au sein de ces cohortes est disproportionné. Tel que le révèlent les données rassemblées au tableau 5.7, ce phénomène est observable sur la moyenne et la longue durée.

Ainsi, au moment des dénombrements de 1888, 1900, 1909 et 1920, les commerçants forment respectivement 52%, 46%, 45% et 32% de ces ensembles. Leur proportion relative est en diminution constante. Par contre, du point de vue de la persistance à moyen terme, leur présence est nettement supérieure: ils forment 53% de la cohorte de persistants intercensitaires 1870-1888, 59% de celle de 1888-1900, 53% de celle des années 1900-1909 et 47% de la cohorte couvrant les années 1909-1920. Dans la perspective de la persistance à long terme, leur poids augmente jusqu'au début du XXe siècle pour prendre une tendance inversée par la suite. De ce point de vue, elle rejoint la tendance observée au chapitre de la persistance intercensitaire par catégories d'occupation.

5.7. Distribution par catégories d'emplois pour chaque corpus et cohorte de persistance de moyenne et longue durées

	<u>corpus</u> <u>1888</u> (n: 503)	<u>cohortes</u> <u>1880-1888</u> (n: 65)	<u>cohortes</u> <u>1870-1888</u> (n: 3)
prof	4,5%	8%	- %
comm	52	58	33
a.i.	9	11	66
c.b.	35	23	-
	<u>1900</u> (n: 1355)	<u>1888-1900</u> (n: 127)	<u>1880-1900</u> (n: 36)
prof	3%	10%	5%
comm	46	59	62
a.i.	8	7	5
c.b.	46	24	27
	<u>1909</u> (n: 1255)	<u>1900-1909</u> (n: 404)	<u>1888-1909</u> (n: 127)
prof	4%	8%	10%
comm	45	53	56
a.i.	10	10	13
c.b.	41	29	21
	<u>1920</u> (n: 1373)	<u>1909-1920</u> (n: 417)	<u>1900-1920</u> (n: 213)
prof	4,5%	8%	8%
comm.	32	47	49
a.i.	11	10	10
c.b.	52	34	33

Sources:

Recensements fédéraux de 1870, 1880, 1900 et 1920.

Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] [...] op. cit. 1888

Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant [...] op. cit. 1909-10.

La proportion des professionnels est nettement supérieure parmi ces mêmes cohortes de persistance intercensitaires par rapport aux corpus extrait des quatre recensements. Alors qu'ils représentent entre 3% et 4,5% des corpus d'ensemble, ils forment entre 8% et 10% des cohortes de persistants intercensitaires. Leur poids relatif est donc deux fois plus élevé que du point de vue de la structure occupationnelle dégagée lors des dénombrements. Par contre, quand il s'agit de vérifier leur poids parmi les cohortes de persistance sur 20 ans et plus, ce n'est qu'à partir de 1909 qu'ils forment une proportion plus élevée. Ce changement de tendance soutient l'hypothèse formulée au chapitre précédent à savoir qu'au XIXe siècle, les professionnels retournent en majorité au Canada après avoir travaillé quelques années, voire une dizaine d'années, aux États-Unis. Ce n'est qu'au tournant du XXe siècle que la majorité d'entre eux font souche aux États-Unis. Ainsi, parmi la cohorte des persistants à long terme en 1920, 8% sont des professionnels alors qu'ils ne forment que 4,5% de l'ensemble du corpus.

Les artisans indépendants constituent des proportions relativement semblables à celles des corpus d'ensemble, tant du point de vue de la persistance à moyen qu'à long terme. Quant aux cols blancs salariés, tout comme dans le cas de leur degré de persistance, la tendance est inversée comparativement aux autres catégories d'emploi, notamment les commerçants et les professionnels. Alors qu'ils forment entre 35% et 52% des corpus extraits des recensements depuis 1888 jusqu'à 1920, ils ne représentent que 23% à 34% des cohortes de persistants intercensitaires et entre 21% et 33% des cohortes de persistants de plus de vingt ans. Les cols blancs salariés qui persistent sont donc proportionnellement moins nombreux que les commerçants et les professionnels. Lorsqu'on les retrace sur les périodes de 10 et 20 ans, ils ont changé d'occupation dans bien des cas. Une minorité d'entre eux se sont lancés en affaires entre-temps (voir tableau 5.6) alors qu'une autre a accédé à un échelon supérieur dans la catégorie des cols blancs salariés. Parmi les cols blancs salariés (n: 80) qui persistent au-delà de deux décennies, plus du tiers occupent les strates les plus élevées dans la hiérarchie de cette sous-catégorie d'emploi: journalistes, agents d'assurances, surintendants d'un bureau d'assurance, commis-comptable, etc. On remarque également que plusieurs ont intégré les institutions locales et tirent profit de la fonction publique: évaluateur, commis à l'Hôtel de ville,

lieutenant de police et shérif, maître de poste, facteur, etc. Leur niveau de persistance semble lié directement à leur capacité à s'établir en affaires ou à trouver un emploi mieux rémunéré.¹²

Étant nettement sous-représentés au sein des cohortes de persistance, est-ce à dire que le statut des cols blancs salariés est plus précaire que celui des commerçants? Sommes-nous en présence de cols blancs prolétaires, qui ont une plus grande propension à connaître une mobilité ascendante ou qui seraient plus enclins, toute proportion gardée, à devoir quitter la ville à la recherche de meilleures opportunités d'avancement pour éviter le travail en filature? Ces jeunes gens comptent probablement parmi ces immigrants canadiens-français qui n'échappent pas à la prolétarisation.

Qu'importe les hypothèses que nous pourrions proposer à ce sujet, la composition de nos cohortes de persistance suggère que l'insertion des professionnels et des commerçants dans la vie économique locale est plus grande et favorise ainsi leur stabilité. Il est beaucoup plus facile pour un professionnel de faire souche dans une ville américaine à partir du moment où la communauté ethnique a atteint un seuil critique de développement démographique et institutionnel. Chez les commerçants, la persistance socioprofessionnelle est intimement liée à la persistance géographique. Ils doivent nécessairement faire souche afin d'assurer la croissance, sinon, la survie de leur entreprise. Et lorsqu'ils connaissent le succès, ils n'ont aucun intérêt à déraciner leur commerce pour repartir ailleurs. Bien au contraire. Ceux qui connaissent un échec peuvent essayer de mettre sur pied une nouvelle entreprise, trouver une occupation salariée ou tout simplement quitter la ville. Quant aux cols blancs salariés qui persistent au-delà de deux décennies, à l'instar de leurs compatriotes commerçants, ils ont intégré les structures locales et connaissent un certain degré de mobilité sociale durant leur période active.

Ainsi, pour la période étudiée (1870-1920), soit pendant les cinq premières décennies de la communauté franco-américaine de Fall River, le coeur de sa petite-bourgeoisie s'articule

¹²Une nouvelle association de commis-marchands voit le jour en 1893 qui sera une sorte de bourse du travail pour attribuer les emplois. L'Indépendant, 14 oct 1893.

autour de commerçants au détail et d'artisans indépendants qui réussissent à maintenir leur entreprise à flot en s'accaparant le commerce de l'immigration, de professionnels qui ont fait souche aux États-Unis et des cols blancs salariés qui intègrent les structures institutionnelles locales. Conséquemment, on ne se surprendra pas de constater que parmi les catégories de revenus citées au recensement de 1920, les individus établis à leur propre compte ainsi que les employeurs soient en proportions supérieures parmi les cohortes de persistants à moyen et à long terme. (voir tableau 5.8) Contrairement au dépouillement total où 53% des individus sont salariés, 65% des persistants, tant à moyen qu'à long terme, sont établis à leur compte et dans beaucoup de cas (15%) sont employeurs. Ces dernières données laissent sous-entendre que le coeur de la petite-bourgeoisie forme une élite qui détient une base financière plus solide que l'ensemble de la petite-bourgeoisie.

5.8. Type de revenus des individus en 1920 selon la durée de persistance

	<u>Ensemble</u> (n: 1373)	<u>cohorte 1909-20</u> (n: 417)	<u>cohorte 1900-1920</u> (n: 215)
propre compte	38%	48%	49%
employeur	9%	16%	15%
salariés	53%	35%	35%
autre*	(1)		
pas indiqué:	(6)	(3)	

*pensioned officer

Sources: Recensements fédéraux de 1900 et 1920;
Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant [...] op. cit. 1909-10.

II. Conditions socio-économiques des cohortes de persistants par rapport aux corpus d'ensemble

Si l'évaluation de la persistance socioprofessionnelle permet de mieux cerner la composition de la petite-bourgeoisie, qu'en est-il de leurs conditions socio-économiques? Diffèrent-elles sensiblement de celles des cohortes extraites des dépouillements généraux?

A. Profil démographique

Les premiers constats qui s'imposent sont d'ordre démographique, notamment sur le plan du ratio homme-femme et de la pyramide d'âge. (tableau 5.8.1) On remarque la quasi disparition des femmes au sein de ces cohortes. Que ce soit en fonction de la persistance à moyen ou à long terme, la proportion de femmes au sein des cohortes ne dépasse pas 3,6%. Leur période active sur le marché du travail correspond à des étapes bien précises de leur vie. Elles occupent un emploi dans leurs années de jeunesse précédant leur mariage et reviennent sur le marché du travail lorsqu'elles se retrouvent veuve ou sans conjoint-pourvoyeur. Qu'une petite ou grande partie de leur salaire contribue au revenu familial, leur présence sur le marché du travail est l'une des nombreuses stratégies économiques de la famille. Par ailleurs, nous avons vu au chapitre précédent, que leur absence des cohortes de persistance ne signifie pas qu'elles ont complètement délaissé la sphère économique. Elles continuent de jouer un rôle de premier plan au sein des entreprises familiales.

Ayant été retracés sur des périodes de dix à vingt ans, la moyenne d'âge des individus figurant au sein des cohortes de persistance est par conséquent plus élevée que pour l'ensemble des corpus établis en 1900 et 1920. Tous ceux alors âgés entre 16 et 26 ans sont écartés d'emblée. L'intérêt de cette démarche est plutôt de comparer les tranches d'âge selon les cohortes de persistance, soit à moyen et à long terme. Ainsi, peut-on constater au tableau 5.9. que les 31-40 ans sont relativement moins nombreux parmi la cohorte 1909-20 qu'à la cohorte

5.8.1. Ratio homme-femme par corpus d'ensemble et cohortes de persistance

corpus	cohortes 1880-88 (n: 65)	corpus 1900 (N: 1355)	cohortes 1880-1900 (N: 36)	cohortes 1888-1900 (n: 196)	corpus 1920 (N: 1373)	cohortes 1900-20 (N: 213)	cohortes 1909-20 (n: 417)
H	98,4%	88	100	-	80	-	-
F	1,6%	12	-	0,5	20	3,6%	1,2

Sources:

Recensements fédéraux de 1870, 1880, 1900 et 1920.

Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] de Fall River et Notes historiques sur les Canadiens de Fall River. par H.A. Dubuque. Première Edition, Fall River, Edmond-F. Lamoureux, Editeur, 1888, 263 p.

Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant l'histoire de la colonie et l'almanach des adresses avec illustrations, Editeurs-proprétaires: L.J. Gagnon & Cie, Imprimeurs, Fall River, Massachusetts, 1909-10, 862 p.

1888-1900. Alors qu'ils représentent 43% de la première cohorte (1888-1900), ils ne forment plus que 30% de la deuxième cohorte. Comment expliquer cet écart important, d'autant plus que la deuxième période intercensitaire est plus courte, soit seulement de huit ans? Y-a-t-il un vieillissement du noyau dur de la petite-bourgeoisie? La comparaison entre les cohortes à long terme, qui sont toutes deux de vingt ans tend à confirmer cette hypothèse. En effet, on remarque que la moyenne d'âge est plus élevée dans le deuxième groupe, soit celui de 1900-1920. Alors que seulement 37% des individus qui figurent à la cohorte de 1880-1900 sont âgés de plus de 50 ans, 50% de la cohorte de 1900-1920 comptent parmi ces tranches d'âge.

5.9. Distribution selon l'âge, par cohortes de persistance et par corpus

	cohorte 1880-1900 (n: 37) %	cohorte 1888-1900 (n: 195) %	corpus 1900 (n: 1355) %	cohorte 1900-20 (n: 176) %	cohorte 1909-20 (n: 409) %	corpus 1920 (n: 1373) %
... -20			14			9
21-30			36			26
31-40	11	43	26	12	30	26
41-50	51	33	15	38	36	21
51-60	32	14	6	33	20	12
61-70	5	5	2	14	8	4
71-80		1	0,3	3	0,2	0,9

Sources:

Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920.

Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] [...] op. cit. 1888

Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant [...] op. cit. 1909-10.

De plus, il semble qu'il y ait chevauchement entre la persistance à moyen et long à terme. Les pionniers de la première vague migratoire représentent toujours une part significative de la petite-bourgeoisie durant les deux premières décennies du XXe siècle. Parmi les 503 individus qui figurent au dénombrement de 1888, 69 (14%) figurent à notre corpus de 1920, donc plus de trente ans plus tard. Cette observation est d'autant plus valable après qu'on ait observé plus tôt des niveaux de persistance décroissants chez les commerçants et les cols blancs salariés.

Tel que constaté au chapitre trois (voir tableaux 3.8 et 3.9), nous sommes donc en présence d'une petite-bourgeoisie vieillissante, qui se régénère lentement. Ce vieillissement relatif a des incidences à tous les niveaux d'analyse. Si les persistants sont chefs de famille dans plus de 90% des cas (voir tableau 5.10), c'est avant tout dans le cycle familial et la moyenne d'âge des persistants qu'il faut chercher une explication à ce phénomène.

5.10. Distribution des individus par rapport au chef de ménage, 1900 et 1920

	corpus 1900 (N: 1355)	cohorte 1880-1900 (N: 37)	cohorte 1888-1900 (n: 195)	corpus 1920 (N: 1373)	cohorte 1900-20 (N: 223)	cohorte 1909-20 (n: 409)
chef	58%	92%	94%	62%	95%	90%
conjoint(e)	1	-	-	3	-	-
enfant	28	7,8	2,7	28	2,8	5,5
chambreur	9			2		
autres	4			5		

Sources:

Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920.

Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] [...] op. cit. 1888

Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant [...] op. cit. 1909-10.

La prépondérance des chefs de famille au sein des persistants découle aussi directement du fait que la moyenne d'âge du groupe est nécessairement plus élevée puisqu'ils sont sur le marché du travail depuis au moins vingt ans. En contrepartie, les familles avec des enfants en âge de travailler sont plus nombreuses proportionnellement et ces derniers sont effectivement appelés à contribuer à l'économie familiale. Les familles recourent moins à la présence de chambreurs ou à des membres de la famille élargie pour suppléer aux revenus du chef de ménage. Elles préfèrent miser sur la participation des enfants à l'économie familiale pour favoriser leur mobilité sociale. Les chefs de ménage persistants peuvent compter davantage sur les revenus générés par les enfants au point où 50% d'entre eux bénéficient de cette source de revenus. Ce phénomène reflète aussi la fragilité de la condition socio-économique du chef de

ménage. Il ne parvient pas à lui seul à faire vivre la famille. Par ailleurs, la proportion élevée d'enfants avec un revenu parmi les chefs de ménage persistants tient à la moyenne d'âge nettement plus élevée chez les persistants par rapport à l'ensemble des chefs de ménage. En effet, en 1900, 83% des persistants sont âgés entre 41 et 60 ans; en 1920, ils sont 71% à figurer dans ces tranches d'âge. Chez le groupe de persistants à moyen terme, la proportion des 41-60 ans passe de 47% en 1900 à 58% en 1920.

Pouvant compter sur les revenus générés par leurs enfants, les ménages de la petite-bourgeoisie devraient conséquemment pouvoir vivre selon la norme idéalisée de la famille nucléaire. Qu'en est-il chez nos ménages franco-américains? Qu'en est-il de nos familles ayant à leur tête un persistant?

Le taux de familles nucléaires est effectivement plus élevé au sein des cohortes de persistants par rapport à la réalité observée aux deux corpus d'ensemble de 1900 et 1920. Alors que la proportion de familles nucléaires passe de 65% en 1900 à 71% en 1920, les taux sont légèrement plus élevés chez les cohortes de persistants. La différence entre les cohortes de moyen et long terme est plus grande en 1900 alors qu'on observe un écart de 14% à la faveur des persistants sur la longue durée. Cette marge tend à se résorber puisqu'elle n'est plus que de 2% en 1920. Cela tient certainement en partie au fait que leur base financière est plus solide que pour la plupart des familles franco-américaines, qu'elles appartiennent au milieu ouvrier ou à la petite-bourgeoisie. On remarque par ailleurs que les familles étendues et élargies sont en recrudescence en 1920 et que la proportion des familles nucléaires diminue légèrement.

5.11. Structure familiale chez les chefs de ménage pour l'ensemble des corpus et chez les persistants

	corpus 1900 (N: 790)	cohorte 1880-1900 (N: 34)	cohorte 1888-1900 (n: 266)	corpus 1920 (N: 857)	cohorte 1900-20 (N: 209)	cohorte 1909-20 (n: 365)
nucléaire	65% (511)	76%(26)	62%	71%(612)	72% (146)	70%
étendue	7% (58)	9% (3)		9% (75)	13% (26)	
augmentée	28%(221)	15% (5)		20% (170)	16% (32)	

nucléaire: père, mère, enfants parfois avec "servant" (bonne)

étendue: plusieurs générations

augmentée: autres occupants avec ou sans lien de parenté mais ne sont pas des "servants"

Sources:

Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920.

Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] [...] op. cit. 1888

Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant [...] op. cit. 1909-10.

Puisque les chefs de ménage persistants ont une plus grande propension à bénéficier du travail des enfants, que ce soit en filature ou comme cols blancs salariés, ils comptent moins sur la présence des chambreurs alors qu'on n'en retrouve que dans 6% des foyers, du moins en 1900. Cette proportion se maintient en 1920 alors qu'elle est trois fois moins importante pour l'ensemble de la petite-bourgeoisie. Cette stabilité peut s'expliquer par le fait que la moyenne d'âge des chefs de ménage persistants est plus élevée et que la proportion de foyers sans enfants est plus forte; dans le cycle des familles, le phénomène du nid vide devient un facteur incontournable dans les stratégies des ménages et elles doivent donc trouver des sources de revenus autres que le travail rémunéré des enfants. Ce phénomène explique peut-être la diminution relative des familles nucléaires entre 1900 et 1920. (voir tableau 5.11)

B. Assises matérielles

Chez les ouvriers, la persistance intergénérationnelle est considérée comme un indice de stabilité, voire de mobilité sociale puisqu'ils sont en mesure de résister aux pressions de la migration parce qu'ils ont déjà atteint un certain niveau de sécurité économique.¹³ On peut en dire autant des membres de la petite-bourgeoisie. Pour un commerçant et un artisan indépendant, cela signifie qu'il n'a pas fait faillite; le médecin réussit tout au moins à maintenir sa pratique dans une localité en particulier. De son côté, le commis peut toujours espérer ramasser suffisamment d'économies pour devenir éventuellement propriétaire de son commerce. Sur le plan des assises matérielles, on constate que les persistants possèdent des bases financières au-delà de la moyenne, non seulement du point de vue de l'ensemble de la communauté, mais aussi comparativement à l'ensemble de la petite-bourgeoisie. On le constate sur le plan de l'importance des revenus secondaires, de leur fiscalité et de l'accès à la propriété domiciliaire. Nous avons déjà vu que seulement du point de la structure familiale, les chefs de ménages n'avaient pas à compter sur la présence de chambreurs. Il en est de même quant à la participation des conjointes sur le marché du travail. Par contre, les enfants de ces ménages participent davantage à l'économie familiale. En cela, nos résultats viennent appuyer une hypothèse de Frenette:

“Immigrants de la première génération, les pratiques culturelle et socio-économiques des entrepreneurs sont encore axées sur la famille. Ils s'attendent à ce que leurs enfants contribuent au revenu familial et, en fait, plusieurs doivent leur succès au travail de leur progéniture. En échange, dans les familles les plus prospères, les enfants profitent de ce succès. Le père les associe au commerce, voyant en eux des successeurs, les place comme commis chez des relations d'affaires ou encore les aide à s'établir à leur compte.”¹⁴

¹³Stephan, Thernstrom, ed., *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1980, p. 89.

¹⁴Frenette, “op. cit.”, p. 262-263.

5.12. Revenus secondaires chez les chefs de ménage par corpus et cohortes de persistants à moyen et long terme

	corpus 1900 (n: 790)	cohorte 1888-1900 (n: 34)	cohorte 1880-1900 (n: 857)	corpus 1920 (n: 209)	cohorte 1909-20 (n: 378)	cohorte 1900-20 (n: 209)
conjointe	6,2%	5%	-	7%	5%	6%
enfants	26,2	20	50%	33,3	41	50
chambreurs	16,4	13	6	5,3	5	6

Sources:

Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920.

Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] [...] op. cit. 1888

Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant [...] op. cit. 1909-10.

Au même titre que la présence des chambreurs est inversement proportionnelle à la présence des enfants sur le marché du travail, la proportion des conjointes qui détiennent une occupation rémunérée fluctue selon le cycle familial. Par rapport à l'ensemble des corpus établis à partir des recensements de 1900 et 1920, il est beaucoup plus rare que la conjointe d'un persistant à long terme ait une occupation rémunérée; en fait, il y en a aucune en 1900 et en 1920, sur 13 ménages où la conjointe détient un travail rémunéré, seulement quatre ont aussi au moins un enfant qui travaille. Contrairement aux témoignages recueillis par Jacques Rouillard, ce ne sont pas seulement les épouses des membres des professions libérales qui ne travaillent pas¹⁵, mais bien celles de la petite-bourgeoisie, incluant les commerçants, les artisans et les cols blancs salariés. Chez les persistants à moyen terme, les conjointes travaillent dans une plus grande proportion parce que les familles ne peuvent pas compter autant sur le travail des enfants à cause de l'âge relativement bas des ménages. En d'autres termes, elles travaillent parce que leurs enfants vont toujours à l'école ou qu'il n'y a pas d'enfants qui résident sous le toit parental,

¹⁵Jacques Rouillard, Ah les États! Les travailleurs canadiens-français dans l'industrie de la Nouvelle-Angleterre d'après le témoignage des derniers migrants, Montréal, Boréal Express, 1985, (Collection "Histoire et sociétés") p. 46 et p. 142.

soit parce qu'il ont déjà quitté le nid parental ou qu'ils ne sont pas encore nés . Par contre, les revenus secondaires jouent un rôle de plus grande importance dans l'économie familiale des persistants.

Malgré le fait que les revenus des enfants tiennent une place plus importante chez les ménages dont le chef figure au corpus des persistants, d'autres données suggèrent le fait que les persistants possèdent des assises matérielles plus solides que l'ensemble de la petite-bourgeoisie.

5.13. Propriété résidentielle chez les chefs de ménage par corpus et cohortes de persistants à moyen et à long terme

	corpus 1900 (N: 1355)	cohorte 1880-1900 (N: 37)	cohorte 1888-1900 (n: 195)	corpus 1920 (N: 1373)	cohorte 1900-20 (N: 223)	cohorte 1909-20 (n: 417)
Propriétaires	22%	57%	45%	32%	49%	42%
Locataires	76	43	54	67	51	57

Sources:

Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920.

Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] [...] op. cit. 1888

Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant [...] op. cit. 1909-10.

Non seulement ont-ils acquis une propriété résidentielle dans une proportion nettement plus élevée que l'ensemble de la petite-bourgeoisie (voir tableau 5.13), il en va de même pour leur niveau de taxation, donc de la valeur de leurs biens meubles et immobiliers. Dans le cas des cohortes de persistants à moyen terme, 45% et 42% des ménages sont propriétaires; les taux atteignent des sommets chez les persistants à long terme alors que 57% en 1900 puis 49% en 1920 sont propriétaires. Le taux de propriété résidentielle chez les chefs de ménages persistants révèle avec encore plus de certitude que l'accès à la propriété domiciliaire est directement lié à la persistance socioprofessionnelle. Elle reste la principale source de capital pendant toute la période couverte par notre étude illustrant la faiblesse des capitaux de la petite-bourgeoisie franco-américaine.

Sur le plan de la fiscalité, dès 1890, au moins le tiers des persistants à long terme sont imposés pour 50\$ ou plus, signifiant qu'ils possèdent des biens évalués à 2660\$ et plus. Pour l'ensemble de la petite-bourgeoisie, la proportion taxée à ce niveau varie entre 13% et 20% seulement. D'autre part, alors que ceux qui possèdent des biens évalués à plus de 10 000\$ ne représentent jamais plus de 5,3% de la petite-bourgeoisie entre 1890 et 1920, leur proportion varie entre 13 et 33% chez les persistants à long terme.

5.14. Contribuables pour 50\$ ou plus chez les Franco-Américains de la petite-bourgeoisie, par corpus et cohortes de persistants à long terme¹⁶
(18.80\$ par 1000\$ d'évaluation en biens meubles et immobiliers)

corpus	valeur		cohorte	valeur	
	<u>2666\$+</u>	<u>10,000\$+</u>		<u>2666\$+</u>	<u>10,000\$+</u>
1890 (n:503)	13%	3%	1870-1888 (n: 3)	100%	33%
1903 (n: 1355)	14%	4%	1880-1900 (n: 36)	41%	19%
1909 (n: 1255)	10%	2%	1888-1909 (n: 132)	35%	13%
1920 (n: 1376)	20%	5%	1900-1920 (n: 221)	32%	15%

Sources:

Recensements fédéraux de 1870, 1880, 1900 et 1920.

Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] [...] op. cit. 1888

Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant [...] op. cit. 1909-10.

L'Indépendant, 26 septembre 1890, 10 septembre 1904

La situation progressera de sorte que 20 ans plus tard ce ne sont plus exclusivement les commerces qui sont imposés mais les propriétés résidentielles acquises entre temps. Ainsi,

¹⁶Nous avons recoupé la liste des contribuables de 1890 au corpus extrait du Guide d'adresses de 1888 (n: 503) et à la tranche de persistants 1870-1890; la liste de 1903 au corpus extrait du recensement de 1900 (n: 1356) et à la tranche de persistants 1880-1900; la liste de 1909 au corpus extrait du Guide de 1909 et de la tranche de persistants 1888-1909; pour l'année 1920, nous avons recoupé le corpus extrait de ce recensement au registre d'évaluation municipal de la même année.

Sources: pour l'année 1890, Le guide canadien-français de Fall River, op. cit., 1891; L'Indépendant pour 1903; pour l'année 1909, Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant l'histoire de la colonie et l'almanach des adresses avec illustrations, Editeurs-propriétaires: L.J. Gagnon & Cie, Imprimeurs, Fall River, Massachusetts, 1909-10, 862 p.

Pour l'année 1920: City of Fall River. Valuation List for the City of Fall River, April 1, 1920.

parmi les 20 contribuables les plus importants de 1903, 15 ont acquis une propriété résidentielle selon les renseignements du recensement fédéral de 1900. Cette tendance de diversification des capitaux s'accroîtra progressivement. Dans les rôles d'évaluation municipale pour l'année 1920, nous observons que la propriété immobilière totale ("aggregate value of real estate") regroupe plusieurs adresses, correspondant à la propriété résidentielle et une ou plusieurs adresses commerciales. Ces données incluent les édifices à logements. Sur 441 propriétaires de valeurs immobilières parmi un corpus d'au-delà de 1000 foyers, 62 ménages possèdent des biens immobiliers évalués à 10 000\$ ou plus, dont 16 au-delà de 25 000\$ et 3 pour plus de 50 000\$.

Les individus qui figurent aux cohortes des persistants possèdent des bases financières plus solides que l'ensemble de la petite-bourgeoisie identifiée aux différents recensements nominatifs. Nous y voyons le résultat d'une meilleure intégration aux structures locales et la conséquence d'antécédents pré-migratoires plus favorables que la masse d'immigrants canadiens-français. Parmi les soixante persistants à long terme qui possèdent des biens meubles et immobiliers pour plus de 10 000\$, 93% ont immigré aux États-Unis avant l'âge de 30 ans et 69% avant l'âge de 20 ans. La grande majorité, soit 72%, ont migré aux États-Unis avant 1885, soit entre 1857 et 1885. Quant à leur profil de carrière ou leur axe socioprofessionnel, 43% ont toujours été commerçants; 12% ont toujours été artisans et il n'y a que 7% de professionnels; 62% des persistants de longue durée connaissent une mobilité professionnelle ou garde le même emploi pendant leur vie active. En contrepartie, seulement 17% ont d'abord gagné leur vie comme ouvrier manuel pour devenir ensuite commerçant. On retrouve deux commerçants devenus employés de la fonction publique de Fall River, soit un évaluateur et un shérif.

C. Naturalisation et structure urbaine: intégration à la société américaine

Puisqu'il faut une durée de résidence de cinq années consécutives aux États-Unis pour obtenir sa naturalisation, on ne se surprend pas de constater que le taux de naturalisation soit plus élevés chez les persistants. Ayant intégré les structures locales plus tôt que la grande majorité des migrants canadiens-français parce que leurs progrès matériels en dépendaient largement, le taux de naturalisation des persistants sera nécessairement plus élevé. La participation active à la vie politique est directement liée au statut politique des immigrants puisqu'il faut tout d'abord commencer par se faire naturaliser. Il se situe toujours bien au-delà du taux applicable à l'ensemble de la petite-bourgeoisie, surtout durant les premières décennies alors qu'en 1920 la disparité n'est plus aussi marquante.

5.15. Taux de naturalisation de la première génération

<u>corpus total</u>		<u>cohorte longue durée</u>		<u>cohorte moyenne</u>	
1888 (n: 479)	50%	1870-1888	100%	1880-1888	75%
1900 (n: 1109)	51%	1880-1900	86%	1888-1900	72%
1920 (n: 732)	64%	1900-1920	87%	1909-1920	79%

Sources:

Recensements fédéraux de 1870, 1880, 1900 et 1920.

Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] [...] op. cit. 1888

Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant [...] op. cit. 1909-10.

Les historiens de l'immigration ont démontré que la petite-bourgeoisie, tout en se faisant l'apôtre de la survivance auprès de leur communauté, était souvent parmi les premiers à quitter les enclaves ethniques lorsque leur situation matérielle s'améliorait. "It was usually immigrants from this new middle class which began moving from areas of original settlement into better neighborhoods and joining American political organizations in larger numbers."¹⁷ Or,

¹⁷John Bodnar, The Transplanted. A History of Immigrants in America, Bloomington, Indiana University Press, 1985, p. 139.

Bodnar souligne toutefois qu'on ne saurait établir une équation directe entre la mobilité sociale et la mobilité géographique. "It never became a case of the most successful moving first from immigrant settlements into American society. All newcomers moved and for a variety of reasons."¹⁸

Les différentes communautés ethniques de Fall River se concentrent dans divers secteurs résidentiels particuliers où se croisent quotidiennement ouvriers et petits-bourgeois. La structure résidentielle et l'organisation du travail facilitent la division de la ville en enclaves ethniques qui débute avec l'arrivée des Canadiens français. Parce que les usines sont dispersées sur le territoire, il n'y a pas de secteurs résidentiels commercial ou manufacturier à proprement parlés. À l'exception du centre-ville où l'on retrouve une concentration de commerces et le quartier des "Highland" où habitent les propriétaires d'usine, il n'y a pas de district exclusivement résidentiel ou manufacturier. Réparties dans toutes les parties de la ville, les grandes usines donnent de l'emploi aux travailleurs et leur fournissent du logement dans les "tenements" des compagnies. Ces secteurs résidentiels, souvent éloignés du centre-ville, développent leurs propres institutions et services de quartier. Chaque partie de la ville possède ainsi les caractéristiques d'un village auto-suffisant, d'où les noms de "Border City", "Flint Village", "Globe Village", "Mechanicsville" et "Bowenville". Les résidents de ces districts possèdent leurs propres tavernes, restaurants et clubs.

Dans le cas de la nouvelle petite-bourgeoisie franco-américaine, nous avons vu au chapitre précédent que sa distribution dans la ville suivait celle de la communauté et que la concentration de Franco-Américains allait en diminuant dans les Petits Canadas, (6 et 9) à partir du début du siècle. Dans le cas des persistants, cette tendance s'amorce plus tôt et on observe une répartition plus équilibrée sur l'ensemble territoire urbain (tabl. 5.16). Dès 1900, il y a une moins grande concentration dans le quartier 6, reconnu pour son caractère canadien-français et qui abrite la paroisse Notre-Dame. Entre 1900 et 1920, on assiste toutefois à des variations considérables dans les autres quartiers; augmentation significative dans quartier les 1 et 9, mais

¹⁸Bodnar, *Ibid.*, p. 176.

diminution importante dans les quartiers 5, 7 et 8. Facteur d'explication: ils accèdent à la propriété résidentielle et deviennent plus sédentaires. Cela ne signifie pas pour autant que les familles se retrouvent en terrain inconnu.

5.16. Distribution par quartier résidentiel, 1900 et 1920 pour l'ensemble et pour les persistants à long terme

	corpus 1900 (n: 1355)	cohorte 1888-1900 (n: 195)	cohorte 1880-1900 (n: 37)	corpus 1920 (n: 1373)	cohorte 1909-20 (n: 417)	cohorte 1900-20 (n: 223)
ward 1:	12%	10%	11%	21%	22%	19%
ward 2:	10	9	8	12	13	13
ward 3:	8	8	5	6	6	9
ward 4:	8	11	8	8	8	7
ward 5:	7	3	13	5	5	5
ward 6:	34	35	21	28	29	27
ward 7:	7	8	11	4	3	4
ward 8:	2	2	8	3	3	2
ward 9:	11	14	16	11	11	14

Sources:

Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920.

Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] [...] op. cit. 1888

Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant [...] op. cit. 1909-10.

En fait, parallèlement à ce plus grand rayonnement sur le territoire urbain, les communautés francophones se regroupent pour créer de nouvelles paroisses. Ils quittent les vieux quartiers canadiens pour en former de nouveaux, vont rejoindre ceux qui y sont déjà établis. Sans qu'il n'y ait de correspondance exacte entre la division des paroisses et la division de ville selon ses districts électoraux, nous pouvons tout de même associer les paroisses franco-américaines à certains quartiers. La paroisse Saint-Sacrement, fondée en 1892, est située dans le quartier 2 et tandis que la paroisse Saint-Mathieu, érigée en 1887, se retrouve au coeur du village Bowenville situé dans le quartier neuf. La paroisse Saint-Roch est érigée en 1899 tandis que la dernière, la Saint-Jean-Baptiste, voit le jour en 1901.

Même s'ils dépendent moins du commerce de l'immigration au tournant du XXe

siècle, les gens d'affaires se concentrent naturellement au sein des quartiers à forte densité franco-américaine et suivent ses déplacements. C'est ainsi qu'on assiste à une augmentation relative de la petite-bourgeoisie dans le quartier neuf. Le quartier six continue cependant à abriter le plus grand nombre de petits-bourgeois même s'il a entrepris une trajectoire descendante. En fait, la petite-bourgeoisie n'est pas concentrée dans un secteur particulier de la ville mais est dispersée sur le territoire en fonction de la structure paroissiale. Cette réalité reflète avant tout la structure urbaine propre à Fall River, soit une diversité de quartiers ou villages formés autour des grandes filatures.¹⁹ Chaque grande paroisse ou village possède son artère commerciale: Pleasant dans le village Flint, site de la paroisse Notre-Dame; South Main dans le village Globe, coeur de la paroisse Sainte-Anne et plus au sud où l'on retrouve la paroisse Saint-Sacrement et East Main; North Main à Bowenville dans la paroisse Saint-Mathieu. À elles seules ces trois grandes artères regroupent 16% (n: 222) du corpus de 1900. En 1900, 47% des (43) professionnels y résident et travaillent, puis 42% en 1920. Les persistants de moyenne et longue durée résident dans ces mêmes rues dans des proportions semblables, soit à 17,5% et 16% respectivement. Chez la cohorte de persistants 1880-1900, nous avons identifié 27 rues différentes parmi un groupe de 37 individus.

La tendance marquante tient au fait que 21% des persistants à long terme résident dans le quartier six. Tandis que dans la cohorte de persistance à moyen terme, 35% habitent dans ce quartier. En 1920, 15% du corpus possèdent une adresse sur les grandes artères commerciales, taux identique chez les persistants à moyen terme. Par contre, chez les persistants de longue durée, 28% d'entre eux y résident. Ces adresses commerciales sont toujours des localisations de choix pour les gens d'affaires alors que les nouveaux venus doivent s'établir ailleurs. Commerçants, professionnels et artisans indépendants bien implantés monopolisent les adresses de choix.

La paroisse Sainte-Anne, qui est sous la responsabilité des Pères Dominicains depuis 1887, continue à regrouper une part importante des grandes institutions autour de l'église, dont

¹⁹Voir le chapitre 2.

l'hôpital Sainte-Anne.²⁰ Elle contient un fort contingent de paroissiens irlando-américains. D'ailleurs elle est la mieux dotée sur le plan des organisations nationales et la plus populeuse tout au long de la période étudiée. Par contre, la paroisse Notre-Dame regroupe une plus grande proportion de la petite-bourgeoisie. Quant au quartier résidentiel le plus en vue, soit les hauteurs qui dominent la ville appelé les "Highlands"²¹, rares sont ceux qui choisiront ou parviendront à y élire résidence avant 1920: le juge Hugo Dubuque, les commerçants Pierre et Charles Péloquin, font partis de ce nombre restreint. Les membres de l'élite commerçante et professionnelle habitent au sein même des paroisses franco-américaines.

Conclusion

Nous avons pu constater au chapitre trois que le niveau de persistance socioprofessionnelle de la petite-bourgeoisie restait relativement faible pendant toute la période étudiée. La persistance intercensitaire se situait en moyenne à 30% tandis que la persistance sur plus de vingt ans s'établissait à 20%.

Dès le recensement de 1880 et surtout à la fin de cette décennie de grande migration, une partie de la population d'origine canadienne-française semblait posséder les caractéristiques d'une petite-bourgeoisie. Toutefois, elle est certes plus modeste en termes d'effectifs que ce que nos dépouillements des quatre recensements laissent sous-entendre. Pour obtenir une

²⁰En 1909, les valeurs immobilières de la paroisse Sainte-Anne sont évaluées à plus d'un demi-million de dollars, tandis que la paroisse Notre-Dame suit de près à 400 000\$. Saint-Mathieu, Saint-Sacrement, Saint-Jean-Baptiste et Saint-Roch suivent à 100 000\$ ou moins en valeurs immobilières. Source: Le Guide français de Fall River, Mass., op. cit., 1909-10, p. 234-235.

²¹John T. Cumbler, Working-Class Community in Industrial America: Work, Leisure and Struggle in Two Industrial Cities, 1880-1930, Westport, Conn., Greenwood Press, 1979, p. 105.

évaluation plus précise de la composition de la cette classe sociale, il faudrait peut-être la déduire en fonction de la persistance décennale, qui ne représente en moyenne que 35% des corpus.

5.17. Effectifs de la petite-bourgeoisie en fonction du niveau de persistance intercensitaire (au taux moyen de 35%)

	<u>1880</u>	<u>1888</u>	<u>1900</u>	<u>1909</u>	<u>1920</u>
dépouillement initial	167	503	1355	1263	1376
évaluation restreinte	58	176	474	442	482

Sources:

Recensements fédéraux de 1880, 1900 et 1920.

Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] [...] op. cit. 1888

Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant [...] op. cit. 1909-10.

En effet, si l'occupation demeure le meilleur outil de sélection pour établir les effectifs d'une classe sociale, peut-être serait-il pertinent de conjuguer cette première identification à la persistance intercensitaire pour en discerner une composition plus juste, du moins dans une perspective qui prétend tenir compte de son historicité. Cette proposition nous paraît d'autant plus valable qu'elle permet d'ajouter la dimension temporelle à une sélection qui fait fi des aléas conjoncturels. Ainsi, au lieu de compter 167, 503, 1355, 1263, puis 1376 individus qui composeraient la population active de la petite-bourgeoisie lors des différents recensements, le tableau 5.17 propose d'établir des sous-ensembles qui correspondent à 35% des compilations préliminaires. C'est ainsi que nous obtenons des ensembles plus restreints qui formeraient un noyau stable d'une petite-bourgeoisie sans cesse en mutation.

Suite aux analyses effectuées dans le cadre du présent exercice, nous avons un portrait encore plus précis du phénomène de la persistance socioprofessionnelle. Nous pouvons apprécier l'incidence de la mobilité sociale sur la formation d'une petite-bourgeoisie et de la

persistance dans la composition de ses effectifs . Nos analyses quantitatives démontrent que le coeur de la petite-bourgeoisie est issue aux deux-tiers d'une mobilité sociale en sol américain. Ceux qui composent ce groupe sont arrivés durant leur enfance ou encore lorsqu'ils étaient de jeunes adultes. La petite-bourgeoisie émerge dans la décennie 1870-80, à l'instar de d'autres centres urbains tel Lewiston ou Woonsocket. Ceux qui ont migré avant 1885, occupent le haut du pavé et semblent pouvoir compter sur des bases financières plus solides que la plupart de leurs compatriotes. Cette petite-bourgeoisie est composée en majorité de commerçants issus du contexte post-migratoire mais qui ont apporté avec eux un capital humain, financier, intellectuel au-dessus de la moyenne des migrants canadiens-français. Mieux préparés à intégrer l'économie capitaliste de par leurs antécédents pré-migratoires, ils échappent à la prolétarisation contrairement à la grande majorité des migrants canadiens-français.

Malgré un niveau de persistance relativement faible et même si nous assistons au renouvellement quasi perpétuel de la petite-bourgeoisie, on entrevoit déjà la formation d'un noyau dur au sein de la petite-bourgeoisie à la fin de la décennie 1870. Ceux qui immigrèrent dans les années 1870 et 1880 constitueront le noyau de cette classe sociale; en effet, 65% des 275 persistants de la première génération arrivent aux États-Unis avant 1888. La première décennie est marquée par la mise sur pied des commerces et des pratiques professionnelles. À l'instar de leurs compatriotes, ils semblent immigrer avec peu de capitaux mais réussissent à accumuler quelques économies durant leurs premières années aux États-Unis. La charge fiscale, le type d'accommodations résidentielles (familles qui hébergent des chambreurs, revenus secondaires notamment des enfants) sont autant d'indices qui confirment cette hypothèse. Par contre, leur persistance socioprofessionnelle se conjugue à la mobilité sociale et l'accumulation de capitaux au-dessus de la moyenne.

La structure sociale du Canada semble jouer un rôle significatif dans la composition de ce noyau. Environ le tiers des persistants à long terme échappent complètement à la prolétarisation temporaire ou travail clérical salarié. Cette petite minorité dispose suffisamment de capitaux, qu'il soit financier ou intellectuel - niveau d'instruction, (grâce à une éducation supérieure ou l'apprentissage d'un métier d'artisan), jouit de meilleures perspectives. Ces

pionniers prennent racine aux États-Unis et améliorent leur situation matérielle au terme d'une longue période de résidence. Par ailleurs, la majorité de la classe professionnelle, qui est formée au Canada, y retourne. Elle ne prend souche qu'à partir des décennies 1900-1920 alors qu'une petite-bourgeoisie professionnelle émerge du contexte américain. Quelques-uns des fils des commerçants les plus prospères accèdent alors à la profession d'avocat ou de médecin.

Chevauchement entre persistance à moyen et long terme, prédominance de la première génération, vieillissement relatif, sont autant d'indices que le noyau dur de la petite-bourgeoisie, et, par conséquent, l'élite franco-américaine, prend racine aux États-Unis durant les années 1870. En fait, il est sans doute plus à propos de parler de consolidation d'une élite franco-américaine plutôt que d'une régénération.

Parmi le groupe de persistants de longue durée constitué de plus de trois cents individus, 44% ont immigré pour la première fois avant 1880. De ce groupe, on reconnaît les personnages qui figurent dans les publications canadiennes-françaises, à savoir les personnages les plus influents de la communauté: Hugo Dubuque, Pierre Péloquin, les frères Alexandre et Adélarde Perron, Charles DeGagné, Alfred Plante, les frères Janson, le Dr J.-B. Chagnon sont tous des persistants à long terme. Ils participent tous, à divers degrés, à la fondation des sociétés nationales et des sociétés mutuelles comme la Ligue des Patriotes; ils participent activement au mouvement de revendication auprès du clergé irlandais; quelques-uns mettent sur pied des journaux francophones.

Or, on y reconnaît également les commerçants prospères lesquels sont généralement plus discrets sur la scène publique. Leur situation matérielle est plus favorable que la moyenne de la petite-bourgeoisie, que ce soit sur le plan de la propriété résidentielle, leur niveau d'imposition fiscale et leurs cotes de crédit. Par contre, cette hiérarchie matérielle ne correspond pas à la hiérarchie sociale perceptible dans les débats et l'ensemble des sources qualitatives imprimées. Des personnages tels Jean-Baptiste Huard et Edmond Côté ne jouissent pas du même rayonnement que Hugo Dubuque, qui pourtant possède des assises matérielles en-deçà de

ses compatriotes commerçants.²² Ce dernier jouit d'une position privilégiée autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la communauté. En fait, les élites de la petite-bourgeoisie d'affaires ne figurent pas au panthéon des élites de la survivance au même titre que les professionnels. Peut-on en déduire qu'ils empruntent d'autres avenues identitaires? Dans quelle mesure les concepts de petite-bourgeoisie et élites se recoupent-ils? Par rapport à l'ensemble des élites franco-américaines, quelle place la petite-bourgeoisie d'affaires occupe-t-elle dans la hiérarchie sociale, quel type de rapports entretient-elle avec la société locale et notamment la petite-bourgeoisie irlandaise?

Ces problématiques seront traitées au chapitre suivant où nous verrons à dégager les axes de leurs pratiques socio-culturelles révélatrices de stratégies de promotion sociale et de sources identitaires multiples. Il s'agira aussi de vérifier si le cumul de ressources matérielles correspond à une hiérarchisation sociale observée dans la communauté ethnique.

²²Dubuque n'acquiert sa propriété résidentielle qu'après 1900, soit après plus de vingt-cinq ans de résidence à Fall River. Il n'apparaît jamais sur les listes des contribuables les plus importants de la communauté franco-américaine.

CHAPITRE VI

BIOGRAPHIE COLLECTIVE D'UNE ÉLITE LAÏQUEi. Problématiques et hypothèses

Si les chapitres précédents nous ont permis d'évaluer la petite-bourgeoisie sur une base quantitative, le prochain exercice offrira davantage une appréciation qualitative de cette classe sociale et suivra plus particulièrement les élites laïques qui en émergent. Contrairement aux travaux antérieurs qui se sont intéressés aux élites sous l'angle des discours et des actions articulant le projet collectif de la survivance, nous nous intéresserons aux pratiques individuelles favorisant leur intégration aux structures locales du pouvoir et leur promotion sociale. Il ne s'agit pas de proposer une interprétation binaire de la petite-bourgeoisie qui envisagerait les actions entreprises pour assurer la survivance par opposition aux pratiques favorisant l'intégration. Notre intérêt réside plutôt dans la possibilité d'entrevoir le rapport dialectique entre l'idéologie de la survivance et les comportements individuels. Il nous semble opportun, à ce stade-ci de l'évolution historiographique, de nuancer le projet collectif de la survivance en examinant les agissements subjectifs des particuliers. Au terme de cette entreprise, nous espérons être à même de proposer une typologie des élites¹ qui fera place au souci d'intégration et viendra, en cela, nuancer le discours de la survivance qui a monopolisé l'historiographie.

La première partie sera consacrée aux caractéristiques démographiques et socioprofessionnelles des persistants à long terme, cette cohorte qui regroupe une forte

¹Nous avons déjà précisé notre définition du concept d'élite au chapitre I: Dans le cadre de la société franco-américaine, *élites* et *petite-bourgeoisie* renvoient bien souvent aux mêmes individus. Nous envisageons les élites comme un sous-ensemble de la petite-bourgeoisie ou cet "ensemble des personnes considérées comme les meilleures, les plus remarquables d'un groupe, [ces] personnes qui occupent le premier rang, de par leur formation, leur culture". Voir Guy Rocher, Introduction à la sociologie générale. Tome 3, Montréal, H.M.H., 1971, ("Regards sur la société québécoise"), p. 412-415.

proportion des élites laïques franco-américaines. Rappelons que ce corpus regroupe au-delà de trois cents individus qui ont connu une persistance socioprofessionnelle de vingt et plus. Cette biographie collective s'intéressera notamment aux facteurs qui prédisposent des comportements favorisant l'intégration, à savoir l'âge des sujets à leur première migration et de leur naturalisation. Nous pourrions alors mettre à jour certaines forces d'acculturation qui disputent l'allégeance aux racines culturelles canadiennes-françaises. Il s'agit de distinguer, parmi les persistants, ceux qui sont le produit du contexte américain (ou post-migratoire) par opposition à ceux qui arrivent aux États-Unis à l'âge adulte. Il y a tout lieu de croire que ces derniers portent un bagage culturel qui les rapproche davantage du Canada français traditionnel et qu'ils manifestent un attachement plus marqué pour la mère patrie, tandis que ceux qui baignent dans la culture urbano-industrielle de la Nouvelle-Angleterre depuis leur tendre enfance sont davantage portés à vouloir fréquenter les institutions américaines, plus propices à garantir leur réussite économique et à favoriser leur avancement social. Nous présumons que cette dichotomie, qui se révèle au grand jour au renouvellement des générations, caractérise la petite-bourgeoisie dès la phase pionnière de son histoire en sol américain.

En retraçant les cheminements socioprofessionnels de nos sujets, il sera possible d'entrevoir l'incidence de la mobilité sociale alors que l'occupation du père permettra de préciser leurs origines sociales. Conjuguées à leur position dans l'échelle socioprofessionnelle, leurs assises matérielles feront l'objet d'une évaluation relative. Cet exercice éclairera par la suite l'impact de la reproduction sociale sur la composition du corpus dégagé au recensement de 1920.

La migration en chaîne constitue une thèse largement acceptée par les historiens pour comprendre la formation des communautés ethniques. En identifiant les lieux d'émigration de nos sujets, nous aurons l'occasion de vérifier si les Petits Canadas de Fall River résultent du processus de la migration en chaîne.

Il importe de transcender les frontières géographiques et ethniques d'une communauté spécifique pour l'intégrer à son contexte régional. Dans le deuxième volet, nous mènerons une enquête heuristique trahissant une volonté d'intégration et de promotion sociale. "En s'inspirant

des approches de la *microstoria*, l'interprétation des indices permet de reconstruire les modes de rationalité, dépositaires de *sens*, soutenant ces tendances du changement social. [...] L'événement se configurant comme synthèse de l'hétérogène, révèle toute la complexité et la chaleur qui se dégagent des dynamiques du temps court.”²

Nos efforts seront consacrés d'abord à l'étude du membership et du leadership des associations volontaires nationales et américaines. Une attention particulière sera accordée aux catégories socioprofessionnelles représentées au niveau de la direction ainsi qu'aux ressources matérielles des membres les plus actifs. Nous nous intéresserons par la suite à d'autres axes d'intégration à la société américaine dans le cadre notamment de la politique active municipale et à la participation à la direction d'organismes publics.

Cette analyse veut également souligner le rôle d'individus particuliers afin de distinguer diverses formes de leadership sur la scène politique et sociale. Nous entendons par là faire état des comportements qui sous-tendent une attitude plus modérée au sujet de la survivance. Il s'agira de voir, entre autres, comment certains individus se sont distancés du mouvement contestataire face à la hiérarchie catholique irlandaise dans l'affaire de la Flint. C'est dans ce cadre que la filiation franco-irlandaise sera étudiée.

ii. Précisions méthodologiques

Pour établir les profils sociographique et professionnel, nous procédons par un jumelage de diverses sources nominatives. Nous avons tenté de retracer avec le plus de détails possibles les itinéraires professionnel et social des trois-cent seize (316) persistants. Les sources américaines jettent un éclairage nouveau sur une population connue avant tout par les écrits qu'elle nous a laissés. Une historiographie basée sur l'analyse de ces discours tend à surestimer le

²Martin Pâquet et Érick Duchesne, “Étude de la complexité d'un événement. Les responsables politiques québécois et les immigrants illégaux haïtiens 1972-1974”, Revue d'Histoire de l'Amérique française, vol 50 , no. 2, p. 175.

poinds de la survivance dans la vie quotidienne des élites et à sous-estimer les pratiques *américanisantes* et d'intégration à la société globale. Par une description et une analyse des pratiques sociales, notre démarche entend ainsi placer l'expérience franco-américaine dans son contexte global et de localiser les espaces d'interaction inter-ethnique. Pour ce faire, nous avons constitué une métasource, qui se prête à l'analyse prosopographique:

“[Celle-ci] consiste à établir des notices biographiques individuelles et à les confronter. À la différence de la biographie, elle ne s'applique jamais à un seul homme, tenu pour intéressant en lui-même, mais à plusieurs, à un échantillon dont l'importance et la composition résultent de la documentation disponible, et qu'on suppose représentatif du groupe étudié [...] Il s'agit, à partir des personnalités, [...] de faire jaillir les traits communs et les différences- à partir du singulier, de faire du “singulier pluriel”.³

Précisons tout d'abord que retracer systématiquement nos sujets d'une source nominative à l'autre s'avère une tâche particulièrement ardue.⁴ Il faut rassembler des bribes d'information dans quantité de sources parfois incomplètes ou difficilement consultables. Néanmoins, cette *métasource* regroupe des informations biographiques relatives à divers aspects de leur réalité, soit leurs traits démographiques, leur profil socioprofessionnel, leurs assises matérielles, leur participation à la vie associative et leur intégration aux structures locales communautaires, sociales et politiques. Le cadre temporel retenu (20 ans et plus) pour constituer le noyau de la petite-bourgeoisie permet de couvrir les années les plus productives des sujets. Pour la plupart des individus qui composent ce corpus, nous sommes en mesure de suivre leur itinéraire depuis leur entrée sur le marché du travail jusqu'à leur maturité professionnelle. La limite de cette approche est de négliger ceux qui seraient arrivés après 1900 puisque notre dernière tranche de persistance comprend les années 1900-20. Et que dire des autres protagonistes qui ne figurent pas au corpus parce qu'ils ont n'ont pas persisté vingt ans? Les

³J. Andreau, “Prosopographie”, *Dictionnaire des sciences historiques*, sous la dir. de André Burgière, Paris, PUF, 1986, p. 546.

⁴Pour transcender les problèmes de transcription des noms d'une source à l'autre, nous avons comparé plusieurs données biographiques (âge, conjointe, enfants) pour éliminer les risques d'erreurs. Dans le cas de la cohorte constituée à partir du recoupement entre les guides d'adresse de 1888 et 1909, les risques d'erreurs sont plus élevés parce qu'ils ne contiennent que trois rubriques comparables, soit le nom, l'occupation et l'adresse.

oiseaux de passage méritent certes qu'on leur prête attention. Ceux-ci seront pris en considération lors d'événements spécifiques. Notre métasource sera conjuguée à d'autres sources primaires et secondaires qui font ressortir le rôle d'individus particuliers. Leur prestige est un héritage antérieur à leur migration et correspond à ce que John Higham qualifie de "received leadership". Par ailleurs, ayant parcouru ces sources nominatives en long et en large, nous sommes en mesure de confirmer que les élites laïques actives émergent presque tous de la cohorte des persistants à long terme. En d'autres termes, les oublis ne sont certes pas en quantité significative.

Aux variables fournies par les recensements, s'ajouteront les informations contenues dans les sources nationales et américaines qui permettent d'étoffer les fiches biographiques individuelles. La méthode de la prosopographie, "n'est rien d'autre que l'une des démarches communes à toute recherche historique: la mise en série des informations individuelles [qui] a pour objet l'histoire des vies d'un collectif"⁵ nous permettant de dépasser l'approche biographique pour saisir la situation d'ensemble du groupe étudié. C'est par la comparaison de fiches biographiques que nous pourrons rendre compte de divers aspects de la vie et de la carrière des petits-bourgeois, identifier les élites qui se démarquent de l'ensemble. L'objectif est de relever les traits communs et de démontrer le caractère composite du groupe. Ainsi, au statut socioprofessionnel qui reste le premier outil de classement social employé par les historiens, nous poserons un regard attentif sur d'autres déterminants dans la condition sociale d'un immigrant et de ses traits sociographiques dans un souci d'ajouter une analyse qualitative socioculturelle, aux données quantitatives.

Ces élites constituent donc une sorte de noyau dur autour duquel la petite-bourgeoisie se constituera et se reproduira pendant près de 40 ans. Il y donc un lien de causalité entre persistance socioprofessionnelle et constitution d'une élite qui rayonne sur le plan social et politique.

⁵Andreau, *op. cit.*, p. 546-548.

I. Analyse démographique et socioprofessionnelle de l'élite laïque

A. Profil démographique

Quelles sont donc les parties constituantes de ce noyau dur de la petite-bourgeoisie? Pour l'ensemble des 316 individus qui le composent, 87% (n: 275) appartiennent à la première génération. Le trait le plus significatif par contre est que la moitié de ces persistants de la première génération ont immigré aux États-Unis avant l'âge de 16 ans. Ils sont davantage un produit de la société urbaine américaine que de la société canadienne-française et leur pouvoir qu'ils exercent dans la communauté ethnique émane de leur expérience post-migratoire, ou à ce que John Higham nomme l'"internal leadership"; il s'agit d'un pouvoir accordé par la communauté expatriée, reconnaissante envers ses élites qui ont bâti un réseau institutionnel à l'intérieur des Petits Canadas. Contrairement aux oiseaux de passage, venus du Canada dans la force de l'âge et jouissant d'une ascendance qui leur est conférée par leur statut social dans le pays d'origine, le noyau dur de la petite-bourgeoisie est composé d'individus qui se démarquent par leur réussite sociale États-Unis. Leur statut de personnage élitaire serait attribuable au fait que leurs compatriotes reconnaissent leurs succès professionnels et matériels post-migratoires, légitimant ainsi leur position d'ascendance sur la communauté. Ils ont fait leur entrée sur le marché du travail américain avant d'avoir atteint la vingtaine. Du groupe restreint d'individus (N: 38, soit à peine 12% du corpus) qui ont fréquenté une institution d'éducation supérieure, près de la moitié (N:15) possèdent un diplôme d'une institution américaine.

Ces pionniers étant si jeunes à leur arrivée, on ne se surprendra pas de les voir occuper l'avant-scène de la communauté pendant ses quatre premières décennies d'existence. Ainsi, non seulement sont-ils favorisés par le fait que le flot migratoire enregistre une chute dramatique au début du XXe siècle, mais ils sont toujours actifs durant les deux premières décennies du nouveau siècle. À cause de leur poids relatif, l'influence de la deuxième génération reste plus effacée. Il y a lieu de remettre en question notre proposition originale où nous envisagions de démontrer la régénération des élites pour la période étudiée. Même au sein de la dernière tranche de persistance à moyen terme 1909-1920 (N: 409), les trois quart sont de la première génération.

D'où proviennent-ils? Sur une possibilité de 278 individus appartenant à la première génération, nous connaissons le lieu d'origine de 153 d'entre eux. Lorsque Yves Roby évoque le phénomène de la migration en chaîne, il stipule que les migrants en chemin pour Fall River proviennent principalement de Rimouski et de Sainte-Flavie, soit du bas du fleuve.⁶ Pourtant, d'après les renseignements fournis par le guide de 1888⁷ et les informations recueillies dans les autres publications communautaires, les lieux d'émigration sont plus nombreux que ne laissent entendre les observateurs contemporains et les historiens. Il y a lieu de croire que les immigrants canadiens-français de Fall River proviennent également de ces différentes régions.

6.1. Lieux d'émigration des persistants à long terme

<u>Régions</u>	<u>Unités</u>	<u>Pourcentage</u>
Chambly-vallée du Richelieu	(n: 20)	13,1%
Saint-Hyacinthe	(n: 22)	14%
Sorel	(n: 24)	16%
Drummondville	(n: 3)	2%
Trois-Rivières	(n: 7)	4,6%
Québec-Lévis	(n: 12)	8%
Bas Fleuve	(n: 22)	14%
Cantons de l'est	(n: 13)	8,5%
Montréal	(n: 4)	2,6%
Rive-sud Mtl	(n: 14)	9,2%
<u>Autres</u>	<u>(n: 12)</u>	<u>8%</u>
TOTAL	(n: 153)	100%

Sources: métasource; Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] de Fall River et Notes historiques sur les Canadiens de Fall River. par H.A. Dubuque, Première Edition. Fall River, Edmond-F. Lamoureux, Editeur. 1888; Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant l'histoire de la colonie et l'almanach des adresses avec illustrations, Editeurs-propriétaires: L.J. Gagnon & Cie, Imprimeurs, Fall River, Massachusetts, 1909-10.

⁶Yves Roby, Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1776-1930, Sillery, Québec, Editions du Septentrion, 1990, p. 53-54.

⁷Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] de Fall River et Notes historiques sur les Canadiens de Fall River. par H.A. Dubuque, Première Edition. Fall River, Edmond-F. Lamoureux, Editeur, 1888, 263 p. ; Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant l'histoire de la colonie et l'almanach des adresses avec illustrations, Editeurs-propriétaires: L.J. Gagnon & Cie, Imprimeurs, Fall River, Massachusetts, 1909-10, 862 p.

Les membres de la petite-bourgeoisie proviennent principalement de quatre régions, soit la ville de Saint-Hyacinthe et de ses environs, de Chambly et la vallée du Richelieu, de Sorel et du bas du Fleuve Saint-Laurent (tableau 6.1). Ils reforment des liens entre eux aux États-Unis, comme on a pu le voir chez les gens d'affaires. Les amitiés développées au collège se perpétuent et constituent une base des réseaux de contact.⁸ Mais c'est leur capacité à s'insérer dans la vie économique locale qui détermine pour une large part leur mobilité sociale. Quelques indices tendent à confirmer leur intégration: âge à la première migration, âge au moment de la naturalisation, faible niveau de retour au Canada. Au chapitre trois, nous invoquons le fait que les membres de la petite-bourgeoisie enregistrent un taux de naturalisation plus élevé et qu'ils sont plus stables du point de vue géographique. Seulement 20% auraient immigré plus d'une fois ou seraient retournés au Canada pour une certaine période puis seraient revenus aux États-Unis. Comme a pu le démontrer Bruno Ramirez, le processus migratoire a déjà pris un caractère permanent au tournant des années 1890. "The depopulation of countless Quebec parishes and the transformation of many rural migrants into permanent U.S. labor force had become an irreversible process."⁹ Dès lors, les migrations successives ont lieu dans un contexte régional, à l'échelle de la Nouvelle-Angleterre avant tout.

Conjugué à leur migration en bas âge (tableau 6.2), nous constatons que 63% ont acquis leur citoyenneté américaine avant d'avoir atteint l'âge de 31 ans. De toute évidence, nous ne sommes pas en présence d'une émigration temporaire. En se basant sur les caractéristiques démographiques, on peut affirmer que la grande majorité s'intègrent donc au marché du travail de la Nouvelle-Angleterre dans leur vingtaine. Les raisons qui motivent leur migration vers les États-Unis diffèrent des travailleurs de filatures. Il ne s'agit pas dans leur cas de venir amasser

⁸Hugo Dubuque et le Dr Saint-Germain étaient confrères de classe au collège de Saint-Hyacinthe. Lachance, *F.R.N.*, January 14, 1891. Une réunion d'anciens élèves (9) du collège de Saint-Hyacinthe a lieu chez Pierre Péloquin en juillet 1890. *L'Indépendant*, 11 juillet, 1890.

⁹Bruno Ramirez, *On the Move. French-Canadian and Italian Migrants in the North Atlantic Economy, 1860-1914*, Toronto, McClelland & Stewart, 1991, ("The Canadian Social History Series"), p. 43.

quelques économies pour retourner au Québec afin de se libérer de dettes contractées mais de s'établir en vue de s'implanter. Nous présumons que ceux qui repartent au Canada ont probablement connu des revers financiers. C'est certainement le cas pour la majorité des gens d'affaires.

6.2. Persistants à long terme de la première génération,
âge à la première migration (N: 275)

15 ans ou moins	(n: 131)	50%
16 ans à 21 ans	(n: 73)	28%
<u>22 ans et plus</u>	<u>(n: 57)</u>	<u>22%</u>
TOTAL	(n: 275)	100%

6.3. Persistants à long terme de le première génération, âge à la naturalisation (N: 118)

<u>Tranches d'âge</u>	<u>pourcentage</u>
1- 17 (n: 3)	3%
18 - 25 (n: 48)	41%
26 - 30 (n: 23)	19%
sous-total	63%
31 - 35 (n: 23)	19%
36 - 40 (n: 7)	6%
40 - (n: 14)	12%
<u>sous-total</u>	<u>37%</u>
TOTAL	100%

Au nombre de cinq seulement, les femmes ne représentent pas même 2% de tous les persistants: on compte deux commerçantes, une enseignante et deux cols blancs salariés. Elles sont si rares que cela corrobore la thèse à l'effet qu'elles abandonnent leur emploi pour se consacrer à la famille dès qu'elles se marient. Toutefois, elles continuent de jouer un rôle de soutien, parfois de premier plan, dans l'entreprise officiellement propriété du mari. Elles jouent

aussi un rôle de premier plan dans la vie des paroisses, notamment lors des collectes de fond et l'organisation des différentes associations paroissiales.¹⁰ Parmi la liste des cent votantes publiée en 1909, 57 sont mariées à un membre de la petite-bourgeoisie et 23 ont pour mari un persistant. C'est dire qu'elles participent à la vie politique. La seule persistante qui figure au nombre des votantes est Marie E. Arcand, la conjointe de Georges Arcand qui a connu des déboires financiers.¹¹ Celles qui exercent une occupation rémunérée pendant plus de vingt ans sont célibataires ou se retrouvent seule au décès de leur conjoint ou sont séparées. Elles sont issues d'un milieu favorisé, le père étant propriétaire d'un établissement commercial lorsqu'elles étaient jeunes filles et travaillent à côté de leur mari après leur mariage, sans que le recensement en fasse état.

B. Profil socioprofessionnel

Pour autant qu'il nous est possible d'établir les origines sociales des persistants, ils semblent provenir de milieux modestes. Une forte proportion est tout de même issue de la petite-bourgeoisie d'affaires. En remontant à la génération précédente pour connaître les antécédents des nos persistants, nous avons pu identifier l'occupation du père de 61 d'entre eux: 43% firent carrière comme commerçants et 34% comme ouvrier manuel ou agriculteur. Il semble qu'aucun paternel n'ait fait partie de la petite-bourgeoisie professionnelle. Par contre, ainsi que nous l'avons démontré précédemment, nous ne sommes pas en présence d'individus totalement dépourvus de ressources.

¹⁰Voir Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant l'histoire de la colonie et l'almanach des adresses avec illustrations. Editeurs-propriétaires: L.J. Gagnon & Cie, Imprimeurs, Fall River, Massachusetts, 1909-10, p. 856-857, regroupant informations au sujet des officiers des diverses associations.

¹¹Nous avons cité ce cas au chapitre consacré aux gens d'affaires.

6.4. Persistants à long terme: occupation du père

commerçants	43%	(n: 26)
artisans indépendants	16%	(n: 10)
cols blancs salariés	7%	(n: 4)
<u>ouvriers manuels</u>	<u>34%</u>	<u>(n: 21)</u>
TOTAL	100%	(n: 61)

Au chapitre trois (tableau 3.4), nous avons constaté que les professionnels forment de 3 à 5% des corpus, les commerçants, entre 32 et 49%, les artisans-indépendants, de 7 à 11% et les petits cols blancs salariés de 36 à 52,5% des cohortes. En prenant en considération la dernière occupation détenue par nos sujets, les professionnels représentent 7% (n: 22) du corpus de persistants, dont 76% (N: 16) sont issus du contexte américain en fonction de l'âge à l'immigration (âge moyen est de 18.25 ans) ou appartiennent à la deuxième génération. Les autres professionnels ont été élevés et formés au Canada et quittent Fall River pour une autre ville américaine ou retournent probablement au Québec. Nous formulons cette dernière hypothèse en nous basant sur la grande disparité entre le taux de persistance chez les professionnels pour les années 1880-1900 par rapports aux années 1900-1920: alors que durant la première tranche de persistance à long terme le niveau n'atteint que 14%, il s'établit à 41% à la deuxième période de persistance (voir tableau 3.16). Nous y voyons un changement de comportement, soit un plus grand degré de sédentarisation qui dénote une meilleure intégration à l'environnement social attesté par le fait qu'ils sont presque tous issus du contexte américain. Si le niveau de persistance n'atteint que 14% entre les années 1880 et 1900, il est juste de croire que ces pionniers qui quittent Fall River sont moins bien intégrés à la société américaine par rapport à ceux qui leur succéderont. Nous croyons qu'ils optent majoritairement pour le Québec au lieu de s'établir dans une autre ville américaine. Tout comme l'homme d'affaires, le professionnel n'a pas intérêt à déménager sa pratique ailleurs aux États-Unis, d'autant plus qu'il est moins susceptible d'y trouver un réseau de solidarité que dans son milieu d'origine.

Par rapport aux dénombrements ponctuels, le poids relatif des professionnels est donc plus significatif dans le noyau de la petite-bourgeoisie alors que celui des petits-cols blancs salariés chute dramatiquement. Le même phénomène est observable chez les commerçants alors qu'ils forment 58% du corpus. Nous verrons plus tard que ce sont ces mêmes professionnels et hommes d'affaires persistants qui occupent les positions de leadership dans l'arène sociale et politique.

6.5. Structure occupationnelle des persistants, selon la dernière occupation recensée

professionnels	7%	(n: 22)
commerçants	58%	(n: 184)
artisans indépendants	10%	(n: 30)
<u>cols blancs salariés</u>	<u>25%</u>	<u>(n: 80)</u>
TOTAL	100%	(n: 316)

Si on analyse globalement l'incidence du travail manuel pour l'ensemble des 316 persistants, on constate que 11% (34) seulement auraient exercé un travail manuel avant d'accéder à la petite-bourgeoisie; même en présumant que tous les artisans (n: 30) aient débuté comme ouvriers qualifiés salariés, seulement 20% (64) auraient exercé une occupation manuelle durant leur vie active. Ce taux est nettement plus bas que les cohortes de persistance à moyen et à long terme analysées au chapitre précédent. (voir tableau 5.3) Nous en déduisons qu'ils sont arrivés en sol américain en possédant tout au moins un capital intellectuel, même si peu sont allés à l'école au-delà du cycle primaire.

6.6. Persistants à long terme: axes de cheminement socioprofessionnel des persistants en fonction de la dernière occupation (n: 316)

	<u>Professionnels</u>	<u>Commerçants</u>	<u>Cols blancs</u>
anté. ouvriers	9%	13%	10%
anté. col blanc	14%	30%	
mobilité socioprof.	23%	43%	
stabilité socioprof.	73%	55%	65%
déclin socioprof.			21%*

*16 cols blancs salariés ont été commerçants et 1 fut artisan indépendant

Malgré l'importance de la mobilité sociale parmi la cohorte de ceux qui ont persisté au-delà de vingt ans, l'axe socioprofessionnel le plus répandu est celui de la stabilité à long terme. Tout au long de leur vie active, la plupart d'entre eux reste dans la même sous-catégorie socioprofessionnelle. Par contre, même si la très grande majorité (90%) semblent n'avoir jamais travaillé comme ouvrier manuel (voir tableau 6.4), la mobilité sociale joue un rôle déterminant. En effet, parmi les 184 commerçants, 43% ont connu une mobilité professionnelle durant leur vie active; 30% ont d'abord exercé le métier de commis ou une autre occupation de col blanc salarié alors qu'une petite minorité (13%) a déjà occupé un emploi d'ouvrier aux États-Unis. Ils se distinguent d'ailleurs par une mobilité sociale relativement rapide. Leur période de travail salarié, que ce soit comme col bleu ou col blanc est généralement courte par rapport à toutes leurs années d'activités professionnelles.

L'incidence de la mobilité sociale est nettement moins élevée lorsqu'il s'agit des professionnels; 23% exercent une profession après avoir occupé un emploi de col blanc salarié ou d'ouvrier spécialisé. Ils arrivent aux États-Unis après avoir terminé leurs études ou encore après quelques années de pratique au Canada. Cette réalité reflète aussi la quasi impossibilité d'accéder aux professions libérales, que ce soit pour les jeunes Francos de la deuxième génération

ou ceux qui ont immigré en bas âge avec leurs parents.¹² Autre constat significatif, la très grande majorité des 23 professionnels sont issus du contexte américain; seulement trois médecins ont été élevés et formés au Canada; tous les autres ont immigré en bas âge ou avant d'avoir reçu leur formation professionnelle. Ainsi, à l'instar de la classe d'affaires, la petite-bourgeoisie professionnelle qui persiste est issue du contexte américain, alors que celle formée au Canada y retourne après quelques années de pratique aux États-Unis. L'âge à l'immigration tend à confirmer cette hypothèse.

Quant aux cols blancs salariés, ils forment une minorité au sein du groupe de persistants, contrairement au corpus établi à partir des recensements. Ils ne représentent plus que le quart du noyau de la classe moyenne alors que lors des relevés ponctuels ils forment entre 36% et 53% du groupe. Nous en déduisons que les cols blancs qui persistent sur le plan socioprofessionnel, connaissent en fait une mobilité sociale et une stabilité géographique, alors que les autres partiront dans une autre ville ou retourneront éventuellement au Canada à la recherche de meilleures opportunités professionnelles. À ce titre, leur condition sociale s'apparentent à celles des ouvriers, obligés de quitter Fall River lorsque les filatures font des mises à pieds. Les cols blancs persistants jouissent également d'une éducation supérieure à la moyenne si on en juge par l'incidence du travail manuel, alors que seulement 22% d'entre eux en auraient fait l'expérience.

¹²Joseph C. Huard est l'un des premiers médecins formés aux États-Unis. Son père, Jean-Baptiste Huard, est un homme d'affaires prospère. (voir chapitre 4) Narcisse Barré, le père de Homer et Aladin Barré, dentiste et médecin, respectivement, est fabricant de farine en 1888 mais nous ignorons ce qu'il advint par la suite. Huard et Aladin Barré ont gradué de l'Université Catholique de Baltimore au début des années 1890.

C. Reproduction sociale

Ayant constitué le noyau de la petite-bourgeoisie en fonction d'une persistance de 20 ans et plus, il est peut-être périlleux de vouloir évaluer l'incidence de la reproduction sociale à partir de ce corpus. La deuxième génération ne regroupe que 38 individus parmi les persistants, dont 26 pour lesquels nous avons identifié le père. Pour 17 d'entre eux, le père figure également au fichier. Toutefois, il est possible de prendre une mesure plus précise de ce phénomène au recensement de 1920: sur un corpus total de 1376 individus, 159 ont une filiation directe avec un chef de ménage persistant. Si à ces derniers nous additionnons le nombre de persistants qui figurent au recensement (n: 225), nous constatons alors que 28% du corpus total de 1920 est directement rattaché au noyau dur de la petite-bourgeoisie.

Nous pouvons observer une manifestation concrète de cette reproduction sociale sur le plan du patronage au sein de la fonction publique locale. En effet, sur 54 postes occupés par des Franco-Américains en 1920, que ce soit au niveau de la municipalité ou du comté, 28% (n:15) sont détenus par des persistants ou sont issus d'une famille pionnière. La deuxième génération fait sentir sa présence de plus en plus. Elle jouit des acquis obtenus par la première génération. Parmi les 9 enseignantes du système public, on reconnaît quatre enfants de pionniers persistants.¹³ Les autres sont issues d'une famille vivant aux États-unis depuis des décennies et sont de la deuxième génération. Cette possibilité de carrière qu'offre le système d'enseignement public est directement liée au poids politique des catholiques irlandais et franco-américains qui siègent en majorité au conseil scolaire depuis 1912.

On observe le même phénomène dans le corps de police. Lorsque le gouverneur démocrate Walsh est réélu en 1914, il parraine la candidature de Isaïe Laplante pour siéger dans la commission policière, malgré le fait que celui-ci soit membre du parti républicain.¹⁴ De l'avis

¹³Il s'agit du tailleur Pierre Adam, de l'agent d'assurance Francis Leboeuf, du marchand Charles F. Bergeron, et de l'épicier Edouard Lebeau.

¹⁴Isaïe Laplante est alors marchand de foin et figure au fichier des persistants.

de Sylvia, “Walsh was granting recognition to this nationality and at the same time culling French favor by giving them their first appointment to the board.”¹⁵ Les emplois de policiers suivent: parmi les patrouilleurs énumérés dans l'annuaire municipal de 1920, on reconnaît Joseph Jetté Jr, fils du premier photographe Joseph Jetté, Louis-Philippe Leboeuf, fils de F.X. Leboeuf, les frères Adelard et Joseph Perron, eux-même pionniers persistants.

La reproduction sociale a une incidence directe sur la composition de la petite-bourgeoisie. Les assises sont mises en place. Ainsi, n'est-il pas surprenant de voir qu'en 1935, dans un numéro spécial de L'Indépendant où, à l'occasion du 50e anniversaire du journal, l'on présente les personnalités franco-américaines de Fall River, 88 laïques font l'objet d'une courte biographie. De ce groupe, 14 têtes d'affiche figurent dans notre fichier de persistants et 21 fils d'un persistant; ce qui signifie que 40% d'entre eux ont une filiation avec le coeur de la petite-bourgeoisie constitué avant 1920.

D. Assises matérielles

Le statut social des élites repose-t-il sur un pouvoir économique? Sur le plan de la taxe municipale 49% de nos persistants (154 des 316) figurent au moins une fois sur les listes des payeurs de taxes pour plus de 50\$. Ils accèdent à la propriété résidentielle dans une proportion identique. Dans les rôles d'évaluation municipale pour l'année 1920, 62 ménages possèdent des propriétés immobilières (“aggregate value of real estate”) totalisant 10,000\$ ou plus. De ce petit groupe, 58% (n: 36) figurent au fichier des persistants à long terme. Quant à l'ensemble des persistants, 19% atteignent ou dépassent ce sommet relatif. Par rapport à l'ensemble de la petite-bourgeoisie, la situation matérielle des persistants est donc plus avantageuse. Peut-on parler d'une concentration des capitaux aux mains de quelques individus sein de la communauté,

¹⁵Philip T. Sylvia, jr. “The Spindle City: Labor, Politics, and Religion in Fall River, Massachusetts, 1870-1905”, Fordham University, Ph.D. thesis, 1973, p. 834.

si modestes soient-ils? Un autre indice d'une concentration des capitaux est observable sur le plan des cotes de crédit. Parmi le groupe restreint de huit entreprises atteignant la cote supérieure B ou A entre 1878 et 1920, sept sont gérées par des persistants à long terme.¹⁶

D'autre part, si l'on compare leurs assises matérielles à celles de la petite-bourgeoisie de Lewiston, on constate que la petite-bourgeoisie de Fall River s'en tire mieux que ses compatriotes du Maine. Yves Frenette dénombre seulement une douzaine d'individus possédant des biens estimés à 1200\$ parmi la population canadienne-française de Lewiston en 1880.¹⁷ En 1885, 79 Canadiens Français de Fall River paient des taxes municipales pour des biens évalués à plus de 2600\$. Cinq ans plus tard, leur nombre est passé à 87. Les ressources de la collectivité expliqueraient l'étendue du réseau institutionnel franco de Fall River et la position de leadership que ses élites exercent à l'échelle de la Nouvelle-Angleterre.¹⁸ Selon Coelho, la réaction des élites de Fall River face au rapport du Bureau du travail du Massachusetts démontra que “[the] French Canadians possessed an institutional and cultural hierarchy, directed by an educated and articulate middle class, which gave them a power and prestige that other immigrant groups lacked.”¹⁹ Les disparités régionales sur le plan des ressources matérielles mériteraient certes une attention plus soutenue pour nous aider à comprendre l'évolution de la Franco-américanie dans son ensemble.²⁰

¹⁶Le marchand de meubles Napoléon Tessier fait figure d'exception. Il est âgé seulement de 40 ans, en affaires depuis au moins 1905, et est né au Massachusetts.

¹⁷Yves Frenette, “La genèse d'une communauté canadienne-française en Nouvelle-Angleterre: Lewiston, Maine, 1800-1880”, Université Laval, thèse de Ph.D., 1988, p. 221 A.

¹⁸C'est de Fall River, entre autres, qu'est venu le leadership dans l'incident des “Chinois de l'est” et dans la réaction au rapport Wright: délégation composée de Dubuque, Dr. Chagnon, N. Leboeuf et William Corneau à Boston pour rencontrer le colonel Wright en octobre 1881. Lachance, “op. cit.”, *Fall River News*, octobre 18, 1881. Pour évaluer le rôle de Dubuque en particulier, voir Dennis Royal Garff, “Heirs of New France: An Ethnic Minority in Search of Security. A Study of Canadien Society & Politics in Late Nineteenth Century New England and Quebec Province”, Ph.D. thesis, Fletcher School of Law and Diplomacy, 1970, chapitre 4, p. 108-129.

¹⁹Anthony Coelho, “A Row of Nationalities: Life in a Working Class Community: the Irish, English, and French Canadians of Fall River, Massachusetts, 1850-1890”, Ph.D. thesis, Brown University, 1980, p. 251.

²⁰Plusieurs membres-fondateurs de la Société historique franco-américaine proviennent de Fall River, dont Hugo Dubuque, Charles E. Boivin, Hector Belisle, Godfroi DeTonnancour, le Dr. Omer Boivin. La Société historique Franco-américaine. Les quarantes ans de la Société Historique Franco-américaine, 1899-1939, Boston, 1940, 878 p.

II. Leadership social et politique: quelques axes d'intégration à la société américaine

Afin de bien cerner le rôle de la petite-bourgeoisie franco-américaine en Nouvelle-Angleterre, il faut retourner à la structure sociale québécoise. Cet exercice nous permet aussi de saisir les rapports hiérarchiques au sein des Petits Canadas. Les historiens Linteau, Durocher et Robert stipulent que la petite-bourgeoisie canadienne-française exerce son pouvoir au sein des institutions locales, que ce soit au conseil municipal, à la commission scolaire, à la fabrique, les sociétés de charités et autres organisations volontaires. Elle monopolise les postes électifs et joue donc un rôle primordial dans l'encadrement de la population à la ville comme à la campagne. Son pouvoir s'appuie sur des fondements économiques: alors que le curé touche un part des récoltes qui dépasse souvent les stricts besoins du ministère paroissial, marchands et membres des professions libérales sont souvent créanciers auprès des cultivateurs. Des liens d'interdépendance sont ainsi forgés et se reflètent dans toutes les dimensions de la vie rurale. La petite-bourgeoise urbaine joue un rôle semblable auprès des citadins. Elle exerce son pouvoir dans le cadre de la structure paroissiale ou du quartier. C'est elle qui possèdent les édifices à logements et détient en cela un poids économique encore plus visible qu'à la campagne. "Par son contrôle des institutions locales, par l'encadrement idéologique de la population, la petite-bourgeoisie joue un rôle important dans le maintien de la paix sociale et de la stabilité des institutions."²¹

Dans les villes de la Nouvelle-Angleterre, la petite-bourgeoisie développe un réseau national qui encadre la population canadienne-française. Pour accomplir cette tâche, elle oeuvre de concert avec l'élite cléricale qui chapeaute la communauté. Parallèlement à la mise en place du réseau institutionnel qui dessert l'ensemble de la communauté (église, école) et donc voués aux intérêts collectifs, l'élite laïque s'affaire à développer une infrastructure associative pour

²¹Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, Histoire du Québec contemporain, vol. 1: De la Confédération à la crise, Montréal, Boréal Express, 1979, p. 192-193.

l'aider à promouvoir les intérêts individuels.²² Les clubs sociaux et les associations volontaires constituent des lieux de relations sociales, de stratégies et d'alliances.²³ À l'instar de ce qui existe au Québec, la multiplication d'associations volontaires contribue aussi à l'émergence de leaders canadiens-français qui joueront un rôle de plus en plus marqué dans la politique municipale. "Par ses pratiques d'union, d'entraide, de participation à des activités reconnues, l'association crée un sentiment d'appartenance à des sous-groupes ethniques, religieux ou économiques: elle accélère l'intégration de ses membres, en facilitant le processus d'adaptation [des migrants au sein des villes américaines]."²⁴

A. Pratiques associatives

On rencontre principalement cinq types de regroupement: sociétés mutuelles (i.e. Société Saint-Jean-Baptiste, Ligue des patriotes, Union canadienne Saint-Jean-Baptiste, Artisans canadiens-français), clubs à vocation culturelle (Association Montcalm, Cercle Salaberry, Cercle Montpellier) et para-militaires (Garde Napoléon, Garde Notre-Dame) ainsi que des associations pour la défense des intérêts professionnels (Chambre de commerce, Union commerciale, Union médicale, Union des charpentiers et des menuisiers) ou politiques (Club de naturalisation, Club Laurier). À l'instar de la réalité québécoise, ces associations atteignent principalement la petite-bourgeoisie et effleurent à peine la classe ouvrière.²⁵

²²Nous avons dépouillé systématiquement les annuaires, guides nationaux, L'Indépendant de 1882 à 1905, pour obtenir ces informations. Dans la plupart des cas, les individus cités sont les officiers élus, qu'ils agissent de sociétés nationales ou américaines. Nos chiffres sous-estiment donc le membership des différentes associations, à l'exception du guide des sociétés de 1893 qui contient des listes complètes.

²³Gérard Bouchard et al. "Les notables du Saguenay au 20e siècle à travers deux corpus biographiques", Revue d'Histoire de l'Amérique française, vol. 39, no. 1 (été 1985), p. 16.

²⁴Jean-Pierre Kesteman, "Le comportement associatif dans une ville biculturelle; Sherbrooke, 1850-1920", De la sociabilité. Spécificité et mutation, (Actes de colloque du CREQ de Université de Trois-Rivières, 22-23 septembre 1988), sous la dir. de Roger Levasseur, Boréal, 1990, p. 269.

²⁵Examinons le cas de La Ligue des Patriotes. Fondée en 1885 pour remplacer le Club de naturalisation, la Ligue devient une société mutuelle dès l'année suivante. En 1888, elle compte seulement 139 membres, dont 20 cols blancs, 36 commerçants, 16 artisans-indépendants, 5 professionnels et 29 cols bleus. Elle regroupe donc

Le tableau 6.7. nous donne un aperçu de la portée des sociétés après l'arrivée des pionniers. Le membership relativement élevé des sociétés mutuelles illustre le rôle primordial de ces sociétés d'entraide et de la nécessité de mettre en place des instruments de solidarité. Il en sera ainsi jusqu'à la crise des années 1930 lorsque l'état providence prendra la relève.

6.7. Réseau associatif national en 1893

<u>organisme-(fondation)</u>	<u>membership total</u>	<u>#persistants</u>
Ligue des patriotes (1885)	638	68
Société Saint-J.-B. (1878)	266	43
Club de naturalisation (1882)	158	36
Union franco-am. (1892)	153	13
Union can. St-J.-B. (1886)	120	17
Garde Napoléon (1887)	54	4

Nous avons dénombré une cinquantaine de sociétés, clubs, cercles, associations, etc. fondés entre 1870 et 1920. Ces associations volontaires ont une durée de vie plus ou moins longue, allant de quelques mois à plusieurs décennies. Si leur durée de vie est proportionnelle à leur importance numérique et aux préoccupations de la petite-bourgeoisie, on constate que ce sont les sociétés mutuelles qui jouent le rôle le plus significatif. En effet, La Ligue des patriotes (1885), l'Union canadienne Saint-Jean-Baptiste (1886) et les Artisans Canadiens-français (1897) existent toujours au début des années 1930.²⁶ Aux premières loges de sociétés neutres telles La Loge Lafayette des Chevaliers de Pythias et l'Ordre des Forestiers Indépendants, se sont ajoutés

essentiellement la petite-bourgeoisie. La Ligue des patriotes reste une organisation indépendante et refuse de suivre la tendance vers la consolidation avec le mouvement fédératif. En 1930, elle fête son 45e anniversaire. Chartier, *op. cit.*, p. 114.

L'autre société mutuelle d'importance est la Société Saint-Jean-Baptiste organisée une première fois dès 1876 puis réorganisée en 1878.

²⁶Guide officiel des Franco-Américains 1931, 1935, Publié par Albert A. Bélanger, Fall River, Mass; Auburn, R.I.; Providence, R.I.

l'ordre de Elks et les Eagles.²⁷ Des sociétés irlando-américaines comme les Chevaliers de Colomb comptent maintenant un membership franco-américain.

6.8. Persistants à long terme: pratiques associatives (N: 316)

Officier d'une société ou club national:	(128) 41%
Membre d'une société américaine*:	(105) 33%

*nos statistiques regroupent surtout les officiers

Les membres-fondateurs de ces regroupements sont presque tous issus de la petite-bourgeoisie et la plupart d'entre eux figurent au fichier des persistants. Des 13 associations nationales énumérées dans le Guide des Sociétés de 1893, on rencontre les mêmes leaders tels l'avocat Hugo Dubuque, les épiciers Pierre F. Péloquin, Alfred Plante, P.S. Janson, le marchand Louis Picard, parmi les membres fondateurs. Sur 68 officiers des sociétés nationales retracés qui ont exercé leur fonction entre 1870 et 1920, 70% (48) sont arrivés avant 1888. Plus tard, ceux qui figurent dans l'annuaire municipal de 1910, que ce soit comme officier d'une société nationale ou d'une société américaine, appartiennent encore en majorité à la première génération. Seulement sept, soit 6%, sont nés aux États-Unis; 39 (36%) figurent au fichier des persistants qui se composent essentiellement de la première génération. Ces données viennent appuyer nos propos concernant l'importance disproportionnée des pionniers.

²⁷L'Indépendant, 22-23 juin 1935. Chartier, op. cit., p. 182.

6.9. Persistants à long terme: officiers des sociétés mutuelles nationales, 1870-1920

<u>organisme-fondation</u>	<u>persistants officiers*</u>	
Ligue des patriotes-1885	8%	(n: 25)
Société Saint-J.-B.- 1878	5%	(n: 17)
Club de naturalisation- 1882	2%	(n: 7)
Union franco-américaine-1892	2%	(n: 7)
Union canadienne St-J.-B.-1886	4%	(n: 13)
Garde Napoléon- 1887	3,7%	(n: 12)

*regroupent 68 individus qui ont exercé une charge d'officier à un moment donné durant la période couverte

Le degré de participation des persistants à la direction du réseau associatif est très élevé. (tableau 6.8) Plus de 44% des persistants occupent, à un moment ou l'autre, un poste de direction au sein d'une société nationale ou d'une association quelconque. La proportion des petits-bourgeois qui sont membres de l'une des sociétés ou associations s'élève probablement à près des trois quarts.

Qui donc assume le leadership de ce mouvement associatif? À quelle catégorie socioprofessionnelle appartiennent-ils? En examinant leur cheminement professionnel, nous obtenons les renseignements qui permettent de tracer un portrait plus précis des officiers des sociétés. Parmi les 128 officiers des diverses sociétés nationales, on compte 20 professionnels, 75 commerçants, 27 cols blancs salariés et 6 artisans-indépendants.²⁸ Le leadership reflète plus ou moins le membership.²⁹ Comparativement à la structure socioprofessionnelle de l'ensemble des persistants (voir tableau 6.5), les professionnels (16%) agissent comme officier d'une société nationale dans une proportion de deux pour un par rapport à leur poids relatif dans le noyau de la

²⁸Parmi les professionnels: 1 avocat, 4 médecins, 5 pharmaciens; les commerçants: 17 épiciers, 7 marchands, 2 cabaretiers, 1 boulanger, 1 blanchisseur, 1 barbier; cols blancs salariés: 6 agents d'assurances, 8 commis, 3 vendeurs, 3 teneurs de livres, 2 postiers, 1 commis-voyageur, 2 commis à la ville de Fall River, 1 inspecteur de lait, 1 courtier; artisans-indépendants: 1 contracteur en construction, 2 selliers, 1 poseur de calorifère, 1 forgeron.
Fall River Directory, 1910.

²⁹Voir le cas de la Ligue des patriotes abordé plus haut.

petite-bourgeoisie. À l'instar de la réalité québécoise, les membres des professions libérales jouissent d'un prestige conféré par leur occupation. Higham parlerait d'un leadership reçu ("received leadership") dans leur cas. Chez les artisans-indépendants, nous observons le phénomène contraire alors qu'ils ne forment plus que (5%) des dirigeants des sociétés nationales. Commerçants (59%) et cols blancs salariés (21%) y sont presque à parité par rapport à la place qu'ils occupent dans la structure socioprofessionnelle. Les mieux éduqués et les plus prospères accèdent plus facilement aux postes de direction des sociétés nationales. Cette petite minorité accapare les postes de direction non seulement des sociétés nationales mais aussi des divisions franco-américaines des sociétés anglo-américaines.³⁰

Règle générale, les plus actifs au sein des sociétés nationales réussissent mieux que leurs compatriotes du point de vue matériel. Ceux qui participent activement à la direction des sociétés sont mieux nantis que ceux qui n'exercent jamais de position de leadership dans une proportion de deux pour un, que ce soit du point de vue de l'accès à la propriété résidentielle ou du niveau d'imposition de taxe municipale. Alors que parmi les 128 individus qui obtiennent une charge d'officier, 64% accèdent à la propriété résidentielle; seulement 38% des inactifs y parviennent; 68% des officiers sont imposés pour plus de 50\$, tandis que seulement 36% des inactifs le sont. Quel est le lien de cause à effet? Y-a-il des bénéfices personnels qui découlent de leur participation active au réseau des sociétés nationales ou est-ce que les individus qui obtiennent les positions de leadership ont d'abord acquis une certaine aisance matérielle?

Toutefois, la hiérarchie sociale individuelle ne va pas toujours de pair avec la hiérarchie matérielle. Hugo Dubuque possède un rayonnement d'influence inégalé par aucun de ses compatriotes. "That this young lawyer's reputation extended beyond the pale of his own ethnic group was shown by the campaign results [of the 1883 election]. Dubuque was swept into

³⁰N'ayant pas accès aux archives du réseau associatif franco-américain, il nous est difficile d'évaluer leur niveau d'implication autrement que par leur participation à la direction de ces organismes. L'Indépendant publie régulièrement les résultats des élections d'officiers des sociétés et les annuaires fournissent des informations similaires pour l'ensemble du réseau associatif de Fall River. Ils constituent nos deux principales sources d'information. Nous avons employé également le guide des sociétés publié en 1893 où nous retrouvons des listes de membership pour l'année 1893 ainsi que les membres fondateurs de plusieurs organisations, dont plusieurs qui ont cessé d'exister entre-temps.

a three-year term as school committeeman”.³¹ Il est respecté par ses compatriotes pour ses habilités intellectuelles et son leadership lors des grands combats- (que ce soit les attaques nativistes, la reconnaissance des écoles paroissiales par la législature du Massachusetts au début des années 1880, les luttes contre l’évêque de Providence.) Dubuque jouit d’une bonne réputation auprès des Anglo-Saxons, notamment à cause de ses positions conservatrices sur la question ouvrière et de son adhésion aux idéaux républicains. “A native of Canada, Juge Dubuque is an American by choice, rather than by the accident of birth, and his progressive spirit and high mental attainments have meant much to the land of his adoption, in which he is still one of the actively significant figures of the day [1924].”³² À la typologie de John Higham, sa situation correspond à la fois à une forme de leadership interne, grâce à sa réussite professionnelle et à une forme de leadership projeté de part son cheminement post-migratoire: Dubuque incarne le prototype de celui qui se démarque par ses exploits dans les affaires de sa communauté et sa réussite sociale à l’extérieur du groupe ethnique.³³ Par ailleurs, il ne semble pas avoir accumulé beaucoup de ressources matérielles comparativement au Dr Jean-Baptiste Chagnon ou au marchand de piano Edmond Côté. Il ne figure jamais sur les listes des contribuables les plus importants et il est toujours locataire au recensement fédéral de 1900. Nommé juge à la cour suprême du Massachusetts en 1911, il a réussi finalement à dégrever l’hypothèque sur sa résidence au recensement de 1920.

D’autre part, les plus fortunés se sont pas nécessairement les plus visibles au sein des sociétés nationales. Jean-Baptiste Huard est l’un des hommes d’affaires les plus prospères de sorte qu’en 1900 il a déjà payé sa maison et qu’en 1920 il possède des valeurs immobilières évaluées plus de 26 000\$. Son fils Joseph sera l’un des premiers à graduer d’une université américaine (Baltimore) avec un diplôme en médecine. L’entrepreneur en construction Léandre Bolduc possède des valeurs immobilières à plus 44 000\$ en 1920. Son fils Joseph Alexandre a

³¹Sylvia, “op. cit.”, p. 438.

³²Fall River Public Library, F.R. Drawer-Bio’s, informations tirées de Frank Walcott Hutt, ed., History of Bristol County, New York, Lewis Historical Publ. Co., 1924, vol. 2, p. 50.

³³On ne s’étonnera pas qu’une école publique de Fall River porte son nom.

fréquenté l'école secondaire Durfee au tournant du siècle et possède sa pharmacie en 1920; il est aussi propriétaire de sa maison. Or, ni Huard ni Bolduc ne figurent au panthéon des élites dans les guides nationaux. Ils se sont pas très actifs au sein du mouvement associatif. Edmond Côté, quant à lui, doit son influence politique à son pouvoir économique. Contrairement à Dubuque, le "Boss Côté" n'a pas un rayonnement au niveau de la Nouvelle-Angleterre dans la communauté franco-américaine durant ces années. Sa base de pouvoir réside dans sa capacité à amener le vote du quartier six dans un camp ou l'autre.³⁴

Doit-on conclure que ces trois individus personnifient la tendance matérialiste, américaniste, précurseur au processus assimilateur? Que ceux qui concentrent principalement leurs efforts dans leur réussite professionnelle, participent peu au réseau de sociétés nationales? Qu'ils n'occupent pas les postes de direction et ne font pas l'objet d'une attention particulière de la part de la littérature nationale? Or, parmi les 187 persistants qui n'exercent pas de position d'officier au sein d'une société nationale, seulement 21% sont actifs dans une société américaine. Et parmi ceux qui sont actifs dans les sociétés nationales, 44% le sont également dans les sociétés américaines. Il y donc dédoublement au niveau du leadership du mouvement associatif. Chez les inactifs (n: 149), on compte 17 artisans-(11%) , 48 cols blancs (32%), 84 commerçants (56%) et 1 seul professionnel 0,6%. Ainsi, par rapport à la structure socioprofessionnelle du noyau dur de la petite-bourgeoisie, la participation des professionnels est nettement disproportionnée au niveau du leadership associatif.

Si, à l'instar de leurs confrères québécois le clergé vise à subordonner la petite-bourgeoisie laïque, elle rencontre plusieurs opposants. La faction libérale tient tête au clergé. Une forte proportion d'entre eux provient de la région de Saint-Hyacinthe, ce bastion du libéralisme au Québec. Nous présumons que plusieurs sont probablement issus de familles patriotes, comme dans le cas de Louis Picard, l'un des premiers épiciers, et Hugo Dubuque, dont

³⁴Voir son rôle dans l'élection municipale de 1899. Sylvia, "op. cit.", p. 814-815.

le père fut l'un des Patriotes de 1837.³⁵

Le cas du Dr Jean-Baptiste Chagnon illustre bien cette tendance. D'après Hugo Dubuque, il est “d’une indépendance de caractère des plus absolues, il s’est créé souvent des adversaires et même des ennemis, surtout parmi ses compatriotes.”³⁶ Il fait sans doute référence à sa querelle avec le père Bédard en 1881, survenue après que le curé de la paroisse Notre-Dame ait instruit ses fidèles à ne pas faire appel aux services du docteur et à boycotter sa pharmacie, sous prétexte qu’il le soupçonne de faire partie de *l’Ancient Order of Foresters*, une organisation anti-cléricale.³⁷ Ses avocats, Clarke et Dubuque, présentent une poursuite légale pour diffamation au père Bédard et réclament des dommages de 20,000\$. Finalement, le Dr. Chagnon gagne sa cause hors cour et Bédard doit lui remettre une somme d’argent, faire des excuses publiques; de plus, le père Bédard le nomme médecin auprès des soeurs du couvent Jésus-Marie et, dans les termes de Coelho, fait l’objet père “Bedard’s undying enmity.”³⁸ Cet incident semble démontrer que la petite-bourgeoisie laïque jouit d’un contexte social qui lui est davantage favorable par rapport à ses compatriotes québécois. La société américaine offre un environnement qui lui permet de s’affranchir du pouvoir du clergé. Chagnon est sans doute la figure la plus marquante à cet égard mais est représentatif d’une tendance amorcée par Honoré Beaugrand une décennie plus tôt.³⁹ Il restera un personnage important de la communauté, notamment par son travail à

³⁵Sister Marie Florence, S.S.A, “The Role of French National Societies in the Socio-Cultural Evolution of the Franco-Americans of New England from 1860 to the Present: An Analytical Macro-Sociological Case Study in Ethnic Integration Based on Current Social System Models”, Ph.D. thesis, The Catholic University of America, 1972, note 96, p. 104.

Dubuque dira à leur sujet, lors d’un discours prononcé à Montréal, “[Qu’il] y a une classe d’émigrés qu’il fait bon de rencontrer, ce sont les patriotes de 37 qui ont pris la route des États-Unis. [...] J’ai souvent entendu dire à ces nobles vétérans, dont l’exil n’a pu éteindre le patriotisme ardent, qu’ils étaient heureux de voir revivre dans la présente génération aux États-Unis le même instinct patriotique qui les animait dans l’une des périodes les plus pénibles de notre histoire.” *La Patrie*, 1 février, 1884.

³⁶*Le guide canadien-français ... op. cit.*, 1888, p. 245. texte rédigé par Dubuque.

³⁷Lachance, “op. cit.”, *The Fall River News*, October 24, 1881.

³⁸Coelho, “op. cit.”, p. 216.

³⁹On ne s’étonnera pas de son absence lors d’événements publics. Au cours d’une démonstration à l’église Notre-Dame de Lourdes en mars 1884 (en signe d’appui au pape dans ses litiges avec le roi d’Italie au sujet d’une bibliothèque que la couronne convoite), Chagnon s’abstient d’y participer sous prétexte “que des occupations professionnelles avaient empêché d’être présent”, dans une lettre transmise à l’assemblée par Pierre F. Péloquin. *Le*

l'hôpital Sainte-Anne. En fait, un homme de la trempe de Chagnon ne peut être ignoré. Gérard Bouchard offre deux interprétations possibles pour comprendre la portée des conflits aux sein des élites.⁴⁰

“Traditionnellement, écrit-il, la recherche théorique sur le thème des hiérarchies sociales fait une large place au problème de la structure du pouvoir ou de la domination, c'est-à-dire l'ensemble des relations qui s'instituent entre les élites, strates ou classes dominantes - selon le système conceptuel auquel on se réfère. Pour les uns, cette structure est pluraliste, fractionnée entre plusieurs groupes ou entités mises en concurrence, sinon en conflit, par la spécificité de leurs intérêts et de leur fonction dans la société. Ainsi le pouvoir se divise, circule d'un protagoniste à l'autre et ne se laisse jamais confisquer. Pour d'autres, cette concurrence et même les conflits qu'elle peut engendrer sont superficiels; ils recouvrent, et parfois dissimulent, une solidarité fondamentale qui unit tous ces acteurs au sein d'une seule et même classe dirigeante.”⁴¹

Cette solidarité fondamentale et l'interdépendance entre les élites franco-américaines expliquent sans doute que Chagnon occupe une place de choix au sein de la hiérarchie franco-américaine de Fall River, et ce, malgré ses affrontements avec Bédard et Dubuque.

Parallèlement à leurs actions pour la mise en place d'une infrastructure nationale, les élites franco-américaines adhèrent aux sociétés américaines. Nous avons identifié une dizaine d'organisations auxquelles 30% des petits-bourgeois adhèrent à un moment donné. Les *Knights of Pythias*, l'*Improved Order of Heptasophs*, les *Knights of the Mystic Chain* et la *Catholic Order of Foresters* et l'*Ancient Order of Foresters* constituent celles qui regroupent le plus grand nombre de Franco-Américains au XIXe siècle. Au début des années 1890, il y a suffisamment de Chevaliers de Pythias pour former une loge franco-américaine qui s'appellera la Loge Lafayette.

Castor, 20 mars, 1884.

Personne ne semble suivre les traces de Honoré Beaugrand en joignant la loge maçonnique King Philip. Honoré Beaugrand, Jeanne la fileuse. Épisode de l'émigration franco-canadienne aux États-Unis, ed. préparée et présentée par Roger Le Moine, Montréal, Fide, 1980 [1878], ("Collection du Nénuphar. Les meilleurs auteurs canadiens"), p. 54.

⁴⁰Gérard Bouchard, et. al., “Les notables du Saguenay au 20e siècle à travers deux corpus biographiques”, R.H.A.F., 39,1 (été 1985), p. 3-24.

⁴¹Bouchard, “ibid.”, p. 3-4.

Cette Loge est créée en 1891 lors d'une assemblée tenue dans la salle du Cercle Salaberry. Sont alors élus officiers Charles A. Gaudette, orfèvre, Amédée DeCouagne, dentiste, F.H. Patenaude, commis, Edmond Reeves, pharmacien, Isidore A. Janson, commis, Joseph Vadeboncoeur, épicier, Pierre R. Picard, épicier, Simon Leblanc, tisserand, George-E. Arcand, boulanger, Ulderic J. Dufault, marchand de meubles. Ces personnages ont également participé à la création de bon nombre de sociétés nationales. Les commerçants manifestent un intérêt marqué pour les sociétés américaines, y décelant sans doute une façon de promouvoir leurs liens d'affaires. Dans les années 1930, plusieurs ont joint les rangs des Elks et des Chevaliers de Colomb.⁴²

Deux cours franco-américaines font leur apparition chez les Forestiers d'Amérique (la Cour Rochambeau-1892 et la Cour Salaberry) et le Conclave Iberville des Chevaliers de Sherwood Forest est créée en 1893. C'est dans l'État du Maine et du Massachusetts, plus particulièrement, que les Forestiers recrutent le plus grand nombre de Franco-Américains. Au Massachusetts, ils forment le tiers du membership. Rumilly avait certes raison d'affirmer que l'ordre "a trouvé de bons propagandistes canadiens-français."⁴³ On retrouve peu de références explicites aux activités des Forestiers dans L'Indépendant, sauf quand il s'agit de critiquer un individu en particulier, en occurrence le Dr. Chagnon qui a maille à partir avec Hugo Dubuque.⁴⁴

⁴²Armand Chartier, Histoire des Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1775-1990. Québec, Septentrion, 1991, p. 182. Les premières tentatives déployées en vue de former un conseil de Chevaliers de Colomb à Fall River ont lieu en mai 1904, alors que le Grand Chevalier du Conseil de Fall River en poste est John T. Sullivan.

⁴³Robert Rumilly, Histoire des Franco-Américains, Montréal, (s.é.), 1958, p. 162.

⁴⁴L'Indépendant, 19 mars, 1886. "Nous en connaissons un qui a étudié l'art de sevrer les gens qui vont trop souvent à *Sorel* [en italique dans le texte]. Il est bon que quelqu'un s'occupe à prévenir les paroxysmes du délire. Le baume des f . . rs [Foresters] serait insuffisant dans certains cas [. . .]. Il fallait voir ça, les f . . rs le jour de la St. Patrice. Le Grand Manitou avait fait badigeonner du vert sur ses piquets de clôture." Le Dr Chagnon aurait approuvé la nomination le curé irlandais McGee dans son poste de curé à la paroisse de Notre-Dame de Lourdes.

6.10. Participation aux sociétés mutuelles américaines

<u>sociétés</u>	<u>membership chez persistants (n: 316)</u>	
Ancient Order of Foresters et American Order of Foresters Independant Order of Foresters	(n: 45)	14%
Knights of Pythias, Loge Lafayette	(n: 49)	15,5%
Catholic Order of Foresters*	(n: 4)	1,3%
Forestiers Franco-Américains	(n: 1)	0,3%
Improved Order of Heptasophs	(n: 3)	0,9%
Elks	(n: 6)	1,8%
Knights of Sherwood Forest	(n: 4)	1,3%
Knights of the Mytic Chain	(n: 1)	0,3%

*la seule qui soit catholique; les Chevaliers de Colomb n'ont pas encore fait leur entrée à Fall River

Qui sont les instigateurs de cette intégration aux organisations américaines? Mis à part Beaugrand et Chagnon, le premier canadien que nous ayons pu identifier est le policier F.X. Leboeuf. Il est alors trésorier à la cour *Onward* de l'*Ancient Order of Foresters*.⁴⁵ En 1892, lorsque la Cour Rochambeau est fondée, 92 membres canadiens-français sont alors admis. Elle est organisée par Ferdinand Crépeau, agent d'assurances, le docteur L.-P. Degrandpré et Ed. Normandin. Même suite au schisme chez les Forestiers au début du siècle⁴⁶, une forte proportion de Franco-Américains maintiennent leurs attaches à l'ordre.⁴⁷ J.F. Jandron, membre de la cour

⁴⁵ The Fall River Directory, 1888 Boston, Sampson & Murdock Co., Fall River, George E. Bamford, Robert Adams. Leboeuf est membre depuis au moins 1882. L'affrontement entre curé Bédard et le Dr. Chagnon ne peut donc être interprété comme un simple conflit de personnalité mais comme un incident symptomatique des tensions entre une partie de l'élite laïque et l'élite cléricale.

⁴⁶ "Les quelque 30 000 immigrants canadiens membres du Catholic Order of Foresters se séparent du groupe national en 1906, parce qu'on leur interdisait l'usage du français, et formèrent l'Ordre des forestiers franco-américains." Chartier, op. cit., p. 113.

⁴⁷ Parmi les 375 individus qui figurent aux répertoires d'Albert Bélanger, les Forestiers Catholiques (N: 30) surpassent les Forestiers franco-américains (N: 10) en nombre. C'est l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique qui compte le plus nombre d'adhérents avec 52 membres, tandis que l'Association canado-américaine n'en compte que

L.J. Papineau de Worcester, se porte à la défense de l'Ordre:

“L'Ordre des Forestiers d'Amérique [...] est composé de gens de différentes nationalités et l'usage de n'importe quelle langue est permis et approuvé aujourd'hui comme par le passé. [...] De plus, il ne faut pas oublier que la société des Forestiers étant une société mixte, il est difficile de plaire à tout le monde, et le fait que l'on nous permet l'usage de notre langue, doit être appréciée [sic]. On ne doit pas se dire ni se croire “*the whole thing*”. Comme citoyen et compatriote je crois que la fondation d'une nouvelle société indépendante est un malheur pour la bonne raison que nous en avons déjà trop de ces sociétés. [...] je crois aussi que tout en demeurant loyal à nos sociétés nationales, je puis rester bon et loyal membre des Forestiers ou être un bon Chevalier de Colomb. [...]”⁴⁸

Il est peut-être significatif que lorsque la résolution de séparation est adoptée, il n'y a aucun représentant de Fall River parmi les 31 délégués qui représentent les 11 cours rassemblées.⁴⁹

Une proportion significative de la petite-bourgeoisie intègre donc diverses sociétés américaines, plus ou moins tolérées par la hiérarchie catholique, voire carrément condamnées. Il s'agit de sociétés secrètes pour la plupart. En fait, les Franco-Américains ne sont pas les seuls fidèles catholiques à connaître des divisions idéologiques. Dans son histoire de l'Église catholique américaine, Jay P. Dolan explique les dissensions entre conservateurs et libéraux catholiques au XIXe siècle. La question des sociétés secrètes comme les Chevaliers de Pythias divise les fidèles en deux camps bien retranchés.

“Conservatives Catholics wanted to forbid their coreligionists to join these societies, while liberals were more tolerant about membership. Fearing such societies would draw Catholic laymen away from the church, with the “lodge” becoming “a substitute for the church”, conservatives prelates [. . .] vehemently opposed them. The liberals tried to avoid any blanket condemnation of secret societies because of the adverse effect such condemnation would have on the public's opinion of Catholics in the United States. Gibbons, Ireland, and Keane [la faction libérale]

neuf. Guide officiel des Franco-Américains 1916, 1922, 1925, 1927, 1929, 1931, 1935, 1938, 1946, Publié par Albert A. Bélanger, Fall River, Mass; Auburn, R.I.; Providence, R.I.

⁴⁸L'Indépendant, 28 septembre, 1905.

⁴⁹L'Indépendant, 25 septembre, 1905. Jandron changera d'avis suite à ses tentatives infructueuses d'obtenir l'abrogation de la clause interdisant l'usage du français. Rumilly, op. cit., p. 223.

were able to persuade the Vatican not to condemn the Knights of Labor, but Corrigan and McQuaid got their way in 1894, when a decree came forth from Rome condemning such secret societies as the Knights of Pythias, the Odd Fellows, and Son of Temperance.”⁵⁰

Malgré l’objection du clergé, beaucoup d’Irlandais appartiennent à l’Ordre des Forestiers et aux loges de Chevaliers de Pythias. À l’instar du docteur Chagnon, plusieurs Canadiens auraient joint les Chevaliers de Pythias.⁵¹ Malgré une condamnation officielle de l’ordre, les leaders tels Dubuque en font toujours partie. Au sujet des risques de l’excommunication en adhérant à la société des *Odd Fellows*, ses apologistes soutiennent que

“la question n’est pas de savoir si c’est un péché d’appartenir aux “Odd Fellows” mais bien si le fait de faire partie de cette société entraîne l’excommunication. [. . .] Ce concile [troisième concile plénier de Baltimore, 1886] ne mentionne qu’une seule société comme étant excommuniée, celle des francs-maçons. Indépendamment de cette condamnation spécifiée, quelques principes généraux ont été posés entr’autres celui qui dit “que toute société conspirant contre l’Église ou contre l’autorité civile légitime est excommuniée. Or les “Odd Fellows” n’ont jamais été dans ce cas et ce que nous avons voulu prouver c’est qu’il n’est pas juste de dire que “que nul ne peut être Odd Fellow et catholique.” Que cette société soit ou non une occasion de péché c’est une question que chacun doit régler avec sa conscience, aidé en cela par son confesseur.”⁵²

Quand la 36e convention annuelle de la Grande Loge de la Nouvelle-Angleterre se tient à Fall River en 1905, Eugène Sylvestre, F.H. Patenaude, O.J. Rousseau et Olivier Dumas sont du comité organisateur.⁵³

⁵⁰Jay P. Dolan, The American Catholic Experience. A Study from Colonial Times to the Present, Garden City, N.Y., Doubleday and Co., 1985, p. 313.

⁵¹L'Indépendant, 3 août, 1893. Leur nombre n'est pas précisé. L'annuaire municipale de 1911 indique qu'un certain Charles Blanchard est officier de l'ordre. Nous ne possédons aucune donnée biographique sur cet individu. De son côté l'épicier et agent d'immeuble Amable Chouinard est élu officier des Templars of Honor and Temperance en 1900. The Fall River Directory. 1900, 1911, Boston, Sampson & Murdock Co., Fall River, George E. Bamford, Robert Adams, 1899 et 1910.

⁵²L'Indépendant, 5 novembre, 1891. La première référence aux “Odd Fellows” dans le journal remonte au 8 mai 1884. L'article retrace son histoire et explique le fonctionnement de l'ordre.

⁵³L'Indépendant, 26 avril, 1905.

Les *Odd Fellows* ainsi que les *Templars of Honor and Temperance* attirent moins la petite-bourgeoisie que les Chevaliers de Pythias. Selon Cumbler, l'*Ancient Order of Foresters* et les loges *Odd Fellows* sont des organisations mises sur pieds par des ouvriers britanniques venus du Lancashire pour leur porter secours en cas de maladie et tisser des liens de camaraderie entre ses membres.⁵⁴ Parmi les 88 personnalités présentées par L'Indépendant en 1935, l'Union Saint-Jean-Baptiste compte 23 membres, les Artisans 20 et l'Association canado-américaine, 8, La Ligue des Patriotes, 7. Les Forestiers Catholiques sont au nombre de 12, soit deux fois plus que l'Ordre des Forestiers franco-américains, les Elks, 19 et les Chevaliers de Colomb, 4.⁵⁵

Ainsi, parallèlement à la mise sur pied du réseau institutionnel, les élites s'affairent à construire des ponts avec la société ambiante, plus particulièrement la communauté irlando-américaine. L'attrait des sociétés neutres s'explique par les avantages matériels qu'elles peuvent offrir à une petite-bourgeoisie qui possède peu de ressources. Dans son encyclopédie des sociétés secrètes, Alan Axelrod identifie neuf motifs qui incitent les hommes à adhérer à ces regroupements: pour promouvoir leurs liens d'affaires, le désir d'être différent, un moyen d'acquérir des connaissances, par sentiment de peur dans une société en plein bouleversement, pour se retrouver entre camarades, par tradition familiale, pour bénéficier de l'aide mutuelle, obtenir des bénéfices spéciaux et la reconnaissance d'un certain statut social.⁵⁶

⁵⁴John T. Cumbler, Working-Class Community in Industrial America: Work, Leisure and Struggle in Two Industrial Cities, 1880-1930. Westport, Conn., Greenwood Press, 1979, p. 149.

⁵⁵L'Indépendant, 22-23 juin, 1935.

⁵⁶Alan Axelrod, The International Encyclopedia of Secret Societies and Fraternal Orders, New York, Facts On File, Inc., 1996, p. xii-xiii.

Lors de l'inauguration officielle du nouvel édifice des "Foresters" sur l'avenue South Main en août 1893, les huit Cours de la ville sont représentées. Parmi les dignitaires figurent le maire Coughlin, Dubuque, le Docteur De Grandpré, Dr Saint-Germain, John F. Quinn, Sam B. Morris et haute hiérarchie de l'ordre. L'Indépendant, 24 août, 1893.

B. Relations franco-irlandaises

Lorsqu'on parle de l'intégration d'une communauté ethnique dans une ville peuplée d'immigrants comme Fall River, on doit l'envisager sur deux plans: intégration vis-à-vis la société américaine bien sûr, mais aussi, rapports aux autres communautés ethniques, d'où l'importance de comprendre ses relations avec la communauté irlando-américaine.

L'historiographie nous rappelle sans cesse les rapports difficiles entre Canadiens français et Irlando-Américains. En lisant Rumilly, on croirait assister à une guerre ouverte perpétuelle.⁵⁷ À Fall River, plus particulièrement, les affrontements directs surgissent lorsque des Canadiens français sont recrutés comme briseurs de grève dans les années 1870. La tension atteindra son point culminant durant la décennie suivante lors des troubles occasionnés par la succession du père Bédard à Notre-Dame et l'opposition au curé Briscoe dans la paroisse Sainte-Anne. Anthony Coelho laisse même sous-entendre qu'il n'y a aucune collaboration possible entre Irlandais et Canadiens français à cette époque.⁵⁸ Or, si les questions religieuses provoquent des affrontements mémorables, leur alliance sera finalement une stratégie déployée par les classes moyennes de chaque communauté ethnique de contourner la bourgeoisie anglo-saxonne et d'investir les lieux de pouvoir. C'est vraisemblablement au sein des sociétés secrètes américaines que les factions libérales se côtoient. Les Canadiens français y tissent des liens d'amitiés durables avec leurs coreligionnaires irlandais. Plusieurs événements spécifiques corroborent cette filiation franco-irlandaise. Quelques indices de rapprochement: associations volontaires communes, mariages inter-ethniques, et solidarité face au pouvoir des Anglo-saxons (notamment par leur attitude nativiste contre les Catholiques et les immigrants, patronage politique dans le gouvernement municipal, mouvement prohibitionniste et licences d'exploitation, contrôle de la Commission scolaire).

Cumbler souligne avec raison que les leaders du conflit avec l'évêque de Providence

⁵⁷Rumilly, *op. cit.*, p. 174-175.

⁵⁸Coelho, "op. cit.", p. 282.

font partie de l'élite d'affaires.⁵⁹ Toutefois, plusieurs indices suggèrent l'émergence d'un leadership alternatif au radicalisme nationaliste. En effet, lorsqu'un groupe de Canadiens fait circuler une pétition pour obtenir les services d'un prêtre canadien dans la paroisse Sainte-Anne, en 1882, il appert qu'une vingtaine de signatures auraient été rassemblées tandis que près de 500 familles se seraient ralliées au curé Brisco. Dans l'affaire Flint, deux ans plus tard, "the better class of French Canadians preferred Father McGee to father Bedard", au dire du Fall River Daily Herald.⁶⁰ Dans cette tourmente entourant la succession du père Bédard, le Daily Herald publie une lettre signée par onze Canadiens français déclarant leur appui au curé de la paroisse Notre-Dame, le père Samuel McGee.⁶¹ Il reçoit l'appui de plusieurs Canadiens influents dont, probablement, celui du Docteur Chagnon, ce qui provoque un affrontement public et très acerbe avec Dubuque. Qu'on en juge par ces propos. Écoutons d'abord Hugo Dubuque:

"Le Canada avait son Ti-Baptiste, les États-Unis ont leur Gros-Baptiste. [...] Les uns avait cru qu'il fallait l'appeler Gros Jean parce qu'il voulait en montrer à son curé; d'autres ont pensé que le qualificatif de gros pourrait être pris comme s'appliquant à l'esprit, tandis qu'il ne visait que le corps. Grand dilemme! [...] Avec les loups il faut hurler, répond Gros Jean, avec les chats on miaule, avec

⁵⁹"The leaders of the conflict with the bishop were also the business elite of the French Canadian population. Moreover, their hostility to the Irish did not necessarily mean class division since the French Canadian religious community and the working-class community had different leaders. Hence, conflicts with the church may not have transferred to conflicts within the class or trade union movement." Cumber, *op. cit.*, p. 261, note 62. Cumber réduit ce conflit au niveau des classes moyennes et prétend qu'il aurait peu de répercussions sur les relations au sein du mouvement ouvrier. Toutefois, la masse semble suivre les conseils, le mot d'ordre des leaders de boycotter les services religieux présidés par prêtres irlandais à Notre-Dame. Le Fall River News rapporte que des 400 à 500 familles résidant de la paroisse Notre-Dame, tous sauf une quinzaine, participent au mouvement de contestation contre l'évêque de Providence. Lachance, "op. cit.", F.R.N., June 4, 1885. Cinq-cent cinquante (550) personnes ont signé la pétition acheminée à Rome demandant un prêtre de leur nationalité. Lachance, "Ibid.", June 10, 1885.

L'attitude des commerçants évolue face au mouvement ouvrier lorsqu'on compare leur réaction dans la grève de 1884 à celle de 1904. Plusieurs épiciers distribuent de la nourriture. La classe d'affaires franco-américaine appuie les grévistes en 1904: distribution de nourriture, recettes des courses de chevaux au Riverside pour grévistes. La grève prendra fin en janvier 1905.

Une partie de la classe d'affaire appuie les grévistes probablement parce que la force ouvrière franco-américaine prend part elle-même à cette grève mais aussi parce les commerçants ont acquis une plus grande solidité financière par rapport aux années 1880.

Cumber, *op. cit.*, p. 204; L'Indépendant, 27 juillet; 1 août, 9 août, 1904; 18 janvier, 1905.

⁶⁰Coelho, "op. cit.", p. 222. Cette faction qui se manifeste par l'intermédiaire du Fall River Daily Herald.

⁶¹F.R.D.H., January 20, 1885.

les Irlandais on n'a plus besoin d'être Canadien et avec les f..... on f....."⁶²

Et de poursuivre Dubuque,

“le docteur Chagnon continue à faire le finaud sous le pseudonyme d'Aurelle dans le *Courrier* de Worcester. [...] [sa] prose anodine dénote bien la prétention outrée et vaniteuse de l'homme et le terre-à-terre de ses idées. M. Chagnon crève de dépit parce que, étant à Paris, les syndics de Notre-Dame on refusé de lui confier la mission d'aller à Rome. On connaît ce qu'il avait fait à feu messire Bédard, ce qu'il avait dit sur son compte après sa mort. Revenu à Fall River il sympathisait passivement avec le mouvement en faveur des prêtres canadiens. Un bon jour il se mit dans la tête qu'il était *l'homme* [en italique dans le texte] choisi du ciel pour tout régler la question. Il assista à deux ou trois assemblées où voulant se mettre de travers il fut sifflé à outrance. Depuis cette époque la haine le consume. On apprit qu'il écrivait à Mgr de Providence, et à Rome même, contre les Canadiens. La chose fut annoncée publiquement. Depuis cette date il prend ce qu'il appelle sa revanche, chaque semaine dans sa chronique qu'il signe *Aurelle*.”⁶³

Le Docteur Chagnon répond aux accusations:

Dans la dernière édition de notre journal, M. Dubuque a fait une sortie aussi brutale qu'inattendue contre moi. [. . .] [Il] insinue dans le public que j'ai écrit à Rome des lettres de nature à faire du tort à la cause des Canadiens de Notre-Dame de Lourdes. Ce petit moyen de *boycottage* a déjà plus ou moins eu son effet à force de répéter cette calomnie dans les assemblées des soi-disant patriotes d'alors. Je repousse donc de toutes les forces de mon âme, et par un formel démenti, une accusation aussi malicieuse que mal intentionnée. [. . .] Je mets donc M. Dubuque ou tous autres qui voudront, en demeure de prouver au public ce que je dénonce aussi moi publiquement, comme une infâme calomnie. De plus, afin d'exciter son appétit à s'emparer des moyens les plus sûrs pour sa preuve, je lui donnerai cent dollars s'il s'exécute avec succès.

Le rédacteur retourne l'appareil: “Nous ne voyons par pourquoi M. Dubuque serait accusé de tous les péchés d'Israël par M. le Dr Chagnon. [...] Si M. le docteur Chagnon n'avait pas été aussi empressé d'écrire des correspondances à un journal de Worcester, dans lesquelles il attaquait tous ceux qui faisaient partie du mouvement inauguré par les sept-huitièmes de la paroisse Notre-Dame, nous ne serions pas occupé de sa conduite passée. Si M. Chagnon souffre

⁶²L'Indépendant, 16 avril, 1886.

⁶³L'Indépendant, 16 avril, 1886.

de quelque perte, ce que nous ignorons, il peut simplement dire *mea culpa*.”⁶⁴ À son retour des funérailles de Ferdinand Gagnon tenus à Worcester, Dubuque renvoie la balle à Chagnon:

“J’aurais eu l’impertinence d’insinuer (en commun avec tous les syndics et le délégué de Notre-Dame) que le docteur Chagnon avait écrit à Rome pour faire tort à la cause des Canadiens. [...] Nous avons reçu plusieurs lettres de Rome, de personnes dignes de foi, disant que le docteur Chagnon de Fall River était l’auteur de lettres qui avaient été envoyées à la Sacré Congrégation de la Propagande pour faire tort à la cause des Canadiens.”⁶⁵

Au-delà du conflit de personnalités, nos deux pugilistes personnifient les deux tendances idéologiques omniprésentes - radicale et conciliatrice- qui animent les élites face à la survivance. À la rumeur voulant que des Canadiens ont planifié une fête pour souligner le retour du père Briscoe en visite auprès des autorités romaines,⁶⁶ L’Indépendant ne tarde pas à dénoncer les “anti-patriotiques”.

“On commence déjà à faire des intrigues dans la paroisse de St. Anne [sic], dans le but de faire une ovation à M. Briscoe, lors de son retour d’Europe. Un mouvement aussi anti-patriotique que celui-là, est de nature à compromettre pour toujours les Canadiens de Ste. Anne, et les condamne à rester sous la tutelle de prêtres irlandais. Que l’on comprenne donc une fois pour toutes que l’on se sert de ces moyens pour prouver que l’on préfère des prêtres irlandais à des prêtres canadiens. [...] Que nos concitoyens s’abstiennent de toute manifestation hostile mais qu’ils n’aillent pas flagorner ceux qui sont la cause de nos malheurs, ceux qui se maintiennent au pouvoir par l’intrigue, et qui ne se gênent pas de nous calomnier quand ils y trouvent leur profit.”⁶⁷

Près de trois semaines plus tard, le journal menace de dénoncer publiquement ceux qui oseraient commettre pareil crime contre la nation.⁶⁸ Ces moyens de pression semblent porter fruits

⁶⁴L’Indépendant, 23 avril, 1886.

⁶⁵L’Indépendant, 30 avril, 1886.

⁶⁶Coelho, “op. cit.”, p. 228-229.

⁶⁷L’Indépendant, 31 juillet, 1885.

⁶⁸ “[...] si par hasard cela arrivait, nous publierons les noms, l’occupation et la résidence de ceux qui veulent trahir les intérêts nationaux les plus chers.” Ibid., 18 septembre, 1885.

puisqu'on ne retrouve pas trace d'un tel accueil.⁶⁹ Certes, la majorité des élites laïques appuient la démarche à Rome. Mais un petit groupe fait valoir un point de vue plus modéré. "Il y a des Canadiens qui ont écrit à Rome pour informer la Propagande (?) que les paroissiens de Notre-Dame sont tous satisfaits. Des actes de bassesses et des mensonges de ce genre mériteraient des soufflets."⁷⁰

Plus tard, lorsque les leaders de la survivance présentent à nouveau leur requête pour obtenir des prêtres canadiens dans la paroisse Sainte-Anne et qu'ils enjoignent leurs compatriotes de boycotter les prêtres irlandais, la grande majorité des paroissiens continuent d'assister à la messe célébrée par les clercs irlandais: "Environ un tiers des paroissiens de Ste. Anne ne vont pas à l'église de la paroisse, qui, quoique composée exclusivement de Canadiens, est desservie par des prêtres irlandais"; ils se rendraient à la paroisse Notre-Dame depuis la nomination du père Laflamme à la cure de cette paroisse.⁷¹

Dans un effort de rapprochement entre Canadiens et Irlandais après les événements turbulents de l'affaire Flint, cinq sociétés nationales acceptent de participer au défilé de la Saint-Patrice en 1889 suite à l'invitation du comité organisateur, soit le Cercle Salaberry, la Garde Napoléon, la Ligue des Patriotes, la Société Saint-Jean-Baptiste et la Société des Jeunes Gens. F.X. Leboeuf, sergent de police, président du Cercle Salaberry, commande ces sociétés qui forment la 3e division.⁷² Les Irlandais rendent l'appareil à l'occasion de la Saint-Jean-Baptiste lorsque 800 membres de la société des Jeunes Gens irlandais acceptent

⁶⁹"Les pendants de la Flint se sont réunis pour adopter un nouveau patron, St. Jean Baptiste ne leur va plus. Ils se proposent de fêter la St. Patrice au lieu du 24 juin. Quand on [n']est plus Canadiens il faut bien être autre chose. Ceux qui ont le cerveau à l'envers, préfèrent le vert au tricolore, et le coq-d'inde en chef a griffonné un grrrd [grand] discours qui commence par moi et finit par le même mot." L'Indépendant, 12 mars, 1886.

⁷⁰L'Indépendant, 12 mars, 1886.

⁷¹L'Indépendant, 11 juin, 1886.

⁷²L'Indépendant, 15 mars, 1889. Il s'agit du même Leboeuf officier de l'Ordre des forestiers.

l'invitation de participer à la célébration..⁷³ *Le Irish American Guard* assiste au bazar de la Garde Napoléon en avril 1889.⁷⁴ Les Canadiens sont du défilé de la Saint-Patrice en 1889, 1892, 1893, dont la très nationaliste Ligue des patriotes.⁷⁵

Les partenariats d'affaires entre Irlando-Américains et Franco-Américains ont déjà fait l'objet d'une évaluation au chapitre 4. Nous avons vu que ce phénomène reste marginal.⁷⁶ Les associations maritales ont probablement plus de conséquences. Au chapitre trois, nous avons établi que la proportion des mariages inter-ethniques s'établissait entre 5 et 9% pour la période étudiée. Ce phénomène ne touche qu'une centaine de ménages. N'empêche que l'élite traditionnelle s'en inquiète: "Une plaie sociale. [...] L'assimilation opère des ravages parmi nous

⁷³"Il nous fait plaisir de constater que les sociétés irlandaises montrent beaucoup d'empressement à apprécier d'une manière pratique la part active qu'ont prise à la démonstration du 16 mars dernier nos sociétés canadiennes. En effet, la société des Jeunes Gens irlandais, qui est composée d'à peu près 800 membres, vient d'accepter l'invitation de sortir en corps, le 25 juin prochain." *L'Indépendant*, 5 avril, 1889. Le *Fall River Daily Herald* publie un compte-rendu détaillé des festivités dans son numéro du 25 juin, 1889, croquis de Hugo Dubuque, P.F. Péloquin, F.X. Leboeuf, Dr. Saint-Germain et Léonidas Pouliot.

⁷⁴*L'Indépendant*, 25 avril, 1889.

⁷⁵Les délégués de la Ligue en 1892 sont Joseph Laliberté, propriétaire d'une écurie, N.P. Bérard, marchand de meubles, Simon Fontaine, épicier et marchand de chaussures, Jos. Lefrançois, épicier, Joseph St-Germain, fabricant de balais, Jos Labbé, peintre de voitures et d'enseignes, U.J. Lasalle, épicier, Théo Gamache, épicier, et le Dr Cabana. La Garde d'honneur Saint-Jean-Baptiste est présente par le biais de Hugue Morin, vendeur, Edmond Côté, agent de machine à coudre, Magloire Richard, ouvrier de filature (fabricant de fuseaux), devenu commis-pharmacien en 1900, et Louis Normandin, plombier. Victor Blanchet, épicier, Alphonse Campbell, épicier, et Maxime Lincourt, commis, représentent l'Union canadienne St-Jean-Baptiste. La plupart sont donc gens d'affaires. L'année suivante on y retrouve V. Blanchette, Joseph Lacroix, Philippe Campbell et Michel Boulé de l'Union Canadienne de Bowenville. De la Garde Napoléon, E.M. Denault, Franck Monast et Dr. Giguère. *L'Indépendant*, 24 mars, 1892, *L'Indépendant*, 23 mars, 1893.

⁷⁶Quelques exemples: Charles Letendre est l'un des directeurs de la "Old Colony Brewery" en 1905, en partenariat avec plusieurs irlando-américains: Quinlan Leary, L.L. Holden, Cornelius Sullivan, R.F. Haffenreffer Jr., Thomas Splaine, George Hindle, George H. Kelly, Michael Nannery et Michael Hanrahan. *L'Indépendant*, 3 novembre, 1892.

Il était déjà établi comme aubergiste en 1888. On ne se surprendra pas de constater que Letendre figure parmi l'élite de la petite-bourgeoise d'affaires, soit ceux qui obtiennent une cote de C à A. Il est Chevalier de Pythias. Stanislas Boivin, un des directeurs de la *Fall River Trust Co.* créée en 1920. Marchand de thé prospère, il immigra en 1873. L'un de ses fils, Omer, sera médecin tandis qu'au autre, Philippe, sera marchand. Charles E. Boivin travaille comme journaliste au *Herald* en 1900. Il a déjà enseigné au Y.M.C.A [*L'Indépendant*, 24 mars, 1905.]

En 1938, Charles E. Sévigny devient président et trésorier de la corporation du journal *Fall River Herald News*. Il appartient à la deuxième génération, il a travaillé comme commis à l'Hôtel de ville, ce qui lui a sans doute permis d'établir des contacts personnels dont il a su tirer avantage. Arthur S. Phillipps, *The Phillipps History of Fall River*, 3 vol. Fall River, Dover Press, 1946 [1941]. Recensement Fédéral, 1920.

au moyen des mariages mixtes.[...] Le mal est plus sérieux qu'on ne le pense généralement. [...] Faisons donc disparaître cette admiration malsaine pour les étrangers [...].”⁷⁷ Or, en examinant les origines ethniques de ces conjointes, il s’agit en fait d’Irlando-américaines. L’avocat Dubuque, le surintendant des écoles Hector Belisle, l’épicier et conseiller municipal Wilfred N. Côté ainsi que l’épicier Joseph P. Dion sont tous mariés à une Irlando-américaine. Ces hommes comptent parmi les élites les plus en vue de la communauté. Doit-on interpréter ces haut-cris comme des attaques personnelles à l’endroit de personnages qu’on voudrait pouvoir citer en exemple comme des apôtres sans faille de la survivance?

Les mariages inter-ethniques portent à conséquence lorsqu’on établit les liens inter-personnels et les avantages qui en découlent. Quand le jeune Dubuque marie Annie M. Coughlin en 1881, son beau-frère est nul autre que le Docteur John W. Coughlin, futur maire de Fall River.⁷⁸ Avant de faire sa médecine à Baltimore, le jeune Coughlin a travaillé un an à l’étude de Coffey et Dubuque.⁷⁹ Il doit son élection en bonne partie au vote franco-américain. Associé au parti républicain depuis près de dix ans, Dubuque soutient néanmoins son beau-frère. L’Indépendant et Dubuque, qui ont toujours été associés au parti républicain, appuient donc un candidat démocrate.⁸⁰ Par ailleurs, le Dr Coughlin a acheté le Fall River Daily Herald en 1889 pour l’aider dans sa lutte politique et obtenir un point vue favorable dans la presse. Au même moment le Dr. Jean-Baptiste Chagnon est élu l’un des directeurs du Herald.⁸¹ Si les relations entre deux communautés sont parfois très tendues, les liens personnels jouent un rôle positif, voire déterminant, quand vient le temps de contracter des alliances politiques. Comparant les

⁷⁷L’Indépendant, 25 mars, 1887.

⁷⁸Fall River Drawer-Bio’s, Fall River Public Library. fiche “Dubuque, Hugo A.” Tiré de History of Bristol County, ed. Frank Hutt, Vol. 2, p. 50. Coughlin sera élu maire à trois reprises dans les années 1891-94; American History Workshop, The Fall River Sourcebook. A Documentary history of Fall River, Massachusetts In Two Volumes. Vol. 1, Boston, 1981. ouvrage n.p., p. 773.

⁷⁹Fall River Drawer-Bio’s, Fall River Public Library. Fiche “Coughlin, John W.” Tiré du Providence Journal, Nov. 16, 1964.

⁸⁰L’Indépendant, 26 septembre, 21 novembre 1890. Sylvia, “op. cit.”, p. 754-769.

⁸¹L’Indépendant, 12 avril, 1889.

positions du Globe, (organe démocrate), et du Herald, au sujet des actions politiques de Dubuque à la Législature de Boston, L'Indépendant soutient que:

“le Herald n’a jamais poussé l’esprit intolérant aussi loin que le Globe. Et depuis le renouvellement des actionnaires du Fall River *Herald*, et depuis surtout que plusieurs Canadiens sont intéressés dans la compagnie qui possède ce journal on s’attend que le *Herald* va devenir le journal anglais que les Canadiens recevront à la place du *Globe*. [...] Sur la question scolaire le *Globe* n’a pas osé donner crédit à M. Dubuque, cependant le *Herald* lui rend justice.”⁸²

Une motivation qui explique l'alliance entre les élites franco-américaines et irlandaises tient au fait qu'elles se reconnaissent des intérêts communs face au pouvoir et à la bigoterie de l'élite anglo-saxonne. Dubuque défend son beau-frère irlandais en 1894 et donne crédit aux immigrants qui ont bâti Fall River et s'indigne que “some people get up in the morning and thank God they are better than the rest of mankind.”⁸³ Franco-Américains et Irlando-américains manifestent des sympathies mutuelles face à l'impérialisme anglais. Les élites franco-américaines prennent position sur la question irlandaise. Lors d’une manifestation publique qui rassemble plusieurs nationalités et personnalités de Fall River, dont le maire Grimes, Hugo Dubuque se prononce en faveur du “Home Rule”.⁸⁴ En décembre 1885, il prononce un discours à la réception offerte en l'honneur du patriote irlandais Michael Davitt à laquelle participent les représentants des sociétés irlandaises locales.⁸⁵ “Depuis bientôt sept siècles que les Irlandais sont aux prises avec leurs conquérants les Anglais, [...] Chaque année il [sic] célèbrent avec pompe la fête de leur bien-aimé patron St. Patrice. Tous les amis de la liberté et de la justice doivent prêter, au moins, leur appui moral à la cause irlandaise.”⁸⁶

⁸²L'Indépendant, 19 avril, 1889.

⁸³Sylvia, “op. cit.”, p. 782, cité du Fall River Daily Herald, 20 février, 1894.

⁸⁴L'Indépendant, 28 mai, 1886.

⁸⁵L'Indépendant, 3 décembre, 1886. Davitt est en tournée nord-américaine, de passage à Montréal, Fall River, Boston, Québec.

⁸⁶Le Castor, 3 mai, 1883.

Au niveau local, cette solidarité se manifestent notamment au sujet du contrôle anglo-saxon sur les écoles publiques et le processus judiciaire.

“La majorité des justiciables n’est pas jugée par ses pairs. On semble mettre un soin tout particulier à élaguer les descendants d’émigrés, surtout s’ils sont catholiques. Les Irlandais catholiques et leurs descendants forment ici la classe la plus nombreuse. L’Irlandais américanisé depuis deux ou trois générations à [sic] bien autant de droit à siéger comme juré qu’un descendant des puritains ou que l’Anglais fraîchement naturalisé qui, lui, trouve beaucoup plus facilement grâce devant l’exclusivisme yankee. En réalité, la majorité des citoyens, qui se recrute parmi les émigrés et leurs descendants, dont le travail collectif a créé la richesse de cette région, est jugée par la minorité, grâce au soin avec lequel ceux qui sont chargés de préparer les listes des jurés trouvent moyen d’élaguer tout ce qui n’appartient pas au clan des *knownothings*. [en italique dans le texte].”⁸⁷

À partir des années 1900, plusieurs Franco-Américains trouveront un emploi comme enseignants dans les écoles publiques parce que les élites catholiques de Fall River ont décidé de prendre d’assaut cette institution anglo-saxonne par excellence. Grâce à la coopération entre Irlando et Franco-Américains, les fidèles de Rome transforment une institution contrôlée jusque-là par les vieilles élites anglo-saxonnes (*WASP*). Ils réussissent à gagner la majorité des sièges de la Commission scolaire dans les années 1910-20.⁸⁸ Parmi les catholiques élus en 1912, on retrouve le docteur Joseph N. Landry. Ce dernier a immigré en 1903 à l’âge de 30 ans et a reçu sa naturalisation dès 1907. Sitôt l’élection tenue, les commissaires annoncent une vacance au poste de surintendant, une fonction assumée par un Américain de souche depuis huit ans. Hector Belisle est alors embauché. Gradué de l’Université Harvard (1896), il occupera le poste de surintendant des écoles de 1913 à 1945.⁸⁹

⁸⁷L’Indépendant, 9 mars, 1894. Le bijoutier prospère Aimé Bruneau est l’un des rares Franco-Américains à figurer sur la liste des jurés. L’Indépendant, 11 mars, 1897.

⁸⁸Sylvia, “op. cit.”, p. 823-827. Hugo Dubuque reçoit la nomination républicaine et élu commissaire scolaire en 1883, tout comme Pierre Péloquin en 1896. Mais ils sont écartés du comité de sélection des enseignants embauchés à l’école secondaire Durfee. Sylvia, “op. cit.”, p. 824.

⁸⁹Figure marquante de la communauté franco, Belisle est né à Worcester, ville voisine de Fall River, en 1874. Après avoir complété ses études, il enseigne quelques années à Lawrence avant de venir s’établir à Fall River en 1913. Tout comme Hugo Dubuque, une école publique fut nommée en son honneur en 1953. Fall River Drawer-Bio’s, Fall River Public Library. Fiche “Hector Belisle”. Tiré de Frank Hutt, History of Bristol County, vol. III, p. 326-327; du Providence Journal, date imprécise, 1964.

Construite à partir de relations inter-personnelles initiées dans les années 1870, l'alliance franco-irlandaise donne donc des résultats concrets au début du XXe siècle. Non seulement permet-elle de faire élire des catholiques à la commission scolaire mais elle aboutira quatre décennies plus tard par l'élection du premier maire d'origine canadienne-française. Edmond Talbot sera élu à la mairie à trois reprises, soit en 1922, 1925 et 1930.⁹⁰ Il est appuyé par l'évêque de Fall River Mgr Feehan.⁹¹ Ces victoires politiques seront sans doute le point culminant de cette alliance pour la période couverte par la présente étude.

C. Intégration des structures américaines locales

i) arène politique

Parallèlement à leur adhésion aux mutuelles américaines neutres, les petits-bourgeois tirent profit des outils qui sont à leur portée. Le premier champ à investir est celui de la politique.

“Doit-on se mêler de politique? [. . .] Nous nous glorifions d'être de bons Canadiens, n'est-ce pas? eh bien, prouvons davantage à nos concitoyens que tout en étant de

⁹⁰Sylvia, “op. cit.”, p. 844-845. *L'Indépendant*, 22-23 juin, 1935: “Le jeune Talbot immigra avec ses parents à Kingston, dans l'état de N.Y. en 1889. La famille arrive à Fall River le jour de Noël 1895 où lui et les siens ont toujours fait demeure depuis. [Il] réussissait à se placer aux rangs des meilleurs dispensateurs de remèdes et devenait peu après propriétaire de la pharmacie qui, depuis porte son nom.” À l'instar de bien des gens d'affaires, Talbot combine plusieurs sources de revenus. Au recensement de 1920 on le retrouve gérant d'une compagnie d'assurance. Agé de seulement 35 ans, il est déjà propriétaire de sa résidence et a payé son hypothèque. En 1930 il obtenait le poste de shérif du comté de Bristol et en 1934, nommé syndic de la compagnie de “Transport Eastern Mass St. Railway” pour 5 ans. S'est marié en 1905 à Alma Beaupré, une franco-américaine native du *midwest*, fille de Philippe Beaupré, collecteur d'assurance au recensement de 1900. Il obtint sa naturalisation en 1906, à l'âge de 21 ans. Au sujet de ses activités politiques, nous savons qu'il débuta comme membre de la commission des parcs, puis servit plusieurs années à la législature. Sur la plan de ses pratiques associatives, Talbot présente le profil type du petit-bourgeois franco-américain; membre de sociétés nationales et irlando-américaines. Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique les Artisans; la Ligue des patriotes; club calumet; Garde Napoléon de paroisse Ste-Anne; Chevaliers de Colomb et ordre des Elks; vice-président du comité démocrate de l'Etat. Il a reçu son éducation primaire à l'école paroissiale de Sainte-Anne puis suit un cours commercial dans un collège québécois avant de poursuivre un cours de pharmacien à la “Patrick School of Pharmacy de Boston” (1904).

⁹¹Rumilly, *op. cit.*, p. 357.

bons *Frenchmen* nous pouvons aussi être de bons sujets de *Sa Majesté la République*. [. . .] Que nous pratiquions de [sic] droit ou la médecine, que nous soyions dans le commerce ou à travailler dans les manufactures, cela n'y fait rien aux États-Unis. Devant le peuple et devant la loi comme devant Dieu nous sommes tous sur le même niveau, et le devoir de l'un dans ce qui concerne les affaires du pays n'est pas plus grand ou plus important que le devoir de l'autre. Le millionnaire, l'agent ou le *boss* pas plus que leurs inférieurs ne peuvent voter deux fois."⁹²

Le droit de vote constitue le premier instrument à exploiter parce qu'il est porteur de résultats à court terme. "Patronage distribution along ethnic lines was the most vital consideration to voters in the late nineteenth and early twentieth centuries", d'expliquer Sylvia; c'est pourquoi la plus grande participation est enregistrée lors des élections municipales car c'est le maire et les échevins ("aldermen") ainsi que les conseillers qui détiennent le pouvoir du patronage local.⁹³ Cela explique aussi que l'engagement politique s'exerce presque exclusivement dans le cadre municipal. Et de dire Ronald Pétrin: "Overall, the French-Canadians in Massasuchetts, [...] identified strongly with neither party. Their association with one or another political party at any given time or place was rooted in a largely pragmatic approach to politics, aimed primarily at advancing the intrerests of the group, or some fraction thereof."⁹⁴

Avant de pouvoir envisager exercer un quelconque poids politique, les élites se doivent d'encourager la naturalisation de leur compatriotes. Les premières campagnes de naturalisation sont menées dès les années 1873-74. L'Écho du Canada fondé par Honoré Beaugrand et le docteur Alfred Mignault en fait la promotion. Le cercle Montcalm, présidé par Honoré Beaugrand, reçoit Louis Fréchette - alors député libéral de Lévis à Ottawa- en février 1878. Celui-ci incite ceux qui ont l'intention de rester aux État-Unis de prendre la naturalisation

⁹²Article du Messenger de Lewiston reproduit dans L'Indépendant, 27 juillet, 1888.

⁹³Sylvia, "op. cit.", p. 803. Selon la charte municipale de 1854, le maire est élu pour un an.

⁹⁴Ronald A. Petrin, "Culture, Community, and Politics: French-Canadians in Massachusetts, 1885-1915", in Claire Quintal, ed., The Little Canadas of New England, Worcester, French Institute/Assumption College, 1983, p. 68.

américaine afin de jouer un rôle plus actif et s'assurer une meilleure protection.⁹⁵ De notre corpus de persistants, au moins 12 ont obtenu leur naturalisation avant 1880.⁹⁶ Ils organisent une campagne de la naturalisation dès 1877. L'assemblée a lieu dans le quartier un, site de la paroisse Saint-Anne. E.J. L'Hérault, élu trésorier du comité démocrate par la majorité irlandaise, organise un voyage à Boston où une trentaine de Canadiens feront leur demande officielle de naturalisation. Cette alliance potentielle entre coreligionnaires irlandais et canadiens-français trouve écho l'année suivante lorsque le père Bédard est choisi candidat démocrate pour siéger sur le comité des écoles. Le curé de Notre-Dame accepte l'offre mais subit la défaite lors du scrutin populaire. L'alliance irlando-canadienne se butte aux luttes ouvrières lors grève de 1879 lorsque que des Canadiens agissent comme briseurs de grève. Hugo Dubuque organise une série de rencontres pour promouvoir la naturalisation et en profite pour dénoncer les grévistes. Le premier club de naturalisation permanent est formé avec Victor Geoffrion comme président et L'Hérault comme trésorier. Le contexte devient propice au maraudage et le parti républicain courtise alors le vote canadien. Ce changement d'allégeance porte fruit alors que Victor Geoffrion est élu conseiller municipal sous la bannière républicaine en 1880 dans un climat hostile suite au conflit ouvrier.

Dubuque reprend son appel à la naturalisation en 1882.⁹⁷ Il devient leader laïc incontesté. Son association au parti républicain se concrétise l'année suivante alors que la parti en fait son candidat pour siéger sur la comité scolaire. Ces campagnes en faveur de la naturalisation portent fruits de sorte que du groupe des 153 persistants qui figurent au registre de 1888, 51% (n:78) sont déjà naturalisés. Ayant réussi à maîtriser l'anglais et complété le séjour minimum de cinq ans, le nombre de naturalisés a augmenté sensiblement. À mesure que le nombre de Canadiens français naturalisés augmente, le poids politique des élites en bénéficie. Les premiers résultats surviennent au début des années 1880, tant au niveau municipal que de

⁹⁵Lachance, "op. cit.", *F.R.N.*, February 6, 1878.

⁹⁶Il s'agit de Pierre Adam, J.E. Amiot, Hugo Dubuque, F.X. Leboeuf, F.X. Beauregard, Henry Boisseau, Isidore Janson, F.H. Patenaude, Leonide Pouliot, Narcisse Deschamps et Dr. Adelard Fecteau.

⁹⁷Le club de naturalisation en 1882 sera remplacé en 1885 par la Ligue des Patriotes.

l'État. Quelques candidats sont alors élus sous la bannière républicaine.⁹⁸ De ceux qui prendront part activement à la politique municipale, c'est parmi le groupe de pionniers persistants qu'on comptera les élus politiques: sur 8 élus politiques parmi les persistants, 7 (87%) arrivent à Fall River avant 1888.⁹⁹ Quant à Edmond Côté, premier Franco-américain élu comme "alderman at large" (conseiller élu à l'échelle de la ville) en 1897, "[he] was a token representative, but a man of independence who made his presence felt."¹⁰⁰ Confiant de ses assises matérielles, (voir chapitre 4) Côté réclame une place à part entière dans la société américaine. Contrairement à ses compatriotes du siècle précédent, il n'accepte pas d'être relégué au second plan à cause des ses origines. Élu sous la bannière républicaine comme le maire Jackson, il exige que le village Flint-quartier 6- reçoive sa juste part des dépenses affectées aux infrastructures urbaines et propose que la ville émette des bons d'emprunt pour financer ces travaux. Sa proposition est défaite en conseil suite aux pressions exercées par le maire. À l'élection suivante, Côté appuie la candidature de Abbott contre Jackson à la nomination républicaine et entraîne le vote du quartier six en sa faveur. Il sera récompensé par le maire Abbott et reçoit la présidence du conseil. Dubuque sera nommé procureur de la ville en 1900 grâce à l'intervention de Côté qui a agi en tant que chef de campagne de John Abott.¹⁰¹

Les historiens ont souvent écrit que les Canadiens français retardaient leur naturalisation par rapport à d'autres groupes d'immigrants. À Fall River, cependant, ils réussissent à imposer leur présence grâce au leadership de leurs élites: "But while French Canadians undoubtedly lacked the political clout which large numbers of eligible voters created,

⁹⁸À l'élection de Victor Geoffrion en 1880, s'ajoute celle de J.-B. Chagnon comme conseiller du quartier 6 en 1882 et 1883; il est remplacé par George Arcand en 1884-85, puis Théodore Jalbert en 1887. Ensuite c'est J.O. Bourbonnière en 1888. P.H. Maynard est élu sous la bannière démocrate avec le maire Coughlin en 1892. Dubuque élu membre de la commission scolaire en 1883 pour un terme de trois ans et réélu en 1886, 89. Au niveau de l'État, Joseph Paquin compte parmi les candidats défaits en 1887, alors que Dubuque sera élu en 1888. L'Indépendant, 6 décembre, 1882; Le guide canadien-français ... op. cit., 1888, p. 131; L'Indépendant, 7 décembre, 1888; L'Indépendant, 8 décembre, 1892.

⁹⁹Il s'agit de Dubuque, P.F. Péloquin père et fils, F.H. Patenaude, W.N. Coté, Th. Jalbert, Dr. Chagnon, Paul H. Maynard.

¹⁰⁰Sylvia, "op. cit.", p. 812.

¹⁰¹Sylvia, "op. cit.", p. 813-815.

they demonstrated early on that what they lacked in numbers, they more than compensated for with unity and an informed, educated, and capable leadership.”¹⁰²

Les premières reconnaissances à l’égard de la communauté surviennent dès les années 1873-74, lorsque Honoré Beaugrand est nommé agent de la paix et Franck Côté constable.¹⁰³ L’agent d’immigration E.J. L’Hérault reçoit les mêmes honneurs en 1875. F.-X. Leboeuf, est nommé sergent en 1878, tandis que Adélarde Perron apparaît sur la liste des sergents de ville en 1884. Pierre U. Vaillant, Pierre F. Péloquin et Alfred Plante sont nommés juges de paix en 1888.¹⁰⁴ Joseph Audet, Paul H. Maynard agissent comme évaluateurs «pour recueillir les noms des personnes majeures sujettes à la taxe de capitation (“poll tax”), dans le sixième quartier, au village Flint», tandis que E.F. Lamoureux devient assistant-évaluateur l’année suivante.¹⁰⁵ C.B. Fournier, G.T. Desjardins et P.H. Maynard se font nommés facteurs dans la même décennie.¹⁰⁶ On retrouve L.N. Maynard constable au département de police, tout comme Napoléon J. Lavoie et I. Picard.¹⁰⁷

Plus tard, au cours des années 1890, quelques-uns obtiennent des responsabilités accrues. Certains cumulent les fonctions publiques en siégeant aux différents comités ou commissions municipales. Durant la période étudiée, nous avons relevé 49 persistants (16%) qui exercent à un moment ou l’autre une charge publique grâce au patronage.¹⁰⁸ Les pionniers accaparent plus que leur part du gâteau. En 1910, par exemple, des 28 postes au service de la ville, (soit en tant qu’élus ou par nomination politique, siégeant à l’un des comités ou fonction

¹⁰²Coelho, “op. cit.”, p. 250.

¹⁰³Sylvia, “op. cit.”, p. 429; Le guide canadien-français ... op. cit., 1888, p. 129.

¹⁰⁴L’Indépendant, 11 mars 1887, 7 octobre 1887, 9 décembre 1887.

¹⁰⁵Le guide canadien-français ... op. cit., 1888, p. 12; L’Indépendant, 15 février, 1889.

¹⁰⁶Le Castor, 14 août, 1884; L’Indépendant, 6 juillet, 1888, 10 avril, 1885.

¹⁰⁷L’Indépendant, 23 juillet, 1885; 4 septembre, 1888; 19 avril, 1889.

¹⁰⁸Ce nombre n’inclut que ceux qui figurent au corpus de persistants et excluent tous les ouvriers à l’emploi de la ville, notamment les pompiers et les employés du service de la voirie.

publique municipale, enseignantes), ou comme officier de comté (n: 20), (soit comme shérif, au service des postes, officier de justice, etc.), près de 50% (n:23) figurent au fichier des persistants de 20 ans et plus. Sur 28 individus qui obtiennent une charge publique non-élective, 17 (60%) migrent avant 1888.

Pour courtiser le vote franco-américain, le Parti républicain leur concède le quartier six, où ils dominent sur le plan démographique. La contre-offensive démocrate survient au tournant du siècle lorsqu'un changement apporté à la charte de la ville menace de limiter leur influence politique dans les affaires municipales.¹⁰⁹ Avec la nouvelle charte de 1902, le maire perd son pouvoir sur le département de police. Les échevins, élus à l'échelle de la ville, contrôlent maintenant l'appareil municipal au dépend des conseillers de quartier. Contrairement aux Républicains, le parti démocrate nomme des Franco-Américains comme candidats aux postes d'échevins élu "at large". Dans les élections subséquentes les électeurs franco-américains appuient les candidats démocrates qui se présentent à la mairie et aident à les faire élire. Ils accordent également leur appui aux candidats démocrates dans les élections au poste du gouverneur du Massachusetts à quatre reprises soit en 1904, 1909, 1910 et 1911.

Observe-t-on des changements dans les nominations politiques suite à l'entrée en vigueur de la charte de 1902? Les Franco-Américains reçoivent toujours leur part du patronage. Les nominations du maire Grime (républicain) en 1904 sont entérinées par les échevins: Amable Chouinard est choisi comme inspecteur des huiles et Adélarde Renaud comme inspecteur du lait.¹¹⁰ Eusèbe Cloutier, Pierre R. Biron, Alfred Pouliot, William Plante, Hormidas J. Raboin, Jules Gamache et Arthur Fontaine figurent sur la liste des constables spéciaux. "L'échevin Sinclair se

¹⁰⁹La charte de 1902 établit le mandat du maire à deux ans et l'élection des 27 conseillers, trois par quartier. Neuf de ces conseillers sont élus en alternance pour une année par l'ensemble des citoyens pour représenter l'un des neuf quartiers et neuf autres sont élus chaque année pour deux ans. Le maire détient le contrôle complet sauf vis-à-vis la commission de police et les départements scolaires, alors que les conseillers sont libres d'agir dans les compétences législatives, assujetties au veto du maire. En renforçant les pouvoirs du maire, éliminant le conseil commun encombrant et l'élection de conseiller par l'ensemble de la population, "the general welfare on the city as a totality, rather than provincial ward considerations, received more consideration after 1902." Sylvia, "op. cit.", p. 805-806.

¹¹⁰L'Indépendant, 19 janvier, 1904.

déclare opposé à cette rapide augmentation de constables spéciaux mais tous les échevins, à l'exception de l'échevin Abbe qui ne vote jamais lorsqu'il s'agit de nominations de constables, confirment les nominations faites par le maire."¹¹¹ Autre nomination est celle de Louis Lamarre comme constable, le seul franco sur une liste de 25 individus tandis que plusieurs constables, dont 17 francos, sont remerciés en février 1905, incluant Louis Lamarre, Eusèbe Cloutier, Alfred Pouliot, William Plante, Hormidas J. Raboin, Jules Gamache.¹¹² Nonobstant la charte sous laquelle l'administration opère, le favoritisme est à la base des nominations et emplois de la fonction publique municipale. Les risques de renvoi sont toujours aussi élevés. Au lieu de courtiser les conseillers de quartiers, on doit maintenant se faire connaître des échevins.

Le poids politique de la petite-bourgeoisie franco-américaine et le patronage résultant des campagnes de naturalisation, on ne saurait négliger le rôle de leaders comme Dubuque, Edmond Côté et Edmond Talbot. Pétrin a déjà souligné le rôle de certains individus pour expliquer ces comportements électoraux. Si le parti républicain connaît autant de succès auprès des Canadiens français à la fin du XIXe siècle, ils doivent remercier Hugo Dubuque qui a fait campagne pour ce parti. Au début du XXe siècle, la deuxième génération politique- incarnée par Côté et Talbot - est prête à s'allier aux Démocrates-Irlandais pour prendre le pouvoir. Contrairement à Dubuque, Côté ne s'engage pas pour le parti républicain et n'hésite pas à changer d'allégeance lorsqu'il n'obtient pas les faveurs exigées, allant même jusqu'à tenter sa chance à la nomination démocrate pour le poste de maire à l'automne de 1900.¹¹³ Si le parti démocrate fait une percée dans l'électorat franco-américain au tournant du XXe siècle, cela est attribuable à l'influence grandissante du "boss" Edmond Côté qui livre le quartier six.

Le patronage n'est pas le seul intérêt pragmatique associé à la politique municipale. Bien des gens d'affaires sont à la merci des échevins qui accordent les licences d'exploitation,

¹¹¹L'Indépendant, 2 février, 1904.

¹¹²L'Indépendant, 15 février, 1905.

¹¹³ L'Indépendant refuse de l'appuyer tout comme le Fall River Globe, organe irlandais-démocrate . Il décide de se retirer de la course. Sylvia, "op. cit.", p. 816.

notamment pour la vente d'alcool. Dans son étude sur les travailleurs de Worcester, Roy Rosenzweig évoque l'importance culturelle des débits d'alcool chez les communautés ethniques, notamment les Irlandais et les Canadiens français. "Despite occasional rumblings of temperance sentiment among their clergy, French-Canadian liquor dealers generally received respect within their community. The local French newspaper, for example, proudly reported the number of French Canadians who had received liquor licences each year. Revocation of one of these license could provoke community protests."¹¹⁴ Ce fut le cas à Fall River en 1892.¹¹⁵

La loi de l'État du Massachusetts permet aux municipalités d'accorder une license par 1000 habitants mais elles peuvent choisir d'en interdire l'octroi par référendum. Pour Fall River, cela représente 74 licences pour l'année 1892. Pourtant 540 permis ont été payés au gouvernement fédéral.¹¹⁶ L'Indépendant soutient que les commerçants canadiens sont défavorisés parce que "Le premier vendeur de boissons venu ose dicter ses lois surtout s'il est protégé par la célèbre combinaison qui tient le pouvoir exécutif de la ville dans un état passif."¹¹⁷ D'autre part, ils soutiennent que le nombre de licences est inférieur à la limite permise à cause de la sous-évaluation de la population de Fall River.¹¹⁸ La distribution des licences est donc une affaire de lobby et de relations personnelles.

Qui parvient à obtenir des licences pour la vente d'alcool? Qui bénéficie donc du patronage politique? Qu'ont-ils en commun? Ils font partie de l'élite de la communauté, ils comptent parmi les persistants à moyen et long terme et ont réussi à intégrer les réseaux

¹¹⁴Roy Rosenzweig, Eight Hours for What We Will. Workers & Leisure in an Industrial City, 1870-1920, New York, Cambridge University Press, 1983, ("Interdisciplinary Perspectives on Modern History"), p. 50. L'Indépendant publie régulièrement la liste des licences accordées par la municipalité: voir 18 mai 1888, 18 avril 1894; obtention d'une licence de pharmacie par W. Corneau - 25 mars 1887; licences d'entrepreneur de pompes funèbres pour F.X. Larivière et C. Lavigne 10 juin 1887; J.B. Huard obtient sa licence de liqueur 13 janvier 1888.

¹¹⁵Sylvia, "op. cit", p. 765.

¹¹⁶Sylvia, "op. cit.", p. 776. Le maire Coughlin est accusé par les Républicains de ne pas respecter la loi.

¹¹⁷L'Indépendant, 31 mars, 1892.

¹¹⁸L'Indépendant, 13 décembre, 1893.

d'influence. Bien souvent ils sont à Fall River depuis plusieurs années, voire plusieurs décennies, ont obtenu leur naturalisation relativement tôt et jouent un rôle actif dans le mouvement associatif. William Corneau obtient sa licence de pharmacie en 1887 tout comme Aimé Barré, J.B. Boulais & Cie, le Dr Collet, William Corneau, Ulric Côté, P.L. Gagnon, le Dr Guérin, Louis Picard, C.W. Tailhond l'année suivante.¹¹⁹ Des licences d'alcool (de première classe) sont accordées à 20 individus, dont Ulric Côté, Charles Letendre, Jos St-Germain, Arthur Laleune.¹²⁰ Deux ans plus tard, sur 56 licences accordées par les échevins pour plus de 200 demandes, seulement 2 Canadiens figurent au tableau- Georges Arcand et Charles Letendre.¹²¹ La gestion des licences a été modifiée entre-temps. En mars 1892, la chambre des représentants du Massachusetts adopte une loi instituant une commission des licences pour les villes de cet État, à l'exception de Boston. La commission doit être composée de trois membres nommés par le maire et approuvés par les échevins. Ce projet de loi forcerait les échevins à céder leur contrôle de l'octroi des licences, l'une des formes de patronage politique les plus importantes, au maire des municipalités. Le maire Coughlin et Dubuque se prononcent contre le projet prétextant l'ingérence de la législature de Boston dans la politique municipale.¹²² Après un long débat, le projet de loi sera entériné et la commission est créée en 1894. L'attribution des licences par le comité d'échevin est attendue avec impatience cette année-là. En avril, il doit choisir 74 aubergistes sur 375 demandes. "La foule au dehors, et dans les corridors attendait avec anxiété le résultat de cette conférence."¹²³ Narcisse Delisle, Charles Letendre, Joseph A. Liberty, Rousseau & Côté obtiennent un permis d'alcool de première et de quatrième classes. Des licences de pharmacie (6e classe) sont accordées à Arcand et Buron, Aimé Barré, J.B. Boulais, J.A. Bouvier,

¹¹⁹L'Indépendant, 25 mars 1887, 18 mai 1888. En 1890 Aimé Barré, Dr. P.A.A. Collet, P.L. Gagnon, Alfred Letourneau, J.C.E. Panneton, Edmond Reeves, W. Tailhond se voient renouveler leur licence de pharmacien ou s'ajoutent aux quelques "élus". L'Indépendant, 25 avril 1890. 9 juin 1892 licences pour pharmacie à Aimé Barré, J.B. Boulais, A.D. Cassavant, P.A.A. Collet & Co., L.P. DeGrandpré, P.M. Guérin, J.H. Larouche & Co., A.S. Létourneau, J.C.E. Panneton, L.P. Poirier, P.J. Martel, et E. Reeves.

¹²⁰L'Indépendant, 22 mars, 1889; 14 avril, 1892: seulement 2 Canadiens français - Narcisse Delisle et Charles Letendre - figurent sur la liste de près de 70 noms en 1892; L'Indépendant, 14 avril, 1892.

¹²¹L'Indépendant, 10 mai, 1889.

¹²²L'Indépendant, 20 février, 22 mars, 1893.

¹²³L'Indépendant, 18 avril, 1894.

A.D. Casavant & Co., Dr. P.A.A. Collet, Louis P. Collet, Louis P. DeGrandpré, A.S. Létourneau, Philias Martel, Joseph Panneton, Louis D. Poirier, Murphy & Dussault, Edmond Reeves.

Malgré un nouveau mode de gestion, l'attribution des licences demeure une question de relations personnelles. Narcisse Delisle fait appel au maire Coughlin pour obtenir réparation.

“[Durant la procédure] le maire et quelques échevins se sont aperçus que la combinaison avait oublié de mettre sur sa liste le nom de M. Narcisse Delisle, l'un des aubergistes les mieux connus et les plus respectables de la ville. Le maire Coughlin s'est immédiatement abouché avec les échevins pour trouver un moyen de rémédier [sic] à cet oubli et une discussion assez chaude a eu lieu. Beattie s'est opposé à la proposition et a pris fuite avec sa canne et son chapeau; Everett s'en est allé après s'être assuré que Blaisdell et Splaine voteraient pour Delisle. Le maire et les échevins sont ensuite revenus et sur motion de M. Cornelius Sullivan, on a décidé d'enlever à J. Brown 130 rue South Main, sa licence de quatrième classe et d'en donner une de première et un [sic] de quatrième à M. Delisle. Les cinq échevins présents ont voté en faveur de cette mesure. Brown a déjà une licence de pharmacien et pourra se tirer d'affaire quand même. [. . .]”¹²⁴

Et lorsque les pressions du lobbying ne suffisent pas, il y a toujours moyen de faire valoir son désaccord lors de l'élection suivante.

“Nous avons constaté que le comité avait complètement oublié les Canadiens du quartier 1 [village Globe] et il pourrait bien arriver que ces derniers s'en souviendraient plus tard. Il y a dans cette partie de la ville plusieurs aubergistes Canadiens qui auraient, certes, mérité les licences [sic] qu'on a accordées à plusieurs Anglais ou Irlandais. Des hommes comme MM. Denault, Donais, Rivard, Smith, St-Pierre et Côté, et tant d'autres peuvent tenir un établissement qui ne soit pas indigne d'une licence de \$1500 et si on en avait donné une à l'un de ces ex-aubergistes, on se serait attiré l'estime de plusieurs. Mais on ne l'a pas fait et nous souhaitons que personne ne soit forcé de le regretter.”¹²⁵

À défaut d'obtenir un permis d'exploitation, plusieurs commerçants se résignent à réorienter leur pratique commerciale. D'autres prennent le chemin de la contrebande. Le réseau d'influence auprès de l'administration municipale a donc des répercussions immédiates pour ces

¹²⁴L'Indépendant, 18 avril, 1894.

¹²⁵L'Indépendant, 18 avril, 1894.

commerçants.¹²⁶

ii) L'école paroissiale versus l'école publique

Le débat entourant l'école paroissiale confessionnelle et l'école publique protestante constitue l'un des grands enjeux qu'affrontent les catholiques américains au XIX^e siècle.¹²⁷ Chez les Canadiens français "les élites assignent un rôle primordial à l'école paroissiale: en plus d'inculquer aux enfants une formation religieuse et morale qui complète l'oeuvre des parents, elle doit transmettre la langue et les traditions culturelles des aînés. Il s'agit d'une oeuvre à ce point essentielle que certains croient qu'une paroisse sans église vaut mieux qu'une paroisse sans école catholique. Quant à l'école publique, la seule solution de remplacement, elle fait peser un grave danger sur la religion catholique et la langue française."¹²⁸ Par ailleurs, la petite-bourgeoisie comprend tôt le lien entre accès au système scolaire américain et la mobilité sociale. Même si les collèges classiques maintiennent leur attrait pendant plusieurs décennies, ceux qui tirent profit de l'école secondaire publique font preuve de l'avantage de recevoir une formation mieux adaptée à la réalité américaine.

Le collège francophone protestant à Lowell se proposait déjà d'éduquer les jeunes Canadiens français du Massachusetts:

"Being for the most part poor, ignorant of the English language and over school age, they find their way into none of the excellent institutions of the land. Our college has in view chiefly the moral and religious education of this class and the training of young men and women for active missionary service among their own people. The question is forcing itself upon the attention of thoughtful men in cities like Lowell, Fall River and others in our state: «How shall this large and

¹²⁶L'Indépendant rapporte plusieurs cas de vente illégale d'alcool: 21 avril, 1905; C. Gagne, 7 février, 1890; Sébastien Poutré, 6 juin, 1890; 25 février, 1892; 27 juin, 1894; 11 août, 1904; 29 octobre, 1904; 23 janvier, 1905; 23 mars, 1905.

¹²⁷Voir Dolan, op. cit., chapitre X, p. 262-293.

¹²⁸Roby, op. cit., p. 209.

daily increasing French Canadian population affect us?» [...] Is this population educated, refined, and of such a character as to help build up our nation? [...] we must answer in the negative.”¹²⁹

L’auteur de cet article, le directeur Calvin A. Amaron, poursuit en signalant que neuf jeunes de Fall River fréquentent l’institution et que la majorité d’entre eux ont de la difficulté à payer les frais. “So far we have not received a cent from individuals, Sabbath schools or churches of Fall River.” Progressivement, les parents inscrivent leurs adolescents à l’école secondaire publique. Parmi les 120 francophones qui graduent du *Durfee High School* entre 1885 et 1920, 50 (42%) sont issus d’une famille ayant à sa tête un persistant. Nous avons retracé l’occupation du père pour 80 (67%) d’entre eux: ils appartiennent presque tous à la petite-bourgeoisie, commerçants ou professionnels, notamment les enfants de Joseph Amiot, de Charles Bergeron- qui siège sur conseil scolaire en 1919, de Léandre Bolduc, les filles de Dubuque et de Godfroy de Tonnancour, le rédacteur en chef de L’Indépendant.

Leur participation au système scolaire publique débouche éventuellement sur des emplois d’enseignants dans le réseau de Fall River. La plupart de ces enseignants ont en effet fréquenté l’école secondaire Durfee. Issus de la petite-bourgeoisie, des jeunes femmes pour la plupart, ils appartiennent à la deuxième génération. Du nombre, on reconnaît les enfants des pionniers dont ceux de l’agent d’assurances F.X. Leboeuf, de l’épicier Edouard Lebeau, du marchand de fruits Joseph Sorel, de l’avocat Hugo Dubuque, du tailleur Pierre Adam, du marchand Charles F. Bergeron et de l’épicier Victor Blanchet.¹³⁰ Mais seulement 31 des 316 persistants (10%) envoient un ou plusieurs enfants à l’école secondaire publique. Les collèges

¹²⁹Lachance, “op. cit.”, F.R.N., February 17, 1886.

¹³⁰L’Indépendant, 27 septembre 1904. Après sa graduation du “Durfee High School”, le fils de Blanchet, J. Victor, sortira de l’Université Harvard en 1904 et obtiendra un poste d’assistant-professeur pour enseigner le français à son ancienne école secondaire. Or, son nom apparaît comme étudiant de Durfee High mais pas comme enseignant parmi les listes contenues dans les City Documents no. 44 Inaugural address of Hon. John W. Coughlin, mayor of the City of Fall River, City officers, Reports of the City Treasurer, Commissioners on the Sinkings funds, [etc], Fall River, Mass, Press of J.H. Franklin & Co, 49 Bedford Street, 1891. [pour l’année 1890] “Annual School Report”.

classiques du Québec continuent de recevoir leur lot d'étudiants venus de la Nouvelle-Angleterre. L'épiciier J-B. Huard envoie ses deux fils au collège de Saint-Hyacinthe tandis que le Dr. Chagnon opte pour le collège Sainte-Marie pour son fils Charles.¹³¹ Nous constatons que la participation aux institutions américaines n'est pas strictement liée au phénomène de la persistance et que la petite-bourgeoisie maintient ses liens avec les collèges classiques québécois. N'ayant pas les ressources pour fonder leurs propres collèges, "les curés dirigent les garçons qu'ils jugent les plus aptes dans les collèges classiques du Québec."¹³² Le collège L'Assomption de Worcester est fondé en 1904 avec un programme d'études bilingue. Parmi les 88 personnalités que nous présentent le quotidien francophone L'Indépendant, dans son numéro spécial de 1935, 52 sont nés aux États-Unis et ont tous reçu une éducation supérieure. De ce nombre, seulement 16 (19%) ont fréquenté un collège classique québécois tandis que 6 (12%) sont allés dans l'une des deux institutions d'enseignement supérieur franco-américaine de la Nouvelle-Angleterre (Collège Sainte-Marie de Van Buren Main, collège l'Assomption de Worcester). Seulement 7 ont fréquenté l'université et un seul seulement a obtenu son diplôme d'une université québécoise, soit l'Université Mc Gill!¹³³ À partir du moment où elle peut se payer une éducation universitaire, il est donc évident que la deuxième génération choisit le système américain. Le jeune Chagnon fera sa médecine à Baltimore, tout comme Joseph Huard. Le fait de fréquenter les collèges québécois nous paraît davantage lié aux vœux des parents qui décident pour leurs enfants.¹³⁴

¹³¹L'Indépendant, 2 septembre, 1887. Ibid, 3 avril, 1885.

¹³²Claude Galarneau, Les collèges classiques au Canada français (1620-1970), Montréal, Fides, (Coll. "Bibliothèque canadienne-française, Histoire et Documents"), p. 79.

¹³³L'Indépendant, 22-23 juin, 1935.

¹³⁴Ce n'est qu'à partir de 1925 que l'école secondaire Sainte-Anne dispense une éducation secondaire.

iii) associations professionnelles et organismes publics

Au début du XXe siècle, une autre étape d'intégration est franchie. Les associations professionnelles et les organismes publics américains locaux procurent d'autres filières d'intégration à la société américaine. La petite-bourgeoise réclame une plus grande participation à la gestion des organismes locaux. L'Indépendant dénonce le fait que la bibliothèque municipale n'emploie aucun Franco-Américain. Après avoir fait remarquer que la collection contient de plus en plus de livres en français et offert des "remerciements devant [...] l'intérêt porté par les autorités municipales au progrès intellectuel de notre race, [...] on nous permettra de signaler une lacune . . Les employés n'y parlent point notre langue [...] Il serait facile de remédier à cet inconvénient en s'assurant les services d'une personne de langue française."¹³⁵ En avril 1905, le pharmacien Edmond Reeves est nommé syndic de la bibliothèque par le maire Grime.¹³⁶ Dès 1906, le maire Coughlin assigne Alfred Létourneau au conseil d'administration alors que Hugo Dubuque y sera nommé en 1919.

Au début du XXe siècle, quelques individus ont accédé à la direction d'associations professionnelles ou autres organisations sans filiation ethnique apparente. Des élites obtiennent un rayonnement au-delà de la communauté ethnique en intégrant les conseils d'administration d'institutions qui desservent toute la population de la ville. Hugo Dubuque siège au conseil d'administration de l'Hôpital de Fall River depuis 1893, à celui du barreau depuis 1900 et à celui de la bibliothèque municipale à partir de 1919. Stanislas Boivin est l'un des directeur de la *Fall River Trust Co* créée en 1920 tandis que le pharmacien Albert J. Brunelle est membre du *Fall River Trade and Industry Association* au niveau du quartier 2 en 1905. Le Docteur Alfred S. Létourneau est membre du conseil d'administration de la bibliothèque municipale en 1909, le Dr. Joseph Huard est secrétaire de la Société Médicale de Fall River en 1909. Charles F. Bergeron siège à la Commission scolaire entre 1919 et 1921. Alphonse Gagner est élu secrétaire de

¹³⁵L'Indépendant, 22 janvier, 1904.

¹³⁶L'Indépendant, 5 avril, 1905.

l'Association de protection des commis-marchand en 1909, tandis que Charles Fournier est de la direction du chapitre local de l'Association des postiers et Alfred Desilets à l'union des typographes.

Malgré l'évolution de leurs rapports avec la bourgeoisie locale, l'aire d'influence de la petite-bourgeoise franco-américaine reste tout de même circonscrite. Aucun ne parviendra à devenir membre du Club Quequechan, ce lieu de rencontre des "meilleurs citoyens" de Fall River.¹³⁷ Le seul qui accède à ce niveau de socialibilité est Edmond Côté.¹³⁸

iv) échec des campagnes protestantes

Si les commerçants et les professionnels joignent les sociétés neutres, voire anti-cléricales, leur intégration à la société américaine ne passe pas toutefois par leur conversion au protestantisme. Malgré leur volonté de prendre leur distance par rapport au clergé, les élites libérales n'envisagent pas de faire défection vers les églises protestantes. Le mariage de Beaugrand à une jeune méthodiste reste un phénomène plutôt marginal.¹³⁹ Les campagnes n'aboutissent qu'à la conversion de quelques centaines de personnes.¹⁴⁰ Les Canadiens français associés à ce mouvement nous restent inconnus pour la plupart. Les campagnes ne parviennent pas, semble-t-il, à rejoindre des membres de l'élite laïque qui n'ont pas intérêt à se mettre sous la tutelle des élites anglo-saxonnes. Cela explique peut-être l'échec de ces mouvements qui sont toujours initiés par les Américains de souche et auxquels la population canadienne ne peut

¹³⁷Sylvia, "op. cit.", p. 833.

¹³⁸Au cours de sa période active, le manufacturier de piano Edmond Côté sera, entre autres, conseiller du Gouverneur du Massachusetts, syndic de l'école textile B.M.C. Durfee pendant vingt ans; syndic de la *Union Bank*, directeur du *Morris Plan*; président de la Commission des finances de la ville (1946).

¹³⁹Beaugrand, *op. cit.*, p.54.

¹⁴⁰ Voir les statistiques établies au chapitre 2, tableau 2.2, p. 16.

s'identifier. Le Franco-Américain, journal protestant créé par Rémi Benoit¹⁴¹ et le pasteur Joseph Allard (neveu du père Chiniquy, venu lui-même au moins à trois reprises¹⁴²), ne survit pas longtemps même si Le Fall River News affirme que ce journal “represent[s] the more liberal class of our French citizens [...]” Le News se réjouit à l'idée que cette nouvelle publication “will advocate liberal and progressive views on all matters pertaining to the best interests of its readers, and is, we believe, intended to supply a long felt need among our French citizens.”¹⁴³

Voici comment se font les percées protestantes dans la communauté canadienne. La mission Baptiste francophone se rassemble dans un bâtiment de l'avenue Pleasant au coeur du village Flint, le pasteur est un certain Eusèbe Léger depuis 1882.¹⁴⁴ Les officiers cités par le Fall River News en mai de cette année sont Frédéric Lévesque, Anna Corneau, Eucharé Léger, Joseph Corneau, Moïse Robert, Aïme Racicot, Jean Lévesque, Elixia Lord et Nancy Léger.¹⁴⁵ Cette mission sera par la suite prise en charge par la *First and Central Congregational Church* en 1886 et sera nommée la *French Congregational Church*. Elle restera une mission de la *First and Central Congregational Church*.¹⁴⁶ Une kermesse organisée cette même année permet d'amasser 600\$ qui serviront à l'achat d'un terrain pour la construction d'une église sur

¹⁴¹Rémi Benoit apparaît au Recensement fédéral de 1880 à titre de “peddler”. Il est alors âgé de 49 ans et quatre de ses enfants travaillent à la filature. Il aurait immigré avec sa famille avant 1868, date à laquelle correspond la naissance de son premier enfant né aux États-Unis. Benoit fait partie du comité chargé de la construction de l'église en 1887. Dans le guide canadien-français de 1888, son emploi est celui de journaliste. Il aurait émigré de Saint-Hyacinthe. Son nom ne figure pas dans notre dépouillement du recensement fédéral de 1900. Le guide canadien-français . . . op. cit., 1888; Recensement. Fédéral de 1880 et 1900; L'Indépendant, 6 mai, 1887.

¹⁴²“Documents of Historical Interest to the Catholic Churches of Fall River and the “French Canadians” of this City, excerpted from the Fall River news”, Rev. Pierre E. Lachance, 1972, November 14, 1885, November 28, 1887, November 4, 1891.

¹⁴³Lachance, “ibid.”, Fall Rivers News, October 24, 1887.

¹⁴⁴Fall River Directory, 1882.

¹⁴⁵Lachance, “op. cit.”, Fall Rivers News, May 10, 1882.

¹⁴⁶Phillips, op. cit.

Harrison.¹⁴⁷ Une collecte spéciale à la *First Baptist* permet d'amasser 4 057\$ en septembre¹⁴⁸. La communauté protestante francophone n'atteint jamais son autonomie financière. En 1909 les dames patronnesses de la *First Congregational Church* financent en partie l'achat d'un piano pour la congrégation francophone desservie par le pasteur Samuel R. Rondeau.¹⁴⁹ La *French Congregational Church* existe toujours en 1910 et quelques Franco-Américains ont depuis intégré d'autres églises protestantes, soit une église Méthodiste (organisée en 1892) et une Presbytérienne (organisée en 1890) récemment constituées. Joseph Gascon est membre de l'église Méthodiste tandis que Jerome Dussault est membre de l'église presbytérienne.¹⁵⁰

Les autres tentatives de conversion ont cours lorsque des missionnaires sont dépêchés par le *Massachusetts Home Missionary Society* de Boston qui mandate le révérend Georges C. Mousseau. "The Central Church Mission for several years has gathered many of them at its chapel, but the work has assumed such proportions as to require the entire time of one person."¹⁵¹ Dans une société foncièrement catholique, ceux qui osent dévier du droit chemin le font à leurs risques et périls.

"A fact that speaks for itself. A French Canadian merchant on Pleasant street, at Flint Village, after reading a sheet which had been left in his store by a boy, opened his door, and called the boy to take back his dirty sheet and called this respectable boy a rascal. Now, we believe, that this is rather too much for this country, and the French people of this whole city must remember that any demonstration on their part in this direction would be certainly against them."¹⁵²

¹⁴⁷History of the Ladies' Benevolent Society of the First Congregational Church, Fall River, Massachusetts, 1904, Fall River, Press of J.H. Franklin & Co., 1904.

¹⁴⁸Lachance, "op. cit.", F.R.N., September 27, 1886.

¹⁴⁹Lachance, "op. cit.", F.R.N., September 27, 1886.

¹⁵⁰Fall River Directory, 1909-10. Un certain J.-A. Gascon figure au corpus extrait du Guide d'adresse de 1909. Il détient un poste d'agent. S'agit-il du même individu? Dussault n'apparaît pas dans notre répertoire. Ni l'un, ni l'autre ne figurent aux corpus extraits des recensements de 1900 et 1920.

¹⁵¹Lachance, "op. cit.", F.R.N., May 17, 1883.

¹⁵²Lachance, "op. cit.", F.R.N., November 29, 1884.

Conclusion

Les débats et enjeux qui animent la petite-bourgeoisie sont intimement liés à ses conditions socio-économiques. Trois grandes préoccupations semblent omniprésentes : 1- sa survie économique, 2- ses rapports avec la bourgeoisie américaine et la communauté irlandaise et 3- le développement de son réseau institutionnel. Sa participation à la vie publique est fonction de ses intérêts pragmatiques: patronage politique, licences, accès au système d'enseignement public, plus grande participation aux institutions locales. Les problématiques auxquelles elle est confrontée évoluent de la nécessité de mettre sur pied le réseau institutionnel vers une plus grande participation aux décisions locales. D'après les comportements et les attitudes de l'élite laïque, nous proposons l'hypothèse à l'effet qu'il existerait trois courants majeurs de leadership. Il ne s'agit pas de camps nettement définis associés à une typologie rigide, mais plutôt de divers degrés d'implication sociale, que ce soit sur le plan de la vie associative, de la participation à la vie politique et de l'intégration aux structures américaines.

1- L'idéologie de la survivance traditionnelle est incarnée par ceux qui sont de passage en Nouvelle-Angleterre, qui intègrent peu les structures américaines. Ils font souvent partie du cercle qui entoure le clergé. Des types tels Rémi Tremblay et Albert A. Bélanger incarnent cette tendance. Bélanger figure au recensement fédéral de 1900. Il aurait immigré en 1890 mais n'a toujours pas acquis la citoyenneté américaine. Nous sommes en présence de la version américaine de l'élite cléricico-nationaliste conservatrice. Ils ne figurent pas aux répertoires des persistants parce qu'ils repartent éventuellement au Canada. Leur stratégie migratoire s'apparente à celle des ouvriers qui envisagent l'expérience américaine comme une alternative temporaire à leurs difficultés économiques. C'est le cas notamment de beaucoup de professionnels pour qui leur passage en Nouvelle-Angleterre est l'occasion de se refaire une santé financière. Ils retrouvent le pays d'origine par la suite. De leur côté, les gens d'affaires qui réussissent à monter une entreprise profitable aux Etats-Unis n'ont aucun intérêt, du moins matériel, à quitter. Ils y restent et voient à ce que leurs fils prennent avantage des structures américaines, notamment l'école publique. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'un courant nettement minoritaire au sein de la

petite-bourgeoisie.

2- La tendance dominante est incarnée par ceux qui participent activement à la mise en place des infrastructures nationales et intègrent les structures américaines. Nous avons établi que parmi ceux qui sont actifs dans les sociétés nationales, 44% le sont également dans les sociétés américaines. Il y a donc un dédoublement au niveau du leadership du mouvement associatif. De plus, nous sommes en présence d'un groupe hétérogène. Il regroupe à la fois les leaders les plus actifs et les plus influents tels Hugo Dubuque, Pierre F. Péloquin, Jean-Baptiste Chagnon, Edmond Côté, Edmond Talbot. Il regroupe les tendances conservatrices et libérales. Ce phénomène est visible dès les années 1870, notamment par les actions de H. Beaugrand lorsqu'il fonde l'Association Montcalm (1874), la Société de bienfaisance des Canadiens français dans l'esprit de l'Institut canadien et l'Union canadienne-française qui est dénoncée par le clergé¹⁵³. Il joue un rôle décisif durant cette phase pionnière. Par ses idées libérales, Beaugrand peut entretenir des rapports cordiaux avec la société anglo-saxonne de la ville. Il est membre d'une loge maçonnique et se marie à une anglophone locale. Ses idéaux américanistes l'amènent à proposer l'annexion du Canada. Ses idées anti-cléricales inquiètent les membres du clergé et après son départ, ses oeuvres ne lui survivent pas. Nous ne lui connaissons aucun successeur dans la loge maçonnique. Or, l'ombre de Beaugrand continue à planer sur Fall River après qu'il se soit définitivement fixé à Montréal. Dubuque maintient son amitié avec Beaugrand et sera conférencier invité à La Patrie en janvier 1884.¹⁵⁴ S'adressant à un auditoire sélect qui compte Honoré Mercier, Louis Fréchette, L.O. David et Arthur Buies, Dubuque affiche clairement ses idées républicaines.¹⁵⁵ Il figure parmi ces premiers adhérents aux sociétés américaines (i.e.

¹⁵³Beaugrand, Ibid., p. 54.

¹⁵⁴Cela explique probablement pourquoi Beaugrand est élu vice-président d'honneur de la Société historique franco-américaine en 1901. La Société historique Franco-Américaine, op. cit.

¹⁵⁵La Patrie, 1 février 1884. À l'instar de Beaugrand dans son roman *Jeanne la fileuse*, Dubuque se porte à la défense des immigrants canadiens-français et des institutions américaines. "[...]sur ce qui concerne les institutions politiques, vous me permettez de vous dire que nous n'avons rien à envier au Canada et quand bien même il nous serait permis de changer, nous marcherions plutôt du côté de la démocratie que vers celui de la monarchie[...] L'émigré franco-canadien est l'apôtre d'une nouvelle idée dans la patrie de Washington et de Franklin. Tout en acceptant la cordiale hospitalité de l'américain, il s'honore d'appartenir à la race qui a donné la liberté et l'indépendance à son pays. [En faisant référence par là à Lafayette et Rochambeau] [...] L'instruction obligatoire est le secret de la supériorité de l'état du Massachusetts sur les autres états de l'union américaine. C'est

Chevaliers de Pythias) et participe à la fondation de la loge Lafayette. Le Docteur Mignault, Victor Geoffrion, Pierre F. Péloquin, Napoléon Leboeuf et le fondateur du journal protestant H.R. Benoit comptent aussi parmi le cercle de connaissances qui fréquentent Beaugrand.

Bruno Ramirez a raison de souligner que, “by the time this desire [de recréer la patrie perdue] had become a new collective project in a foreign land, the Quebec clergy had caught up with the new reality and had positioned itself to hegemonize it.”¹⁵⁶ Après l’arrivée du curé Bédard et le développement des institutions catholiques, les idées libérales semblent moins circuler au sein de la communauté. Elles ont perdu leur lieu d’expression avec disparition de La République. Toutefois, les élites laïques ramènent leur curé à l’ordre lorsqu’on juge qu’il dépasse ses prérogatives. Lors de la troisième convention des Canadiens français du Massachusetts et du Rhode Island tenu à Fall River en octobre 1881, “Rev. P.J.B. Bedard created considerable excitement by objections to some delegates from his parish who had been sent without his sanction. The convention heartily voted him down.”¹⁵⁷ Et malgré la condamnation de sociétés comme les Forestiers et les Chevaliers de Pythias par la hiérarchie catholique, les leaders laïques y maintiennent leur membership. Au-delà des considérations idéologiques, nous avons pu constater que les plus actifs au sein du réseau associatif réussissent le mieux du point de vue matériel. Ceux qui participent activement à la direction des sociétés sont mieux nantis que ceux qui n’exercent jamais de position de leadership dans une proportion de deux pour un, que ce soit du point de vue de l’accès à la propriété résidentielle ou du niveau d’imposition de taxe municipale. Ces réseaux de contacts créent des opportunités d’affaires et permettent de tisser des liens de solidarité.

3- La tendance matérialiste, américaniste, précurseur au processus assimilateur est incarnée par ceux qui concentrent principalement leurs efforts à leur réussite professionnelle. Ils

un guide vers le progrès matériel et moral d’un peuple. [...] Je m’étonne que l’on parle de l’instruction obligatoire comme d’un événement redoutable dans certains journaux.”

¹⁵⁶Ramirez, *op. cit.*, p. 86.

¹⁵⁷Lachance, “*op. cit.*”, F.R.N., October 4, 1881.

participent peu au réseau associatif, qu'il s'agisse des sociétés nationales ou américaines. Ces derniers n'occupent pas de postes de direction et ne font pas l'objet d'une attention particulière de la part de la littérature nationale. Ils sont moins visibles dans la presse et les diverses publications nationales, sauf lorsque leurs intérêts personnels sont en jeu. Ils ne comptent pas non plus parmi les dignitaires lors des grands événements. Ces individus sont donc plus difficiles à identifier par le biais des sources traditionnelles. Il faut se tourner du côté des relevés statistiques comme les recensements ou des institutions américaines telles les compagnies d'évaluation de crédit. Ce courant est incarné par des types comme Joseph Amiot, Jean-Baptiste Huard, Joseph Labbé et Israël Picard. Ces hommes d'affaires possèdent un niveau d'instruction inférieur aux professionnels comme Dubuque et Chagnon mais ont su mettre sur pied des entreprises profitables. Bien souvent, ils combinent un métier d'artisan ou un commerce d'alimentation et des transactions immobilières¹⁵⁸. Plus souvent qu'autrement, c'est parmi ce groupe d'individus que l'on retrouve les gens d'affaires les plus prospères, ainsi qu'en font foi les rapports d'évaluation de crédit, les listes des payeurs de taxes municipales et l'acquisition d'une propriété résidentielle. Voulant expliquer les lacunes de son ouvrage, publié en 1920, Alexandre Belisle admet que

“Les seules omissions notables se trouvent dans la section figurant sous la rubrique “Silhouettes franco-américaines”. Cette section [. . .] est consacrée aux biographies des Franco-Américains les plus en vue dans les diverses sphères de la vie économique, politique et sociale de notre ville. Un assez grand nombre de ces Franco-Américains, auxquels nous nous sommes adressés il y a déjà quelques temps pour obtenir d’eux quelques notes biographiques - et dans certains cas une photographie - n’ont pas même répondu à notre appel.”¹⁵⁹

En fait, Belisle doit se résigner au fait que ces Franco-Américains ne se définissent plus en

¹⁵⁸ Amiot tient un commerce de boulangerie puis de quincaillerie. Picard travaille d’abord comme ouvrier manuel puis s’ouvre un débit d’alcool avant de devenir entrepreneur de construction; Labbé débute comme artisan-indépendant en exploitant une boutique de voitures à chevaux auquel il rajoute des transactions immobilières. Huard combine un commerce d’épicerie, des édifices à logements et des transactions immobilières.

¹⁵⁹ Alexandre Belisle, Livre d’or des Franco-Américains de Worcester, Massachusetts, Worcester, Imp. Par la compagnie de publication Belisle, 1920, p. 9.

référence au Canada français, mais bien aux États-Unis d'Amérique. Voulant échapper les filatures et les chantier de construction, qui a été le lot de la grande majorité de leurs compatriotes, ils ont misé talents et ressources sur la quête du rêve américain.¹⁶⁰

¹⁶⁰En parcourant la ville aujourd'hui, le visiteur ne peut passer outre à cette intégration à la communauté de Fall River. Plusieurs éléments de cette petite-bourgeoisie laïque, tels les Dubuque, Huard, Dussault, Talbot, Renaud, Reeves, Laplante et compagnie, ont été commémorés par les instances locales afin de souligner leur contribution à l'histoire de la "ville du fuseau"; soit qu'une rue ou un bâtiment public (i.e. école) porte leur nom.

CONCLUSION

ENTRE “L’ÉMIGRATION DE LA MISÈRE” ET L’ELDORADO MYTHIQUE

Dans un contexte historiographique associé à la nouvelle histoire sociale et marqué par la valorisation de l'histoire des masses ouvrières, la production scientifique consacrée à l'étude de la franco-américanie a d'entrée de jeu porté son attention à l'étude des travailleurs. La majorité des immigrés canadiens-français gagnant leur vie dans les filatures ou besognant comme journaliers dans les chantiers de construction, en forêt ou à la réparation des rues, cette perspective se trouva d'autant plus justifiée. Alors que les recherches initiales portèrent sur la migration des paysans québécois vers les centres industriels américains, leurs modes de vie en milieu urbain ainsi que leurs modalités d'adaptation et d'intégration à une économie industrielle ont par la suite retenu l'attention des chercheurs. Aux nombreuses informations factuelles et analyses discursives, il n'existait alors aucune enquête systématique cherchant à comprendre la formation de la petite-bourgeoisie franco-américaine en tant que classe sociale. De même, aucun chercheur n'avait essayé de caractériser le profil socio-économique de ses éléments constitutifs.

Nonobstant cet état lacunaire de la recherche, la plupart des études menées au cours des dernières décennies évoquèrent à tout le moins la présence d'une minorité composée de professionnels, de commerçants, d'artisans-indépendants et de cols blancs salariés. Dans la plupart des cas, les historiens abordèrent cette problématique dans une perspective limitée. Si les uns expliquèrent les différents rôles assumés par les élites laïques issues de la petite-bourgeoisie dans le développement du réseau institutionnel, les autres soulignèrent le rôle de ces élites à titre d'agents intermédiaires dans l'arène sociale et politique, que ce soit en rapport au clergé irlandais, à l'establishment anglo-saxon ou au mouvement ouvrier. Certains auteurs, tels Peter Haebler, Frances Early et Yves Frenette, proposèrent quelques hypothèses axées sur la mobilité sociale et l'immigration des professionnels, levant le voile sur le processus de formation d'une classe moyenne. Ces historiens envisagèrent la formation d'une petite-bourgeoisie d'affaires dans le cadre d'une évaluation de la mobilité sociale et notèrent quelques-unes de ses caractéristiques

socio-économiques.¹

Retenant la ville de Fall River comme terrain d'enquête, cette thèse de doctorat a voulu élucider la genèse d'une petite-bourgeoisie canadienne-française de la Nouvelle-Angleterre. Elle a cherché à définir ses conditions socio-économiques sur une période de cinquante ans, depuis l'arrivée des pionniers, au lendemain de la Guerre civile américaine, jusqu'à la fin des grandes vagues migratoires, au début du XXe siècle. Dans un deuxième temps, elle s'est penchée sur les origines socioprofessionnelles de cette tranche d'immigrants afin de dégager leurs modes d'insertion à la société américaine dans l'objectif de proposer une nouvelle interprétation des stratégies migratoires eu égard aux catégories socio-professionnelles inventoriées. Au seuil préliminaire de notre entreprise, nous formulons l'hypothèse à l'effet que les motivations à la source de l'émigration des professionnels et des gens d'affaires canadiens-français divergeaient par rapport à celles de leurs compatriotes issus des milieux agricoles et ouvriers.

De notre enquête historiographique et conceptuelle nous avons retenu trois critères pour définir les membres de la petite-bourgeoisie: 1- ils jouissent d'une certaine indépendance économique grâce à un petit capital, soit-il de nature financière, immobilière ou constitué d'un assortiment d'outils nécessaires à l'exercice d'un métier artisanal; 2- ils exercent une occupation qui fait surtout appel à leurs habiletés intellectuelles; 3- ils possèdent un capital intellectuel minimal ou supérieur à la moyenne. Ces critères, qui la distinguent à la fois de la bourgeoisie et du prolétariat, furent déterminants lors des dépouillements des recensements. Les catégories socioprofessionnelles retenues furent les commerçants au détail, les professionnels, les cols blancs salariés et les artisans indépendants. Or, force nous est de constater que de vouloir délimiter les frontières d'une classe sociale s'avère un exercice téméraire, d'autant plus qu'il est ardu "de définir un entre-deux, un ensemble de groupes intermédiaires [...] au sein desquelles les transitions s'opèrent par d'imperceptibles glissements. [...] Avec les classes moyennes, on est

¹Peter Haebler, "Habitants in Holyoke: the Development of the French-Canadian Community in a Massachusetts City, 1865-1910", University of New Hampshire, Ph.D. thesis, 1976. 337 p.; Frances H. Early, "French-Canadian Beginnings in an American Community: Lowell, Massachusetts, 1868-1886", Ph.D. thesis, Concordia University, 1979, 282 p.; Yves Frenette, "La genèse d'une communauté canadienne-française en Nouvelle-Angleterre: Lewiston, Maine, 1800-1880", Université Laval, thèse de Ph.D., 1988, p. 245-264.

constamment dans le domaine du flou, de l'incertain, du complexe, bref dans le domaine de la réalité qui caractérise les sociétés humaines”.² D'autre part, la formulation d'une conception théorique est difficilement vérifiable, compte tenu de la qualité des sources historiques disponibles. En effet, cette recherche démontre que les relevés ponctuels ne suffisent pas en eux-mêmes à fixer les contours de la petite-bourgeoisie. Elle confirme que les paramètres rigides d'une grille occupationnelle pré-établie ne permettent pas de fixer la composition exacte d'une classe sociale, notamment à partir d'une source unique. Ces paramètres théoriques imposent un classement systématique qui fait abstraction de réalités d'ordre contextuel. De plus, aucun relevé sériel n'est totalement fiable; soit qu'ils est truffé d'omissions ou qu'il reste vague dans sa description des emplois recensés et ne permet pas d'établir clairement la situation professionnelle de la population active. Et bien que les recensements officiels enregistrent la croissance nette et relative de la petite-bourgeoisie franco-américaine, ils nous renseignent peu sur sa genèse. C'est pourquoi nous avons cherché à identifier les origines socioprofessionnelles de nos sujets et à suivre leur cheminement sur plusieurs décennies. Comportant deux volets, cet exercice visait, dans un premier temps, à déterminer le rôle de la mobilité sociale et du contexte américain dans le développement de la petite-bourgeoisie. Dans un deuxième temps, il s'agissait d'évaluer leur niveau de persistance socioprofessionnelle afin d'établir un portrait plus précis des éléments constitutifs de cette classe sociale.

À l'instar de centres urbains franco-américains tel Lewiston (Maine) ou Woonsocket (Rhode Island), la petite-bourgeoisie de Fall River émergea dans la décennie 1870-1880. Cette première décennie de forte migration fut marquée par la mise sur pied des commerces et des pratiques professionnelles. Nous avons proposé une démarche qui voulait, de prime abord, mesurer l'incidence de la mobilité sociale sur la formation d'une petite-bourgeoisie, et qui, dans un deuxième temps, se proposait d'évaluer le phénomène de la persistance socioprofessionnelle dans la composition de ses effectifs. Nos analyses quantitatives ont démontré que le coeur de la petite-bourgeoisie fut issue au deux-tiers d'une mobilité sociale en sol américain, confirmant

²Serge Bernstein, "Les classes moyennes devant l'histoire", *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, No. 37 (Janvier-Mars 1993), p. 5-6.

ainsi l'hypothèse formulée vingt ans plus tôt par Anthony Coelho qui établissait un lien de cause à effet entre la persistance géographique et la mobilité socioprofessionnelle. Il soutenait que Fall River offrait des conditions économiques et sociales favorables à la mobilité sociale des populations immigrantes dans les décennies 1870 et 1880.³

Il ressort de notre étude que les pionniers arrivèrent durant leur enfance ou encore lorsqu'ils étaient jeunes adultes, ce qui tend à démontrer que beaucoup de ces migrants étaient en fait des immigrants, partis avec l'intention ferme de ne pas retourner au Québec, ou sinon, que lorsque cela s'avérait une avenue incontournable. Il appert également que la majorité de la classe professionnelle, formée dans les collèges du Québec, retournait au Canada à plus ou moins long terme. En effet, jusqu'au début du XXe siècle, les professionnels furent davantage rattachés à la société canadienne qu'à la société américaine. À l'instar des agriculteurs rattachés à l'économie agraire, leur migration aux États-Unis s'inscrivait dans une stratégie de survie, sorte de purgatoire nécessaire avant de retourner pratiquer au Québec. Elle ne prit souche qu'à partir des décennies 1900 et 1910, lorsqu'une deuxième génération de professionnels émergea du contexte américain. Plusieurs fils des commerçants les plus prospères accédèrent alors à la profession d'avocat ou de médecin.

Les premiers historiens qui étudièrent la migration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre estimèrent que la très grande majorité d'entre eux provenaient du milieu rural et que [l'élite des professionnels et des hommes d'affaires ne représentaient qu'une petite minorité; les premiers venant en général du Québec et l'expansion urbaine et la croissance rapide des communautés canadiennes-françaises favorisant l'émergence des seconds.]⁴ Bien que nos informations sur la situation pré-migratoire de nos sujets soient fragmentaires, nous sommes à même de mesurer l'impact de la structure socioprofessionnelle hérité du pays d'origine sur celle qui prendra souche dans la société d'accueil. Il nous a été possible de retracer les antécédents

³Anthony Coelho, "A Row of Nationalities: Life in a Working Class Community: the Irish, English, and French Canadians of Fall River, Massachusetts, 1850-1890", Ph.D. thesis, Brown University, 1980, p. 22.

⁴Yves Roby, Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1776-1930, Sillery, Québec, Editions du Septentrion, 1990, p. 79.

socioprofessionnels des cohortes extraites de deux recensements, soit ceux de l'année 1880 et de l'année 1900.⁵ Dans le cas du premier sous-ensemble, le niveau de mobilité sociale enregistré ne s'élevait qu'à 24%, ce qui tend à démontrer que la composition initiale de la petite-bourgeoisie franco-américaine fut tributaire de la structure socioprofessionnelle québécoise. En effet, de nombreux commerçants possédaient un petit capital financier et se lancèrent en affaires dès leur arrivée aux États-Unis, ce que nous confirment plusieurs dossiers de crédit de la compagnie R.G. Dun & Co. Quant aux premiers professionnels, on ne s'étonne pas de constater qu'ils sont tous venus du Québec⁶ (à l'exception d'un seul) puisque l'accès à une profession nécessite une éducation supérieure, longue et coûteuse, hors de portée de la grande majorité des immigrants.

Prit dans son ensemble, la proportion de professionnels, de commerçants et d'artisans indépendants qui s'établirent en affaires dès leur arrivée à Fall River représente environ le tiers des corpus extraits des recensements de 1880, de 1900 et de 1909. Cette proportion est encore plus forte parmi les cohortes de persistants à moyen et à long terme, variant entre 41% et 59% de ces sous-groupes. Selon nos données, le coeur de la petite-bourgeoisie se serait formé autour d'individus qui arrivèrent à Fall River avec un capital financier et/ou un bagage intellectuel au-dessus de la moyenne des immigrants.⁷

Quant à l'apport de la mobilité sociale dans la composition d'une petite-bourgeoisie, les sources primaires exploitées tendent à démontrer qu'elle fut surtout déterminante dans la deuxième phase de son développement. C'est ainsi qu'au recensement fédéral de l'année 1900, le niveau de la mobilité verticale chez les cols bleus et les petits cols blancs salariés enregistre un gain appréciable. À l'instar de leurs compatriotes, ils immigrèrent avec peu de capitaux mais ils

⁵Nous avons retracé les antécédents socioprofessionnels de 46% (75 sur 167) des individus formant le corpus extrait du recensement dans les cinq annuaires de la décennie précédente: 11 individus ont été retracés dans l'annuaire de 1873, 24 dans l'annuaire de 1874, 19 dans celui de 1876 et, finalement, 21 dans celui de 1878.

⁶Tous les médecins qui figurent au recensement de 1880 sont venus du Québec.

⁷En effet, parmi les persistants de plus de vingt ans (N:316), près de la moitié (N: 150) figurent dans ce groupe de privilégiés. Ce sous-groupe, ou ce noyau dur, est constitué d'une centaine de commerçants tels épiciers, boulangers, barbiers, entrepreneurs de pompes funèbres, ainsi qu'une trentaine d'artisans dont selliers, tailleurs, maréchal-ferrants et typographes.

réussirent à accumuler quelques économies après plusieurs années de résidence aux États-Unis, illustrant, par le fait même, l'importance grandissante du contexte américain dans la formation d'une petite-bourgeoisie au tournant du XXe siècle.⁸

Le fait qu'on ne retrace rétroactivement que 46% des individus compulsés au recensement de 1880 dans tous les annuaires publiés dans la décennie précédente et 23% de ceux compulsés au recensement de l'année 1900 dans le guide de 1888, atteste, somme toute, de deux phénomènes concurrents. D'une part, mobilité géographique et mobilité démographique caractérisent la communauté franco-américaine, à tout le moins jusqu'au tournant du siècle. Les oiseaux de passage sont tellement nombreux qu'il est rare de retracer un individu sur dix ans ou plus. Par ailleurs, nous sommes en présence d'une petite-bourgeoisie très fragile qui a peine à maintenir ses acquis. Le taux de persistance décennale moyen s'élève à 31%, de sorte que les corpus se renouvellent à 70% d'un recensement à l'autre. S'ils sont nombreux à venir tenter leur chance à Fall River, ils sont tout aussi nombreux à quitter la ville après certains déboires financiers; repartent-ils au Canada, se déplacent-ils vers une autre ville de la Nouvelle-Angleterre? Qu'en est-il de ceux qui persistent, tant sur le plan social que géographique?

Sur le plan de la persistance socioprofessionnelle, l'une des tendances significatives qui se dégage tient au fait que les corpus constitués des persistants de moyenne et de longue durées se recourent.⁹ Les statistiques révèlent par ailleurs que les fluctuations sont plus importantes au niveau de la persistance à moyen terme (décennale) que celle à long terme (de plus de 20 ans), illustrant l'impact du flot migratoire et du marché de l'immigration sur la persistance socioprofessionnelle. Alors que les années 1870 voient des milliers de Canadiens arriver à Fall River, très peu de pionniers réussiront à persister au-delà de 1880. Malgré quelques

⁸Du corpus extrait du recensement de 1900 (n: 1353), nous avons retracé 23% d'entre eux dans le guide d'adresses de 1888. De ce nombre, 31% (96) exerçaient un emploi de col bleu, 6% (20) comptaient parmi les cols blancs salariés et sont devenus commerçants entre-temps; 63% (198) exercent la même occupation ou ont connu une mobilité horizontale.

⁹En effet, parmi les 37 persistants retracés entre 1880 et 1900, 54% (N: 20) réapparaissent dans l'annuaire franco-américain de 1909. Du groupe de persistants des années 1888-1909, 48% (N: 64) réapparaissent au recensement de 1920.

crises économiques cycliques survenues durant les années 1880 et 1890, ces décennies verront la formation d'une petite-bourgeoisie qui bénéficiera d'un flot migratoire plus ou moins constant.¹⁰ Lorsque l'immigration baissera considérablement durant les deux premières décennies du XXe siècle, le taux de persistance socioprofessionnelle chutera également. La récession sévère de 1904 et le long conflit de travail l'année suivante ne feront que renforcer cette tendance à la baisse.

Le taux de persistance socioprofessionnelle pour les années 1880-1900 eu égard aux catégories d'emploi retenu ne dépasse pas 23%, le plus faible étant celui des professionnels. Cette constatation renforce l'hypothèse à l'effet que ces derniers retournent au Canada en plus grande proportion que les gens d'affaires. La situation changera radicalement pour l'autre tranche de persistance à moyen terme. Entre 1900 et 1920, le taux de persistance des professionnels s'élève à 41%.¹¹ Choisissent-ils de rester aux États-Unis parce qu'ils entrevoient de meilleures possibilités de revenus qu'au Canada ou subissent-ils les contre-coups d'un encombrement cyclique du monde professionnel dans leur pays d'origine? Chose certaine, la persistance géographique des professionnels se conjugue à une persistance socioprofessionnelle puisque leur statut social est, en un sens, moins précaire que celui des gens d'affaires. En effet, ces derniers restent plus vulnérables lorsque surviennent les années de crise économique, les baisses de salaires ou les conflits de travail dans l'industrie locale du textile. On constate un impact direct sur la classe commerçante par la diminution du nombre d'entreprises figurant aux catalogues Bradstreet.¹²

On a vu que le taux de persistance socioprofessionnelle demeura faible pour la période couverte par cette étude (1870-1920), de sorte que nos corpus se renouvellent dans une

¹⁰Durant toute la période couverte par cette étude, ces crises cycliques surviennent à quatre moments: en 1873-1879, 1882-1885, 1888-1891 et 1894-1896. Roby, *op. cit.*, p. 72.

¹¹Parmi ce groupe de professionnels, deux individus seulement appartiennent à la deuxième génération.

¹²Alors qu'il y a 32 commerçants cotés en janvier 1880, il n'y en plus que 22 en 1885 pour terminer la décennie à la hausse avec 42 entrées. En janvier 1900, 120 commerçants figurent au registre; cinq ans plus tard il n'en reste que 93, soit une baisse de 23 % alors que la tendance était à la hausse depuis 1890.

proportion de plus de 50% d'une décennie à l'autre. Or, cette réalité n'entraîne pas pour autant un renouvellement perpétuel de la petite-bourgeoisie et de l'élite franco-américaine. La situation est tout autre. En effet, nous avons entrevu la formation d'un noyau dur au sein de la petite-bourgeoisie, et ce, dès la fin de la décennie de 1870. Ceux qui immigrèrent dans les années 1870 et 1880 constituèrent le noyau dur de cette classe sociale.¹³ Ils seront appelés à jouer un rôle de premier plan dans la mise sur pieds des institutions et la vie politique locale. À ce titre, ceux qui persistèrent se distinguèrent non seulement de l'ensemble de leurs compatriotes mais de l'ensemble des membres de la petite-bourgeoisie de Fall River. Cette élite regroupait principalement des commerçants et des artisans issus du contexte post-migratoire. Quelques professionnels, médecins ou dentistes, pour la plupart, et une dizaine de cols blancs salariés, (journalistes et enseignants) s'ajoutaient à ce sous-ensemble. Plus outillés et mieux préparés à intégrer l'économie capitaliste de par leurs antécédents pré-migratoires, environ le tiers des persistants à long terme échappèrent complètement à la prolétarisation temporaire ou au travail clérical salarié. Il est donc juste d'affirmer que la structure sociale du Canada fut appelée à jouer un rôle initiateur dans la formation d'une petite-bourgeoisie franco-américaine. Ces pionniers prirent racine à Fall River et améliorèrent leur condition économique au terme d'une longue période de résidence. Leur niveau de charge fiscale municipale ainsi que le type d'accommodation résidentielle tendent à confirmer cette hypothèse.

À l'hypothèse d'une régénération des élites franco-américaines, que nous nous proposons de vérifier au seuil de notre étude, il est sans doute plus à propos de parler d'une consolidation de cette élite. Nous présumons également qu'il y a sans doute dans ce phénomène un élément d'explication au rayonnement de Fall River à l'échelle de toute la communauté franco-américaine et à la survivance du fait français en Nouvelle-Angleterre. Chevauchement entre persistance à moyen et long terme, prédominance de la première génération, vieillissement

¹³En effet, 65% des 275 persistants à long terme (du corpus de 316) de la première génération arrivèrent aux États-Unis avant 1888. Même si la période couvrant les années 1888-1900 correspond à la tranche intercensitaire la plus longue (12 ans au lieu de 10), elle connaît le meilleur taux de persistance décennale, soit 43%. En fait, le corpus de 1888 connaît les meilleurs taux de persistance à moyen et à long terme, alors que celui constitué au recensement de 1880 atteint le deuxième rang à cet égard. Parmi le groupe de 316 persistants de 20 ans et plus, 52% (N: 162) font partis du corpus de 1888; ils ont donc accédé à la petite-bourgeoisie avant 1888.

relatif, sont autant d'indices que le noyau dur de la petite-bourgeoisie, et, par conséquent, de l'élite franco-américaine, prit racine aux États-Unis durant les années 1870. En fait, ceux qui ont migré avant 1885, occupèrent le haut du pavé et purent compter sur des bases financières plus solides que la plupart de leurs compatriotes. Parmi le groupe de persistants de longue durée, constitué de plus de trois cents individus, 44% ont immigré pour la première fois avant 1880. Les personnages figurant aux premières pages de la littérature nationale appartiennent à ce sous-ensemble: Hugo Dubuque, Pierre Péloquin, les frères Alexandre et Adélarde Perron, Charles DeGagné, Alfred Plante, les frères Janson et le Dr J.-B. Chagnon ont leur mention dans le registre des persistants à long terme. Ils participent tous, à divers degrés, à la fondation des sociétés nationales et des sociétés mutuelles; on les retrouve aux avant-postes du mouvement de revendication auprès du clergé irlandais; quelques-uns mettent sur pied des journaux francophones, d'autres entreprennent d'intégrer les sphères de "sociabilisation" instituées et fréquentées par les Américains de souche ou par les élites des autres communautés ethniques.

Par ailleurs, plusieurs commerçants prospères, lesquels sont généralement plus discrets sur la scène publique, comptent au nombre des persistants à long terme. Leur condition économique est plus favorable que la moyenne de la petite-bourgeoisie, que ce soit sur le plan de la valeur de leurs propriétés immobilières ou du niveau de leur cote de crédit. Mais cette hiérarchie relevée sur le plan des ressources matérielles ne s'arrime pas à la hiérarchie sociale perceptible à même une littérature nationale toujours élogieuse envers les chantres de la "survivance". Des personnages tels Jean-Baptiste Huard et Edmond Côté ne jouissent pas du même rayonnement que l'avocat Hugo Dubuque (du moins pour la période considérée), qui détient un pouvoir économique en-deçà de ses compatriotes commerçants. Ce dernier jouit d'une position sociale privilégiée, et ce, autant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la communauté. Dubuque détient un rayonnement d'influence inégalé par aucun de ses compatriotes. En fait, il semble juste d'affirmer que les élites de la petite-bourgeoisie d'affaires ne figurent pas au panthéon des élites de la survivance au même titre que les professionnels. Peut-on en déduire qu'ils empruntent d'autres avenues identitaires ou serait-ce plutôt qu'ils adoptent une attitude plus passive sur la question de la survivance?

Aux premiers travaux qui se sont intéressés aux élites sous l'angle des discours et des actions articulant le projet collectif de la survivance, cette thèse a démontré qu'il serait souhaitable de s'intéresser davantage aux pratiques individuelles traduisant les préoccupations de promotion sociale des immigrants canadiens-français. Mais d'autres entreprises similaires devront s'ajouter à notre recherche empirique afin de pouvoir établir la genèse de la petite-bourgeoisie franco-américaine. Il serait sans doute opportun d'en retracer le cheminement dans plusieurs centres urbains différenciés, présentant des profils démographiques hétérogènes et n'offrant pas les mêmes opportunités d'avancement.¹⁴ Il y aurait lieu d'inventorier plus systématiquement les activités extra-professionnelles des petits-bourgeois afin de comprendre l'articulation des réseaux d'intérêts.

Sur le plan du mouvement associatif, il conviendrait sans doute d'établir avec précision le membership et le champ d'action des diverses associations qui ont existé. Cette perspective serait d'autant plus révélatrice qu'une proportion significative de la petite-bourgeoisie joignit diverses sociétés américaines, plus ou moins tolérées par la hiérarchie catholique, quand elles ne n'étaient pas carrément condamnées. Il faudrait également s'attarder davantage aux luttes politiques afin d'offrir une meilleure compréhension des enjeux qui ont suscité leur implication sur la scène politique locale. Nous pourrions mettre à jour les jeux d'alliance qui se sont contractés avec les élites issues des autres minorités ethniques, notamment celles de la communauté irlandaise, afin de briser l'ascendance des Américains de souche dans la direction des affaires publiques. Ces enquêtes nous dévoileraient sans doute divers modes d'insertion à la société américaine et révéleraient les points de jonction entre la société d'accueil et la communauté ethnique. Elles élucideraient les stratégies de promotion sociale et de processus identitaires multiples. Nous présumons qu'il serait possible d'observer des changements attribuables au renouvellement des générations, aux différences d'ordre occupationnel ou

¹⁴Représentant à peine 10% de la population des six États de la Nouvelle-Angleterre en 1900, les observateurs soulignent d'étonnantes variations régionales et locales quant à la distribution géographique des Canadiens français. S'ils ne représentent qu'une faible portion de la population totale dans la partie sud de cette région, où ils sont majoritairement regroupés, ils ne forment qu'environ un sixième de la population d'origine étrangère. Dans les villes moyennes de 25 000 à 100 000 habitants, situées à proximité de Boston, ils sont parfois majoritaires. Les Canadiens français de Woonsocket (Rhode Island), une ville située à quelques kilomètres de Fall River, comptent pour 60% de la population en 1900, alors qu'ils ne représentent que 30% des citoyens de Fall River à pareille date. Voir Roby, *op. cit.*, p. 61-62.

migratoire qui sous-tendent d'autres ambitions individuelles ou collectives, menant à d'autres "formes de leadership pratiquées par les élites franco-américaines".¹⁵ Il serait dès lors possible de reconstruire une histoire de la franco-américanie qui emprunte un axe de développement qui ne soit pas assujéti à l'obsédante problématique de la survivance. Bien que notre étude explore sommairement ces problématiques de la dynamique sociale franco-américaine, elle a fait état d'une diversité idéologique au sein de son élite. Plus significatif encore, les dissensions qui en résultent se manifestent au stade primitif de sa genèse. Si le clergé visa à subordonner la petite-bourgeoisie afin de recréer la patrie perdue,¹⁶ on a vu que les élites laïques ne faisaient pas toujours front commun pour s'opposer aux décisions de l'épiscopat irlando-américain et pour se porter, coûte que coûte, à la défense d'une vision nationaliste du projet collectif.

Puisque la recherche de meilleures conditions de vie s'inscrit au coeur même de l'expérience migratoire, il est désormais inconcevable d'expliquer la migration en masse des Canadiens français vers les États-Unis sans tenir compte de la problématique de la mobilité sociale à la source cette mobilité géographique. Entre "l'émigration de la misère et de la faim"¹⁷ et *l'eldorado* mythique, partir pour les "États" s'avéra une stratégie de survie ainsi qu'une entreprise logée à l'enseigne de la promotion sociale pour un segment de la petite-bourgeoisie canadienne-française. Ni prolétaires, ni bourgeois, ils furent nombreux à s'orienter vers les centres urbains de la Nouvelle-Angleterre dans le but d'y faire souche. Ces immigrants se sont taillés une place à la mesure de leurs talents et de leurs ambitions, au gré des opportunités économiques engendrées par une économie industrielle en pleine expansion.

¹⁵Bruno Ramirez, "Émigration et Franco-Américanie", Le Québec et les francophones de la Nouvelle-Angleterre, sous la direction de Dean Louder, Québec, P.U.L., CEFAN, (Coll. "Culture française d'Amérique"), 1991, p. 6.

¹⁶Voir Bruno Ramirez, On the Move. French-Canadian and Italian Migrants in the North Atlantic Economy, 1860-1914, Toronto, McClelland & Stewart, 1991, ("The Canadian Social History Series"), p. 86.

¹⁷Honoré Beaugrand, Jeanne la fileuse. Épisode de l'émigration franco-canadienne aux États-Unis, ed. préparée et présentée par Roger Le Moine. Montréal, Fides, 1980 [1878], ("Collection du Nénuphar. Les Meilleurs auteurs canadiens"), p. 205.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I. SOURCES PRIMAIRES

A. Sources manuscrites

Bureau of the Census. 9th Census of the United States, 1870. Population.
10th Census of the United States, 1880. Population.
12th Census of the United States, 1900. Population.
14th Census of the United States, 1920. Population.

R.G. Dun & Co. Collection. Credit ledgers for Fall River, Massachusetts, vol. 13, 14, 15. Baker Library, Harvard University Graduate School of Business Administration.

City of Fall River. Valuation List for the City of Fall River, April 1, 1920.

B. Sources imprimées

i. Journaux:

Fall River Daily Globe

Fall River Daily Herald

Fall River Evening Herald

Le Castor: 23 nov. 1882-27 nov. 1884; 2 fév.-20 mars 1885

L'Indépendant: 27 mars 1885-juillet 1895; 1904-1905

«Documents of Historical Interest to the Catholic Churches of Fall River and the “French Canadians” of this City, excerpted from The Fall River News», Rev. Pierre E. Lachance, 1972. 159 p. (n.p. retranscription d'articles, en partie ou en totalité, couvrant la période du 13 décembre 1869 au 3 juin 1892).

Collection Gabriel-Nadeau, B.N.Q., Journaux Reliés, Journaux Franco-Américains-numéros divers: L'Indépendant, ed. du 50e anniversaire, 51e année, no. 72, Sam-dim, 22-23 Juin, 1935.

ii. Rapports et livres

Assessor's Report: List of Persons Assessed for Pol Tax and List of Female Voters Returned to Registrars. 1888.

BEAUGRAND, Honoré. Jeanne la fileuse. Épisode de l'émigration franco-canadienne aux Etats-Unis. ed. préparée et présentée par Roger Le Moine. Montréal, Fides, 1980 [1878]. 312 p. ("Collection du Nénuphar. Les Meilleurs auteurs canadiens").

BEAUGRAND, Honoré. «Rapport sur la population Canadienne-Francaise de Fall River, Mass., par Honoré Beaugrand, Rédacteur de "L'Echo du Canada", et président de "l'Association Montcalm" de cette ville, en réponse au questionnaire adressé aux présidents et aux membres des Sociétés Nationales Canadiennes des Etats-Unis» [brochure], 6 p. [1875] Collection Baby, Université de Montréal.

Bradstreet's Book of Commercial Ratings of Bankers, Merchants, Manufacturers, etc., in the United States and the Dominion of Canada. New York, The Bradstreet Company: vol. 43, April 1878; vol. 48, January 1880; vol. 64 January 1885; vol. 80, January 1890; vol. 96 July 1895; vol. 128 January 1900; January 1905, January 1910, January 1915, March 1920.

City Documents Inaugural address of [...], mayor of the City of Fall River, City officers, Reports of the City Treasurer, Commissionners on the Sinkings funds, [etc]. Fall River, Mass, Press of J.H. Franklin & Co, 49 Bedford Street: no. 39 (1885), no. 44 (1890), no. 47 (1894), no. 51 (1897), no. 54 (1900), no. 56 (1902), no. 57 (1903-04), no. 59 (1905), no. 61 (1907), no. 63 (1909), no. 65 (1911), no. 67 (1913), no. 69 (1915), no. 70 no. (1916), no. 71 (1917), no. 72 (1918), no. 74 (1920).

The Fall River Directory. 1870-71, 1874, 1876, 1878, 1880, 1882, 1888, 1893, 1900, 1901, 1906-1907, 1910, 1911, 1920. Boston, Sampson & Murdock Co., Fall River, George E. Bamford, Robert Adams.

Le guide canadien-français [ou Almanach des adresses] de Fall River et Notes historiques sur les Canadiens de Fall River. par H.A. Dubuque. Première Edition. Fall River, Edmond-F. Lamoureux, Editeur, 1888. 263 p.

Le guide canadien-français de Fall River, Mass. Contenant un Almanach des Adresses, un Recensement de la population Franco-Canadienne, un Résumé Historique des Paroisses et des Sociétés, une Liste des Contribubles Canadiens et des Impôts, une Liste du Clergé de Langue Française aux Etats-Unis, et les annonces des principaux hommes d'affaires de Fall River, etc. Deuxième Edition. Fall River, Mass.: Société de publication de "L'Indépendant", 1891.

Le Guide français de Fall River, Mass., Contenant l'histoire de la colonie et l'almanach des adresses avec illustrations. Editeurs-propriétaires: L.J. Gagnon & Cie, Imprimeurs, Fall River, Massachusetts, 1909-10. 862 p.

Guide officiel des Franco-Américains 1916, 1922, 1925, 1927, 1929, 1931, 1935, 1938, 1946. Publié par Albert A. Bélanger, Fall River, Mass; Auburn, R.I.; Providence, R.I.

Guide des sociétés canadiennes-françaises de Fall River. Fall River, Mass. Société de Pub. de L'Indépendant, Editeur, 1893. 176 p.

HAMON, E. s.j. Les Canadiens-Français de la Nouvelle-Angleterre. Québec, N.S. Hardy, Libraire-Editeur, 1891. 483 p.

PHILLIPPS, Arthur S. The Phillips History of Fall River. 3 vol. Fall River, Dover Press, 1946 [1941] 202 p.

WRIGHT, Carroll D. The Canadian French in New England. [From the Thirteenth Annual Report of the Massachusetts Bureau of Statistics of Labor.] Boston, Rand, Avery, & Co., Printers of the Commonwealth, 1882. 92 p.

iii. Cartes

Sanborn Fire Insurance Co. Maps
BAILEY, O.H. & J.C. BLAZEN, «City of Fall River, Mass.», Boston, 1877. rééditée par la Fall River Historical Society, 1983.

II. **OUVRAGES DE RÉFÉRENCE**

A Dictionary of Secret and Other Societies. Comprising Masonic Rites, Lodges, and Clubs; Concordant, Clandestine, and Spurious Masonic Bodies; Non-Masonic Organizations to Which Only Freemasons are Admitted; Mystical and Occult Societies; Fraternal, Benevolent and Beneficiary Societies; Political, Patriotic, and Civic Brotherhoods; Greek Letter Fraternities and Sororities; Military and Ancestral Orders; Revolutionary Brotherhoods, and many Other Organizations. Compiled by Arthur PREUS, editor of the Fortnightly Review St. Louis, Mo. St. Louis, B. Herder Book Co., 1924. 543 p.

AXELROD, Alan. The International Encyclopedia of Secret Societies and Fraternal Orders. New York, Facts On File, Inc., 1996. 287 p.

BUREAU OF THE CENSUS. Department of Commerce. Fourteenth Census of the United States Taken in the year 1920. Vol. I. Population 1920. Number and Distribution of Inhabitants. Washington, D.C., Government Printing Office, 1921.

vol. II. Population. General Report and Analytical Tables. 1922.

vol. III. Population. Composition and Characteristics of the Population by States. 1922.

vol. IV. Population. Occupations. 1924.

BURGIERE, André, sous la dir. de. Dictionnaire des sciences historiques. Paris, PUF, 1986, 546 p.

MORGAN, Henry J. ed. Canadian Men & Women of the Time. A Hand-book of Canadian Biography of Living Characters, 2nd ed. Toronto, William Briggs, 1912. 1218 p.

Le Petit Robert 1. Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française. Rédaction dirigée par A. Rey et J. Rey-Debove, Paris, Le Robert, Nouvelle édition revue, corrigée et mise à jour, 1982 [1967].

RITTER, Harry. Dictionary of Concepts in History. New York, Greenwood Press, 1986. 490 p. («Reference Sources for the Social Sciences and Humanities» number 3).

THERNSTROM, Stephan, ed. Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups. Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1980. 1076 p.

TRUESDELL, Leon Edgar. The Canadian Born in the United States. An Analysis of the Canadian Element in the Population of the United States, 1850 to 1930. New Haven, Yale University Press, 1943. («The Relations of Canada and the U.S. for The Carnegie Endowment for International Peace: Division of Economics and History»).

WARNING, George E. Jr. Department of the Interior Census Office. Report on the Social Statistics of Cities, Part 1. The New England and the Middle States. Washington, Government Printing Office, 1886 [1970], Arno press, 1970. («The Rise of Urban America»).

III. ÉTUDES

A. Bibliographie, historiographie et méthodologie

i) Livres

AMERICAN SOCIAL HISTORY PROJECT. Who Built America? Working People & the Nation's Economy, Politics, Culture & Society. Vol. Two. From the Guilded Age to the Present. New York, Pantheon Books, 1992. 723 p.

BEAUD, Michel. Histoire du capitalisme, de 1500 à nos jours. Paris, Seuil, ("Collection Point, Économie, E 18"), 1981. 357 p.

BLEDSTEIN, Burton. The Culture of Professionalism: The Middle Class and the Development of Higher Education in America. New York, Norton, 1976. 354 p.

BLUMIN, Stuart M. The Emergence of the Middle Class. Social Experience in the American City, 1760-1900. New York, Cambridge University Press, 1989. 434 p. («Interdisciplinary Perspectives on Modern History»).

BODNAR, John. The Transplanted. A History of Immigrants in America. Bloomington, Indiana University Press, 1985. 294 p.

BOYER, Paul S. Urban Masses and Moral Order in America: 1820-1920. Cambridge, Harvard University Press, 1978. 387 p.

CHUDACOFF, Howard P. Mobile Americans: Residential and Social Mobility in Omaha, 1880-1920. New York, Oxford University Press, 1972. 195 p.

CUMBLER, John T. Working-Class Community in Industrial America: Work, Leisure and Struggle in Two Industrial Cities, 1880-1930. Westport, Conn., Greenwood Press, 1979. 283 p.

DEGLER, Carl, et. al., Histoire des États-Unis. La pratique de la démocratie. Paris, Économica, 1980. 680 p.

DOLAN, Jay P. The American Catholic Experience. A Study from Colonial Times to the Present. Garden City, N.Y., Doubleday and Co., 1985. 504 p.

DOTY, C. Stewart. The First Franco-Americans. New England Life Histories from the Federal Writers' Project, 1938-1939. Orono, University of Maine at Orono Press, 1985. 163 p.

FLOUD, Roderick. An Introduction to Quantitative Methods for Historians. 2nd rev. ed. London, Methuen, 1979 [1973]. 237 p.

FRENETTE, Yves et Sylvie BEAUDREAU. «Historiographie et identité collective en Amérique française, le cas des élites francophones de la Nouvelle-Angleterre, 1872-1991», document manuscrit. 28 p.

GALARNEAU, Claude. Les collèges classiques au Canada français (1620-1970). Montréal, Fides, 287 p. (Coll. "Bibliothèque canadienne-française, Histoire et Documents")

GERSTLE, Gary. Working-Class Americanism. The Politics of Labor in a Textile City, 1914-1960. New York, Cambridge University Press, 1991 [1989]. 356 p. («Interdisciplinary Perspectives on Modern History»).

GILKESON Jr., John S. Middle-class Providence, 1820-1940. Princeton, Princeton University Press, 1986. 380 p.

GOULDNER, Alvin W., ed. Studies in Leadership. Leadership and Democratic Action. New York, Russell & Russell, 1965 [1950]. 736 p.

GREENE, Victor. American Immigrant Leaders, 1800-1910. Marginality and Identity. Baltimore, The John Hopkins University Press, 1987. 181 p.

GREENE, Victor. «The Role of Ethnic Leaders - Swedes, Poles, Italians, and Jews», in Melvin G. Holli & Petrer d'A. Jones, ed. The Ethnic Frontier: Essays in the History of Group Survival in Chicago and the Midwest. Grand Rapid, William B. Erdmans Publishing Co., 1977, p. 143-175.

HIGHAM, John. Ethnic Leadership in America. Baltimore, The John Hopkins University Press, 1978. 214 p.

HIGHAM, John. «Leadership», in Politics of Ethnicity, Stephen Thernstrom, ed. Cambridge, Belknap, 1980. («Dimensions of Ethnicity»). p. 69-92.

JARAUSH, Konrad H. and Kenneth A. HARDY. Quantitative Methods for Historians. A Guide to Research, Datas, ans Statistics. Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1991. 247 p.

JOHNSON, Paul E. A Shopkeeper's Millennium: Society and Revivals in Rochester, New York, 1815-1837. New York, Hill And Wang, 1978. 210 p.

KESNER, Thomas. The Golden Door: Italian and Jewish Immigrant Mobility in New York City, 1880-1915. New York, Oxford University Press, 1977.

KESTEMAN, Jean-Pierre. "Le comportement associatif dans une ville biculturelle: Sherbrooke, 1850-1920", dans De la sociabilité. Spécificité et mutation, (Actes de colloque du CREQ de Université de Trois-Rivières, 22-23 septembre 1988), sous la dir. de Roger Levasseur. s.l., Boréal, 1990. 348 p.

KNIGHTS, Peter. The Plain People of Boston, 1830-1860: A Study in City Growth. New York, Oxford University Press, 1971. 204 p.

LAMPHERE, Louise. From Working Daughters to Working Mothers. Immigrant Women in a New England Industrial Community. Ithaca, New York, Cornell University Press, 1987. 390 p. («The Anthropology of Contemporary Issues»).

LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT. Histoire du Québec contemporain, vol. 1: De la Confédération à la crise. Montréal, Boréal Express, 1979. 660 p.

MILLER, Kirby A. «Class, Culture and Immigrant Group Identity in the United States: The Case of Irish-American Ethnicity», in Immigration Reconsidered. History, Sociology, and Politics, Virginia Yans-McLaughlin, ed., New York, Oxford University Press, 1990, p. 96-129.

MYRDAL, Gunnar. An American Dilemma. The Negro Problem and Modern Democracy. New York, Harper & Row, 1962. 1483 p.

NORRIS, James D. R.G. Dun & Co. 1841-1900. The Development of Credit-Reporting in the Nineteenth Century. Westport, (Conn), Greenwood Press, 1978. 206 p. («Contributions in Economics and Economic History, Number 20»).

PETRIN, Ronlad. French-Canadians in Massachusetts Politics, 1885-1915. Ethnicity and Political Pragmatism. Philadelphia, The Bach Institute Press, 1990. 234 p.

RAMIREZ, Bruno. «Émigration et Franco-Américanie», Le Québec et les francophones de la Nouvelle-Angleterre, sous la dir. Dean Louder, Québec, P.U.L., CEFAN, 1991. (Coll. «Culture française d'Amérique»). p. 3-12.

RAMIREZ, Bruno. On the Move. French-Canadian and Italian Migrants in the North Atlantic Economy, 1860-1914. Toronto, McClelland & Stewart, 1991. 172 p. («The Canadian Social History Series»).

RINGER, Benjamin B. & Elinor R. LAWLESS. Race-Ethnicity and Society. New York, Routledge, 1989. 239 p.

ROBY, Yves. Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1776-1930. Sillery, Québec, Editions du Septentrion, 1990. 434 p.

ROCHER, Guy. Introduction à la sociologie générale. Tome 3. Montréal, H.M.H., 1971. (Coll. «Regards sur la société québécoise»). 562 p.

ROUILLARD, Jacques. Ah les États! Les travailleurs canadiens-français dans l'industrie de la Nouvelle-Angleterre d'après le témoignage des derniers migrants. Montréal, Boréal Express, 1985. 155 p. (Coll. "Histoire et sociétés").

ROSENZWEIG, Roy. Eight Hours for What We Will. Workers & Leisure in an Industrial City, 1870-1920. New York, Cambridge University Press, 1983. 304 p. («Interdisciplinary Perspectives on Modern History»).

RYAN, Mary P. Cradle of the Middle Class. The Family in Oneida County, New York, 1790-1865. Cambridge, Cambridge University Press, 1981. 321 p. («Interdisciplinary Perspectives on Modern History»).

SENNETT, Richard. Families Against the City. Middle Class Homes of Industrial Chicago, 1872-1890. New York, Vintage Books, 1974 [1970], ("Urban Sociology", V-89).

STEINBERG, Stephen. The Ethnic Myth. Race, Ethnicity, and Class in America. With a New Epilogue by the Author. Boston, Beacon Press, 1989 [1981]. 317 p.

THERNSTROM, Stephan. The Other Bostonians: Poverty and Progress in American Metropolis, 1880-1970. Cambridge, Harvard University Press, 1973. 345 p.

THERNSTROM, Stephan. Poverty and Progress: Social Mobility in a Nineteenth-Century City. Cambridge, Harvard University Press, 1964. 286 p.

TOLL, William. The Making of an Ethnic Middle Class: Portland Jewry Over Four Generations. Albany, SUNY Press, 1982. 242 p.

TRUESDELL, Leon Edgar. The Canadian Born in the United States. An Analysis of the Canadian Element in the Population of the United States, 1850 to 1930. New Haven, Yale University Press, 1943. 263 p. («The Relations of Canada and the U.S. for The Carnegie Endowment for International Peace: Division of Economics and History»).

WEIL, François. Les Franco-Américains, 1860-1980. Paris, Belin, 1989. 251 p. (Coll. "Modernités, XIXe et XXe s.").

WIEBE, Robert H. The Search for Order, 1877-1920. New York, Hill and Wang, 1967. 333 p. («The Making of America. American Century Series»).

ZUNZ, Olivier. The Changing Face of Inequality: Urbanization, Industrial Development, and Immigrants in Detroit, 1880-1920. Chicago, University of Chicago Press, 1982. 481 p.

ZUNZ, Olivier. Making America Corporate, 1870-1920. Chicago, University of Chicago Press, 1990. 267 p.

ii) Articles

BERSTEIN, Serge. "Les classes moyennes devant l'histoire", Vingtième siècle. Revue d'histoire. No. 37 (Janvier-Mars 1993), p. 3-13.

BOUCHARD, Gérard et Christian POUYEZ. "Les catégories socio-professionnelles: une nouvelle grille de classement", Labour/Le Travail. 15 (Spring 1985), p. 145-163.

BOUCHARD, Gérard, et al. "Les notables du Saguenay au 20e siècle à travers deux corpus biographiques", Revue d'Histoire de l'Amérique française. 39,1 (été 1985), p. 3-24.

BOUVIER, Leon F. "La stratification sociale du groupe ethnique canadien-français aux Etats-Unis", Recherches Sociographiques. vol. 5, sept.-déc. 1964, p. 371-379.

CONZEN, Kathleen Neils. «Immigrants, Immigrant Neighborhoods and Ethnic Identity: Historical Issues», Journal of American History. 66 (December 1979), p. 603-615.

FRENETTE, Yves. "Vie paroissiale et antagonisme culturels: les Dominicains à Lewiston (1881-1906)", dans Claire Quintal, dir., Religion catholique et appartenance franco-américaine. Worcester, Institut français Assumption College, 1993, p. 25-35.

HAMMACK, David C., «Problems in the Historical Study of Power in the Cities and Towns of the United States, 1800-1960», American Historical Review. 83, 2 (April 1978), p. 323-349.

HERSHBERG, Theodore et al., «Occupation and Ethnicity in Five Nineteenth-Century Cities: A Collaborative Inquiry», Historical Methods Newsletter. 7 (June 1974), p. 174-216.

KATZ, Michael. «The Entrepreneurial Class in a Canadian City: the Mid-nineteenth Century», Journal of Social History. 8 (winter 1975).

LANTHIER, Pierre et Normand BROUILLETTE. "De la campagne à la ville: formation de la petite bourgeoisie à Shawinigan de 1898 à 1930", dans Gérard Bouchard et Joseph Goy, Famille et société rurale en contexte d'urbanisation (17e-20e siècle). Actes du colloque d'histoire comparée Québec-France, tenu à Montréal, en février 1990. Centre interuniversitaire SOREP. École des hautes études en sciences sociales. Chicoutimi-Paris, p. 139-151.

LINTEAU, Paul-André. "Quelques réflexions autour de la bourgeoisie québécoise, 1850-1914", Revue d'Histoire de l'Amérique française. vol. 30, no. (Juin 1976), p. 55-66.

MADISON, James H. «The Evolution of Commercial Credit Reporting Agencies in Nineteenth-Century America», Business History Review. vol. XLVIII, no. 2 (summer 1974), p. 164-186.

MAYER, Arno J. «The Lower Middle Class as Historical Problem», Journal of Modern History. vol. 47, no. 3 (Sept. 1975), p. 409-436.

NAHIRNY, Vladimir C. and Joshua A. FISHMAN. «American Immigrant Groups: Ethnic Identification and the Problem of Generations», The Sociological Review. vol. 13, no. 3 (nov. 1965), p. 311-326.

PAQUET, Martin et Érick DUCHESNE. "Étude de la complexité d'un événement: les responsables politiques québécois et les immigrants illégaux haïtiens, 1972-1974", Revue d'Histoire de l'Amérique Française. vol 50 , no. 2, p. 173-200.

PETRIN, Ronald A. «Culture, Community, and Politics: French-Canadians in Massachusetts, 1885-1915», in Claire Quintal, ed., The Little Canadas of New England. Worcester, French Institute/Assumption College, 1983, 66-83.

STEARNS, Peter N. «The Middle Class: Toward a Precise Definition», Comparatives Studies in Society and History. 21 (1979), p. 377-396.

SYLVIA JR., Philip T. «Neighbors from the North: French-Canadian Immigrants vs. Trade Unions in Fall River, Massachusetts», in Claire Quintal, ed., The Little Canadas of New England. Worcester, French Institute/Assumption College, 1983, p. 44-64.

B. Thèses non-publiées

ANCTIL, Pierre. «Aspects of Class Ideology in a New England Minority: The Franco-Americans of Woonsocket, Rhode Island. (1865-1929)». Ph.D. thesis. New School for Social Research, 1980. 340 p.

CHEVALIER, Sister Florence Marie, S.S.A. «The Role of French National Societies in the Socio-Cultural Evolution of the Franco-Americans of New England from 1860 to the Present: An Analytical Macro-Sociological Case Study in Ethnic Integration Based on Current Social System Models». Ph.D. thesis, The Catholic University of America, 1972.

COELHO, Anthony. «A Row of Nationalities: Life in a Working Class Community: the Irish, English, and French Canadians of Fall River, Massachusetts, 1850-1890». Ph.D. thesis, Brown University, 1980. 305 p.

EARLY, Frances H. «French-Canadian Beginnings in an American Community: Lowell, Massachusetts, 1868-1886». Ph.D. thesis, Concordia University, 1979. 282 p.

FRENETTE, Yves. "La genèse d'une communauté canadienne-française en Nouvelle-Angleterre: Lewiston, Maine, 1800-1880". Université Laval, thèse de Ph.D., 1988. 392 p.

GARFF, Dennis Royal. «Heirs of New France: An Ethnic Minority in Search of Security. A Study of Canadien Society & Politics in Late Nineteenth Century New England and Quebec Province». Ph.D. thesis, Fletcher School of Law and Diplomacy, 1970. 279 p.

HAEBLER, Peter. «Habitants in Holyoke: the Development of the French-Canadian Community in a Massachusetts City, 1865-1910». University of New Hampshire, Ph.D. thesis, 1976. 337 p.

SYLVIA, Philip T. jr. «The Spindle City: Labor, Politics, and Religion in Fall River, Massachusetts, 1870-1905». Ph.D. thesis, Fordham University, 1973. 896 p.

TACHEREAU, Sylvie. «Les petits commerçants de l'alimentation et les milieux populaires montréalais, 1920-1940». Université du Québec à Montréal, thèse de Ph.D., 1992.

IV. AUTRES

AMERICAN HISTORY WORKSHOP. The Fall River Sourcebook. A Documentary History of Fall River, Massachusetts In Two Volumes. Vol. 1. Boston, 1981. ouvrage n.p.

BEARSE, Ray, ed. Massachusetts. A Guide to the Pilgrim State. 2nd ed, rev. & enl., Boston, Houghton, Mifflin and Co., 1971. («The New American Guide Series»).

BELISLE, Alexandre. Livre d'or des Fanco-Américains de Worcester, Massachusetts. Worcester, Imp. par la compagnie de publication Belisle, 1920.

CHARTIER, Armand. Histoire des Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1775-1990. Québec, Septentrion, 1991. 436 p.

Fall River Public Libray. Fall River Drawer. Bio's.

History of the Ladies' Benevolent Society of the First Congregational Church, Fall River, Massachusetts, 1904. Fall River, Press of J.H. Franklin & Co., 1904. 168 p.

Immigrant Odyssey. A French-Canadian Habitant in New England. A Bilingual Edition of «Histoire d'un enfant pauvre» by Félix Albert. Introduction by Frances H. Early, translation by Arthur L. Eno, Jr., The University of Maine Press, 1991. 178 p.

Le Rosaire. La Revue du Foyer Chrétien. Juin-Juillet-Août 1969, Nos 843-844. (Brochure), 53 p.

SENÉCAL, Joseph-André, dir. The Franco-American Bibliographic File Project. Newspapers and Periodicals. A Preliminary Checklist. CREFANE, Canadian Studies Program College of Arts & Sciences, The University of Vermont Burlington, Vermont. 1995. 467 p. (ouvrage non publié).

RUMILLY, Robert. Histoire des Franco-Américains. Montréal, (s.é.), 1958. 522 p.

ANNEXES

A. DÉPOUILLEMENT DU RECENSEMENT FÉDÉRAL OFFICIEL DE 1870

Structure occupationnelle de la petite-bourgeoisie franco-américaine
de Fall River

PROFESSIONNELS:	0
COMMERÇANTS:	2 (11,1%)
ARTISANS:	13 (72,2%)
<u>COLS BLANCS:</u>	<u>3 (16,7%)</u>
GRAND TOTAL:	18

OCCUPATIONS COMMERCIALES

baker: 1
grocer: 1

OCCUPATIONS ARTISANALES

brick mason: 1
blacksmith: 2
cobbler: 2
carriage maker: 1
horse harness maker: 1
house carpenter: 1
painter: 1
shoe maker: 1
tailor: 1
tailoress: 1
tinsmith: 1

OCCUPATIONS CLÉRIQUES

clerk in store: 3

B. DÉPOUILLEMENT DU RECENSEMENT FÉDÉRAL OFFICIEL DE 1880

Structure occupationnelle de la petite-bourgeoisie franco-américaine
de Fall River

PROFESSIONNELS:	7	(4,2%)
COMMERÇANTS:	74	(44,3%)
ARTISANS:	17	(10,2%)
<u>COLS BLANCS:</u>	<u>69</u>	<u>(41,3%)</u>
GRAND TOTAL:	167	

OCCUPATIONS PROFESSIONNELLES:

physician, doctor: 6
lawyer: 1

OCCUPATIONS COMMERCIALES:

baker (dont 1 retail baker): 13*
boot & shoe store: 1
cartman: 1
dealer (divers produits) in coal: 4
druggist: 1
expressman: 3
fruit store: 1
grocer: 30**
meat market: 1
milk man: 1
peddlers: 9 (variety, soap, vegetable, bread, meat, produce)
photographer: 2
saloon keeper, liquor saloon: 4
undertaker: 1
wine seller: 1
retailer of wood: 1

* 2 sont cotés chez Bradstreet, seraient propriétaires d'un établissement commercial

** 2 sont cotés chez Bradstreet, seraient propriétaires d'un établissement commercial

OCCUPATIONS ARTISANALES:

beltmaker: 1
blacksmith: 2
dressmaker: 7
harnessmaker: 3
huckster: 1
jeweler: 1
tailoress: 1
wheel wright: 1

OCCUPATIONS CLÉRIQUES:

agent, show: 1
barbers: 8
clerk: 53
 at store, in store, dry goods, in grocery, in clothery, in millinery, clothing

ledgeman: 1
policeman: 1
teacher: 2
works in jewelry shop: 1
works in store: 1
works in paint store: 1

N.B. Sur le corpus total, 15 seulement sont cotés chez Bradstreet en 1880 et 27 au total sur différentes années

C. DÉPOUILLEMENT DU RECENSEMENT FÉDÉRAL OFFICIEL DE 1900

Structure occupationnelle de la petite-bourgeoisie franco-américaine de Fall River

PROFESSIONNELS : 42 (3%)
 COMMERÇANTS: 414 (30%)
 ARTISANS: 96 (7%)
 CLÉRIKAUX: 800 (59,4%)
 GRAND TOTAL: 1353

OCCUPATIONS PROFESSIONNELLES

architect: 2
 architect works: 1
 chiropodist: 1
 dentist: 2
 herb doctor: 1
 justice of peace: 1
 lawyer: 4
 oculist & physician: 1
 pharmacist: 1
 physician, doctor: 26
 veterinary surgeon: 2

OCCUPATIONS COMMERCIALES*

F.R. Bleaching (propriétaire d'une blanchisserie): 1
 boarding house: 6
 bottler: 4
 broker: 1
 business (grocery, furniture, undertaker, wood & coal): 6
 butcher: 9
 bycle repair shop: 1
 clothier: 1
 clothing store: 1
 dealer (divers produits): 80
 butter whole, carriage, clothing, coal, furniture, hay & grain, horses, ostrich feathers,
 piano, dry goods, fish, fruit, grocery, hardware, hay, ice, junk, liquor, lumber, meat, milk, music
 & stationer, paper, provisions, shoe, tobacco, wholesale, wood & coal, wood

driver: 2
 druggist: 25
 grocer: 124 (pas nécessairement tous propriétaires du commerce)
 hairdresser: 4
 iceman: 4
 keeper: 34, (saloon, keeps boarders, ledging house keeper, pool room, restaurant, bakery, baker shop, boarding house)
 landlord, landlady: 5
 laundry man: 1
 manager: 2 (shoe store, book store)
 merchant: 7 (hay & grain, shoes, tailor, dry goods, tea)
 milk man: 6
 mover, furniture : 1
 musician: 2
 owner: 5 (grocery store, bakery, dental parlors, wood yard)
 peddler: 19
 photographer: 21
 plumber supply: 1
 proprietor (grocery store, commercial college, newspaper, restaurant, hardware shop, drug store, tea store): 9
 real estate: 1
 runs a wagon: 1
 seller, sells (milk butter, milk): 3
 stone quarry: 1
 storekeeper: 15 (grocery, shoes, tea, dry goods, variety)
 teamster: 1
 undertaker: 10

OCCUPATIONS ARTISANALES*:

blacksmith: 2
 builds & lets boats: 1
 carriage builder: 1
 confectioner: 1
 contractor: 12 (builder, carpenter, mason)
 electrician: 3
 inventor: 1
 jeweller: 5
 maker : 27 (belt maker, harness, saddle, gas, picture frame, wood pattern, cornice, carriage, candy)
 plasterer: 1
 plumber: 6

printer: 8
 repairs sewing machines: 1
 ship carpenter: 1
 tailor: 22
 watchmaker: 4

*Quatre-vingt neuf (89) sont cotés chez Bradstreet en janvier 1900. Le recensement ne distingue pas les employés des propriétaires de commerces.

OCCUPATIONS CLÉRICALES

agent, agt: 71
 (medecine, sewing machine, insurance, life insurance, fire insurance, newspaper, sells corsets, real estate, book, paper, picturer, advertising, coal)
 actor: 1
 artist: 2
 assistant inspector insurance: 1
 bag pucher show: 1
 baker: 95
 barber: 73
 bartender: 44
 boarding mistress: 4
 bookkeeper: 20
 cashier: 4
 clergyman (pasteur protestant): 2
 clerk: 184 (in grocery store, drug store, furniture, dry good, etc.)
 collector: 7
 compound medecine (agent de commerce): 1
 designer: 1
 editor: 2
 horse jockey: 1
 inspector: 2
 instructor, french: 1
 journalist: 2
 letter, mail carrier: 3
 nurse: 2
 organist (à l'église paroissiale): 2
 operator, telegraph: 3
 policeman: 2
 printer: 8
 reporter: 4
 salesman, saleslady, saleswoman: 211
 Salesman: liquor, machine, shoes, beef, clothing, drugg, grocery, beef supply, candy store, dept store, drug store, dry goods, furniture, gent furnishing, hardware, in shop, jewelry,

meat & groceries, meat market, store, shoestore, tea coffee, tea store, wholesale meat, wholesale grocery, wood yard, traveling, wine

saleswoman: dry goods, store, grocery, cloaks, bookstore, in feathers, furniture
saleslady: dry goods, cloak store, bakery

sea captain: 1

ship captain: 1

sheriff: 1

stenographer: 1

superintendent: 2

teacher: 36

works in grocery store, baker shop, in jewelry, in furniture store: 4

D. DÉPOUILLEMENT DU RECENSEMENT FÉDÉRAL OFFICIEL DE 1920

Structure occupationnelle de la petite-bourgeoisie franco-américaine de Fall River (N: 1376)

PROFESSIONNELS:	62 (4,5%)	"own account": 45 "employer": 3
COMMERÇANTS:	436 (32%)	"wage earner": 14 "own account" : 333 "employer" : 97 pas indiqué: 6
ARTISANS:	155 (11,3%)	"own account": 137 "employer": 18
COLS BLANCS:	723 (52,5%)	"own account": 15 "wage earner": 707 <u>pension: 1</u>

N.B. 115 d'entre eux sont cotés par Bradstreet (commerçants et professionnels propriétaires de commerces)

OCCUPATIONS PROFESSIONNELLES ("own account")

chiroprapist: 2
dentist: 7
lawyer: 5
optician: 2
optometrist: 2
pharmacist: 1
physician (20), doctor (8): 25
veterinary surgeon: 1

OCCUPATIONS PROFESSIONNELLES ("employer")

dentist: 1
lawyer: 1
pharmacist: 1

OCCUPATIONS PROFESSIONNELLES ("wage earner")

accountant: 2
 assistant dentist: 1
 clergyman: 1
 dentist: 1
 judge: 1
 optician: 2
 optometrist: 1
 pharmacist: 2
 physician: 3

OCCUPATIONS COMMERCIALES ("own account")

agent (insurance, real estate, auto trucks, auto): 6
 animal remover: 1
 auctioneer: 1
 auto driver: 1
 automobile garage: 1
 baker: 17
 barber: 24
 boarding house, boarders: 5
 butter: 2
 chauffeur (taxi, express truck, transient, express wagon): 9
 clerk (variety store, grocery store, furniture store, store): 9
 cook: 1
 dealer (coal, feather, hay & grain, ice, junk, shoe, wood, newspaper, retail store, auto accessories, milk, liquor, paper, meat, provisions, groceries): 32
 delivers bread: 1
 driver: 4
 druggist: 5
 expressing: 1
 farmer: 4
 furniture mover: 1
 grocer : 21
 keeper boarding house: 5
 laborer drug license: 1
 manager (garage, pool room, vairyety store, retail store, teaming, shoe store, remnants store, picking co., gasoline station): 12
 meat market: 1
 merchant: 26
 musician, music teacher, piano teacher: 10
 owner (retail grocery, bakery, drugstore, boarding house, hardware store, wood yard): 6

peddler (fruit): 6
 photographer: 7
 proprietor (garage, grocery store, auto supplies, candy store, pool room, drug store, boarding house, saloon, express, barber shop, bicycle store, paper shop, electric shop, piano repairs, real estate, rooming house, business alley, taxi cab company, hotel, millinery store, lunch room, taxi cab): 51
 real estate: 5
 repairer (automobile, furniture): 3
 retailer (groceries, liquors): 4
 salesman (13), saleslady (3) : 16
 store keeper: 14
 tea: 2
 teamster : 9
 undertaker: 3
 variety store: 2
 waiter: 1
 wholesaler: 3

OCCUPATIONS COMMERCIALES ("employer")

agent, real estate: 1
 auto dealer: 1
 baker: 2
 barber: 11
 dealer (fruit, beef, ice, groceries, dry goods, automobile, milk): 8
 druggist: 1
 electric plates: 1
 expressing, expressman: 2
 grocer : 11
 manager: 2
 merchant, retail merchant (bread, grocery, dry goods, hay & grain, furniture, milk, news store, pianos, gentes, furnishing, restaurant): 32
 milk man: 2
 own shop: 1
 photographer: 1
 proprietor (divers commerces: grocery, glace co., laundry, livery stable, restaurant, bakery): 15
 retailer (grocery): 2
 salesman, patent: 1
 sheriff: 1
 stable keeper: 1
 superdean, insurance office: 1
 teamster: 1
 undertaker: 1

OCCUPATIONS ARTISANALES ("own account")

blacksmith: 10
bootmaker: 1
carpenter: 13
cobbler: 9
contractor: 8
jeweller: 7
dressmaker: 16
harnessmaker: 1
hatter: 1
machinist: 3
mason: 6
mechanic, garage: 1
milliner: 14
painter: 13
paper hanger: 1
piper maker: 1
plumber, plumbing: 7
printer: 1
roofer: 1
sculptor monument: 1
seamstress - dressmaking: 1
shoemaker: 4
steam fitter- own shop: 1
tailor , merchant: 11
tinsmith: 1
umbrella repairing: 1
vulanizer: 2
wood chopper: 1

OCCUPATIONS ARTISANALES ("employer")

blacksmith: 2
carpenter: 1
cobbler: 1
contractor (mason, building): 2
dressmaker: 2
harnessmaker: 1
machinist: 2
manufacturer: 3 (automobile, cigars, cement blocks)

master plumber: 1
milliner: 1
printer, newspaper: 1
wheelright: 1

OCCUPATIONS CLÉRIQUES ("own account")

nurse: 1
teacher: 14

OCCUPATIONS CLÉRIQUES ("wage earner")

actor: 5
agent: 50
assessor: 1
assistant, insurance: 1
assistant, laboratory: 2
assistant principal: 1
assistant superintendent: 2
assistant undertaker: 2
bookkeeper: 61
broker, cotton: 1
butcher: 1
buyer: 4
captain, Army: 1
cashier: 4
clerk: 136
collector: 6
commercial traveler, salesman: 2
composer: 1
contractor: 1
dealer: 5
draftman, architect: 1
druggist: 9
editor: 2
enumerator, census: 1
foreman: 6
grader, optician shop: 1
grocer: 5
inspector: 6
instructor: 3
jeweller: 1

letter carrier: 2
 lieutenant: 1
 lineman, telegraph co.: 1
 manager: 23
 mechanic, dental: 1
 merchant: 7
 milk man: 1
 musician: 7
 nurse: 12
 officer, US Navy: 1
 officer, attending: 1
 operator, telegraph: 1
 operator, theatre: 1
 patrolman: 2
 photographer: 3
 police officer: 2
 policeman: 7
 pool room keeper: 1
 producer: 2
 publisher: 1
 recruiting officer: 1
 reporter: 4
 retailer, automobile: 1
 salesman (175), saleswoman (19), saleslady (29), salesgirl (2): 225
 secretary: 1
 stenographer: 14
 superintendant: 5
 tailor, tailoress (store): 8
 teacher (primary, grammar, parochial, french, private & High School; commercial college, music): 32
 travelling-salesman: 5
 typer, typist: 2
 undertaker: 1

Types de revenus de la petite-bourgeoisie franco-américaine de Fall River, 1920

	<u>Individus</u>	<u>chef du foyer</u>	<u>%</u>
"own account":	517	(391)	37,8%
"employer":	118	(110)	8,6%
"wage earner" et "salaried"	724	(350)	53 %
pas indiqué, (rubrique vide):	6		
pension:	1		
TOTAL:	1366		

E. Recensement de Honoré Beaugrand, 1874
 pour le compte du Fall River Directory, dans "Rapport sur la population Canadienne Française de
 Fall River Mass."

Marchands, y compris marchandises sèches, épiceries, hardes faites, pharmacies, restaurants.	45
Commis	84
Médecins	5
Journalistes	2
Artistes photographes	1
Imprimeurs	3
Menuisiers charpentiers	150
Maçons	50
Peintres	50
Plafonneurs et briquetiers	100
Cordonniers	25
Forgerons	17
Voituriers	6
Tailleurs de pierre	25
Journaliers	500
<hr/> TOTAL	1063

Source: Honoré Beaugrand, Rapport sur la population Canadienne Française de Fall River
 Mass., 1875. 6 p.

F. DÉPOUILLEMENT DU RECENSEMENT DE E. LAMOUREUX, 1888 (N: 503)

OCCUPATIONS PROFESSIONNELLES: 24

architecte: 1
architecte naval: 1
avocat: 1
comptable: 3
dentiste: 2
médecin: 11
médecin-chirurgien: 2
médecin-vétérinaire: 2
notaire: 1

OCCUPATIONS COMMERCIALES: 258 (260)

artiste-photographe: 8
aubergiste: 21
barbier-coiffeur: 22
blanchisserie: 5
bourgeois: 1
boucherie: 2
boulangier: 6
boulangerie: 3
clos de bois: 21
colporteur: 15
commerçant: 2 (beurre, meubles)
confiseur: 4
déménageur-charretier: 1
écurie de louage: 1
entrepreneur de pompes funèbres: 3
épicier: 21
épicier-boulangier: 1
épicier-charcutier: 47
épicier-prêteur: 1
importateur: 1
laitier: 4
magasin de : 22
marchand de : 21
marchand en gros d'épicerie: 1
marchand et pharmacien: 1
meunier: 1
musicien: 1

pharmacien: 15
restaurateur: 1
savonnier: 5

OCCUPATIONS ARTISANALES: 37

chapellier: 2
entrepreneur-bâtiment: 3
entrepreneur-maçon: 3
entrepreneur-peintre: 4
forgeron: 8 (forgeron-carrossier, -charron)
marchand-tailleur: 2
maréchal-ferrant: 1
modiste: 5
orfèvre: 5
relieur: 1
voiturier: 3

OCCUPATIONS CLÉRICALES: 182

acrobate: 1
agent d'assurances: 3
agent d'un commerçant de chevaux: 1
agent de publications: 1
agent de machines à coudre: 5
collecteur: 1
comédien: 1
commis: 140
commis-voyageur: 1
contorsionniste: 1
courtier d'assurances: 1
dessinateur: 1
facteur: 1
joueur de balle: 1
journaliste: 3
instituteur, trice: 8
pasteur protestant: 1
professeur: 2
sergent de ville: 2
typographe: 7

F. 1. RECENSEMENT DE E. LAMOUREUX: PROFESSIONNELS ET COLS BLANCS
SALARIÉS CANADIENS-FRANÇAIS DE FALL RIVER, 1888

	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>3</u>	<u>4</u>	<u>5</u>	<u>6</u>	<u>7</u>	<u>8</u>	<u>9</u>	<u>TOTAL</u>
<u>Acrobates</u>					<u>1</u>	<u>2</u>				<u>3</u>
<u>Agt mach. à coudre</u>			<u>1</u>		<u>1</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>		<u>6</u>
<u>Agt publications</u>					<u>1</u>					<u>1</u>
<u>Architectes</u>						<u>1</u>			<u>1</u>	<u>2</u>
<u>Avocat</u>							<u>1</u>			<u>1</u>
<u>Commis</u>										<u>140</u>
<u>Comptables</u>						<u>3</u>				<u>3</u>
<u>Contorsioniste</u>					<u>1</u>					<u>1</u>
<u>Courtiers d'ass.</u>			<u>1</u>		<u>2</u>	<u>1</u>			<u>1</u>	<u>5</u>
<u>Dentistes</u>			<u>1</u>			<u>1</u>				<u>2</u>
<u>Dessinateurs</u>		<u>1</u>		<u>1</u>		<u>1</u>	<u>1</u>		<u>1</u>	<u>5</u>
<u>Facteur</u>						<u>1</u>				<u>1</u>
<u>Instituteur</u>	<u>2</u>			<u>2</u>		<u>2</u>			<u>1</u>	<u>7</u>
<u>Joueur de balle</u>				<u>1</u>						<u>1</u>
<u>Journalistes</u>			<u>1</u>			<u>1</u>	<u>2</u>			<u>4</u>
<u>Juges de paix</u>	<u>1</u>					<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>		<u>4</u>
<u>Médecins</u>	<u>1</u>		<u>2</u>	<u>2</u>	<u>2</u>	<u>4</u>		<u>1</u>		<u>12</u>
<u>Médecins-vété.</u>					<u>1</u>		<u>1</u>			<u>2</u>
<u>Notaires</u>						<u>1</u>	<u>1</u>			<u>2</u>
<u>Pasteur-protestant</u>							<u>1</u>			<u>1</u>
<u>Professeurs</u>						<u>2</u>				<u>2</u>
<u>Sergents de ville</u>					<u>1</u>				<u>1</u>	<u>2</u>

Source: Hugo A. Dubuque, Le Guide Canadien-Français [ou Almanach des Adresses] de Fall River et Notes Historiques sur les Canadiens de Fall River, Fall River, Edmond-F. Lamoureux, éd., 1888.

F.2. RECENSEMENT DE E. LAMOUREUX: COMMERCE CANADIENS-FRANÇAIS DE
FALL RIVER, 1888

<u>Quartiers</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>3</u>	<u>4</u>	<u>5</u>	<u>6</u>	<u>7</u>	<u>8</u>	<u>9</u>	<u>TOTAL</u>
<u>Auberges</u>	<u>3</u>	<u>1</u>	<u>1</u>		<u>6</u>	<u>6</u>			<u>4</u>	<u>21</u>
<u>Boulangers</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>4</u>			<u>1</u>	<u>10</u>
<u>Clos de bois et</u> <u>charbon</u>	<u>5</u>		<u>3</u>		<u>4</u>	<u>6</u>			<u>3</u>	<u>21</u>
<u>Colporteurs</u>	<u>2</u>		<u>2</u>	<u>2</u>	<u>3</u>	<u>5</u>	<u>1</u>			<u>15</u>
<u>Ent. pompes</u> <u>funèbres</u>					<u>1</u>	<u>2</u>				<u>3</u>
<u>Importateurs</u>					<u>1</u>	<u>1</u>				<u>2</u>
<u>Laitiers</u>	<u>1</u>					<u>2</u>			<u>1</u>	<u>4</u>
<u>Mag. de beurre</u>					<u>1</u>					<u>1</u>
<u>Mag. d'épicerie</u>	<u>2</u>			<u>4</u>	<u>5</u>	<u>4</u>				<u>15</u>
<u>Mag. d'épicerie et</u> <u>charcuterie</u>	<u>7</u>	<u>3</u>	<u>3</u>	<u>3</u>	<u>6</u>	<u>16</u>	<u>3</u>		<u>5</u>	<u>46</u>
<u>Mag. d'orfèverie</u>			<u>1</u>			<u>1</u>	<u>1</u>			<u>3</u>
<u>Mag. de cadres</u>					<u>1</u>	<u>1</u>			<u>1</u>	
<u>Mag. chaussures</u>	<u>1</u>			<u>3</u>		<u>1</u>			<u>2</u>	<u>7</u>
<u>Mag. ferronnerie</u>						<u>1</u>			<u>1</u>	<u>2</u>
<u>Mag. fruits et</u> <u>sucreries</u>	<u>4</u>		<u>2</u>		<u>2</u>	<u>5</u>	<u>1</u>		<u>1</u>	<u>15</u>
<u>Mag. de grains</u>		<u>1</u>				<u>2</u>				<u>3</u>
<u>Mag. machines à</u> <u>coudre</u>						<u>1</u>				<u>1</u>
<u>Mag. nouveautés</u>	<u>3</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>		<u>4</u>			<u>2</u>	<u>12</u>
<u>Mag. de meubles</u>		<u>1</u>			<u>2</u>	<u>3</u>			<u>1</u>	<u>7</u>
<u>Mag. modes et</u> <u>nouveautés</u>	<u>2</u>		<u>1</u>		<u>1</u>	<u>6</u>			<u>2</u>	<u>12</u>
<u>Mag. de thé</u>						<u>1</u>				<u>1</u>
<u>Mag. vêtements</u>			<u>1</u>			<u>1</u>				<u>2</u>
<u>Mag. en gros de</u> <u>liqueurs</u>						<u>1</u>				<u>1</u>
<u>Mag. en gros de</u> <u>produits</u>					<u>1</u>					<u>1</u>
<u>Marchand de boudin</u>				<u>1</u>						<u>1</u>
<u>Meuniers</u>					<u>1</u>				<u>1</u>	<u>2</u>
<u>Pharmacies</u>	<u>1</u>				<u>5</u>	<u>2</u>			<u>2</u>	<u>10</u>
<u>Relieurs</u>						<u>1</u>				<u>1</u>
<u>Restaurants</u>				<u>1</u>						<u>1</u>
<u>Salons bar.-coif.</u>	<u>2</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>3</u>	<u>5</u>			<u>3</u>	<u>18</u>
<u>Savonniers</u>						<u>7</u>				<u>7</u>

Source: Hugo A. Dubuque, Le Guide Canadien-Français [ou Almanach des Adresses] de Fall River et Notes Historiques sur les Canadiens de Fall River, Fall River, Edmond-F. Lamoureux, éd., 1888.

F.3. RECENSEMENT DE E. LAMOUREUX: ARTISANS CANADIENS-FRANÇAIS DE
FALL RIVER, 1888

<u>Quartiers</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>3</u>	<u>4</u>	<u>5</u>	<u>6</u>	<u>7</u>	<u>8</u>	<u>9</u>	<u>TOTAL</u>
<u>Ateliers cordon.</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>2</u>	<u>3</u>	<u>4</u>	<u>1</u>		<u>2</u>	<u>17</u>
" <u>de forge</u>			<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>3</u>		<u>2</u>	<u>10</u>
" <u>de peinture</u>					<u>1</u>	<u>2</u>			<u>2</u>	<u>5</u>
" <u>photographie</u>	<u>3</u>	<u>1</u>	<u>1</u>		<u>2</u>				<u>1</u>	<u>8</u>
" <u>de reliure</u>						<u>1</u>				<u>1</u>
" <u>de tailleur</u>	<u>1</u>		<u>1</u>		<u>1</u>					<u>3</u>
" <u>typographique</u>					<u>1</u>	<u>1</u>				<u>2</u>
" <u>de voitures</u>				<u>1</u>	<u>2</u>	<u>3</u>			<u>1</u>	<u>7</u>
<u>Boutiques de sellier</u>						<u>3</u>				<u>3</u>
<u>Chapellerie</u>					<u>1</u>					<u>1</u>
<u>Const. bâtiments</u>	<u>1</u>					<u>3</u>			<u>1</u>	<u>5</u>
<u>Ecurie de louage</u>				<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>				<u>3</u>
<u>Entre.-maçons</u>				<u>1</u>		<u>2</u>				<u>3</u>
<u>Entre.-peintre</u>						<u>3</u>			<u>2</u>	<u>5</u>
<u>Fabriques balais</u>					<u>1</u>	<u>1</u>				<u>2</u>
<u>Fab. farine préparée</u>						<u>1</u>				<u>1</u>

Source: Le Guide Canadien-Français [ou Almanach des Adresses] de Fall River et Notes Historiques sur les Canadiens de Fall River, Fall River, Edmond-F. Lamoureux, éd., 1888.

G. DÉPOUILLEMENT DE L'ALMANACH DES ADRESSES DE E. J. GAGNON, 1909-10
(N: 1255)

OCCUPATIONS PROFESSIONNELLES: 43

avocats: 4
architectes: 1
dentistes: 6
herboriste: 2
médecins, médecin-chirurgien: 25
notaire public: 2
opticiens: 2
solliciteur: 1

OCCUPATIONS COMMERCIALES: 575

accordeur de piano: 1
barbiers: 91
blanchisseurs: 17
bouchers: 9
boulangers: 87
buvetier: 2
cabaretiers: 3
colporteurs: 13
commerçants: 40
croques-morts: 8
directeurs de funérailles: 2
embaumeur: 1
épiciers: 63
fleuriste: 5
fruitier: 2
gérants: 7
glaciers: 15
hôtelier: 1
immeubles: 3
laitiers: 10
laveurs: 1
maison de pension: 1
maquignons: 4
marchands: 123
musiciens: 7
pension: 3
pharmaciens: 24
photographes: 11
poissonniers: 6
prop. salle de billard: 3
prop. de buanderie: 3

prop. de maison de pension: 5
restaurateurs: 5
vendeur de tabac, journaux: 1

OCCUPATIONS ARTISANALES: 123

artiste: 1
bijoutier: 1
brasseur: 1
carrossier: 2
charpentier: 1
contracteur: 16
cordonniers: 2
couturière: 1
électriciens: 4
empailleur de chaises: 1
entrepreneur-peintre: 1
fabricants de pipes: 6
faiseur de peignes: 2
forgerons: 4
imprimeur: 20
joaillier: 9
modistes: 13
orfèvre: 3
poseur de calorifères: 1
plombiers: 2
saucissier: 2
sculpteur: 1
sellier: 10
tailleurs: 17
verrier en bouteille: 2

OCCUPATIONS CLÉRIQUES: 513

acteur: 1
agents: 74 (d'assurances, de machines à coudre, etc.)
agent-général: 1
assistant-dentiste: 1
capitaine: 2
clerc pharmacien: 2
clercs postal: 2
collecteurs: 16

commis: 339
commissaires: 2
comptable: 1
correcteur d'épreuve: 1
courtier: 1
éditeur: 1
employé au bureau du gaz: 1
évaluateur: 2
garçon de comptoir: 1
journalistes: 6
inspecteurs: 12
instituteurs: 7
interprète: 1
facteur: 1
ministre: 1
modistes: 13
officier de l'État: 1
organiste: 1
patrouilles: 4
policier: 1
professeurs de musique: 2
rédacteur de nouvelles: 4
sténographes: 1
surintendants: 4
teneurs de livres: 5
ventriloque: 1

H: COMPILATION DES OCCUPATIONS TENUES PAR LES FEMMES À PARTIR DES
RECENSEMENTS FÉDÉRAUX OFFICIELS DE 1880, 1900 ET 1920

H.1. DÉPOUILLEMENT DU RECENSEMENT FÉDÉRAL OFFICIEL DE 1880 (N: 16)

PROFESSIONNELLES:	-
COMMERCANTES:	-
ARTISANNES:	8 (dressmaker-6, harness maker-1, tailoress-1)
<u>COLS BLANCS:</u>	<u>9 (clerk-7, teacher in french-1, works in store-1)</u>
TOTAL:	16

H.2. DÉPOUILLEMENT DU RECENSEMENT FÉDÉRAL OFFICIEL DE 1900 (N: 157)

PROFESSIONNELLES: 1
specialist chiropodist: 1

OCCUPATIONS COMMERCIALES: 29
boarding house: 8
grocer: 3
keeps boarders: 1
keeps dry goods store: 1
milliner store: 2
merchant: 1
lodging house keeper: 2
landlady: 1
manager of bookstore: 1
musician: 1
owner of dental parlors: 1
photograph-artist: 2
restaurant keeper: 1
shoe dealer: 1
store keeper: 2
tea store proprietor: 1

OCCUPATIONS ARTISANALES: 7
dressmaker: 1
tailoress: 6

OCCUPATIONS CLÉRIQUES: 120

agent: 1
 bookkeeper: 8
 cashier in grocery: 1
 clerk: 32 -clerk (8), in dry goods (19), in grocery (3), sales (1), millinery (1),
 clerk & bookkeeper (1)
 clerk in City Hall : 1
 music teacher: 10
 nurse: 2
 salesgirls: 1
 saleslady: 19
 saleswoman: 27
 stenographer: 1
 school teacher: 11
 teacher: 1
 teacher of french: 2
 typewriter: 1
 works in furniture store: 1
 works in jewelry: 1

H.3. DÉPOUILLEMENT DU RECENSEMENT FÉDÉRAL OFFICIEL DE 1920 (N: 282)

PROFESSIONNELLES (o.a.): 2

assistant dentist: 1
 chiropodist: 1

OCCUPATIONS COMMERCIALES ("own account"): 54

boarding house, mistress: 4 et (1 pas indiqué si oa)
 clerk: 3
 cook, restaurant: 1
 house keeper: 3
 keeper boarding house: 6
 manager remnant store: 1
 merchant, dry goods: 1
 milliner store: 13
 owner of boarding house: 1
 photograph: 2
 proprietor : 5 (store, drug store, boarding house, rooming house, millinery store)
 repairer: 1

retail merchant: 3
saleslady: 3
storekeeper: 6

OCCUPATIONS COMMERCIALES ("employer"): 4

expressing: 1
manager jewelry store: 1
merchant dry goods: 1
milliner store: 1

OCCUPATIONS ARTISANALES ("own account"): 16

dressmaker: 14
milliner: 1
seamstress dressmaking: 1

OCCUPATIONS ARTISANALES ("employer"): 2

dressmaker: 2

OCCUPATIONS ARTISANALES ("wage earner"): 2

tailoress: 2

OCCUPATIONS CLÉRIQUES ("own account"): 8

music teacher: 4
nurse: 1
piano teacher: 2
teacher: 1

OCCUPATIONS CLÉRIQUES ("wage earner"): 194

agent: 3
bookkeeper: 41
buyer: 2
cashier: 2
clerk: 28 (in dry goods, in grocery, sales, millinery)

clerk-secretary : 1
invoice clerk: 1
musician: 1
nurse: 10
assistant principal: 1
producer, shows: 1
salesgirls: 2
saleslady: 28
saleswoman: 20
stenographer: 17
teacher: 34 (school, public, private, college, parochial, grammar, high, commercial)
typer, typist: 2

total 282